

هنا من الامم

# Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION

QUARANTE-DEUXIÈME ANNÉE - N° 12578 - 4,50 F

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Fontaine

MARDI 9 JUILLET 1985

## Presque plus de Pyrénées

De tout temps, les Pyrénées ont cruellement séparé la France et l'Espagne, même si un célèbre moment d'optimisme a fait dire qu'il n'y en avait plus. Avec la visite de Juan Carlos à Paris, la barrière se fait en fait un peu moins haute. Quand il était venu pour la première fois en France, en 1976, le roi n'avait pas encore révisé le coup de maître que devait être la transition entre l'autoritarisme vieillissant du Caudillo et la sérénité d'une monarchie constitutionnelle exemplaire. Il a désormais donné toute sa mesure. L'Espagne ne pouvait avoir meilleur ambassadeur que cet homme jeune et plein d'allure, au fait de tous les problèmes et capable, par sa sagesse et son savoir-faire, de réconcilier enfin deux pays qui, depuis les guerres napoléoniennes, se regardent en chiens de faïence.

La « déclaration commune » qui va être publiée se veut le témoignage de la disparition — du moins au niveau officiel — des vieilles animosités. Elle organise des rencontres régulières, officialisant et amplifiant les « séminaires » existants. Surtout, elle donne un éclat exceptionnel à l'apaisement d'un long effort mené de part et d'autre. L'Espagne a compris qu'elle n'abandonnerait pas, en se bornant à réprimer la France, une réconciliation inéluctable à son entrée et l'Europe à son sein en démocratie. La France, reconnaissant à son long passé d'ennemi commun, a enfin admis qu'elle ne pouvait pas ignorer la grande volonté du sud et se permettre d'être ingérent.

« Antiquité lointaine de Mitterrand à l'égard de l'Espagne », écrit un livre, « était la promesse espagnole lors de la visite du président de la République en juin 1982. Depuis, ces gracieuses, que de chemin parcouru ! Accablé de la sorte, M. Mitterrand avait pris la mesure du ressentiment d'un pays exaspéré par l'attitude de la France, accusée de bloquer son entrée dans le Marché commun et de témoigner d'une coupable indifférence à l'égard du terrorisme basque. »

Des janvier 1983 à aujourd'hui, à La Celle-Saint-Cloud, le premier d'une série de « séminaires ministériels » qui permettent, secteur par secteur, de dissiper les incompréhensions et les rancunes. Un ambassadeur « officieux » à Madrid, le député Pierre Gélard, qui quitte aujourd'hui son poste, avait ses entrées privilégiées à l'Élysée et à la Moncloa auprès de M. Felipe Gonzalez et pouvait apaiser les difficultés en usant de ses amitiés et de son entregent.

Toutefois rien n'aurait été possible sans la levée, du côté français, des obstacles de fond que représentaient les deux dossiers brûlants de l'Europe et du terrorisme. C'est chose faite. L'Espagne vient de signer le traité qui fait d'elle, à partir du 1<sup>er</sup> janvier prochain, un nouveau membre du « club » européen. La France, depuis un an, par trois extensions et de nombreuses mesures d'alignement d'hôtes indésirables dans ses « départements sensibles », a démontré qu'elle n'offrait pas de « sanctuaire » à ceux pour qui la démocratie espagnole est aussi insupportable que le franquisme, sinon davantage. Les rapports personnels qu'entretient Juan Carlos avec le nouveau chef du gouvernement autonome basque, permettent d'envisager avec plus d'optimisme le transfert des pouvoirs de police à cet échelon. C'est la seule façon de faire disparaître le chiffon rouge d'une répression menée par « ceux de Madrid » aux yeux d'un peuple qui se transforme en tigre furieux dès qu'on semble menacer ses franchises.

Certes, des séquelles de la vieille discorde demeurent. La France reste hostile, outre-Pyrénées, des contrats les plus alléchants, et l'on y prie pour ses Arabes, ses Minguets et son métré. Mais cette fois, c'est à juste titre que l'on peut utiliser le célèbre « Flamingo » : Si le coup de couteau de la France pour le roi d'Espagne trahit aujourd'hui la fin de l'économie de relations passionnelles, ambiguës, souvent baragouinées entre Paris et Madrid, voici une réconciliation longue d'Espagne.

## LE 1100<sup>e</sup> ANNIVERSAIRE DE CYRILLE ET MÉTHODE

### 150 000 catholiques manifestent en Tchécoslovaquie

Quelque cent cinquante mille personnes ont pris part dimanche 7 juillet dans le village de Velehrad, en Moravie, à 300 kilomètres à l'est de Prague, aux cérémonies marquant le 1100<sup>e</sup> anniversaire de saint Méthode, apôtre avec son frère Cyrille des populations slaves.

Le ministre tchécoslovaque de la culture, M. Milan Klusak, qui a pris la parole au cours de la cérémonie passée totalement sous silence par les moyens d'information officiels, a été conspué par la foule lorsqu'il a évoqué la politique de son gouvernement. Les autorités de Prague avaient tenté de dénier tout aspect religieux aux commémorations et empêché — en dehors de Mgr Casaroli, secrétaire d'Etat au Vatican — les prélats étrangers d'assister au pèlerinage.

La Tchécoslovaquie a connu dimanche sa plus grande manifestation religieuse depuis l'installation du régime communiste après la guerre et sa plus grande réunion spontanée depuis le printemps de Prague en 1968.

Dès samedi, les croyants, beaucoup de jeunes notamment, avaient commencé à se rassembler autour de l'abbaye cistercienne de Velehrad. Certains avaient été amenés en autocar, d'autres avaient parcouru à pied plus de 300 kilomètres. Quelques-uns ont été hébergés au village, mais ceux qui ont dormi à la belle étoile ont été les plus nombreux. Les autorités avaient tenté de fournir une infrastructure sanitaire et organisé le ravitaillement des pèlerins.

Avant la messe de dimanche, célébrée par Mgr Tomasek, archevêque de Prague, et Mgr Casaroli, le pape a scandé des slogans tels que : « Nous voulons le pape » et « Vive Jean-Paul II ».

Au cours d'un office à Rome, le pape a rappelé qu'il aurait aimé se rendre à Velehrad, mais les autorités communistes de Tchécoslovaquie ont refusé au souverain pontife l'autorisation de participer aux cérémonies, contre le vœu de plusieurs dizaines de milliers de fidèles qui, l'an dernier, avaient signé une pétition demandant que le mille centième anniversaire de Cyrille et Méthode soit présidé par Jean-Paul II.

Le pape avait délégué en Tchécoslovaquie son secrétaire d'Etat Mgr Casaroli.

(Lire la suite page 7.)

## LA RÉUNION DES PAYS PRODUCTEURS DE PÉTROLE

### L'OPEP impuissante face à un marché déprimé

Les treize pays membres de l'OPEP, réunis à Vienne, se sont séparés, dimanche 7 juillet, en décidant de maintenir inchangés la structure de leurs prix officiels et le plafond de production (16 millions de barils par jour) adopté en janvier dernier. Ils ont, en outre, décidé de mettre fin aux rabels sur les prix, en en reconnaissant par là même l'existence. Un comité d'experts sera chargé d'étudier les moyens d'une meilleure discipline interne. L'OPEP se réunira de nouveau le 22 juillet à Genève pour tenter une fois encore de stabiliser le marché pétrolier. Malgré cet échec, les prix du brut devraient se raffermir : de nombreux raffineurs avaient attendu la réunion de Vienne pour procéder à des achats qu'ils vont être contraints de réaliser.

De notre envoyée spéciale

Vienne. — Un profond sentiment d'échec régnait à l'issue de trois jours de débats qui, préservés d'abord comme une conférence ordinaire, dont témoignaient les badges remis aux délégations, en sont finalement restés, faute de décision, au stade de réunion « consultative ». « Cela ne pouvait être pire », assurait un membre de la délégation des Emirats arabes unis. « Le 22 juillet prochain, les prix du brut seront tombés à 22 dollars. »

Si la majorité des pays membres ont en effet pris conscience qu'il était nécessaire de changer d'approche, les méthodes utilisées depuis trois ans pour stabiliser le marché ayant montré leurs limites, ils ont été dans l'incapacité de s'entendre sur une solution viable aux problèmes immédiats posés par la faiblesse du marché.

D'autres, applicables immédiatement, n'ont pas réuni le consensus nécessaire.

VERONIQUE MAURUS.

(Lire la suite page 29.)

## APRÈS LE COMITÉ DIRECTEUR DU PS

### Lionel Jospin, gardien du temple

MM. Lionel Jospin et Laurent Fabius ont réglé, au moins pour le moment, le différend qui les opposait. Le comité directeur du Parti socialiste, réuni samedi 6 juillet, a permis au premier secrétaire d'affirmer que la « clarification » qu'il souhaitait a eu lieu.

Il a ainsi obtenu satisfaction sans pour autant que le premier ministre sorte affaibli de cette affaire. Ainsi, la campagne des élections législatives sera lancée, symboliquement, au cours d'une réunion publique animée par les deux protagonistes.

par JEAN-MARIE COLOMBANI et JEAN-YVES LHOMEAU

À Bourg-en-Bresse. A l'heure où Claude Estier s'endort, Louis Merz plaisante encore, et Didier Motchane — lieutenant langué de bois de Jean-Pierre Chevènement — conteste obstinément un point virgule. A moins qu'il ne s'agisse du sexe d'un ange qui passe. Les dirigeants socialistes, en plein congrès,

ne voient pas le bout de l'une de ces abominables séances — obligatoires nocturnes — de la commission des résolutions. Lionel Jospin, lui, voit venir un congrès raté pour cause d'étrépage et, au final, de désaccords publics.

Déjà, deux ans plus tôt, le congrès de Valence, son premier congrès de premier secrétaire, a été saboté involontairement par les « ayatollahs » du socialisme triomphant, « coupures de têtes » et vainqueurs arrogants. A Bourg-en-Bresse, la « raison d'Etat » commande que les socialistes offrent au pouvoir, sept mois après l'échec des élections municipales de mars et au cœur du second plan de rigueur, l'image d'un parti uni, à défaut d'être mobilisé. Or

ne voient pas le bout de l'une de ces abominables séances — obligatoires nocturnes — de la commission des résolutions. Lionel Jospin, lui, voit venir un congrès raté pour cause d'étrépage et, au final, de désaccords publics.

Déjà, deux ans plus tôt, le congrès de Valence, son premier congrès de premier secrétaire, a été saboté involontairement par les « ayatollahs » du socialisme triomphant, « coupures de têtes » et vainqueurs arrogants. A Bourg-en-Bresse, la « raison d'Etat » commande que les socialistes offrent au pouvoir, sept mois après l'échec des élections municipales de mars et au cœur du second plan de rigueur, l'image d'un parti uni, à défaut d'être mobilisé. Or

ne voient pas le bout de l'une de ces abominables séances — obligatoires nocturnes — de la commission des résolutions. Lionel Jospin, lui, voit venir un congrès raté pour cause d'étrépage et, au final, de désaccords publics.

Déjà, deux ans plus tôt, le congrès de Valence, son premier congrès de premier secrétaire, a été saboté involontairement par les « ayatollahs » du socialisme triomphant, « coupures de têtes » et vainqueurs arrogants. A Bourg-en-Bresse, la « raison d'Etat » commande que les socialistes offrent au pouvoir, sept mois après l'échec des élections municipales de mars et au cœur du second plan de rigueur, l'image d'un parti uni, à défaut d'être mobilisé. Or

ne voient pas le bout de l'une de ces abominables séances — obligatoires nocturnes — de la commission des résolutions. Lionel Jospin, lui, voit venir un congrès raté pour cause d'étrépage et, au final, de désaccords publics.

Déjà, deux ans plus tôt, le congrès de Valence, son premier congrès de premier secrétaire, a été saboté involontairement par les « ayatollahs » du socialisme triomphant, « coupures de têtes » et vainqueurs arrogants. A Bourg-en-Bresse, la « raison d'Etat » commande que les socialistes offrent au pouvoir, sept mois après l'échec des élections municipales de mars et au cœur du second plan de rigueur, l'image d'un parti uni, à défaut d'être mobilisé. Or

ne voient pas le bout de l'une de ces abominables séances — obligatoires nocturnes — de la commission des résolutions. Lionel Jospin, lui, voit venir un congrès raté pour cause d'étrépage et, au final, de désaccords publics.

Déjà, deux ans plus tôt, le congrès de Valence, son premier congrès de premier secrétaire, a été saboté involontairement par les « ayatollahs » du socialisme triomphant, « coupures de têtes » et vainqueurs arrogants. A Bourg-en-Bresse, la « raison d'Etat » commande que les socialistes offrent au pouvoir, sept mois après l'échec des élections municipales de mars et au cœur du second plan de rigueur, l'image d'un parti uni, à défaut d'être mobilisé. Or

ne voient pas le bout de l'une de ces abominables séances — obligatoires nocturnes — de la commission des résolutions. Lionel Jospin, lui, voit venir un congrès raté pour cause d'étrépage et, au final, de désaccords publics.

Déjà, deux ans plus tôt, le congrès de Valence, son premier congrès de premier secrétaire, a été saboté involontairement par les « ayatollahs » du socialisme triomphant, « coupures de têtes » et vainqueurs arrogants. A Bourg-en-Bresse, la « raison d'Etat » commande que les socialistes offrent au pouvoir, sept mois après l'échec des élections municipales de mars et au cœur du second plan de rigueur, l'image d'un parti uni, à défaut d'être mobilisé. Or

ne voient pas le bout de l'une de ces abominables séances — obligatoires nocturnes — de la commission des résolutions. Lionel Jospin, lui, voit venir un congrès raté pour cause d'étrépage et, au final, de désaccords publics.

Déjà, deux ans plus tôt, le congrès de Valence, son premier congrès de premier secrétaire, a été saboté involontairement par les « ayatollahs » du socialisme triomphant, « coupures de têtes » et vainqueurs arrogants. A Bourg-en-Bresse, la « raison d'Etat » commande que les socialistes offrent au pouvoir, sept mois après l'échec des élections municipales de mars et au cœur du second plan de rigueur, l'image d'un parti uni, à défaut d'être mobilisé. Or

ne voient pas le bout de l'une de ces abominables séances — obligatoires nocturnes — de la commission des résolutions. Lionel Jospin, lui, voit venir un congrès raté pour cause d'étrépage et, au final, de désaccords publics.

Déjà, deux ans plus tôt, le congrès de Valence, son premier congrès de premier secrétaire, a été saboté involontairement par les « ayatollahs » du socialisme triomphant, « coupures de têtes » et vainqueurs arrogants. A Bourg-en-Bresse, la « raison d'Etat » commande que les socialistes offrent au pouvoir, sept mois après l'échec des élections municipales de mars et au cœur du second plan de rigueur, l'image d'un parti uni, à défaut d'être mobilisé. Or

ne voient pas le bout de l'une de ces abominables séances — obligatoires nocturnes — de la commission des résolutions. Lionel Jospin, lui, voit venir un congrès raté pour cause d'étrépage et, au final, de désaccords publics.

Déjà, deux ans plus tôt, le congrès de Valence, son premier congrès de premier secrétaire, a été saboté involontairement par les « ayatollahs » du socialisme triomphant, « coupures de têtes » et vainqueurs arrogants. A Bourg-en-Bresse, la « raison d'Etat » commande que les socialistes offrent au pouvoir, sept mois après l'échec des élections municipales de mars et au cœur du second plan de rigueur, l'image d'un parti uni, à défaut d'être mobilisé. Or

ne voient pas le bout de l'une de ces abominables séances — obligatoires nocturnes — de la commission des résolutions. Lionel Jospin, lui, voit venir un congrès raté pour cause d'étrépage et, au final, de désaccords publics.

Déjà, deux ans plus tôt, le congrès de Valence, son premier congrès de premier secrétaire, a été saboté involontairement par les « ayatollahs » du socialisme triomphant, « coupures de têtes » et vainqueurs arrogants. A Bourg-en-Bresse, la « raison d'Etat » commande que les socialistes offrent au pouvoir, sept mois après l'échec des élections municipales de mars et au cœur du second plan de rigueur, l'image d'un parti uni, à défaut d'être mobilisé. Or

ne voient pas le bout de l'une de ces abominables séances — obligatoires nocturnes — de la commission des résolutions. Lionel Jospin, lui, voit venir un congrès raté pour cause d'étrépage et, au final, de désaccords publics.

Déjà, deux ans plus tôt, le congrès de Valence, son premier congrès de premier secrétaire, a été saboté involontairement par les « ayatollahs » du socialisme triomphant, « coupures de têtes » et vainqueurs arrogants. A Bourg-en-Bresse, la « raison d'Etat » commande que les socialistes offrent au pouvoir, sept mois après l'échec des élections municipales de mars et au cœur du second plan de rigueur, l'image d'un parti uni, à défaut d'être mobilisé. Or

ne voient pas le bout de l'une de ces abominables séances — obligatoires nocturnes — de la commission des résolutions. Lionel Jospin, lui, voit venir un congrès raté pour cause d'étrépage et, au final, de désaccords publics.

Déjà, deux ans plus tôt, le congrès de Valence, son premier congrès de premier secrétaire, a été saboté involontairement par les « ayatollahs » du socialisme triomphant, « coupures de têtes » et vainqueurs arrogants. A Bourg-en-Bresse, la « raison d'Etat » commande que les socialistes offrent au pouvoir, sept mois après l'échec des élections municipales de mars et au cœur du second plan de rigueur, l'image d'un parti uni, à défaut d'être mobilisé. Or

ne voient pas le bout de l'une de ces abominables séances — obligatoires nocturnes — de la commission des résolutions. Lionel Jospin, lui, voit venir un congrès raté pour cause d'étrépage et, au final, de désaccords publics.

Déjà, deux ans plus tôt, le congrès de Valence, son premier congrès de premier secrétaire, a été saboté involontairement par les « ayatollahs » du socialisme triomphant, « coupures de têtes » et vainqueurs arrogants. A Bourg-en-Bresse, la « raison d'Etat » commande que les socialistes offrent au pouvoir, sept mois après l'échec des élections municipales de mars et au cœur du second plan de rigueur, l'image d'un parti uni, à défaut d'être mobilisé. Or

## La France des festivals

Pour les festivités culturelles, le mois de juin aura été parisien. A présent, c'est le tour de la France entière qui commence. L'estival se fait festivalier, juillet fait retentir grandes voix, grands et petits orchestres en tous genres. Les tréteaux se multiplient — plus on déclame, plus le public en réclame — la danse envahit les rues, et, le soir, le ciel est le plus beau chapiteau du monde.

Ouverture, à Avignon, avec Macbeth. Ouverture, à Montpellier, du premier marathon musical — cent vingt-deux concerts ! — organisé par Radio France et la ville. Mille ans, c'est un anniversaire qui se célèbre en fanfares, et se chorégraphie aussi. Aix-en-Provence éclate ensuite le 10 juillet, et c'est toute une région, Provence-Alpes-Côte d'Azur, avec ses quelque deux mille spectacles, qui communique joyeusement dans la fraternité des arts. En août, la canot de route sera moins fourni, et la tréne, alors, s'apaisera.

Pour ceux que l'arène du Midi n'attire pas, ou impressionne, pour ceux qui prennent en congé la vie comme elle vient, il y a de toute façon l'assurance de trouver festival où que l'on aille. De la Côte d'Opale à Quimper, de Gargiles à Dijon, quelle ville, quel canton, quelle plage, n'a pas ses réjouissances d'été ? Le cinéma aussi a parfois droit de cité, plus rarement il est vrai, puisqu'il préfère l'ombre des salles obscures... Rendez-vous à Prades, à partir du 16 juillet, pour un hommage à Woody Allen et au comique juif américain.

Et Paris ? Paris se met en sourdine, mais pas en vacances pour autant. Le Vingtième Festival estival investit églises et bateaux-mouches à partir du 15 juillet et jusqu'au 20 septembre, pour les mélomanes, tandis que, plus écolérique, la banlieue accueille du 14 juillet au 4 août, les manifestations « Fêtes et foras ».

L'été est culturel, cela va de soi. Et c'est chacun pour soi, en paix avec autrui, qu'il convient de se laisser aller au réconfort magique des célébrations (gigantesques ou intimes), de flâner, de réfléchir, pour ne garder en tête que la beauté.

(Lire page 14.)

## LIRE

5. GUINÉE  
Bilan du coup d'Etat avorté : 18 morts, 229 blessés.
  - ZIMBABWE  
M. Mugabe obtient la majorité absolue aux élections.
  6. ASIE  
Effervescence sur la rive soviétique du fleuve Amour.
  11. JUSTICE  
Le défi de Christine Villemin.
  32. ÉCONOMIE  
Scission dans le syndicat des mineurs britanniques.
- ### DÉTAILLEMENT
- Le train Le Havre-Paris heurte un camion : 7 morts, une quarantaine de blessés.

## Le Monde

### ÉCONOMIE

Les banques régionales de France  
La chronique de Paul Fabra  
Notes de lecture, par Alfred Sauvy  
(Pages 17 à 19)

## Régis DEBRAY



### Les Empires contre l'Europe

Le meilleur livre sans doute que Régis Debray ait jamais écrit. Le plus nuancé aussi.

André Fontaine, Le Monde

« Il fera sursauter les bonnes consciences pour lesquelles il n'est point de salut hors d'une doublette ou insidieuse servitude ».

« Le livre de Debray vient à point pour remettre à l'heure des pendules arrêtées depuis vingt ans ».

Philippe Simonnot, La Tribune de l'Économie

GALLIMARD

## AU JOUR LE JOUR

### Défense

Ayant échappé à une sanglante tentative de coup d'Etat, le chef de l'Etat guinéen a promis la mort aux comploteurs.

Dimanche, à Conakry, s'adressant à la foule, il a lancé : « Ceux qui ont tué ou blessé des personnes innocentes, je vais les tuer. Que ceux qui voudraient les défendre au nom des droits de l'homme le fassent vite, car demain il sera trop tard. »

Il y a du vrai dans ce mélange d'ironie et de franchise : en Afrique ou ailleurs, les défenseurs des droits de l'homme et de la défense savent bien qu'il n'est pas nécessaire d'espérer pour entreprendre. Lutter dans l'urgence, à fonds perdus et sans garantie de résultats ? Ils en ont l'habitude.

BRUNO FRAPPAT.



# débats

## L'AFFRONTEMENT COMMERCIAL

Les Français n'ont pas encore évalué les avantages qu'ils obtiendraient s'ils se battaient mieux sur les marchés intérieur et extérieur. Jean-A. Cordier insiste sur la peur du risque qui réfrigère notre économie et Albert Merlin ne voit d'amélioration de notre statut commercial que dans la baisse des prix industriels et dans une meilleure aptitude à répondre à la demande internationale.

## Pourquoi les Français n'aiment pas la concurrence

Les socialistes auraient pu marquer un point, car la mise en confrontation des agents économiques n'est pas un programme de droite.

Le Français moyen n'imagine pas une seconde qu'il pour-rait trouver avantage à se procurer ses cigarettes dans n'importe quelle épicerie, comme c'est le cas en Belgique, et à exiger qu'il y ait non pas un fournisseur monopolistique, mais pluralité de fournisseurs publics ou privés concurrents.

Nos dirigeants, sur ce plan, ne semblent guère plus évolués. Témoins le monopole de la Haute Autorité de l'audiovisuel à propos du match Juventus-Girondins.

S'appuyant sur le caractère de service public national du réseau TV, la Haute Autorité réunit un cartel de producteurs potocodés présumés concurrents, en l'occurrence TF1, A2 et FR3 (tandis que Canal Plus se joint sans vergogne au trio). Ce cartel va faire pression sur un client, un « prospect », M. Bez, représentant les Girondins, pour l'obliger, au nom de la solidarité nationale, à accepter de brader la vente de ses droits d'auteur.

Et la France entière d'applaudir M<sup>me</sup> Michèle Cotta, coupable d'entente illicite, tandis que M. Bez, dont le seul tort est de défendre les intérêts de son club, sera accusé de chantage éhonté.

Témoins l'attitude du chef de l'Etat, qui se réjouit de voir le monopole des PTT précéder en main le lancement de la filière « fibres optiques ».

### Une connotation négative

Témoins l'attitude de nombreux socialistes qui croient sincèrement aux vertus de la constitution d'énormes entités monopolistiques nationales, pour des raisons de taille critique, alors que tous les dirigeants des grands groupes ne cessent de plaider pour un éclatement de leurs structures en unités de profit indépendantes se faisant concurrence entre elles.

Que signifie ce refus de la compétition ? Cette attitude de soumission frileuse à certaines « fatalités » que sont l'entreprise d'Etat et des grands blocs privés est-elle un héritage du centralisme napoléonien, un besoin de sécurité et de tranquillité qui fait préférer à la valse des équilibres trompeuses et à la caennophonie des marchands se disputant sur les marches du Temple la sérénité des prix

par JEAN A. CORDIER (\*)

imposés, la croyance en l'Etat bon-né parce que désintéressé ? Faut-il incriminer l'égotisme engendré par la vie facile sur un terroir trop riche, défaut bien de chez nous qui aboutit au repli sur soi et par voie de conséquence à l'incapacité de s'entendre avec ses voisins : attitude néfaste dont philosophes et historiens nous disent qu'elle sécrète le gendarme, le juge et le fonctionnaire qui, eux, font la loi... et les monopoles ?

### Un programme de gauche ?

Les socialistes, qui auront somme toute assez bien réussi dans un domaine, l'économie, de toute manière la droite plus douée ent rien fait de ce que la gauche attendait d'eux, par exemple la mise en place d'un système musclé de participation autogestionnaire libérale, n'ont pas saisi au bond le ballon « concurrence » avec lequel ils essaient de marquer un bel essai. Car, contrairement aux apparences, la mise en confrontation des agents économiques n'est pas un programme de la droite. L'*« Homo Dexterus »*, par définition et morphologiquement, un possesseur et partant un conservateur. Un conservateur d'autant plus enclin à défendre, par tous les moyens (y compris par celui de se faire passer pour progressiste), ses intérêts particuliers et corporatistes, qu'il a conscience de ne pas devoir uniquement à ses mérites le petit supplément de bien dont il jouit.

Et quoi de plus délicieux pour la bonne conservation des bénéfices qu'une entente avec ses concurrents, une rente de situation sur une autoroute, une concession de pompes funèbres. La droite, dont le but est de créer des monopoles privés n'est pas pour autant hostile aux monopoles étatiques, à l'ombre desquels les sous-traitants font de si fructueuses affaires.

Casser les monopoles ne signifie pas, pour autant, privatiser. Le problème n'est pas de remplacer la Seita par une société privée conservant le monopole du tabac, comme le voudraient M. Chirac et ses amis (qui avouent n'être intéressés que par les affaires « rentables »), mais

(\*) Conseil d'entreprise.

de laisser la concurrence jouer entre un certain nombre de firmes indépendantes, quelle que soit la composition de leur actionariat : Etat, collectivité locale, SICAV, investisseur institutionnel ou personne privée. Cependant, la mise en concurrence des agents économiques, et singulièrement des agents de l'Etat producteur, va poser de très gros problèmes, en particulier celui de l'abolition de la garantie d'emploi, mesure à laquelle il faudrait bien se résoudre pour que le concept de concurrence soit cohérent avec la notion de risque dont il est le corollaire. Essayons de recenser le débat autour d'un programme idéal conçu en forme de raisonnement syllogistique :

— Les connaissances générales et professionnelles, la morale civile et la santé physique et mentale permettent à l'individu d'entrer en lice.

— Sa mise en concurrence avec d'autres agents économiques est un facteur indispensable de stimulation. Elle implique l'acceptation de certains risques (risques de perte financière ou de perte d'emploi).

— L'acceptation du risque conduit à des choix responsables, donc exaltants.

— La responsabilité est le facteur de base de la créativité. Or c'est essentiellement par la créativité que l'homme se réalise, donc atteint un bonheur de vivre. Alors, vive la concurrence ! Pas si vite. A un quelconque des PTT qui se plaignait devant moi d'être la cinquième roue du carrosse, d'avoir été écarté de Nancy alors qu'il est de Brest, et d'être payé avec des haricots, j'ai proposé d'entrer dans le paradis de la libre entreprise, d'Etat ou privé, de devenir salarié d'une entreprise concurrente de son secteur d'activité. J'ai fait briller un salaire plus que décent, le libre choix du lieu de travail, un job « enrichi » par l'appartenance à des cercles de travail autogestionnaires (dont les membres décideraient eux-mêmes qui embaucher et qui renvoyer), une substantielle participation aux fruits etc. Il m'a répondu : « Non merci. Je préfère rester où je suis. J'y ai la sécurité de l'emploi ».

## Ce que compétitivité veut dire

La disparité des prix est telle en France qu'un ajustement des taux de change n'améliorerait pas nos chances sur les marchés étrangers

par ALBERT MERLIN (\*)

La sanction du commerce international est implacable, et le jugement sans appel. D'après les enquêtes établies par l'Institut Rexco, la part de la France dans les ventes des principaux grands pays exportateurs, qui était passée de 9,7 % à 10,4 % entre 1976 et 1979, a ensuite reculé, à peine 8,3 % en 1984 et moins encore au premier trimestre de cette année.

Paru depuis longtemps par les spécialistes, le signal d'alarme sonne aujourd'hui assez fort pour que les partisans de la relance de la consommation soient quelque peu touchés. Cependant la thèse de la relance par l'exportation ne demande qu'à prendre le relais. Et là on bénéficie du confort moral : l'exportation, c'est bien, c'est bon, c'est vertueux. Là où les choses se gâtent, c'est lorsqu'on croit que la question pourrait être réglée par un ajustement du taux de change, censé nous apporter l'air qui nous manque. Car on peut douter qu'un effritement aussi constant de nos parts de marché (voilà cinq ans que cela dure) relève de ce type de thérapeutique. Un taux de change, par définition, n'opère d'ajustement que sur la moyenne des coûts nationaux ; or le problème français, précisément, ne s'analyse pas en termes de moyenne. Ce qui pèche chez nous, c'est la grille des coûts et des prix, les disparités d'un secteur à l'autre.

La dernière « lettre » du CEPII (1), qui compare l'échelle des prix intérieurs français à celle des Etats-Unis et du Japon, abonde à des conclusions parfaitement explicites : sur la base de 1 dollar à 10 francs, toutes nos branches sont largement au-dessous de la parité des pouvoirs d'achat (en d'autres termes, le dollar est surévalué vis-à-vis du franc), mais de façon fort inégale d'une branche à l'autre : - 30 % à - 120 % pour les services, - 1 % à - 12 % seulement pour les branches industrielles ; habillement, matériel de transport, biens d'équipement. Difficile, dans ces conditions, de parler de compétitivité « moyenne ».

Le même calcul à propos du Japon sur la base de 1 yen à 3,68 francs (en différents de taux actuels), conduit à des conclusions analogues quant à notre échelle de prix : par rapport aux prix japonais, nous avons un avantage de - 40 % à - 80 % pour les services, un handicap de 6 % à 31 % pour les produits industriels. Les comparaisons avec les pays européens, non publiées, vont dans le même sens, en dépit d'une dispersion moins forte.

Ces données confirment un trait français bien connu mais rarement mesuré : compétitivité en matière de services, nous sommes relativement moins bons sur les produits industriels. Ce qui n'est sans doute pas étranger à notre problème de balance commerciale. Mais on voit également - du moins devrait-il en être ainsi - qu'une telle dispersion des prix ne saurait trouver sa solution dans un changement de parité de quelques points. La dimension n'y est pas. C'est un problème de structure, mettant en jeu toute la mécanique des coûts, des prix et des revenus. Une affaire interne, franco-française.

Il y a plus. Au sein même de l'industrie, l'échelle des coûts n'est sûrement pas optimale. Nombre d'industries vieillissantes, autrefois prospères et anxieuses de trouver de la main-d'œuvre, furent alors généralisées ; d'où des niveaux de rémunérations qui, aujourd'hui, ne correspondent plus à leurs performances. Et les transferts vers les secteurs « new-look » s'en trouvent freinés, quand il faudrait les hâter. Nous vivons la révolution industrielle de 1985 avec des structures salariales de 1960.

Moins que jamais la compétitivité ne peut se juger sur une moyenne. La France n'est ni la Suisse ni la Suède, il faut que la majorité de ses branches industrielles, sinon la totalité, soient compétitives, que les coûts soient partout ajustés aux performances. Ce qu'aucun taux de change, même savamment calculé, ne saurait assurer.

### La contrainte est en nous-mêmes

Et puis, la compétitivité, ce n'est pas seulement une question de coûts. C'est aussi et surtout l'aptitude à offrir des biens et services adaptés à la demande internationale. On dit que les « produits locomotives » de l'après-guerre, comme l'aéronautique, l'électronique, qui ont mené la France pendant quelque trente ans, sont à bout de course ou près de l'être. Mais les relais sont là. L'électronique professionnelle et domestique, la vidéo, la sécurité, représentent des marchés potentiels tout à fait excitants, pour peu que s'enclenche le mécanisme vertueux du « fordisme » : baisse des prix relatifs, d'où pouvoir d'achat, d'où production, d'où pouvoir d'achat, d'où production...

dies de masse. Les Français ne sont pas les derniers à les apprécier, dès que leurs revenus augmentent : en témoignent l'invasion des produits japonais en 1981-1982, et le barrage - peu glorieux - que l'on a cru devoir leur opposer à Poitiers.

Seulement, ces produits de 1985, il faut être capable de les fabriquer et de les vendre. Or du moins une partie d'entre eux, pour se donner les moyens d'importer les autres. Cette contrainte de compétitivité est très pesante, c'est vrai. Mais pas au sens où l'entend le langage courant, celui d'un obstacle à l'expansion. En réalité, elle nous force à être meilleurs. On la baptise « extérieurement », mais en fait elle se situe en nous-mêmes. Qui ou non, sommes-nous décidés à nous mettre au goût du jour, à faire « moins d'acier et davantage de magnétoscopes » pour reprendre l'expression du rapport « Giraud-Plassard » (2) ?

Pourquoi les Etats-Unis et le Japon (et même l'Allemagne), et pourquoi pas nous ? On invoque les problèmes de mentalité et de culture, ou le poids de l'histoire. Certes, mais cela ne doit pas être un alibi, quand nos défaillances sont largement « techniques ».

Certaines données parlent d'elles-mêmes. Ainsi des bilans des entreprises qui, lézardés par la crise, doivent maintenant subir l'impact de taux d'intérêt records. Comment s'étonner que maintes entreprises hésitent à relancer leurs investissements ? Et les machines ne font pas tout. Aujourd'hui, les grands pays (Etats-Unis, Japon, Allemagne) consacrent quelque 2,5 % à 2,7 % de leur PIB à la recherche-développement, la France 2,1 % seulement. Comme l'aérotechnique s'y taille la part du lion, beaucoup de secteurs en sont réduits à la portion congrue. Sait-on que la mécanique française fait trois fois moins de recherche-développement que l'allemande ?

Rien de tout cela n'est insoluble. Mais il ne faut pas se tromper de remède. Il y a quinze ans, beaucoup pensaient que la longueur de l'économie britannique était imputable à un taux de change trop élevé. Après coup, il ne semble pas que les années où il a été le plus faible, à la fin des années 70, aient été les meilleures pour la croissance britannique. Au-delà de la Manche comme en deçà, la réussite industrielle suppose une cure de réajustement, et non des ajustements. Il faut savoir ce que compétitivité veut dire.

(1) Lettre du CEPII (Centre d'études prospectives et d'informations internationales), mai 1985.

(2) Publié dans les chroniques Socia (15 mai 1985).

## COURRIER DES LECTEURS

### Rendons au tsar...

Rendons à Nicolas II ce qui lui revient, à savoir l'initiative de l'interdiction de la vente de la vodka en Russie, par une ordonnance du 22 août 1914, qui avait été précédée dès le début de l'année par des mesures de limitation prises sous la pression d'un important mouvement antialcoolique (cf. G. Alexinsky, *La Russie et la Guerre*, Paris 1915). Le gouvernement bolchevique maintiendra cette interdiction jusqu'à la mort de Lénine, et A. Morizot, cité par M. Pogorelec dans la lettre publiée dans le *Monde* du 20 juin, ennuierait une bête en écrivant que « ce que n'a jamais essayé le tsarisme (...) le bolchevisme l'a réalisé ».

MICHEL NIQUEUX (Caen)

### Châtier les victimes ?

Le président Reagan a une drôle de façon de concevoir la justice et l'exercice du pouvoir : il récompense les terroristes et veut châtier les victimes. En effet, la fermeture de l'aéroport de Beyrouth ne servirait en rien la lutte contre le terrorisme. Car c'est à Athènes que les pirates ont embarqué. Faut-il rappeler que le stationnement des marines à l'aéroport de Beyrouth n'avait empêché ni la destruction de l'ambassade américaine (avril 1983) ni celle du quartier général américain (octobre 1983) ?

Dans le premier cas, les Américains ont interrogé les terroristes, appris où ils ont été entraînés et qui leur a ordonné cette opération. Dans le deuxième cas, ils ont prétendu enlever les deux pays qui ont organisé l'attaque (241 morts). Quelle a été la riposte ? L'invasion peu glo-

rieuse d'une île bananière, la Grande île ? Et puis, un raid manqué de l'aéronavale contre les missiles Sam (4 décembre 1983) : bilan : deux appareils américains perdus... Et j'en passe. Voilà les faits.

En apparence, M. Reagan tient un discours très musclé mais, en même temps, il recule en arborant le V de la victoire. Pitoyable politique spectaculaire !

ANTOINETTE BASBOUS (Paris)

### Cumul des mandats ... et des années

Il y a une faille dans la démonstration de M<sup>me</sup> Pelletier sur le cumul des mandats électifs (*Le Monde* du 27 juin). Car, s'il est « libre à chacun de se présenter, et que le meilleur gagne », pourquoi s'inquiéter de la charge de travail qu'implique le cumul de plusieurs mandats ? C'est tout à fait autre chose de décider de la charge qu'il peut assumer, les électeurs étant jugés en dernier ressort... ? Cela dit, on devrait penser aussi à une limite d'âge et à une limitation du nombre de mandats successifs, pas tellement parce que les élus vieillissent aussi que parce qu'il faut organiser le renouvellement des élus en le rendant obligatoire : il n'est pas sain qu'un coin du pays soit représenté parfois pendant plus de vingt ans par la même personne, fût-elle très régulièrement élue.

Enfin, ce serait une règle simple, de logique et de santé politiques : que nul ne puisse exercer plusieurs mandats électifs dont les sensibilités respectives n'aient pas de points communs.

JACQUES GEORGE (Rouen)

## Le Monde

5, RUE DES ITALIENS,  
75427 PARIS CEDEX 09  
Tél. MONDIPAR 450572 F  
Tél. : 246-72-23

Edité par la S.A.R.L. Le Monde

Gérant :  
André Fontaine,  
directeur de la publication

Anciens directeurs :  
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)  
Jacques Fauret (1969-1982)  
André Laurens (1982-1985)

Durée de la société :  
cinquante ans à compter du  
10 décembre 1944.

Capital social :  
500.000 F

Principaux associés de la société :  
Société civile  
« Les Rédacteurs du Monde »,  
MM. André Fontaine, gérant,  
et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Administrateur :  
Bernard Wouss.

Rédacteur en chef :  
Daniel Veret.

Correspondant en chef :  
Claude Sales.

ABONNEMENTS  
BP 507 09  
75422 PARIS CEDEX 09

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE  
354 F 672 F 954 F 1 200 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS  
PAR VOIE NORMALE  
687 F 1 357 F 1 952 F 2 530 F

ÉTRANGER (par courrier)

1. - BELGIQUE-LUXEMBOURG  
PAYS-BAS  
399 F 762 F 1 089 F 1 380 F

2. - SUISSE, TUNISIE  
504 F 972 F 1 404 F 1 800 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines au plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande au moins avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les adresses propres en capitales d'imprimerie.

PRIX DE VENTE À L'ÉTRANGER

Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,20 dr. ; Tunisie, 400 m. ; Allemagne, 1,20 DM ; Autriche, 17 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,20 \$ ; Côte d'Ivoire, 225 F CFA ; Danemark, 7,50 kr. ; Espagne, 120 pes. ; États-Unis, 1 \$ ; Grèce, 65 dr. ; Italie, 80 lire ; Liban, 85 p. ; Italie, 700 L. ; Liban, 500 P. ; Libye, 1,350 DL ; Pays-Bas, 30 f. ; Norvège, 9,00 kr. ; Pays-Bas, 2 f. ; Portugal, 100 esc. ; Roumanie, 335 F CFA ; Suède, 9 kr. ; Suisse, 1,60 f. ; Yougoslavie, 110 nd.

Reproduction interdite de tous articles sans l'accord de l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437  
ISSN : 0395-2037

## ROCHE-ORIENT

### La Syrie réunit tous les pour rétablir l'unité

La Syrie réunit tous les pour rétablir l'unité. Le régime de Hafez el-Assad, qui a pris le pouvoir en 1970, a réussi à unifier le pays et à éliminer les divisions tribales et régionales. Il a également mis en œuvre une politique de développement économique et social, ce qui a permis de réduire la pauvreté et d'améliorer le niveau de vie de la population. Cependant, le régime a également été critiqué pour sa répression politique et sa violation des droits de l'homme.

### Le Liban n'a pas besoin

Le Liban n'a pas besoin d'une intervention internationale. Le pays a réussi à maintenir sa neutralité et son indépendance malgré les pressions extérieures. Cependant, la situation politique au Liban est complexe, avec de nombreuses factions et une instabilité chronique. Une intervention internationale pourrait aggraver la situation et entraîner de nouvelles divisions.

### La reconstruction du Liban

La reconstruction du Liban nécessite une approche globale et coordonnée. Il faut non seulement reconstruire les infrastructures détruites pendant la guerre, mais aussi renforcer les institutions politiques et judiciaires. Une aide internationale est nécessaire, mais elle doit être accompagnée de réformes internes pour garantir la transparence et l'efficacité des dépenses.

### Avec De Gaulle et 100



سكزا من الأصل



## PROCHE-ORIENT

### Liban

#### La Syrie réunit tous les dirigeants musulmans pour rétablir l'ordre à Beyrouth-Ouest

Le Djihad islamique ne « libère » pas les sept districts qu'il détient, malgré les nouvelles d'une éventuelle libération de la zone d'occupation du président Assad, a indiqué un correspondant anonyme se réclamant du Djihad islamique dans un appel téléphonique, samedi 6 juillet, à une agence de presse étrangère à Beyrouth.

Les sept districts seront libérés quand le Djihad le décidera, ont-ils écrit peut-être exécutés, a indiqué le correspondant, qui a ajouté : « Nous mettons en garde les gens contre toute intervention militaire, car nous riposterons immédiatement ».

A Damas, la Syrie a violemment critiqué, dimanche, les Etats-Unis pour leurs menaces à l'égard du Liban.

Les mesures « revanchardes » des Etats-Unis, qui coïncident avec les renforcements militaires américains,

sont destinées à « éviter un effondrement de leur réputation et de leur prestige dans la région », affirme un commentateur diffusé par Radio-Damas, qui a poursuivi : « Ces nouvelles mesures américaines prouvent une fois encore l'attitude hostile des Américains à l'égard des Arabes ».

Entre-temps, les responsables musulmans libanais poursuivent à Damas d'importantes discussions en vue d'obtenir l'arbitrage des dirigeants syriens pour ramener la stabilité à Beyrouth-Ouest, où les conflits intermusulmans font tâche d'huile.

Pour la première fois depuis le début de la guerre des camps palestiniens de Beyrouth, le 19 mai dernier, le chef du mouvement chiite Amal et ministre d'Etat pour le Liban du Sud, M. Nabih Berri, est arrivé samedi à Damas, où il n'est pas nécessairement entré en contact avec le

vice-président Abdel Halim Khadim et le président Assad.

Le président du Parlement libanais, M. Hussein Husseini (chiite), s'est également rendu samedi à Damas, où sont attendus en outre le premier ministre (sunnite) Rashid Karameh, le chef druze Walid Joumblatt, ministre des travaux publics, ainsi que d'autres dirigeants de gauche et responsables religieux.

Une réunion des dirigeants musulmans, sous l'égide de la Syrie, est prévue pour lundi à Damas. Selon la presse libanaise, si cette réunion aboutit à un accord pour ramener l'ordre à Beyrouth-Ouest, une rencontre intercommunautaire libanaise sera ensuite envisagée pour pacifier la capitale, toujours coupée en deux, et confier à la gendarmerie et à l'armée la mission de l'ordre, aujourd'hui « assurée » par une multitude de milices. — (AFP, AP.)

### Israël

#### L'« été social » s'annonce chaud

Jérusalem. — L'« été social » en Israël s'annonce chaud. Une semaine après la mise en œuvre du plan de stabilisation de l'économie, le gouvernement et la centrale syndicale Histadrout se livrent à un jeu qui oscille entre la recherche d'un compromis et la tentation de l'affrontement. La partie est d'autant plus délicate qu'elle met aux prises deux partenaires transformés, pour la circonstance, en « frères ennemis » du travailleur : M. Shimon Pérès, premier ministre et M. Israël Kassar, patron des syndicats.

Pour la Histadrout, le nouveau plan d'austérité est à la fois injuste et antidémocratique. Injuste parce qu'il pousse avant tout les salariés, notamment les plus pauvres. Arbitraire parce qu'il prétend, au nom de l'urgence, dicter la rigueur d'en haut, sans concertation ni dialogue. Contrairement aux deux plans précédents, fruits de tractations laborieuses et d'un « contrat » tripartite entre le Trésor, le patronat et la Histadrout, le dernier en date fait fi, pour la première fois dans l'histoire du pays, d'une longue pratique sociale fondée sur la négociation et le consensus. « C'est un affront aux travailleurs », s'indigne M. Kassar.

Concocté par les experts du Trésor, avec l'aide de quelques universitaires renommés, par ailleurs, imposé puis défendu par M. Pérès et son ministre des finances, M. Modai, ce plan balaie les conventions collectives en vigueur, ignore la Knesset et met la Histadrout au pied du mur. Voilà pourquoi M. Kassar conteste moins le contenu des mesures déjà prises qu'à prendre que la manière dont le pouvoir entend les appliquer.

Le secrétaire général de la Histadrout, chacun en convient, n'a rien d'un boutefeu ni d'un démagogue. S'il juge les sacrifices demandés inéquitablement répartis en regardant le fardeau de l'austérité peser pour l'essentiel sur les salariés, il agit, par ailleurs, en syndicaliste responsable, qu'il s'agit au-dessus de tout moyen et que le pouvoir de l'hyperinflation conduirait à la catastrophe. Il refuse néanmoins d'être mis devant le fait accompli. Il estime qu'un traitement de choc est peut-être inévitable mais exclut qu'un administrateur par décret.

Cette hostilité de principe s'explique aisément. L'influence quasi hégémonique de la Histadrout et son poids politique reposent, qu'on s'en réjouisse ou s'en désolle, sur sa capacité

De notre correspondant

cité à assumer son rôle de partenaire privilégié du pouvoir, sur son aptitude à négocier en toute liberté, en rappelant au passage, si besoin est, qu'elle est aussi un empire en contrôlant le quart de l'économie.

La loi n'oblige en rien le pouvoir à consulter la Histadrout, mais la coutume a pris valeur de règle intangible. M. Kassar ne peut admettre qu'un gouvernement, à direction travailliste de surcroît, prétende aujourd'hui la transgresser, fût-ce seulement pour trois mois. Il y va d'ailleurs de son autorité et de son avenir personnels. Sa popularité et son sérieux feront de lui, en effet, dans les prochaines années, l'un des meilleurs candidats à la succession de M. Pérès à la tête du parti. Il joue donc gros dans cette affaire.

#### Des licenciements massifs

« Snobée » par le pouvoir et fortement poussée à l'action par sa base, la direction de la Histadrout a montré les muscles en organisant, mardi dernier, une grève générale réussie. Elle patronnera cette semaine une série de grèves portées et des manifestations devant le ministère des finances. Tous les services administratifs seront fermés mardi pendant trois heures. Cette agitation va de pair avec la reprise du dialogue social facilitée par la décision du gouvernement de surseoir à la mise en œuvre de ses décrets.

MM. Pérès, Modai et Kassar devaient examiner ce lundi la requête de la Histadrout d'accroître l'« allocation spéciale » — fixée à 13 % — visant à compenser le blocage des salaires pendant trois mois. Le Trésor pourrait lâcher du lest en acceptant une formule dégressive soulageant les plus pauvres. L'important est, pour lui, d'avoir imposé l'abandon, fut-il provisoire, de la sacro-sainte échelle mobile, nourricière d'inflation.

Le gouvernement donne l'impression d'avoir délibérément frappé un peu plus fort qu'il n'était utile afin de pouvoir consentir sans dommages certaines concessions. Selon la Histadrout, le pouvoir d'achat des salariés aura, en octobre, chuté de 30 % par rapport à mai. Le Trésor parle, lui, d'une baisse de 13 %. D'autres chiffres sont moins incertains : l'Etat procèdera avant la fin du mois à dix mille licenciements (deux mille dans les ministères, quatre

mille dans les agences gouvernementales, quatre mille dans les conseils locaux). Les listes de licenciés doivent être prêtes dans deux jours.

Le plan Pérès-Modai est un tout cohérent, assurent les experts, qui, pour réussir, doit être appliqué intégralement. En cas de succès, Israël se retrouvera à l'automne en pleine récession, avec une inflation mensuelle ramenée à 2 % et un chômage approchant les 10 %. La relance de la production ne viendra que plus tard après des réformes monétaires et fiscales conduites en période de « refroidissement ». En attendant, les écarts ne manqueront pas. La désinflation ne se fera pas sentir avant plusieurs mois. En juillet, la hausse des prix devrait avoisiner le taux record de 30 %. Elle sera encore d'environ 10 % en août avant de tomber à 5 % en septembre.

Surtout, l'Etat saura-t-il enfin réduire son budget ? Les ministères cesseront-ils de prêter l'austérité, pour les autres ? Sur les 750 millions de dollars d'économies prévues, un tiers seulement correspond à une compression réelle des dépenses dans la fonction publique. Pour inciter les Israéliens aux sacrifices, M. Pérès citait, l'autre jour, un verset des Psaumes : « Ceux qui sèment dans les larmes moissonnent en chantant ». Ses propres ministres s'inspireront-ils de la sagesse biblique ?

J.-P. LANGELLIER.

● Deux attentats près de Tel-Aviv. — Huit Palestiniens ont été arrêtés dimanche 7 juillet après l'explosion de deux bombes, dans la banlieue de Tel-Aviv, qui ont fait cinq blessés. La police avait appréhendé deux cent quarante-cinq personnes, mais toutes ont été relâchées, à l'exception des huit hommes originaires de la bande de Gaza. La première bombe, déposée dans un sac en plastique dans des buissons, a explosé vers 6 heures (3 heures GMT) à un arrêt de bus dans la banlieue d'Holon, blessant quatre hommes et une femme. La seconde a explosé une heure plus tard, à un endroit où des soldats font de l'auto-stop sur une grande route près de Petah-Tikva, à une dizaine de kilomètres au nord-est de Tel-Aviv. Il n'y a pas eu de blessés. Les deux attentats ont été revendiqués par les Forces 17, une organisation palestinienne disant « appartenir à l'OLP » et « opérer dans les territoires occupés ». — (AP, AFP.)

### TRIBUNE INTERNATIONALE

#### Le Liban n'a pas besoin d'Israël

par ZOUBEIR BERRO (\*)

Le jeudi 17 septembre 1982, dans l'après-midi, le bruit sourd des chars Merkava se répandait dans les rues silencieuses de Beyrouth. En fil indienne, des commandos à pied les escortaient et quelques Beyrouthins les observaient à travers leurs fenêtres : l'occupation israélienne s'installait après plus de trois mois de siège et de bombardements livrés.

La même scène se répétait un peu partout dans la capitale. Une petite foule notée : le samedi 19 septembre, vers 18 heures, je voyais passer sur l'axe principal de la banlieue sud deux bulldozers en direction de Sabra et de Chatila, et je ne comprenais pas pourquoi. C'était notre premier contact réel avec l'occupation.

Et puis vint les trinités successives de cette même occupation, sous les coups de la résistance d'un peuple démi, martelé par huit années de guerre, mais courageux et résolu.

Mais le tâche n'est pas finie, l'armée israélienne est toujours là, sous différentes formes, après des millions qui restent de « la belle époque », nous la direction de Lahad, menaçant d'intervenir chaque fois qu'elle le juge nécessaire.

A l'aube de cette occupation, il y avait les plans phalliques de Sharon : démanteler l'OLP et instaurer un régime chrétien phalangiste, à l'instar de l'Etat juif, qui constituerait une nouvelle base stratégique pour le micromonde et la domination du monde arabe (voir les différentes déclarations des chefs des milices du Front libanais fin 1982 et début 1983). Mais les vœux de l'Etat hébreu se sont révélés chimériques : non seulement l'Etat phalangiste n'a pas vu le jour, et l'assaut du 12 mai 1983 a été stoppé, mais aussi une crise morale est née en Israël qui secoue ses préjugés bibliques à l'égard du monde arabe. Le problème palestinien, lui, est toujours vivant, bien que l'Arabie soit malade de ce dont est mort Sadat.

Le Liban, lui, émerge de ses cendres, les, fatigué, mais rassuré d'avoir réussi à se soustraire au rêve fou des Israéliens et d'être revenu au camp arabe, son berceau naturel. L'ensemble des communautés libanaises tombe d'accord aujourd'hui sur des points cruciaux : l'unité du pays, son indépendance, sa démocratie et son appartenance au monde arabe ; pour cela, il est temps de cesser de s'entretenir, d'élaborer les réformes politiques nécessaires qui aboliront la confédération politique et assureront un développement équitable du pays.

#### La reconstruction de l'Etat

Le premier pas à faire était d'assurer la sécurité, tout sera fait pour pousser le dernier Israélien, toujours présent, à quitter le Liban avec ses mercenaires. Quant aux armes palestiniennes, les Libanais, dans leur quasi-totalité, considèrent que le retour à la situation d'avant 1982 est impossible et qu'un plan paramilitaire et militaire devrait être élaboré. Un plan qui mettra le Liban au même pied de responsabilité que les autres pays arabes, parce qu'il est inouï que notre peuple supporte tout seul le poids d'un problème de dimension internationale : dix années et demi de guerre sont déjà suffisantes. En outre, le désarmement général des milices libanaises est indispensable pour ouvrir la voie à la reconstruction de l'Etat et l'élaboration d'une nouvelle Constitution équitable et démocratique.

Aujourd'hui, le Liban voit pointer à l'horizon une rare occasion qui pourrait lui permettre, avec l'aide indispensable de la Syrie, de sortir de son tourbillon archaïque. Pour cela, le pouvoir libanais devrait cesser de fuir l'évidence et s'ouvrir pour la réconciliation nationale.

Peut-être que le Liban est parvenu aujourd'hui, à ses dépens, à l'âge adulte, et il n'a besoin que de vraie amis et non d'un Israël, vaincu et traîné dans le sud de son territoire, pour empoisonner ce qui reste de l'entente entre les communautés.

La seule sécurité que nous cherchons dans ce Proche-Orient meurtri passe par le retrait politique et militaire d'Israël du Liban et par sa reconnaissance des droits légitimes du peuple palestinien.

(\*) Conseiller de M. Nabih Berri.

### Iran

#### Ancien responsable de la prise d'otages américains

#### L'HODJATOLESAM KHOEINIHA EST NOMME PROCUREUR GENERAL

Téhéran (AFP). — Le chef de file des « étudiants dans la ligne de l'Imam », responsables de la prise d'otages à l'Ambassade des Etats-Unis à Téhéran, l'hodjatoleslam Mohammad Mousavi Khomeini, a été nommé dimanche 7 juillet procureur général de la République islamique d'Iran par l'Imam Khomeiny. Le nouveau procureur a été reçu dimanche par l'Imam en compagnie de son prédécesseur, Fayyazollah Yousefi Sani, qui a présenté sa démission pour « surmenage », selon radio-Téhéran.

L'hodjatoleslam Khomeini était le représentant de l'Imam Khomeiny au pilierage de la République depuis plusieurs années. Il était également vice-président du Parlement islamique lors de la Législature qui s'est achevée en 1984. Il ne s'était pas résigné comme député de Téhéran. Pour sa part, Fayyazollah Sani, qui occupait le poste de procureur général depuis deux ans, est un « élève » de l'Imam Khomeiny.

L'hodjatoleslam Khomeini était l'un des candidats possibles à la succession du président de la République Ali Khamenei dont le mandat vient à expiration début août. Sa nomination au poste de procureur général accroit les chances de l'Etat d'Iran d'être reconstruit dans ses fonctions.

## A TRAVERS LE MONDE

### Japon

● LA VISITE EN FRANCE DE M. NAKASONE. — L'ambassade du Japon à Paris nous prévient que le séjour officiel du premier ministre nippon en France aura lieu du 13 au 16 juillet, et non du 12 au 15 juillet, ainsi que nous l'avions indiqué (Le Monde du 15 juin).

### Pakistan

● AFFRONTEMENTS ENTRE POLICIERS ET CHITES. — Au cours d'une manifestation interdite à Quetta, capitale de la province du Baloutchistan, manifestants chites et policiers se sont affrontés, samedi 6 juillet, pendant plusieurs heures. Vingt-cinq personnes auraient été tuées

(cinq seulement, de source officielle), dont une douzaine de policiers. Ces chites, en grande majorité des réfugiés afghans pro-iraniens, réclamaient la reconnaissance de leurs droits en tant que minorité dans un Pakistan à majorité sunnite. — (Reuters, AFP.)

### Sri-Lanka

● LES NEGOCIATIONS AVEC LES TAMOULS. — Les discussions entre les représentants de Colombo et les séparatistes tamouls, qui doivent s'ouvrir, ce lundi 8 juillet, à Thimbu, capitale du royaume du Bhoutan, (Le Monde du 29 juin), porteront notamment sur la création de conseils provinciaux, selon le Times de Londres. La délégation

sri-lankaise est conduite par M. Hector Jayewardene, frère du chef de l'Etat. Le gouvernement indien, qui a contribué à organiser la réunion, ne participera pas directement aux négociations mais a délégué des émissaires à Thimbu.

### Taiwan

● INCENDIE DANS UNE CENTRALE NUCLEAIRE. — Un incendie a détruit l'un des deux générateurs de la centrale nucléaire de Hungchun, dans le sud de Taiwan, le 7 juillet. Le feu, rapidement maîtrisé, n'a déclenché aucune fuite radioactive car le réacteur de la centrale est situé dans un bâtiment distinct de celui des générateurs. — (AFP, UPI.)

### URSS

● EXTENSION DES MESURES DE TRAITEMENT MEDICAL FORCÉ. — Un arrêté du présidium du Soviet suprême daté du 13 juin étend l'application des mesures d'internement en asile psychiatrique aux prévenus qui auraient perdu « temporairement » leurs facultés mentales au cours de l'instruction ou lors de leur comparution devant le tribunal. Par ailleurs, selon la Société internationale des droits de l'homme de Francfort, un dissident juif soviétique de trente-deux ans, Eugène Aizenberg, a été condamné au début du mois de juin dernier à deux ans et demi de camp pour « diffamation de l'Etat et de la société soviétiques ». — (AFP.)

## Avec Delta Air Lines Paris-Atlanta, sans escale et 100 villes en correspondance aux U.S.A.



Arrivé là-bas, il vous est très facile de prendre une correspondance Delta pour Washington, La Nouvelle-Orléans, Miami, Orlando, Denver, Los Angeles, San Francisco. Au total, ce sont 100 villes américaines que Delta vous offre. Au départ de New York et de Boston,

Delta vous propose aussi de fréquents vols quotidiens vers les villes du Sud des U.S.A.

Pour en savoir plus, appelez votre agence de voyages ou l'agence Delta à Paris. Tél. : 335.40.80.

Adresse : 24, boulevard des Capucines, 75009 PARIS.

DELTA: ALLEZ-Y, NOUS Y ALLONS





# AMÉRIQUES

## Pérou

### La guerre de la coca

De notre correspondant

Lima. - Guerre contre le trafic de cocaïne, contre le faim, contre la subversion. M. Alan García, qui gouvernera le Pérou à partir du 28 juillet, a été engagé à mener de front ces trois combats. En dix ans, le trafic de coca s'est étendu. La surface des plantations d'arbustes de coca a été multipliée par dix. D'après les spécialistes américains de la lutte antidrogue (DEA), la valeur annuelle du trafic est équivalente au montant des exportations, soit 3 milliards de dollars.

« Nous frapperons à la tête, disent les membres du parti au pouvoir, l'APRA, car jusqu'à présent ce sont les petits passeurs qui pourrissent dans les cachots, tandis que les chefs de la mafia restent intouchables. » Ce n'est pas la première fois que les dirigeants promettent de livrer bataille contre la drogue et la corruption, qui rongent la société péruvienne à tous les échelons, n'épargnant ni le pouvoir judiciaire, ni les forces de police, ni même les hommes politiques.

L'empire du mal est telle que la lutte n'est pas tâche aisée. Pendant le seul mois de juin, d'importantes contingents des forces de répression du trafic ont été obligés de battre en retraite. Une première fois dans la forêt au nord-est de Lima, et ensuite dans les hauts plateaux andins au sud-est de la capitale.

Dans la région tropicale de Tingo-Maria, au nord, les habitants, organisés en « groupes d'autodéfense », ont occupé les locaux des services publics, assiégeant le poste de police et accusant les agents d'abus en tout genre. Ils ont bloqué les routes pour empêcher l'envoi de renforts,

et décoré la grève générale pour que cesse la campagne d'éradication des arbustes de coca. Pour rétablir l'ordre après quinze jours de révolte, l'armée a dû recourir à l'état d'urgence et au couvre-feu. Au mois de février, dans cette région, vingt-six cadavres avaient été découverts, tous horriblement mutilés. Ce massacre était destiné à châtier des paysans qui avaient vendu des feuilles de coca à une bande rivale.

Au sud, sur les berges du lac Titicaca, une patrouille de neuf détachements, qui venaient de confisquer quelques kilos de « pasta » et d'arrêter des trafiquants, est tombée dans une embuscade tendue par quelque trois cents paysans du village voisin. Le capitaine a été tué et cinq policiers ont été blessés. Lorsque les renforts sont arrivés, ils se sont trouvés face à des enfants. Les adultes avaient prudemment passé la frontière du côté bolivien.

Dans ces deux régions, le calme est revenu. Mais lorsque l'armée se repliera, les trafiquants sortiront de l'ombre une nouvelle fois. En attendant, les paysans ne dorment pas. La première quille de l'année - il y en a quatre - dans la région du Haut-Huallaga a rapporté 115 000 tonnes de feuilles, soit deux fois plus que la production de 1983. L'agriculture de la coca est donc on ne peut plus florissante. Le long de la route de colonisation de la forêt vierge, le rideau de cultures tropicales dissimule à peine l'étendue des champs de coca qui ont conquis les nouvelles terres. Les anciens colons

ont abandonné à eux-mêmes leurs troupeaux de zébus et leurs arbres fruitiers pour se convertir à la culture de la coca, qui rapporte quatre ou six fois plus.

### Trois programmes financés par Washington

La guerre contre la coca n'est pourtant pas un échec complet. Au mois de juin toujours, une opération antidrogue menée sur les berges de l'Ucayali a été couronnée de succès. Une centaine de trafiquants ont été arrêtés, parmi lesquels dix nouveaux de Domingo Arce, surnommé la Chauve-Souris, l'un des parrains du trafic. Huit puits protégés par des serpents venimeux dans lesquels mélangaient des feuilles de coca ont été découverts, ainsi que plusieurs laboratoires. Depuis la début de l'année, la police antidrogue donne le bilan suivant : sur quarante-six aéroports clandestins localisés, huit ont été dynamités ; 143 hectares de plants ont été arrachés, et 628 kilos de « pasta » ont été saisis.

Pour cette lutte antidrogue, les États-Unis ont investi moins de 30 millions de dollars - une goutte d'eau dans l'océan des milliards de dollars rapportés par la coca - dans trois projets : l'UMOPAR, l'unité de patrouille rurale, un corps de police spécialement entraîné ; le PEAH, un centre de recherches pour la substitution des cultures ; et enfin le CORAH, chargé de la campagne d'éradication des plants de coca. Un travail minutieux qui celui de ces « désherbateurs » du

CORAH, bien qu'extrêmement et terriblement dangereux (plusieurs ont été massacrés par les trafiquants). Tous les jours des équipes de cinquante à soixante hommes, le hache à la main, encadrées par une dizaine de policiers, partent en guerre contre les arbustes de la drogue maudite. En travaillant sans relâche, de l'aube au crépuscule, ils ne détruisent que 2 hectares de coca. En 1984, 2 000 hectares ont été détruits grâce au CORAH. Il en reste des centaines et des centaines de milliers.

En luttant contre la drogue, le parti au pouvoir espère aussi pouvoir mettre un frein à la consommation de « pasta » à l'intérieur même du pays. Il sollicite une augmentation de l'aide américaine, qui n'est pas envisagée. Selon les fonctionnaires de l'ambassade américaine, « si nous accablons notre aide, tous les pays de la région vont se mettre à la coca ».

NICOLE BONNET.

## Mexique

### LES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES ET MUNICIPALES

Un scrutin calme mais de nombreuses accusations de fraude

Mexico (AFP, AP, Reuters, UPI). - Plus de trente quatre millions d'électeurs étaient appelés aux urnes, dimanche 7 juillet, pour les élections législatives et municipales et la désignation des gouverneurs de sept États fédérés. Environ quatre-vingt-dix mille soldats ont été chargés d'assurer l'ordre durant les opérations électorales, où se sont affrontés les trois principaux partis mexicains : le PRI (Parti révolutionnaire institutionnel, gouvernemental), le PAN (Parti d'action nationale, droite) et le PSUM (Parti socialiste unifié du Mexique).

Il était encore impossible de déterminer, à la clôture des bureaux de vote, si l'enjeu de ces élections est réellement parvenu à faire baisser le taux d'abstention, traditionnellement élevé dans ce pays, où près de la moitié des électeurs sont âgés de moins de trente ans. En plusieurs points du pays, des informations font état d'une « influence massive » ; ailleurs, aucune file d'attente n'était signalée devant les bureaux de vote.

Aucun incident notable n'est venu troubler cette journée électorale, mais à part quelques heurts dans l'État de Sonora (le Monde daté 7-8 juillet) entre les forces de l'ordre et les représentants de l'opposition, qui ont fait sept blessés, tandis qu'une trentaine de personnes étaient interpellées. L'atmosphère était également tendue dans les États frontaliers des États-Unis, où le PAN a accusé le PRI de fraude électorale.

Les deux partis d'opposition (PAN et PSUM) ont d'ailleurs dénoncé dimanche soir un certain nombre d'irrégularités. Le président du PAN a notamment affirmé que des représentants de son parti s'étaient vu expulser dans beaucoup de bureaux de vote et que des urnes auraient été remplies frauduleusement de bulletins. Le PSUM a, pour sa part, déclaré que « des irrégularités ont été constatées dans 80 % des bureaux de vote ». Le PRI a récusé toutes ces accusations. Dans le nord-ouest du pays, la commission électorale de l'État de Sonora a provoqué une surprise, dimanche soir, en publiant un communiqué annonçant « une nette avance » des candidats du PRI. La commission a indiqué que les candidats du PRI « allaient gagner dans un rapport de six votes contre trois à l'opposition » dans la petite ville d'Agua Prieta. Cette déclaration intervient alors que les résultats officiels des élections ne doivent pas être connus avant une dizaine de jours.

## Nicaragua

### GRÈVE DE LA FAIM... DU MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Managua (AFP). - Le ministre nicaraguayen des Affaires étrangères, le Père Miguel d'Escoto, a entamé, dans la nuit du dimanche 7 juillet, une grève de la faim illimitée en faveur de la paix et afin que cesse « l'agression américaine contre le Nicaragua ». Le président Ortega lui a accordé une dérogation pour abandonner ses fonctions de ministre pendant toute la durée de son jeûne. Cette grève a commencé dans un quartier pauvre de Managua, dans le cadre d'une messe célébrée par une vingtaine d'autres prêtres de plusieurs paroisses de la capitale.

Le Père d'Escoto a indiqué dans un discours qu'il était disposé à rester « ferme » jusqu'à ce que s'allume « une étincelle qui déclenche l'insurrection d'urgence parmi tous les chrétiens, afin que cesse le terrorisme d'État de l'administration Reagan à l'encontre du Nicaragua ». Le Père d'Escoto, qui occupe les fonctions de ministre des Affaires étrangères depuis la victoire de la révolution sandiniste, le 19 juillet 1979, s'est vu interdire, en 1981, par le Vatican d'exercer son sacerdoce. Il a d'ailleurs indiqué qu'il avait évité de lire son discours dans l'église où était célébrée la messe afin « de respecter la sanction » du Vatican, et a invité le pape Jean-Paul II, le hiérarque catholique et les dirigeants religieux du Nicaragua et du monde à se joindre à lui dans ce geste de prière prophétique.

## Etats-Unis

### Plusieurs décisions de la Cour suprême mécontentent les conservateurs

Washington. - Au cours de la dernière semaine de sa session, la Cour suprême a pris plusieurs décisions renforçant le principe de la séparation de l'Église et de l'État. A une majorité de cinq contre quatre, les juges ont décidé que le programme d'aide aux écoles paroissiales du Michigan était inconstitutionnel.

Plus spécifiquement, la Cour a estimé que les écoles publiques n'étaient pas tenues d'envoyer leurs enseignants dans les écoles paroissiales pour compléter et améliorer l'instruction des élèves de ces écoles. « De tels programmes forment un lien symbolique entre le gouvernement et la religion (...), ce qui est contraire à la Constitution », a dit le juge Brennan au nom de la majorité. De même, la Cour a confirmé la décision d'une instance judiciaire inférieure interdisant à la ville de New-York d'utiliser les fonds fédéraux au financement d'un programme visant à affecter les instituteurs des écoles publiques dans des établissements privés pour satisfaire aux besoins des écoles paroissiales.

Ainsi se trouvent condamnés les programmes établis par diverses municipalités qui voulaient remédier à l'insuffisance de l'instruction des enfants pauvres, aussi bien ceux des écoles publiques que ceux des écoles privées. La Cour exclut également l'emploi de subventions publiques pour l'enseignement de sujets religieux. Le ministre de l'éducation n

exprimé son mécontentement en affirmant que, désormais, « il serait beaucoup plus difficile d'assurer une éducation aux enfants américains les plus nécessiteux ». La Cour a encore invalidé une loi de l'Alabama qui institue un moment de prière silencieuse dans les écoles publiques, ainsi qu'une loi du Connecticut qui enjoignait aux employeurs de donner un jour de congé à leurs employés pour le sabbat.

Toutes ces décisions vont à l'encontre des vœux du gouvernement qui cherche à abaisser les barrières séparant l'État des Églises. Or la Cour suprême a renversé sa tendance de l'an dernier. Ainsi elle avait approuvé l'initiative prise par une municipalité de présenter à Noël une scène de la Nativité et accepté le principe de concessions fiscales en faveur des écoles paroissiales.

Aujourd'hui, et contrairement à ce que souhaitent les milieux conservateurs influents proches du président Reagan, plusieurs de ses décisions reflètent le souci de défendre les droits de l'individu face à l'État.

Par exemple, en ce qui concerne la protection des suspects, la Cour a pris des mesures significatives : elle réaffirme le droit des individus à demander le concours d'un psychiatre et d'obtenir un avocat d'office dans les cas d'appel ; elle interdit également à la police de tirer sur un criminel en fuite, sauf si le public est en danger.

### L'UN DES MEURTRIERS SADIQUES DE CALIFORNIE EST ARRÊTÉ AU CANADA

Calgary (AFP). - Charles Chitai Ng, recherché depuis un mois par les autorités américaines pour son rôle présumé dans une série de tortures sexuelles en Californie, a été arrêté samedi 6 juillet et devait comparaître ce lundi devant la cour provinciale de l'État d'Alberta. Originaire de Hongkong, Ng, un ancien marin âgé de vingt-quatre ans, a été appréhendé après une tentative de vol dans un supermarché de Calgary (Alberta) au cours de laquelle il a blessé d'un coup de feu un garde de sécurité. Il a été identifié par ses empreintes digitales et grâce aux pièces d'identité qu'il avait sur lui.

Ng et son complice Leonard Lake (qui s'est suicidé) sont considérés comme les meurtriers présumés d'une vingtaine de personnes dont les corps et les ossements ont été retrouvés dans une maison isolée en Californie. Les deux hommes sont par ailleurs soupçonnés de vols, de tortures et de sévices sexuels. Des bandes vidéo et des photographies représentant ces scènes macabres ont été découvertes dans la maison de Californie. Selon la procédure normale, Ng devrait d'abord passer devant les tribunaux canadiens pour tentative de meurtre et de vol et possession d'armes à feu, avant d'être extradé vers les États-Unis.

M. Bouchard, nouvel ambassadeur du Canada en France. - Comme l'a annoncé, samedi 6 juillet, M. Joe Clark, secrétaire d'État canadien aux Affaires étrangères, le successeur, en septembre, de M. Michel Dupuy en poste d'ambassadeur du Canada en France, sera M. Lucien Bouchard, un avocat de quarante-six ans, ami et camarade d'études de M. Mulroney, premier ministre conservateur. Bien que M. Bouchard ait été conseiller du gouvernement québécois de M. Levesque et ait refusé de se présenter aux dernières élections générales sous l'étiquette conservatrice, il avait accepté de jouer le rôle de conseiller du gouvernement fédéral pour les relations entre Québec et Ottawa. - (AFP.)

**PARLER AVEC ASSURANCE**  
Confiance en soi - Communication  
Méthode audiovisuelle  
Formation continue  
L.F.T.O. (1) 333-97-25

**TELEMAQUE**  
diffuse quotidiennement des messages d'affaires sur les marchés étrangers  
Information : Tél. (1) 505 32 08  
ou demande de documentation à adresser au

## Retour au centre

Néanmoins, l'évolution de la Cour dans un sens « libéral » n'est pas aussi forte que le déplorent ses détracteurs de la droite ou que s'en félicitent certains groupes de défense des droits de l'individu. En effet, la Cour maintient les prérogatives des agents des services pénitentiaires ; elle assure à la police plus de facilités pour agir sans mandat ; elle restreint l'application de la règle imposant à la police d'informer les suspects de leurs droits.

Aussi bien, selon un des directeurs de l'Union américaine pour les libertés civiles (organisation analogue à la Ligue française des droits de l'homme) la Cour « a repris le rôle qu'elle a tenu dans l'histoire, de défenseur de l'individu ». Il semble plutôt qu'après avoir sensiblement tiré à droite l'an dernier, la Cour a donné un coup de barre à gauche pour revenir au centre. Cette évolution risque d'être passagère : les décisions allant dans un sens « libéral » ne donnent pas lieu à un consensus et sont prises, la plupart du temps, à une voix de majorité. Il suffirait que le président Reagan nomme un ou deux nouveaux juges partageant ses conceptions pour renverser à nouveau la tendance. Certes, les neuf juges immortels sont en bonne santé et aucun ne semble prêt à démissionner. Néanmoins, cinq d'entre eux ont plus de soixante-cinq ans.

HENRI PIERRE.

**isth** INSTITUT PRIVÉ DES SCIENCES ET TECHNIQUES HUMAINES Depuis 1953

L'équipe de professeurs et de praticiens de l'ISTH responsable des préparations aux grands concours d'entrée - HEC 1<sup>re</sup> et 2<sup>e</sup> A, Sciences Po 1<sup>re</sup> et 2<sup>e</sup> A, ENA, et aux examens de licence - Droit, Sciences Éco et Gestion - est à votre service

**POUR VOUS AIDER À RÉUSSIR À :**

**CPCEP** : Rentrée en octobre : cours du jour et stages intensifs

**DECS** : Nouveaux cursus : stage intensif coût et rentrée en novembre

**BTS** : Comptabilité et gestion de l'entreprise : 2 ans

**ENSEIGNEMENTS COMPLETS - TOUTES U.V. CONTRÔLES ÉCRITS SEMAINE AIRE**

AUTOUR : 6 av. Léon-Henry 75016 Paris Tél. 22.10.72

TOULOUSE : 83 av. d'Alsace 31013 Paris Tél. 565.59.26

(Publicité)

Université des Sciences Sociales (TOULOUSE I)  
Université Paul-Sabatier (TOULOUSE III)

**MAGISTÈRE ÉCONOMISTE STATISTICIEN**

Options :  
Entreprises et administrations  
Développement

Début des cours : OCTOBRE 1985

Admission : DEUG Sciences Économiques, Mathématiques, MASS, ou diplôme équivalent.

Renseignements : Tél. (61) 23-11-45, poste 310

Adresser les dossiers de candidature avant le 15 septembre 1985 à :  
Université des Sciences Sociales - Place Anatole-France, 31042 TOULOUSE CEDEX.

## Comment j'ai réussi mon "bac" à l'Institut Guillaume Apollinaire

On a tous envie de recevoir sa «colonne» en or, tout le fait. Pour moi, ça a été... J'ai enfin pu aller à l'Institut Guillaume Apollinaire.

On nous aide  
Avant, j'étais mal dans ma peau, je n'arrivais pas à me concentrer, je n'avais que des «notes noires». Les cours de soutien à l'Institut m'ont appris à travailler avec efficacité. J'ai découvert le plaisir d'écrire, de lire le journal, de faire des mots, je me suis même surpris répondant en anglais à un étranger dans la rue. Maintenant, je suis à l'aise.

A l'Institut Guillaume Apollinaire, on ne s'ennuie pas... J'ai été surpris de trouver à l'Institut tout un équipement «vidéo» pour m'aider à surmonter ma peur de parler devant tout le monde et de dire des bêtises. J'ai pris confiance en moi, je me suis proposé pour des exposés, je réussissais ! Les entraînements que j'ai eus avec M. Rouyer, le Directeur, m'ont permis de continuer à progresser.

On travaille dans une bonne ambiance  
Rien ne remplace les épreuves pour évaluer les progrès. On s'y habitue très vite à cause du rythme des con-

trôles et des «bacs-blancs». J'avoue que j'en avais besoin pour être régulier dans mon travail, et ça m'a réussi. Pendant les épreuves du «bac», je me suis senti confiant : j'avais «boudé» le programme, j'avais même dépassé grâce aux exposés d'actualité, aux sorties culturelles, aux séjours linguistiques.

A la rentrée j'ai me sens prêt pour m'inscrire à la «Tropé Sciences-Po» de l'Institut.

Je fais le bon choix.  
La réussite, c'est aussi savoir choisir une équipe compréhensive et sérieuse.

Institut Guillaume Apollinaire

45, rue du Faubourg Montmartre 75009 Paris - Téléphonez au 770.63.12  
Enseignement Privé - 2<sup>e</sup> aux Terminales - Term - sup - Sciences-Po  
Un trimestre en 2<sup>e</sup> : 4 900 F

هكذا من الأصل



# AFRIQUE

## Zimbabwe

TOUT EN OBTENANT LA MAJORITÉ ABSOLUE AUX ÉLECTIONS

### M. Mugabe n'est pas parvenu à réduire l'influence de MM. Nkomo et Smith

Harare. — Comme tous les pronostics l'avaient annoncé, l'Union nationale africaine du Zimbabwe (ZANU), du premier ministre, M. Robert Mugabe, n'a largement remporté les premières élections législatives qui ont eu lieu dans le pays depuis l'indépendance, en 1980. Une victoire incontestable, après un scrutin qui a duré quatre jours, du 1<sup>er</sup> au 4 juillet, et au cours duquel la presque totalité des trois millions d'électeurs inscrits se sont présentés dans les bureaux de vote.

Ces élections se sont déroulées sans incident majeur et ont été, de l'avis de tous les observateurs, « libres et loyales », même si le parti au pouvoir, la ZANU, a bénéficié d'une utilisation sans limite des moyens d'information contrôlés par le gouvernement. En remportant 63 des 79 sièges à pourvoir — dans la dernière et 80<sup>e</sup> circonscription, l'élection a dû être reportée en raison du décès du candidat de la ZANU, M. Mugabe s'est assuré une confortable majorité à l'Assemblée. Mais, même si la dernière circonscription, celle de Kariba, devait être représentée, la ZANU, ce parti n'a pu conquérir aucun siège du fait de la ZAPU (Union populaire africaine du Zimbabwe), de M. Joshua Nkomo dans le Matabeleland.

Le père du nationalisme zimbabwéen, adversaire acharné du premier ministre, a conquis facilement les quinze sièges du bastion ndebele, l'ethnie minoritaire du Sud-Ouest, théâtre, au cours des dernières années, d'une sanglante répression. En revanche, la ZANU s'est assurée le contrôle des Midlands, au centre du Zimbabwe, où la bataille s'annonçait servie dans certaines des quatre circonscriptions dévolues à la ZAPU.

An total, donc, la ZANU a remporté 63 sièges sur 79, passant de 57 sièges aux élections de 1980 (à la veille de l'indépendance) à 63 aujourd'hui, tandis que la ZAPU a obtenu 15 sièges. Le dernier siège, est revenu au pasteur Ndebele Siboko, dissident de la ZANU, qui vit en exil à Londres car il craint d'être arrêté dans son pays pour « subversion » et qui a battu d'une courte tête le candidat de la majorité. Aucune des trois autres formations n'aura de représentants au Parlement.

## Soudan

### L'ANCIEN PRÉSIDENT NEMERY POURRAIT ÊTRE JUGÉ PAR CONTUMACE

Si le Soudan n'obtient pas l'extradition de l'ancien président Nemery, ce dernier sera jugé par contumace. « Pour ses nombreux crimes », et pour avoir « opprimé le peuple pendant seize ans », a déclaré, dimanche 7 juillet, le premier ministre soudanais, M. Dafailah Drazouli, qui a indiqué que des démarches seraient entreprises auprès du gouvernement égyptien.

Les dirigeants soudanais ne pensent pas cependant que les démarches aboutiront, car le président Moubarak a déjà fait clairement savoir, lors d'une visite-éclair à Khartoum le 17 juin, que la Constitution égyptienne ne permettait pas l'extradition d'un réfugié politique. Selon des sources diplomatiques arabes, l'ancien président Nemery, arrivé il y a quelques semaines au Caire, après un séjour de près de trois mois à Alexandrie, souhaiterait s'installer en Arabie saoudite ou dans un pays européen. — (AFP)

## De notre envoyé spécial

Ces élections ont notamment consacré la disparition du parti de l'ethnie Abel Muzorewa, le Conseil national africain unifié (UNAC), qui disposait auparavant de trois sièges.

L'évêque noir qui fut pendant huit mois, en 1979, le premier ministre de M. Ian Smith, a subi un cuisant échec, ne recueillant que 2.800 voix face à une candidate de la ZANU qui en a totalisé 31.000. Une défaite qui signifie la fin politique de cet opposant au régime, récemment libéré après dix mois d'emprisonnement, et dont le parti présentait 53 candidats.

## Division tribale

Malgré un recul de l'opposition, le scrutin illustre la division tribale entre les Ndebeles (18 % de la population) — favorables à M. Nkomo, et les Shonas, majoritaires, qui soutiennent M. Mugabe. Un point qui a été souligné par le leader de la ZAPU, dont le parti avait néanmoins présenté 64 candidats Shonas sur les 79. Il a qualifié les résultats de « tragédie pour le Zimbabwe », indiquant que « les espoirs d'unité, de paix et de stabilité avaient reculé ».

Peu avant les élections, M. Nkomo avait lancé à tous les partis un lien une proposition d'union destinée à rassembler les Zimbabwéens de toutes races. Cette offre n'avait reçu qu'un accueil mitigé, notamment de la part de la ZANU, qui l'a jugée tardive. Comment M. Nkomo peut-il espérer sortir de son isolement au sein de sa province du Matabeleland ? A soixante-huit ans, celui qui est considéré comme l'opposant irréductible au gouvernement et le premier combattant de la liberté n'a aujourd'hui plus guère d'espoir de conquérir un jour le pouvoir, qui lui a échappé en 1980. Il n'aura plus cette fois la possibilité, comme ce fut le cas au moment de l'indépendance, et ce pendant deux ans, de faire valoir ses vues au sein du gouvernement. Les deux derniers ministres appartenant à la ZAPU en ont été exclus en novembre 1984. M. Nkomo devra donc maintenant choisir entre la voie de la réconciliation, à condition que M. Mugabe lui tende la main, ce qui est loin d'être le cas pour l'instant, et celle du repli dans sa place forte dans le rôle de contestataire récalcitrant d'un régime qui, de toute façon, est promis au parti unique selon les vœux des dirigeants de la ZANU.

D'après les accords de Lancaster House, signés en décembre 1979, l'instauration du parti unique ne pourra voir le jour qu'en 1990, sauf si le Parlement se prononce, à partir de 1987, à une majorité de 70 % en faveur de ce système. Une majorité dont M. Mugabe ne disposera pas après la victoire du parti de M. Ian Smith, l'Alliance conservatrice (CAZ), qui a remporté 15 des 20 sièges, le 27 juin, dans le scrutin réservé aux Blancs. Au cours des cinq prochaines années de la législature, le premier ministre va donc devoir affronter une opposition qui représente près d'un tiers des sièges au sein de l'Assemblée (15 ZAPU, 15 partis de M. Smith et le pasteur Siboko).

Cette situation prédispose-t-elle une radicalisation de la ligne politique avec toutes les conséquences que cela peut avoir sur le plan de la sécurité et de la stabilité interne ?

M. Mugabe n'a pas encore fait connaître quelle stratégie il compte adopter pour réduire ces opposants au « socialisme scientifique » qu'il prône. Il s'est simplement déclaré

partisan d'une ligne dure annonçant de nouvelles actions militaires dans le Matabeleland et une campagne pour « mobiliser les gens dans l'orbite de son parti ». Considérant que ces élections lui donnaient « un mandat pour unir le peuple sous le parapluie politique de la ZANU », pour avancer « avec plus de force sur la voie du socialisme avec parti unique », il s'est montré intransigeant envers ceux qu'il a accusés de se livrer à « des machinations contre-révolutionnaires ». Malgré les résultats de ce vote, le premier ministre a été déçu de ne pouvoir prendre pied dans la province hostile du Matabeleland.

Il a, d'autre part, été particulièrement irrité par le retour en force du parti de M. Smith. La victoire de ce dernier a causé la surprise. La scission qui s'était opérée en 1982 au sein de son parti, c'est-à-dire le regroupement de députés favorables à une option critique de M. Mugabe plutôt qu'à une opposition systématique, avait considérablement réduit la représentativité de la CAZ. Au fil d'élections partielles, le nombre des sièges de la CAZ était finalement passé de vingt en 1980 à sept dans la dernière Assemblée. Mais, contre toute attente, le Groupe indépendant du Zimbabwe (IZO), formation créée par les dissidents, n'a remporté que quatre sièges. Manifestement, l'électorat blanc des zones rurales n'a pas suivi ceux qui ont préféré collaborer avec le pouvoir noir plutôt que de camper dans une critique sans lendemain.

## « Un Boer est un Boer »

Avec 55 % des 34.000 suffrages exprimés, la CAZ ne représente cependant qu'une petite majorité des quelque 100.000 Blancs qui sont restés au Zimbabwe. La plupart d'entre eux ont réchigné à s'inscrire sur les listes électorales, de même que les vingt mille Indiens et les trente mille métis qui font partie du même collège. M. Mugabe n'a pas caché qu'il s'agissait d'une sureprésentation, bien qu'elle ait été prévue par les accords de Lancaster House, qu'il a qualifiés de « morceau de papier ». Il a brandi la menace de représailles contre « les Blancs dont l'attitude raciste indique qu'ils n'ont pas accepté les réalités et la direction des affaires par les Africains ».

« Un Boer (Blanc afrikaaner d'Afrique du Sud) est un Boer, et il ne changera jamais », a-t-il indiqué, ajoutant que ceux qui « continuent de démontrer qu'ils sont nos ennemis devront quitter le pays. Nous avons des yeux et des oreilles pour les repérer ». Comme l'a également précisé M. Mugabe, « si le changement ne peut se faire avec l'appui de M. Smith et de la ZAPU, il se fera sans eux ». Cela signifie-t-il, conforté par sa victoire, le premier ministre va maintenant tenter de réduire au silence ceux qui ne veulent pas se ranger sous sa bannière ?

La tentation totalitaire est grande, mais il y a souvent loin du discours à la mise en pratique, comme l'on démontré les cinq années d'exercice du pouvoir de la ZANU. Soucieux de son image de démocrate et de légaliste, M. Mugabe va encore retarder le rôle prédominant de son parti dans le pays, ce qui fait d'ailleurs dire à beaucoup que le Zimbabwe est déjà en fait un Etat à parti unique. Tout le problème est de savoir comment et pendant combien de temps M. Mugabe tolérera ceux qui, selon son expression, « refusent d'accepter un rôle secondaire », pour ne pas dire inexistant.

MICHEL BOLE-RICHARD.

## Guinée

LE BILAN DU COUP D'ÉTAT AVORTÉ

### Dix-huit morts et deux cent vingt-neuf blessés

Dix-huit morts et deux cent vingt-neuf blessés : tel est le bilan officiel de la tentative de coup d'Etat qui a eu lieu dans la nuit de jeudi 6 au vendredi 7 juillet à Conakry (le Monde daté du 6 juillet et daté 7-8 juillet). Le principal instigateur de ce putsch manqué, le colonel Diarra Traoré, ministre d'Etat, ministre de l'éducation nationale, risque la peine capitale, a laissé entendre le président Lansana Conté, au cours d'un meeting qui s'est tenu dimanche 9 juillet dans la capitale guinéenne.

« Ceux qui ont tué ou blessé des innocents, ceux-là je les tuerai », a-t-il affirmé, ajoutant que ceux qui voudraient les défendre au nom des droits de l'homme le fassent vite, car demain il sera trop tard. Selon l'agence Associated Press, le président Conté aurait également dit que le colonel Diarra Traoré « sera jugé et exécuté rapidement ».

Le chef de l'Etat — qui vient d'être promu général de brigade par le Comité militaire de redressement national (CMRN), pour « services rendus à la nation » — a, d'autre part, annoncé que certains dignitaires du régime Sekou Touré qui sont actuellement emprisonnés étaient également à l'origine du coup d'Etat. « Leurs noms figurent sur la liste du gouvernement qui aurait été formé en cas de succès. Nous connaissons l'homme qui était derrière Diarra Traoré », a-t-il indiqué, sans autre précision. On indique toutefois, dans l'entourage du chef de l'Etat, qu'il pourrait s'agir de M. Moussa Diallo, ancien ministre de l'habitat du président Sekou Touré.

Le président Conté a, par ailleurs, plaidé en faveur de la bonne entente entre les ethnies et, « tout en donnant raison » à ceux qui se sont livrés au sacage des maisons des putschistes, il a demandé à la population de rester chez elle et de respecter le couvre-feu.

« A partir d'aujourd'hui, a-t-il souligné, tous les fauteurs de troubles en Guinée seront immédiatement abattus ou seront livrés à la foule ». Le chef de l'Etat a enfin annoncé d'« importantes décisions » dans les prochains jours et a vivement attaqué les commerçants qui « se refusent à importer alors qu'il n'y a plus de droits de douane et qui stockent pour provoquer la pénurie et la vie chère ». De son côté, le capitaine Maumadou Baidé, ministre d'Etat chargé de la fonction publique, a assuré qu'il ne s'agissait pas d'un « coup d'Etat malinké », bien que la plupart des personnes arrêtées appartenaient à cette ethnie. « Toute l'armée a rejeté le coup, et les Malinkés étaient parmi nous les plus ardents », a-t-il indiqué. — (AFP, AP, Reuters, UPI.)

[La volonté des autorités guinéennes de ne pas arriver les tensions ethniques, notamment la volonté de rapprocher les Somnons et des Forestiers contre les Malinkés, ethnie à laquelle appartient

le colonel Diarra Traoré, et qui domine la vie publique sous le régime Sekou Touré, apparaît évidente, après quelques déclarations imprudentes de gues les Malinkés comme les responsables de la tentative de putsch. Même si cela est exact, les militaires au pouvoir en Guinée ont tout intérêt, compte tenu des chivages ethniques de ce pays qui peuvent très vite dégénérer en affrontements sanglants, à accorder la thèse, comme l'a fait d'ailleurs le président Conté, selon laquelle les putschistes sont « des troupes rejetées par leur ethnie ». Le chef de l'Etat sort incontestablement renforcé de cette

épreuve, l'armée ayant montré son loyauté. Il a, devant lui, une courte période pendant laquelle il peut prendre des décisions impopulaires, tant politiques qu'économiques, ce que, jusqu'à présent, il s'était refusé à faire.

Le président guinéen semble avoir renoncé à l'usage de marque de son régime : des militaires libéraux qui ne font pas couler le sang de leurs ennemis. En annonçant que tous les fauteurs de troubles seront « immédiatement abattus », le président Conté annonce-t-il un tournant autoritaire du régime guinéen ?

L. Z.

## Algérie

LA CAMPAGNE DE PRESSE CONTRE PARIS

### L'hebdomadaire « Révolution africaine » met sur le même plan Klaus Barbie et les généraux Massu et Bigeard

Après l'article diffusé par l'agence de presse algérienne APS, le vendredi 5 juillet, accusant la France d'avoir transformé l'Algérie tout entière en « camp de concentration » de 1954 à 1962 (le Monde daté 7-8 juillet), l'hebdomadaire du FLN, Révolution africaine, revient à la charge avec un dossier de seize pages consacré à la torture. Il déplore que le général Bigeard, « tortionnaire » des dirigeants du FLN en mars 1957, jouisse de l'impunité « alors que la France a obtenu de juger Klaus Barbie ».

Le général Massu, patron des parachutistes et chef du colonel Bigeard pendant la guerre d'Algérie, est également accusé par Révolution africaine d'être le « maître d'œuvre de la pratique systématique de la torture en Algérie ». Klaus Barbie, « légionnaire en Algérie, aurait eu droit, lui aussi, à une paisible retraite et aux honneurs dus à un baroudeur », écrit l'hebdomadaire, qui « constate objectivement que les tortionnaires et les bourreaux du peuple algérien mènent à l'heure actuelle une retraite paisible et dorée. Ils ont pour nom Massu, Bigeard, Le Pen et tant d'autres », écrit l'hebdomadaire, rappelant que le colonel Bigeard « a été promu

général et fait ministre », et que M. Le Pen « siège allègrement au Parlement européen ».

« La justice a-t-elle une frontière ? », s'interroge Révolution africaine, qui critique la différence établie, selon lui, « entre les crimes de l'Occident commis contre l'Occident et ceux de l'Occident perpétrés contre les peuples asservis du tiers-monde ».

## Le RECOURS :

des « déchirements stériles »

A Paris, le mouvement des rapatriés RECOURS s'est déclaré prêt, dans un communiqué diffusé dimanche 7 juillet, à « publier un Livre blanc sur les milliers d'atrocités dont ont été victimes les Français d'Algérie de toutes confessions » pendant la guerre d'indépendance, si les médias algériens persistent « dans la voie des déchirements stériles ». Le RECOURS demande au gouvernement français « ce qu'il entend faire » et « s'il trouve concevable une telle attitude » quelques jours après la visite « empreinte de la plus grande courtoisie » effectuée par M. Fabius à Alger. — (AFP, AP.)

(Publicité)

### CREATION A DUNKERQUE D'UN INSTITUT SUPERIEUR DE COMMERCE INTERNATIONAL

L'I.S.C.I.D. né de la volonté de la COMMUNAUTE URBAINE, la VILLE et la CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE DUNKERQUE, et en collaboration avec l'INSTITUT COMMERCIAL DE NANCY II, bénéficie du statut universitaire.

DUNKERQUE, ville accueillante sur le littoral du Nord, a l'avantage d'être située dans une région à potentiel économique, au cœur d'un dispositif industriel et commercial à vocation internationale.

L'objectif de l'I.S.C.I.D. est de former au plus haut niveau de jeunes Cadres Commerciaux Export avec des méthodes modernes et des moyens pédagogiques importants. La formation dispensée alliera la rigueur de l'enseignement universitaire à la pratique d'un corps de professionnels hautement qualifiés.

L'I.S.C.I.D. mise avant tout sur l'efficacité : dans une structure fonctionnant comme une école de commerce cette formation sera volontairement active et pragmatique. Une large place est laissée aux stages en entreprises et séjours à l'étranger, ce qui permettra aux diplômés de l'I.S.C.I.D. d'être opérationnels dès leur entrée en entreprise.

L'admission se fait par concours :

- A — Aux élèves de classes préparatoires H.E.C. âgés de moins de 25 ans, titulaires du baccalauréat complet ou d'un diplôme étranger reconnu équivalent.
- B — Aux titulaires d'un diplôme BAC + 2 ans après examen du dossier par une commission de présélection.
- Nombre maximum de places mises au concours : 60.
- La connaissance des langues étrangères est un critère essentiel.

La durée des études est de 3 ans, sanctionnées par le diplôme universitaire (NANCY II) du niveau BAC + 4.

Les inscriptions sont reçues en permanence jusqu'au 15 août 1985 au secrétariat de l'I.S.C.I.D. — B.P. 70 59640 DUNKERQUE. Tél. : (28) 66-29-37.

destination  
**Finlande**  
Laponie  
**LA FINLANDE A LA CARTE**  
avion + voiture  
+ bons d'hôtel  
F. 4.410 PARIS/PARIS  
(1 semaine base 4 pers.)  
votre agent de voyages ou  
**ALANT'S TOURS**  
5, rue Danielle-Casanova  
75001 PARIS ☎ 296.59.78  
Rc. 1033



## Entrée Computer Centers.

# 1+1=3.

P. FITZSIMON, Directeur Commercial d'Entrée France, avec J.P. Verrier et R. Rabert, partenaires pour Paris 17<sup>e</sup>, 15<sup>e</sup>, La Défense.

Pour réussir dans la micro-informatique professionnelle, il faut une idée forte. Entrée Computer Centers a compris, avant beaucoup d'autres, l'importance de l'association au sein d'un même centre, du conseil, de la formation, de la distribution et du service après-vente.

Pour réussir dans la micro-informatique, il faut des hommes sûrs. On ne s'improvise pas directeur du marketing, entrepreneur dans l'automobile, industriel dans le textile, cadre supérieur dans un groupe électronique. Les franchisés Entrée ne sont pas des patrons comme les autres. Décidés, motivés, très compétents, ils ont su appliquer à merveille le concept Entrée. Tout faire pour sa clientèle. Mais aussi profiter de l'assistance d'Entrée France :

conception et ouverture du centre, centralisation du stock et relations fournisseurs, formation technique et commerciale, soutien par des programmes marketing ciblés et une publicité nationale pour créer une image de marque valorisante. Un exemple de la réussite d'Entrée ?

Cette addition : 1+1=3.1, c'est notre premier centre Paris 17<sup>e</sup>. Déjà plus de 2 millions de CA par mois sous la direction de Régis Habert. 1, c'est son partenaire Jean-Paul Verrier. 3, ensemble, ils viennent de créer le premier groupe de 3 franchises : Paris 17<sup>e</sup>, Paris 15<sup>e</sup> et La Défense.

Vous avez un million de francs et vous voulez devenir franchisé Entrée. Vous connaissez parfaitement l'informatique et vous voulez devenir direc-

teur des ventes ou directeur support clientèle et détenir 200000 francs d'actions ou plus. Vous voulez investir 500000 francs d'actions sans participation active dans un centre.

Contactez-nous dès aujourd'hui à Entrée-France S.A. Tél. (1) 574.97.77.

Pour tout conseil en micro-informatique professionnelle, téléphonez à l'un de nos centres : Paris 17<sup>e</sup> (1) 574.99.99, Lyon 3<sup>e</sup> (7) 862.62.00, Lyon 9<sup>e</sup> (7) 847.70.00 ou Montpellier (67) 47.50.50.

**ENTRÉE COMPUTER CENTERS**

21 franchises déjà accordées.



# LE CNRS A L'HEURE D'ÉTÉ

« CNRS PLEINS SITES »

6 juillet-18 août 1985

Sur le chemin de vos vacances...

L'astronomie vous fait rêver...

L'énergie solaire vous attire...

L'océan vous fascine...



OBSERVATOIRE DE HAUTE-PROVENCE  
SAINT-MICHEL L'OBSERVATOIRE  
(ALPES DE HAUTE-PROVENCE)  
\* Exposition sur l'astronomie. Tous les jours, 13 h-18 h, sur le site de l'Observatoire.



FOUR SOLAIRE ODEILLO  
VIA FONT-ROMÉU (PYRÉNÉES-ORIENTALES)  
\* Exposition sur la maîtrise de l'énergie et des très hautes températures. Tous les jours, 9 h-18 h. Rendez-vous sur le site du four solaire.



STATION MARINE  
VILLEFRANCHE-SUR-MER  
(ALPES-MARITIMES)  
\* Exposition sur l'océanographie. Tous les jours, 10 h-12 h, 18 h-20 h. Rendez-vous au Centre d'Etudes et de Recherches Océanographiques (CEROC) à l'Université de Paris VII, port de la Darse.

Venez engager le dialogue avec les scientifiques.

\* Conférences les mardis et vendredis, à 17 h 30, dans la Salle polyvalente de la Mairie de Saint-Michel l'Observatoire.

MARDI 9 JUILLET : « La Soleil », par Guy Simon, Aide astronome à l'Observatoire de Paris, Directeur du département d'astronomie solaire et planétaire (univ. de Paris VI).  
VENDREDI 12 JUILLET : « La vie dans l'Univers », par Michel Maréchal, Directeur de recherche à l'Observatoire de Marseille (univ. associée au CNRS, Université d'Aix-Marseille II).

MARDI 18 JUILLET : « L'Univers des galaxies », par le Professeur Charles Falgarone, membre de l'Académie des Sciences, Ancien Directeur de l'Observatoire de Haute-Provence (CNRS, Saint-Michel l'Observatoire).

MARDI 23 JUILLET : « L'exploration du système solaire », par André Bréchet, Professeur à l'Université Paris VII, Astrophysicien à l'Observatoire de Paris, responsable de la recherche coopérative sur programme « Solaire et planètes » (CNRS, Université d'Aix-Marseille II).

VENDREDI 26 JUILLET : « L'impact de l'astronomie », par Jean Lequeux, Astronome titulaire, Directeur de l'Observatoire de Marseille (univ. associée au CNRS, Université d'Aix-Marseille II).

MARDI 30 JUILLET : « Vie et mort d'une étoile », par Eric Fossat, Astronome adjoint à l'Observatoire de Nice (univ. associée au CNRS, Université de Nice).

VENDREDI 2 AOUT : « Notre galaxie, la Voie Lactée », par Annie Léautaud, Chargée de recherche à l'Observatoire de Marseille (univ. associée au CNRS, Université d'Aix-Marseille II).

VENDREDI 9 AOUT : « Les moyens de recherche spatiale de l'année 2000 », par Claude Laurent, Chargé de recherche, Chef de mission à l'Institut National des Sciences de l'Univers (INSU-CNRS).

VENDREDI 16 AOUT : « Où, quand, comment de l'homme les étoiles ? », par Jean-Pierre Chéreau, Ingénieur au Commissariat à l'Energie Atomique, Centre d'études de Bruyères-le-Châtel (CEA).

\* Conférences les mardis ou les vendredis, à 17 h 30, dans la salle de conférences du four solaire.

MARDI 9 JUILLET 1985 : « De l'énergie portable pour la Soleil », Nouvelles techniques adaptées aux ressources locales, par Pierre Legoff, Professeur à l'Institut National Polytechnique de Lorraine (INRS, Nancy).

MARDI 18 JUILLET : « Les centrales solaires », par Bruno Boncompagni, Ingénieur de recherche à la centrale solaire Thémis (EDF, AFME, CNRS).

VENDREDI 19 JUILLET : « Comment économiser l'énergie dans les serres ? », par Marcel Amoult, Professeur à l'Université de Perpignan, laboratoire d'énergie solaire (CNRS, Odeillo).

MARDI 23 JUILLET : « Les moteurs solaires », par Jean-François Trépo, Ingénieur au CNRS, laboratoire d'énergie solaire (CNRS, Odeillo).

VENDREDI 2 AOUT : « Matérialisme, vie et mort d'une étoile : la Soleil », par Bruno Poliquet, Directeur de l'Observatoire d'Aix-Marseille (univ. associée au CNRS, Université d'Aix-Marseille II).

VENDREDI 9 AOUT : « La grande four solaire », par Claude Royden, Ingénieur de recherche au CNRS, responsable du service « Énergie solaire », Association Française d'Astronomie.

MARDI 13 AOUT : « La grande four solaire », par Claude Royden, Ingénieur de recherche au CNRS, responsable du service « Énergie solaire », Association Française d'Astronomie.

VENDREDI 16 AOUT : « Les énergies renouvelables : une alternative pour l'avenir des pays du Tiers-Monde », par Thierry Salomon, Ingénieur, délégué général du Groupement d'Etudes des Four et Odeillo Solaire et Amériques en Technologies Appropriées (GEFOSAT, Montpellier).

\* Conférences les mardis, à 20 h, dans l'auditorium de la Citadelle, Mairie de Villefranche-sur-Mer.

MARDI 9 JUILLET 1985, 18 h 30 : « Contes légendaires et mystères traditionnels chinois », Conférence de la nuit est chinoise, par Cheng Shu-Cheng, Ingénieur au CNRS, laboratoire d'océanographie comparative de l'Asie du Sud-Est (CNRS, 20 h) : « L'histoire des océans », par Yves Lancelot, Directeur de recherche au CNRS, Directeur adjoint du PIRCEAN Programme Interdisciplinaire de Recherches océanographiques (CNRS, Ministère de l'Éducation Nationale).

MARDI 16 JUILLET, 20 h : « L'Antarctique : océan fertile ou désert marin ? », par Guy Jacquet, Directeur de recherche au CNRS, laboratoire Arago, Banyuls-sur-Mer (univ. associée au CNRS).

MARDI 23 JUILLET, 20 h : « A propos des méduses », les fleurs sous-marines », un film de l'Université d'Osaka (Japon), présenté et commenté par Danièle Caré, Chargée de recherche au CNRS, laboratoire de biologie cellulaire marine (univ. associée au CNRS, Université de la Méditerranée).

MARDI 30 JUILLET, 20 h : « L'océan et la Terre », par André Morel, Directeur du laboratoire de physique et chimie minérales (univ. associée au CNRS), Directeur du Centre d'Etudes et de Recherches Océanographiques de Villefranche-sur-Mer, CEROC (INSU/IRD/CEAN, Université Pierre et Marie Curie/CEA).

MARDI 6 AOUT, 18 h 30 : « Océan sous la mer », un film de l'IFREMER présenté et commenté par Danièle Caré, Chargée de recherche au CNRS, laboratoire de biologie cellulaire marine (univ. associée au CNRS, Université de la Méditerranée).

MARDI 13 AOUT, 20 h : « Devenir adulte ? Assurer sa dépendance ? Pour les espèces marines, quel exploit ? », par Paul Nival, Professeur à l'Université Pierre et Marie Curie, responsable de l'unité associée au CNRS « Écologie du plancton marin » (Villefranche-sur-Mer).

## AU PROGRAMME DE CE FESTIVAL DE LA SCIENCE :

■ des actualités seront au rendez-vous : le retour de la comète de Halley, les plongées du Nautilus dans les fosses du Japon, des fouilles archéologiques dans les Pyrénées en liaison directe avec le Musée de Préhistoire de Tautavel, et les différents chantiers conduits par des équipes ou des chercheurs du CNRS, sous la responsabilité des Directions des Antiquités de la région (Ministère de la Culture), etc.

■ des présentations imagées, des maquettes animées, des expériences qui vous feront découvrir les travaux les plus récents menés dans ces centres de recherche, des activités principalement conçues pour les jeunes, depuis l'aquarium interactif jusqu'à la chasse à la comète, en passant par l'arc-en-ciel portable...

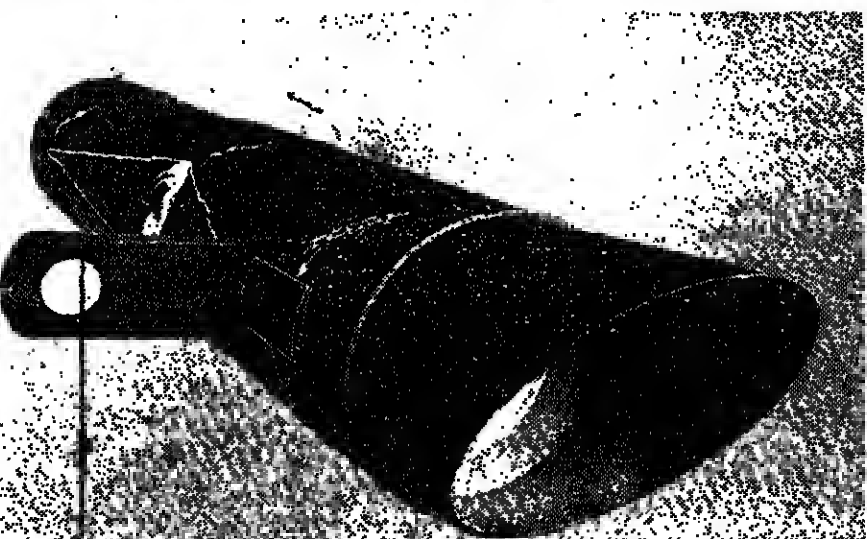
LA FÊTE DE LA SCIENCE, c'est encore des soirées-spectacles, des films, des animations variées, de la documentation... Pour en savoir plus : CNRS, service de l'information, 555-92-25, poste 25.24.

OBSERVATOIRE DE HAUTE-PROVENCE (92) 76-62-50

ODEILLO (68) 30-31-45

VILLEFRANCHE-SUR-MER (93) 01-81-45

\* Un des points forts de l'animation des expositions sur les trois sites : la communication par l'objet...



Pour apprendre et découvrir la science par l'exploration et la manipulation, faites vous-même l'expérience des mirages gravitationnels. Cette manipulation consiste à montrer que, lorsqu'on observe un quasar, le rayon lumineux n'arrive pas directement, et l'on a ainsi une image double, triple ou quadruple, d'où le nom de mirage gravitationnel. C'est la simulation de ce phénomène que vous pourrez observer à l'aide de cette maquette réalisée à l'Atelier d'Exploration de Meudon-Bellvue (CNRS).

« CNRS PLEINS SITES » est une réalisation de la Direction de l'Information Scientifique et Technique.  
CENTRE NATIONAL DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE  
15, QUAI ANATOLE-FRANCE, 75700 PARIS - TÉLÉX : 260.034

## ASIE

EFFERVESCENCE SUR LA RIVE SOVIÉTIQUE DU FLEUVE AMOUR

### Les premiers visiteurs étrangers au poste-frontière chinois...

La Chine a récemment réduit ses effectifs militaires le long de sa frontière avec l'Union soviétique. « En contraste frappant avec une superpuissance qui déploie un million de soldats le long de la frontière chinoise », a affirmé le chef d'état-major de l'armée chinoise, le général Yang Shangkun, cité vendredi 5 juillet par l'agence Chine nouvelle. « La Chine a toujours été pour la réduction des armements. Nous avons mis nos principes en application », a-t-il ajouté.

Ces déclarations interviennent à la veille du départ pour Moscou du vice-premier ministre chinois Yao Yilin, attendu le 9 juillet dans la capitale soviétique.

Heihe. — Trois hors-bord vert sombre fonce sur le fleuve en direction du bateau chinois. Du haut des miradors et de la touraille des canonnières, des marins ont les yeux vissés sur leurs grosses jumelles. Arrivés sur des barges, des canotiers militaires arborescent d'énormes projecteurs ou des radars. Des groupes de soldats en armes patrouillent sur les quais. En ce paisible après-midi enssoleillé de juin, l'activité militaire sur la rive soviétique du fleuve Amour — qui sépare la Mandchourie chinoise de la Sibérie — est inhabituelle.

La cause de cette alarme est cependant bien mineure. Il s'agit de la première visite de journalistes étrangers dans ce bourg du nord de la province du Heilongjiang, au bord du fleuve Amour (Heilongjiang en chinois). Pour la première fois aussi dans l'histoire, nous disons les autorités locales, un Européen non russe s'est rendu dans ce poste frontière, « ouvert au monde extérieur » depuis avril et dont Pékin veut faire, avec Suifenhe, Tongjiang, et la gare frontière du Transsibérien à Manzhouli, la « porte » de son commerce avec l'URSS.

La ville de Blagoveshchensk, qui fait face à Heihe, n'est, elle, toujours pas ouverte. Les Soviétiques, qui n'aiment guère que l'on regarde à travers leurs frontières ce qui se passe chez eux, protestent, affirment les Chinois, chaque fois qu'un appareil de photo se braque dans leur direction, même pour des portraits de famille. C'est à l'été 1990 qu'un bateau fourni par les Chinois que nous avons parcouru l'Amour, qui, avec l'Oussouri, fut le théâtre de violents incidents sino-soviétiques dans les années 60 et 70.

#### Une longue négligence

Pourtant, il n'y a apparemment pas grand-chose de stratégique à voir à Blagoveshchensk, ville de 170 000 habitants : HLM et maisons de style russe, stade et gigantesque tour de télévision, port, casernes et bâtiments officiels, pêcheurs, baigneurs, promeneurs, joggeurs, dont certains font des gestes amicaux en notre direction. Malgré tout, la surveillance est étroite, obsessionnelle presque de la part des Soviétiques à un moment où les relations avec la Chine semblent s'assouplir sensiblement. En permanence, les hors-bord sillonnent la voie d'eau. Nouveaux bateaux, nouvelles faces chinoises et visiteurs sont systématiquement photographiés. Tout contact direct est interdit entre habitants des deux rives.

Contre qui l'armée rouge entend-elle se défendre ? Quelques soldats chinois flânent sur le quai de Heihe, où on ne distingue aucune activité militaire. Peu de canotiers ont des joies de l'armée populaire de libération (APL), quelques dizaines de gardes-frontière découverts, ainsi que deux tours de guet. Ce qui ne veut pas dire que la Chine n'ait pas massé des centaines de milliers de soldats le long de sa frontière septentrionale. Mais ceux-ci savent se faire discrets et ne semblent pas sur le pied de guerre.

Les unités d'infanterie et d'aviation que nous avons aperçues étaient cantonnées à une centaine de kilomètres à l'arrière, le long de l'une des deux voies d'accès à Heihe, une méchante piste en terre coupée de fondrières et longue de 250 kilomètres à travers une région quasiment inhabitée. L'autre route, interdite aux étrangers, est à peine meilleure.

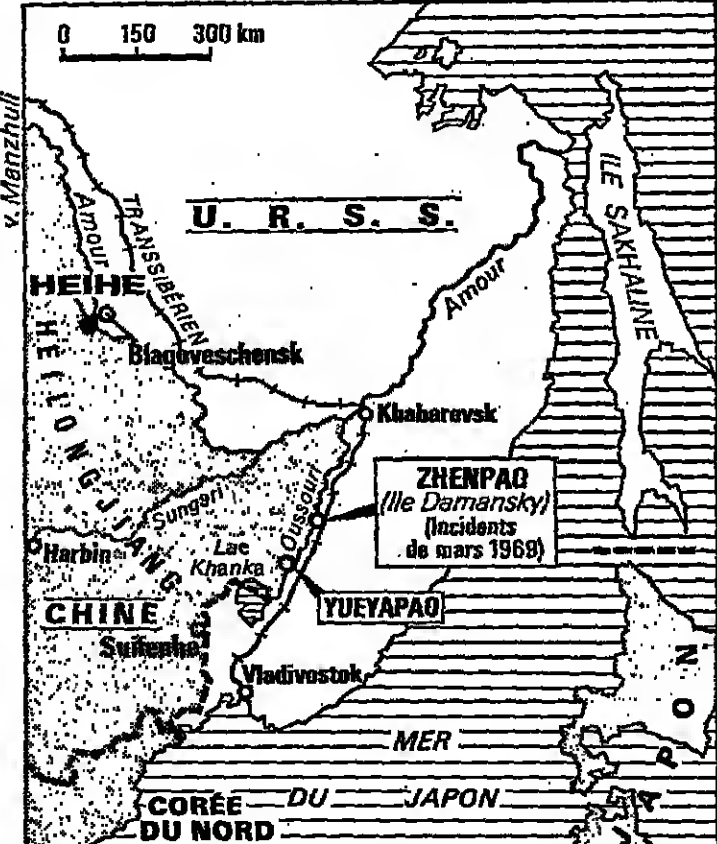
Quand les troupes soviétiques ont libéré Heihe des Japonais, l'été 1945, une voie ferrée reliait cette localité à la ville de Beian. « En partant, elles ont emporté les rails et les traverses », rappellent les officiels chinois, après avoir exposé leur désir d'« ouvrir » cette ligne. Rien n'est plus différent de la ville-champignon du Sud que ce bourg du Nord qui se réveille d'une longue torpeur. Avec ses 34 000 habitants, Heihe, devenue municipalité en 1981 seulement, ressemble plus à ces bourgades de pionniers du Far-West au siècle dernier : baraques en bois ou en torchis entourées de palissades, rues en terre défoncées par la

#### De notre envoyé spécial

moins plaine, vieilles bâtisses en dur de style russe qui se défilent faute d'entretien.

Au milieu de ce trou perdu, des immeubles commencent à s'élever : le tout-à-l'égout, le chauffage et l'eau courante s'installent. Mais bien des gens, y compris le personnel de l'unique hôtel, continuent de laver leur linge dans le fleuve où sont échoués des trains de bois qui attendent d'être déchargés. C'est d'ailleurs la principale activité d'un port dont on entreprend la rénovation. On sent bien, cependant, que cette région, sous-peuplée et sous-développée à l'échelle de la Chine, a jusqu'à présent souffert non seulement de son isolement, mais de la négligence de Pékin. Depuis la visite de M. Hu, les crédits accordés à la ville ont d'ailleurs plus que doublé.

Liée à la Russie des tsars, occupée par les Japonais, puis de nouveau sous influence soviétique de



1945 à la rupture sino-soviétique, Heihe a été victime de la tension. Pékin n'aurait pas investi dans cette zone de front, à peine industrialisée et où il gèle cent quatre-vingt jours par an. D'autant que, nous rappelle le vice-maire, M<sup>me</sup> Cheng Huiqin, le divorce fut mal ressenti ici : « Avant 1960, il ne fallait pas de passeport pour franchir la frontière. En 1962, les Soviétiques nous ont véritablement pris à la gorge. Les premiers incidents ont eu lieu en 1968. En mars 1969 — l'année où eut lieu le plus violent affrontement sino-soviétique, sur l'île Zhenbao, qui faillit dégénérer en guerre, sur l'île Dongfanghong (en chinois « Orient rouge »), ils ont tué un marin-pêcheur et en ont enlevé deux autres. »

Drapeaux rouges des deux côtés

Il faut dire que les Soviétiques considèrent que la frontière passe sur la rive chinoise de l'Amour et que le fleuve leur appartient. Les Chinois estiment que, conformément au droit international, la frontière passe au milieu du chenal le plus profond, explique M. San Jiaqian, responsable des relations extérieures de la préfecture de Heihe. Pendant la période de tension, les incidents se sont multipliés, depuis les échanges de coups de feu et les enlèvements, jusqu'aux tentatives de saut de frontière. « Les patrouilles créent des vagues pour secouer nos bateaux ou pour emporter le linge et la vaisselle que la population lavait au bord de

l'eau. Il n'y a cependant pas eu de panique. Mais, en 1969, les vieux, les enfants et les malades ont été évacués vers l'arrière pendant quelques mois ». Tout cela est fini depuis 1974 et, depuis 1979, les choses se sont beaucoup améliorées.

Les contacts et la navigation, qui n'avaient jamais totalement cessé, ont repris. Une liaison permanente est maintenant entre gardes-frontière des deux côtés. Si une des deux parties veut discuter, elle lève un drapeau rouge, l'autre signale son accord de la même manière. La rencontre a lieu immédiatement, soit à Heihe, soit à Blagoveshchensk. Ces deux villes servent également aux négociations frontalières sino-soviétiques.

Les premiers échanges de délégations depuis plus de vingt ans ont eu lieu en 1984. Le 1<sup>er</sup> octobre, trois Soviétiques ont été invités à Heihe pour la fête nationale chinoise et, le 7 novembre, trois Chinois ont été conviés à célébrer l'anniversaire de

## La conférence est dominée par l'

La conférence internationale sur le désarmement nucléaire, qui se tient à Genève, est dominée par les débats sur la réduction des armements. Les participants se sont réunis pour discuter de la manière de réduire les armements nucléaires et de prévenir une nouvelle guerre mondiale. Les débats ont été marqués par des tensions entre les pays du Nord et du Sud, ainsi qu'entre les États-Unis et l'URSS.

Les participants ont discuté de la nécessité de réduire les armements nucléaires et de prévenir une nouvelle guerre mondiale. Ils ont également discuté de la manière de renforcer la coopération internationale et de promouvoir le développement économique et social.

La conférence a été marquée par des débats intenses sur la réduction des armements nucléaires. Les participants ont exprimé leur inquiétude face à la course aux armements et ont appelé à une action plus ferme de la communauté internationale.

Les débats ont également porté sur la prévention d'une guerre nucléaire. Les participants ont souligné l'importance de renforcer la confiance mutuelle entre les États et de promouvoir la coopération internationale.

La conférence s'est terminée par une déclaration commune dans laquelle les participants ont réaffirmé leur engagement à poursuivre les efforts pour réduire les armements nucléaires et prévenir une nouvelle guerre mondiale.

Les participants ont également discuté de la manière de renforcer la coopération internationale et de promouvoir le développement économique et social. Ils ont souligné l'importance de la coopération entre les États et de la promotion du dialogue et de la confiance mutuelle.

La conférence a été une occasion importante pour les participants de discuter de leurs préoccupations et de partager leurs idées. Elle a permis de renforcer la coopération internationale et de promouvoir le développement économique et social.

Les participants ont exprimé leur espoir que la conférence ait été une étape importante dans la réduction des armements nucléaires et la prévention d'une guerre mondiale.

La conférence a été marquée par des débats intenses et a permis de renforcer la coopération internationale. Les participants ont réaffirmé leur engagement à poursuivre les efforts pour réduire les armements nucléaires et prévenir une nouvelle guerre mondiale.

سلا من الأصل



مجلس الامم المتحدة

# ASIE

## La conférence annuelle de l'ASEAN est dominée par le conflit cambodgien

La dix-huitième conférence des ministres des affaires étrangères de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN), qui regroupe Brunei, l'Indonésie, la Malaisie, les Philippines, Singapour et la Thaïlande, s'est ouverte ce lundi 8 juillet à Kuala Lumpur. Elle sera dominée par le conflit cambodgien.

Entre-temps, Hanoi a décidé de remettre aux Etats-Unis les dépouilles mortelles de vingt-six soldats américains portés disparus ainsi que des « preuves matérielles et des informations » sur six autres soldats portés manquants à la même époque. Selon un communiqué du département d'Etat américain publié dimanche à Hongkong, où se trouvait le secrétaire d'Etat, M. Shultz, les Vietnamiens « ont également fait part de leur désir de voir résolu le problème (des disparus américains) dans les deux ans à venir, ce qui constitue un autre bon résultat ».

M. Shultz séjournera actuellement en Thaïlande et se rendra mercredi en Malaisie, pour y rencontrer les ministres de l'ASEAN.

De notre correspondant

Bangkok. — Une fois de plus, la situation au Cambodge domine la traditionnelle réunion des ministres des affaires étrangères de l'ASEAN. Cette conférence annuelle a débuté, lundi 8 juillet, à Kuala Lumpur et sera suivie de la non moins traditionnelle rencontre avec les pays du « dialogue » : Etats-Unis, Canada, Australie, Nouvelle-Zélande et Japon, auxquels s'ajoute la Communauté européenne.

Le Vietnam a déjà fait savoir qu'il ne s'intéressait pas au projet de négociations par « personnes interposées » (« proximity talks ») de l'ASEAN. La Malaisie avait la première évoqué cette forme de discussion (le 30 mai). Il s'agit de l'engagement du dialogue entre le gouvernement de coalition du Kampuchea démocratique, qui préside le prince Sihanouk, et celui de la République populaire du Kampuchea (Phnom-Penh) par le truchement d'un intermédiaire, un peu à la manière des conversations de Genève entre le Pakistan et l'Afghanistan.

Les trois partis qui forment la coalition, tout comme du reste la Chine et la Thaïlande, estiment plus normal d'avoir le Vietnam

comme interlocuteur, avec l'éventuelle participation du gouvernement de M. Heng Samrin. En principe, cette formule devrait être adoptée par la conférence de Kuala Lumpur. Mais, dès la fin de la semaine dernière, les Vietnamiens ont dénoncé cette tentative qui « donne une vue faussée de la situation au Cambodge », ajoutant qu'il était « absolument hors de question » que Hanoi participe à de telles conversations.

Ce n'est une surprise pour personne. Le Vietnam, comme Phnom-Penh, refuse d'avoir affaire aux Khmers rouges, et le communiqué conjoint publié à la suite de la récente visite d'une importante délégation vietnamienne dans la capitale cambodgienne proclamait, une fois de plus, que « la situation au Kampuchea était irréversible », ajoutant que le gouvernement de Phnom-Penh « était clairement le seul représentant authentique du peuple cambodgien ».

L'appui de la Chine et des Khmers rouges à la version modifiée des « proximity talks » semblait, du reste, en bonne partie fondée sur la certitude d'un refus de Hanoi.

Inde

## LA GUERRE DES CASTES AU GUJARAT Le chef du gouvernement local a été contraint de démissionner

De notre correspondant

New-Delhi. — Victime d'une guérilla des castes et des religions qu'il avait lui-même rallumée et qui a coûté la vie à deux cents personnes en quatre mois, le ministre en chef du Gujarat, M. Madhavsinh Solanki, a démissionné, samedi 6 juillet. Il a été aussitôt remplacé par M. Amarsinh Chaudhary, ancien ministre local de l'intérieur et de l'éducation. Le chef du gouvernement central, M. Rajiv Gandhi, s'était résolu à demander la démission du dirigeant gujarati après qu'une commission de son propre parti, le Congrès Indira, l'eût recommandé comme « essentiel à son retour au calme dans la province ».

Cependant, pour ne pas paraître céder à la pression de la rue, le premier ministre a lui-même tranché en faveur de M. Chaudhary, considéré comme le bras droit de son prédécesseur, et envisage de faire entrer M. Solanki au gouvernement central. Un remaniement ministériel limité du cabinet de M. Gandhi pourrait être, en effet, annoncé incessamment.

Après avoir conduit le Congrès-I à une victoire électorale éclatante en mars dernier (149 sièges sur les 182 de l'Assemblée régionale), M. Solanki, au pouvoir à Ahmedabad depuis cinq ans, était parvenu à se mettre à dos près des trente-cinq millions d'habitants de l'Etat, y compris nombre de ses amis politiques. « A tort ou à raison », soulignait, dimanche, le journal pro-gouvernemental *Times of India*, il était devenu le symbole d'une politique autoritaire, basée sur les castes et le sectarisme religieux.

On reproche surtout à M. Solanki d'avoir relancé la guerre des castes dans l'Etat du Mahatma

Gandhi en promettant, juste avant les élections, d'augmenter de 18 % les quotas réservés aux groupes sociaux défavorisés dans les universités et la fonction publique. La Constitution fédérale prévoit déjà des mesures de protection de ce type pour les tribus aborigènes (40 millions d'individus) et les « intouchables » (110 millions). Mais elle laisse à la discrétion des gouvernements régionaux l'extension de ces mesures à des castes ou à des sous-castes considérées comme « arriérées ». La promesse pré-électorale de M. Solanki portait à quatre-vingt-trois le nombre de castes bénéficiaires et à 49 % la part de bancs de collèges qui leur était réservée.

Cette perspective a aussitôt déclenché l'ire des castes supérieures et d'une moyenne bourgeoisie qui éprouve déjà des difficultés à placer ses enfants dans des institutions scolaires surchargées. Des manifestations violentes ont eu lieu et des excès ont été commis par une police, de surcroît gangrenée de corruption. Le désordre s'est généralisé, permettant tout à la fois à l'opposition de prendre une revanche et à la pègre locale de régler ses comptes. Même l'armée, opposée en renfort début mai, n'est jamais parvenue à ramener le calme (le Monde du 15 mai).

La démission de M. Solanki, réclamée par tout le monde ou presque, était sans doute une condition nécessaire à un retour à la paix civile. Reste à savoir si elle sera suffisante pour désamorcer un problème qui reflète un véritable phénomène de société et déborde de loin les frontières du Gujarat.

PATRICE CLAUDE.


On ne discute pas que du Cambodge dans la capitale malaisienne. Les pays de l'ASEAN ne manquent pas de se plaindre après de leurs invités de ce qu'ils considèrent comme des mesures protectionnistes, dont sont victimes les exportations asiatiques, les textiles par exemple. Fondée en 1967, l'ASEAN, moins structurée que la Communauté européenne, n'en est pas moins devenue une réalité politique et commerciale importante, ce dont témoigne la présence en Malaisie du secrétaire d'Etat américain, M. Shultz, du ministre japonais des affaires étrangères, M. Abe, et de M. Claude Cheysson, commissaire européen.

### Contre le protectionnisme

Cette année, la Papouasie-Nouvelle-Guinée et Fidji seront représentées. L'une des discussions les plus vives opposera la Malaisie à ses partenaires à propos du projet de « coopération ASEAN-Pacifique ». Ce plan, qui vise à la formation spécialisée du potentiel humain de l'ASEAN, avait été lancé il y a un an par l'Indonésie. Il y a quelques semaines seulement, le premier ministre malaisien a souligné brutalement des objections. Kuala Lumpur, semble-t-il, craint que les Etats-Unis et le Japon n'utilisent la coopération pour, peu à peu, dominer politiquement l'ASEAN. Les autres pays du groupe estiment que l'ASEAN est assez forte pour sauvegarder son autonomie.

Autre point en discussion : une meilleure coopération dans le domaine de la répression du trafic des drogues dures. La consommation locale de ces drogues pose un problème croissant à des pays comme la Thaïlande, la Malaisie ou l'Indonésie.

JACQUES BEKAERT.



**COLONEL SPARTACUS**  
**OPÉRATION MANTA**  
1983/1984

“ Sous la signature de Spartacus, un colonel dénonce les carences du dispositif politico-militaire lors de l'opération Manta au Tchad. ”

PIERRE DARCOURT “ LE FIGARO ”

“ Virulent. Amer. Sans indulgence. ”

JACQUES ISNARD “ LE MONDE ”

Plon

# EUROPE

Belgique

## « L'ambassadeur des francophones » à Paris

De notre correspondant

Bruxelles. — La communauté francophone de Bruxelles va installer un « ambassadeur » à Paris. Il portera le titre plus modeste de « délégué général chargé des affaires francophones et multilatérales ». Le titulaire de ce poste nouveau sera M. Lucien Outers.

Agé de soixante et un ans, M. Outers avait, il y a près de vingt ans, fait sensation avec son ouvrage *Le Divorce belge*, qui analysait avec talent et lucidité les déchirements de son pays. Député depuis 1968, il est l'un des « pères » du Front démocratique des francophones, dont il fut le

secrétaire général de 1975 à 1977. Après avoir été ministre de la coopération et du développement de 1977 à 1979, puis ministre du commerce extérieur et de la politique scientifique jusqu'en janvier 1980, il concentrera ses efforts sur la municipalité bruxelloise d'Anderlecht, dont il est encore le bourgmestre.

La nomination à Paris marque une nouvelle étape dans la lutte de la communauté francophone de Belgique pour développer sa propre

« politique étrangère », non sans provoquer, comme le fait le Québec dans ses rapports avec le Canada, quelques frictions avec l'Etat central. Le Commissariat général aux relations internationales de la communauté française a jugé bon de renforcer son action en envoyant à Paris une personnalité dont la tâche ne sera pas des plus faciles.

M. Outers est appelé à améliorer les rapports de la Belgique francophone avec la France, le Québec et l'Afrique francophone, ainsi qu'avec diverses institutions. Les responsables de la communauté francophone en Belgique attendent ainsi obtenir un peu plus d'attention de la part de Paris.

Ceux que l'on appelle ici les « francophiles » restent nombreux, en particulier dans la région de Liège, même s'ils ont renoncé depuis longtemps déjà au rêve d'un instantané d'un rattachement. Du moins les champions de la cause wallonne veulent-ils ne pas être trop oubliés sur les bords de la Seine.

J. W.

### APRÈS LE DRAME DU HEYSEL

## Un rapport parlementaire met en cause le ministre de l'intérieur belge

De notre correspondant

Bruxelles. — Le rapport de la commission parlementaire d'enquête sur la « tragédie du Heyssel » et la mort de trente-huit personnes devrait secouer le gouvernement belge. La majorité des commissaires mettent en question la responsabilité du ministre de l'intérieur, M. Charles-Ferdinand Nothomb, qui est aussi vice-premier ministre (social-chrétien) du gouvernement. A cette occasion, l'opposition parlementaire, socialiste en tête, va présenter, vendredi prochain au Parlement, une motion de défiance à l'égard de M. Nothomb. Il s'agit donc de savoir si, face à cette attaque, le gouvernement tout entier va rester solidaire du ministre de l'intérieur ou si le cabinet lui-même va se diviser, ce qui pourrait conduire bien au-delà d'une simple « mini-crise ».

La commission d'enquête a été unanime pour dire que la responsabilité première du drame appartient aux transporteurs anglais. Mais, si l'action de la police bruxelloise n'est guère critiquée, il n'en va pas de même pour la gendarmerie. Les commissaires relèvent que les responsables de ce corps militaire ont donné des ordres peu précis et qu'ils ont très mal réparti leur effectif. Encore la caducité du matériel de la gendarmerie a-t-elle également joué un rôle en rendant impossible toute

communication entre les divers postes de commandement.

Quant à l'Union belge et l'Union européenne de football, elles font l'objet de commentaires plutôt sévères. Elles se voient reprocher d'avoir eu surtout des préoccupations « commerciales » et d'avoir fait preuve de négligence dans la répartition des billets d'entrée au stade.

Sur le plan politique, toutefois, c'est le rôle du ministre de l'intérieur qui est mis en cause. La majorité de la commission estime que celui-ci était responsable de la coordination des forces de l'ordre, qui s'est avérée tout à fait déficiente. Pour ce parti, en tout cas, M. Nothomb n'a visé pas de quitter son poste car, dans l'état actuel de la législation, le ministre de l'intérieur ne disposerait pas, selon lui, de l'autorité indispensable pour établir un commandement unique sans lequel une coordination efficace des forces de l'ordre serait impossible.

J. W.

Irlande du Nord

### INCIDENTS AU COURS D'UN DÉFILÉ PROTESTANT

Quelque deux mille protestants « orangistes » ont réaffirmé symboliquement leur force en Irlande du Nord, le dimanche 7 juillet, par un défilé en fanfare à travers les quartiers catholiques de la ville de Portadown, au sud-ouest de Belfast. Cette manifestation a été encadrée par un nombre exceptionnel de policiers et de soldats. La journée avait commencé par des échauffourées entre jeunes catholiques, qui voulaient organiser une contre-manifestation, et les forces de l'ordre. Sept personnes ont été blessées et quatre autres arrêtées par la police.

Portadown est une ville de vingt mille habitants, dont les deux tiers sont protestants. Le défilé avait pris dans cette localité une dimension nationale lorsque la police avait, la semaine précédente, interdit aux manifestants de traverser le quartier catholique. Plusieurs dizaines de milliers de personnes s'étaient alors réunies, le 3 juillet, pour décider de maintenir à tout prix un itinéraire emprunté par les protestants depuis cent soixante ans.

Ces manifestations, qui commencent la déroute des catholiques à La Boyne en 1690, sont utilisées par les protestants pour rappeler leur prédominance en Irlande du Nord et réaffirmer leur attachement à la couronne britannique. Plus de cent cinquante rassemblements et défilés comparables à celui de Portadown ont eu lieu samedi et dimanche dans toute la province. Plus de deux mille autres sont prévues d'ici à la fin du mois. — (AFP, AP.)

Tchécoslovaquie

## 150 000 catholiques manifestent

(Suite de la première page.)

Celui-ci a été salué par de longues ovations lorsqu'il est arrivé à Velehrad en compagnie de Mgr Tomasek, qui, à quatre-vingt-six ans, incarne la fidélité de l'Eglise catholique tchécoslovaque au Saint-Siège. « Nous voulons un prêtre dans chaque paroisse et un évêque dans chaque diocèse », a crié la foule, faisant ainsi allusion au fait que beaucoup de prêtres catholiques sont empêchés d'exercer leur ministère par les autorités communistes et que neuf des treize diocèses de Tchécoslovaquie sont dépourvus de titulaires, certains depuis plus de trente ans.

Mgr Casaroli, qui a rencontré déjà M. Gustav Husak, président de la République, devait poursuivre ses discussions ce lundi 8 juillet avec les autorités de Prague. Celles-ci ont essayé en vain d'être tout à fait religieux aux cérémonies de Velehrad, en en faisant une affaire purement intérieure et nationale. Lorsque M. Klusak, ministre de la culture, a insisté sur le rôle politique de Cyrille et Méthode, allant même jusqu'à comparer leur action à la libération de la Tchécoslovaquie par les troupes soviétiques en 1945, il a été hué par les pèlerins et il a dû modifier son texte pour admettre que les deux saints avaient aussi joué un rôle religieux.

An Vatican, le pape Jean-Paul II a déclaré que Cyrille et Méthode avaient été faits « patrons de l'Europe » au même titre que saint Benoît et a annoncé, pour octobre prochain, des célébrations en l'honneur des deux saints slaves avec la participation de tous les évêques d'Europe.

● RECTIFICATIF. — Contrairement à ce que nous avons écrit dans le Monde du 5 juillet, Mgr Ciampi, primate de Pologne, ne s'est pas rendu aux cérémonies de Velehrad.



**JAMBOREE MONDIAL**  
1937 et 1947

badges et insignes  
Bernard B. Miller, 565 West End Ave.  
New York, N.Y., 10024 (U.S.A.)



“Comme Entré, j'ai toujours préféré vendre des solutions plutôt que des machines.”

Jean-Paul BOUCQUET, 46 ans. Nouveaux Franchisés Boucquet.

“J'ai longtemps travaillé dans l'automobile : vente, service après-vente, concession. Même passionnante, cette profession laisse peu de liberté sur le choix des produits. Quand j'ai décidé de créer une nouvelle entreprise, j'ai d'abord voulu préserver mon indépendance.

J'ai choisi la micro-informatique pour sa formidable croissance de marché. Plus de 50 % par an ! Mais quand on s'attaque à un marché en pleine évolution et quand on connaît l'importance des capitaux à investir, on ne se lance pas seul.

Je devais absolument trouver une structure solide et très professionnelle. La franchise Entré Computer Centers m'a convaincu. Entré fait tout : sélection des meilleurs matériels, formation technique, administrative et commerciale, soutien publicitaire national. Comme ça, je peux vraiment m'occuper de ma clientèle : la conseiller, analyser ses besoins, la former, assurer le service après-vente... Tout ce travail est important. J'ai d'ailleurs toujours préféré vendre des solutions plutôt que des machines.

Il ne faut pas chercher ailleurs l'extraordinaire parcours d'entreprise effectué par Entré.

Le mien, comme franchisé, a débuté récemment. J'ouvre mon centre à Bordeaux après l'été. Et croyez-moi, on en parle déjà !

Vous voulez devenir franchisé ou associé d'un franchisé Entré, appelez Entré France au (1)574.97.77.



**ENTRÉ** COMPUTER CENTERS



# politique

## LA RÉUNION DU COMITÉ DIRECTEUR DU PS

### L'accord sur la constitution des listes électorales donne satisfaction aux minoritaires du parti

An terme d'un « très bon comité directeur », selon la formule de M. Bertrand Delanoë, les membres du « parlement » du PS, à l'unanimité moins un abstenu, ont adopté, dans la nuit du samedi 6 au dimanche 7 juillet, une procédure de désignation de leurs candidats pour les élections législatives et régionales de 1986. L'adoption de cette procédure a été rendue possible par la conclusion, au préalable, d'un accord national sur la répartition des sièges entre les courants du PS dans le futur groupe parlementaire socialiste. Apparaissant, les membres du comité directeur avaient adopté, à l'unanimité moins cinq réfractaires, une résolution rédigée par le premier secrétaire du parti, M. Lionel Jospin. Ce texte, qui avait été soumis à M. Laurent Fabius, met un terme officiel au différend entre les deux hommes. Dépourvu de toute tonalité critique envers le premier ministre, il répond, « de façon autonome positive », selon l'expression de M. Jospin,

à certaines des questions — celles relatives à la place et au rôle du PS dans la campagne électorale — non levées par M. Lionel Jospin dans la lettre, adressée le 20 juin à chaque membre du comité directeur, qui avait officialisé le conflit entre les deux hommes.

Cette résolution précise que le PS entend s'affirmer « comme le pôle de rassemblement des forces populaires » et « ouvrir une large discussion dans le pays sur les propositions qu'il fera aux Français pour la prochaine législature ». La campagne électorale sera lancée « par un premier grand meeting tenu en commun » par MM. Jospin et Fabius.

La procédure de désignation des candidats pour les élections de 1986 s'ouvrira dans les fédérations départementales socialistes le 26 août, au lendemain du comité directeur « de synthèse » prévu dans le cadre de la préparation du congrès. Le 10 novembre,

une convention nationale devrait ratifier définitivement les listes, après d'éventuelles modifications. La procédure adoptée, qui est celle proposée par le courant A (mitterrandiste) majoritaire au PS, donne aux commissions exécutives fédérales la responsabilité de la composition des listes, que les militants pourront modifier, à condition qu'une majorité se dégage en faveur d'une même modification (le Monde du 6 juillet).

Les commissions exécutives fédérales devront travailler dans le cadre de l'accord national conclu le 6 juillet, après de longues heures de négociations. Basé sur l'hypothèse d'environ 170 sièges pour les listes du PS, cet accord prévoit approximativement 81 sièges pour les mitterrandistes, 29 pour les maoïstes, 27 pour les rocardiens, 19 pour le CERES, 2 pour les néo-rocardiens. Une petite dizaine de sièges (dont un en Haute-Savoie, dans la Manche, dans la Haute-Loire, dans les Alpes-Maritimes) ont

été « réservés » afin de régler des cas individuels, notamment ceux des personnalités extérieures. Parmi ces personnalités, outre des membres du MIRG, figurent M<sup>me</sup> Huguette Bouchardeau, M. Olivier Stirn et M. Henri Nallet, ministre de l'Agriculture.

Cet accord, qui donne à chacun des courants du PS, comme le demandait, la même proportion que dans le groupe parlementaire de 1981, était jugé encore improbable par les socialistes — tant les difficultés étaient grandes — samedi en fin de matinée. Il n'a commencé à se former vraiment qu'après 22 heures. Seules les femmes socialistes ont montré des réserves (ce sont elles qui se sont abstenues), car il n'améliore que d'une façon négligeable le pourcentage de femmes dans le futur groupe parlementaire.

J.-L. A.

M. Lionel Jospin, qui a jugé son parti « inquiet, mais déterminé à se battre », a affirmé d'emblée, à propos de son différend avec le premier ministre : « La clarification que je souhaitais s'est faite, me semble-t-il, et les problèmes devraient être résolus. Le premier secrétaire du PS a expliqué qu'il avait écrit sa lettre du 20 juin aux membres du comité directeur parce qu'il craignait que le PS « ne soit plus vraiment maître de sa campagne, qu'il ne soit plus vraiment libre et autonome à un moment politique décisif ». Il a souligné qu'il s'est toujours borné à ne parler que de la campagne spécifique du PS. « Le PS, a-t-il ajouté, ne peut prétendre à être lui tout seul la majorité », pas plus que son premier secrétaire ne peut prétendre être « le chef de la majorité ».

M. Jospin a affirmé qu'il avait à plusieurs reprises essayé de clarifier les choses avant de finir par réagir face à « une réalité politique que je voyais se construire ». Il a rappelé que la presse avait déformé l'idée que deux thèses s'affrontaient (rassemblement autour du PS ou « front républicain »), alors même que, selon lui, « il n'y avait pas d'acteurs pour ces thèses, pas d'interprètes pour ces partitions ». Dans ces conditions, « rien n'était clair », et dire lui-même ce qu'il pensait lui a semblé la solution la plus simple et la plus claire.

Les problèmes en débat se situent, selon lui, sur le terrain de « l'autonomie du politique ». Or M. Jospin soutient que s'il n'avait pas affirmé l'existence et l'autonomie du PS, le parti aurait sans doute vécu une expérience « brève et douloureuse ».

A propos de la « dimension personnelle » de la querelle, M. Jospin, qui a « toujours voulu respecter des règles, dans [sa] vie personnelle comme dans [sa] vie politique », a estimé que le problème de sa fonction même était posé, d'où sa réaction. Selon lui, bornée à la réponse à sa lettre rédigée par les dirigeants néo-rocardiens (le Monde du 6 juillet), il a trouvé dans le parti « une compréhension de ce qui était en cause », et les socialistes lui ont fait le crédit de penser qu'il n'avait pas soulevé ces problèmes à la légère et pour des raisons personnelles.

Désormais, pour M. Jospin, les problèmes de la campagne sont « bien balisés ». Le premier secrétaire s'est dit confiant dans la concertation qui devrait désormais être de règle. Il a souligné n'avoir jamais « mis en question » le rôle de M. Laurent Fabius, lequel en tant que premier ministre et en tant qu'homme devra jouer « un rôle éminent (...), décisif ».

Quant à la stratégie, « il n'y a pas de différence entre le premier ministre et nous », estime M. Jospin. La perspective commune, selon lui, est bien celle d'un rassemblement autour du PS et de l'union des forces populaires.

Dans ces conditions, M. Jospin a conclu, dès le début, le comité directeur comme devant être « non pas contre quoique, mais pour quelque chose ». Mieux vaut « une crise brève que l'on domine plutôt qu'un long malaise », a ajouté M. Jospin, qui a conclu : « Je crois qu'on peut dire et souhaite qu'on puisse dire que ces problèmes (...) sont derrière nous ».

#### M. POPEREN : l'effet désintégrant de la proportionnelle

M. Jean Popereen, numéro deux du PS, affirme d'abord : « La conséquence première du présent épisode est heureuse : le congrès de Toulouse (...) ne sera pas réduit à une formalité statutaire ou à un show publicitaire ».

M. Popereen souligne : « Désormais, y compris dans l'hypothèse

pour laquelle nous travaillons, celle où le PS restera prépondérant et continuera de diriger le gouvernement (mais de toute façon sans le filet de sécurité de la majorité absolue), nous vivrons en état de conflit virtuel. Or, dans le même temps, nous commençons à vivre les effets de la rencontre entre le mécanisme de la proportionnelle et la pesanteur du fait présidentiel (...). Ce n'est pas simplement le poids du président en place, c'est le poids des présidentielles et de leurs rivalités. Or la campagne des législatives s'imbrique dans la campagne pour les candidatures à l'élection présidentielle (...). Et, lorsque dans la zone d'influence d'un parti il se compte plusieurs présidentielles, leur jeu ne peut que stimuler l'effet désintégrant de la proportionnelle (...). L'alerte sonnée par le premier secrétaire signifie que celui-ci a considéré qu'il y avait danger. Le Parti socialiste ne peut jouer pleinement son rôle que s'il surmonte la logique gaullienne du primat du fait présidentiel (...). Notre parti pourra difficilement échapper à ce dilemme : ou s'adapter aux institutions ou travailler à leur modification. Faut-il de quoi, on ira de l'escarmouche à la crise, et, de cette crise, le parti aura du mal à sortir vainqueur ou indemne ».

M. Popereen se demande pourquoi M. Jospin est intervenu pour rappeler les choix stratégiques du PS, alors qu'ils avaient été réaffirmés dans des votes des instances dirigeantes récemment. « C'est, répond M. Popereen, parce que l'affirmation de principe (...) ne suffit pas si, dans le même temps, on répète que le combat droite-gauche n'a plus de sens, que l'affrontement de classe est une vieille lune (...), bref, si l'on jette par-dessus bord tout le contenu de gauche du choix stratégique ».

M. Popereen note ensuite que la « stratégie de rassemblement à gauche dépeçait », finira par « laisser la place à d'autres » si la gauche ne propose pas pour la prochaine législature « un objectif qui réponde aux impératifs du moment, à l'attente du peuple de gauche ». Il développe alors ses thèses sur la nécessité d'un pacte de croissance conclu entre les forces vives du pays.

M. Jospin sort gagnant de ce comité directeur, rapport à M. Fabius. Même si un dirigeant socialiste proche du premier secrétaire affirmait, dans la nuit de samedi à dimanche, que « la solidarité de Jospin n'est pas faite pour affaiblir Fabius, qui est à l'aïe », à l'issue de ce comité directeur, le premier ministre est désormais lié au PS par une charte qui ne lui laisse plus une totale autonomie.

Il est heureux, néanmoins, pour M. Jospin que l'accord politique vaille les listes soit venu effacer rapidement l'impression laissée par l'entêtement officiel et quelque peu surréaliste de la « querelle des chefs ».

#### M. FAJARDE : des silences mystérieux

M. Roger Fajardie, proche de M. Pierre Mauroy, note qu'il « a été mieux vu » que les socialistes puissent « faire l'économie » du trouble suscité par la lettre de M. Jospin.

Il affirme : « Où est le débat ? (...) A l'intérieur du parti, je ne vois personne qui ait proposé ce catéchisme idéologique et organisationnel (...). Ou alors, il y a des silences mystérieux qu'il faut débusquer, et il faut que l'affaire soit élucidée dans ce comité directeur là et fasse l'objet d'un choix sans ambiguïté des militants lors du congrès. Si, comme je le crois et je l'espère, le problème se limite à l'interprétation des rôles respectifs du premier secrétaire et du premier ministre, François Mitterrand a dû en convenir et le mieux est de s'y tenir. » Pour M. Fajardie, les socialistes vivent « ensemble une sorte de crise par rapport à des institutions qui n'ont pas été faites pour [eux] et pour lesquelles [ils] n'ont pas pris le temps de réfléchir ».

M. Fajardie note encore que les socialistes sont réunis par « la volonté de contribuer à l'abolition du régime capitaliste, pour libérer les hommes », et que, la lettre de M. Jospin, qui « réaffirme clairement cette orientation », reçoit l'« adhésion » des amis de l'ancien premier ministre, bien que M. Fajardie estime que M. Jospin « a tort de suggérer que le président de la République puisse être tenu pour le chef de la majorité ».

#### M. SARRE : solidarité sans failles

M. Georges Sarre, membre du CERES, estime que « le mariage » entre les instances s'est fait, les socialistes ne parvenant pas à dégrader un « espace autonome pour le parti ». « Si notre rôle, continue M. Sarre, n'était que d'expliquer et soutenir la politique du gouvernement, il pourrait après tout être aussi bien rempli par le chef de ce gouvernement ».

M. Sarre souligne ensuite la nécessité d'un projet et résume celui que propose le CERES, avant d'estimer que « suite de ce projet » le PS serait « une triste alternative » : « ou le repli » pur et dur « sur un

langage guesdiste, incapable de faire passer son message (...), ou bien le renoncement, la résignation à gérer au jour le jour, à avoir la politique de ses alliances ». Pour M. Sarre, toutes ces questions peuvent être traitées « sans tapage ». Il conclut : « Notre solidarité est sans failles. Si l'aspect spectaculaire des querelles est déposé, le débat de fond vaut toujours. Le congrès sera l'occasion de le mener à bien ».

#### M<sup>me</sup> LIENEMANN : opacité

M<sup>me</sup> Marie-Noëlle Lienemann, membre du courant 2 (néo-rocardien), estime que dans le cadre des institutions de la V<sup>e</sup> République, la question de la place et de l'autonomie des partis (...) ne peut être tranchée par (...) une répartition des rôles et des registres. (...) La souveraineté, l'autonomie du PS, passent par une rénovation du parti. A propos de l'organisation de la campagne, M<sup>me</sup> Lienemann craint que l'« on se contente d'un Yalta » et que l'« on dépose le parti du choix d'orientation de la future majorité ». Elle s'inquiète aussi de « distinguer » introduit par M. Jospin entre « le noyau dur de notre discours et ce qui serait notre base historique et les impératifs du rassemblement ». M<sup>me</sup> Lienemann annonce que ses amis ne voteront pas une résolution « parfaitement lisse », qui « conforte l'opacité de la situation ».

M. Jacques Huntzinger estime que si M. Jospin n'avait pas effectué son « acte de dissuasion », le processus en cours aurait conduit à une diminution du rôle du parti et à un congrès en partie vidé de son sens. Il se prononce, à terme, pour une revalorisation du rôle des partis et pour une disparition, dans le cadre d'un régime présidentiel, du bioparallélisme de l'exécutif, pour un réajustement du rôle du Parlement et de l'exécutif.

M. André Laignel note que la force des socialistes est celle du parti qu'il affirme : « On n'aurait pas mobilisé les militants de l'exécutif ». Il précise que les socialistes doivent d'abord songer à rassembler la gauche avant de chercher à rassembler au-delà. S'il pense que, à la sortie du comité directeur, les problèmes seront « derrière nous », il appelle à ne pas fermer le débat et à remettre à l'ordre du jour la volonté de réforme.

#### M. DEFFERRE : soyons généreux

M. Gaston Defferre s'étonne que des socialistes soient surpris de l'attitude du PC et affirme : « Ce qui m'étonne, c'est qu'ils ne l'aient pas fait plus tôt et plus fort ». Il appelle ses camarades à ne pas perdre leur sang-froid et à ne pas céder l'irréparable vis-à-vis du PC. Quant au débat Fabius-Jospin, il estime que le comité directeur ne doit pas créer une situation de rebondissement de ce conflit et demande : « Soyons généreux entre nous. Laissons à la droite la querelle des chefs ». Il indique que le pire serait de renoncer à la politique du gouvernement et d'appeler à l'entente dans le parti et dans le gouvernement.

M. Alain Richard, membre du courant 3 (néo-rocardien), estime qu'il y avait d'autres manières de traiter le débat Fabius-Jospin, comme tenu des positions affirmées par M. Jospin devant le comité directeur. Il se méfie des généralités dangereuses et appelle à « ne pas aller trop loin dans le grand écart » que les socialistes ont reproché à d'autres. Il juge que le fond du désaccord n'est pas réglé et que les socialistes garderont les inconvénients du bruit fait autour de cette affaire. Il craint qu'on n'ait « créé un autre trou pour boucher le premier ».

M. Gérard Gaumet, mitterrandiste membre de la direction de la CGT, demande plus de justice dans la répartition de la rigueur, notamment à propos du chômage et du pouvoir d'achat, et décide « un état de tension sociale ». Il estime qu'on ne peut séparer la question du rôle du parti de celle du fond de la politique menée, car le parti ne peut populariser un message s'il n'en est pas en partie « le créateur ».

M. Dominique Strauss-Kahn estime que le dispositif exposé par M. Jospin suppose une convergence organisée des forces pour la modernisation. Il résume l'idée de l'existence d'un choix pour le gouvernement contre le parti, de même que, pour lui, il n'y a pas un parti archaïque et un gouvernement moderne. Selon lui, le PS a sa « double identité » : « être le gouvernement de « nyssa » et renoncer à s'exprimer ».

M<sup>me</sup> Anne Tregonet affirme que le débat entre modernisme et tradition traverse « chacun d'entre nous ». Elle souligne qu'être fidèle ne signifie pas être sectaire.

J.-L. A.

#### La résolution finale

##### « SOLIDAIRE DU PREMIER MINISTRE »

La résolution rédigée par M. Jospin et adoptée à l'unanimité du comité directeur, moins cinq refus de vote (ceux des néo-rocardiens), souligne que « le Parti socialiste est pleinement solidaire du gouvernement et du premier ministre qui le conduit ». Elle note que les socialistes « connaissent les contraintes » du projet de budget pour 1986 et « souhaitent que le travail de préparation de l'avenant et d'efficacité économique mais aussi celui de la justice guident les choix inévitables ».

A propos de la situation politique, la résolution affirme : « La droite reste (...) en position favorable (...) mais elle connaît de réelles contradictions ». Quant à l'orientation du PCF, elle l'« isole (...) et ne renforce pas son crédit. Mais elle pousse aussi (...) sur le rapport de forces (...) entre la gauche et la droite. En 1986, les électeurs communistes auront à choisir entre une politique destructrice et une orientation constructive ».

Pour sa part, « le Parti socialiste sera lui-même, affirmant son identité, comme grand courant autonome de la vie politique française. Il abordera la campagne (de 1986) avec un réel esprit d'ouverture (...). Le Parti socialiste, son premier secrétaire, en toute indépendance et au côté du gouvernement et du premier ministre, mèneront une puissante campagne en direction de l'opinion afin d'entraîner et de rassembler. Les concertations nécessaires seront assurées ».

La résolution précise que la campagne électorale sera lancée « par un premier grand meeting tenu en commun par le premier secrétaire du parti et le premier ministre ». Des rassemblements se tiendront dans tous les départements, et « de grands meetings régionaux seront organisés avec les principaux responsables socialistes du parti ou du gouvernement ». Pour l'organisation concrète de sa campagne, le parti se dotera notamment « d'un conseil politique auprès du premier secrétaire » et « d'une direction de campagne ».

#### LES RÉACTIONS

« M. Roland Leroy (PCF) : « Infatigable ». — M. Roland Leroy, membre du bureau politique du PCF, a déclaré, dimanche 7 juillet, à Calais que le comité directeur du PS avait fait des allusions « flagitantes » à l'égard des « problèmes graves des Français ». « Qu'est-ce qui était au centre de la discussion ? Le chômage, la baisse du pouvoir d'achat, l'école, le logement ? Pas du tout ! », a-t-il souligné. M. Leroy accuse les socialistes de se placer « sans équivoque dans la situation d'une victoire de la droite aux législatives de 1986 ».

« M. Olivier Stirn : « satisfait ». — M. Olivier Stirn, auquel les socialistes feraient place sur une de leurs listes aux élections législatives, s'est dit « satisfait » que le PS accepte l'idée du « rassemblement » et de « l'ouverture ». Il a toutefois déclaré, dimanche 7 juillet au « Club de la presse » d'Europe 1 qu'il se serait « le second d'aucune liste ».

« M. Michel d'Ornano (PR) : « poudrière aux yeux ». — M. Michel d'Ornano, député (UDF-PR) du Calvados, estime que la « disparition » du conflit Jospin-Fabius, « c'est de la poudre aux yeux ». « Ce n'est pas du tout une guerre des chefs, c'est un problème de fond qui est en train d'être très profondément traité », a-t-il déclaré, dimanche 7 juillet, au « Forum » de Radio Monte-Carlo.

### Gagnant aux points

« Si Jospin sortait du comité directeur avec un texte voté à l'unanimité et un accord sur les listes, cela le mettrait dans une bonne position. » Le dirigeant rocardien qui s'exprime ainsi, la semaine dernière, ne croyait pas à ce cas de figure. Il avait tort. (\*)

A l'évidence, M. Jospin sort gagnant de ce comité directeur, rapport à M. Fabius. Même si un dirigeant socialiste proche du premier secrétaire affirmait, dans la nuit de samedi à dimanche, que « la solidarité de Jospin n'est pas faite pour affaiblir Fabius, qui est à l'aïe », à l'issue de ce comité directeur, le premier ministre est désormais lié au PS par une charte qui ne lui laisse plus une totale autonomie.

Il est heureux, néanmoins, pour M. Jospin que l'accord politique vaille les listes soit venu effacer rapidement l'impression laissée par l'entêtement officiel et quelque peu surréaliste de la « querelle des chefs ».

Quant au débat stratégique — « Union des forces populaires » ou « Front républicain » — attrape-tout — de nombreux socialistes ont du

mal à admettre que ce débat n'existe que dans l'esprit des journalistes. Ou alors, s'étonnent-ils — comme les amis de M. Mauroy — pourquoi tant de bruit ? Parmi les mitterrandistes, seul M. Jean Popereen a osé mettre publiquement les pieds dans le plat, car il n'est pas parvenu que l'« ancrage à gauche » du PS soit réellement admis par tous.

Tout le monde approuve la signature de l'armistice, et les socialistes se réjouissent que M. Jospin ait mis fin de façon spectaculaire — sinon définitive — à une dérive insidieuse. Mais le virage est brutal et l'exercice acrobatique. Le premier secrétaire, qui dans sa lettre, jugeait « peu opportune » la « distinction Parti socialiste-majorité », dans la période actuelle, et critiquait celle que « certains proposent » entre chef de la majorité et chef du PS, reconnaît maintenant que le PS ne peut prétendre être à lui seul la majorité, et que le premier secrétaire ne peut aspirer à être le chef de cette majorité.

Quant au débat stratégique — « Union des forces populaires » ou « Front républicain » — attrape-tout — de nombreux socialistes ont du

mal à admettre que ce débat n'existe que dans l'esprit des journalistes. Ou alors, s'étonnent-ils — comme les amis de M. Mauroy — pourquoi tant de bruit ? Parmi les mitterrandistes, seul M. Jean Popereen a osé mettre publiquement les pieds dans le plat, car il n'est pas parvenu que l'« ancrage à gauche » du PS soit réellement admis par tous.

Tout le monde approuve la signature de l'armistice, et les socialistes se réjouissent que M. Jospin ait mis fin de façon spectaculaire — sinon définitive — à une dérive insidieuse. Mais le virage est brutal et l'exercice acrobatique. Le premier secrétaire, qui dans sa lettre, jugeait « peu opportune » la « distinction Parti socialiste-majorité », dans la période actuelle, et critiquait celle que « certains proposent » entre chef de la majorité et chef du PS, reconnaît maintenant que le PS ne peut prétendre être à lui seul la majorité, et que le premier secrétaire ne peut aspirer à être le chef de cette majorité.

Quant au débat stratégique — « Union des forces populaires » ou « Front républicain » — attrape-tout — de nombreux socialistes ont du

502 من الأصل



هنا من الامم

# FRANCE INTER LA PLUS CAPITALE DES RADIOS.

1<sup>ère</sup> à PARIS mais aussi à  
BORDEAUX, CLERMONT-FERRAND,  
NANTES, RENNES, TOULOUSE...  
...France Inter remercie les parisiens et  
tous les habitants des grandes  
capitales régionales qui apprécient  
la qualité de ses programmes.  
A tous nos auditeurs, merci !

LE MONDE

(Étude IFOP-SOFRES réalisée sous  
le contrôle technique du CESP.  
Audience de la radio dans les  
grands centres urbains. 21 mai au  
15 juin 1985. 25.200 interviews.)

**France inter**  
*la qualité entre les oreilles*



(Suite de la première page.)

C'est à qui, parmi les « sabras » de Mitterrand, massacrera avec le plus d'entrain Mielbel Rocard. C'est à qui manifestera le plus d'allégresse

que alors le dirigeant socialiste. Il n'est pas le seul, mais par son travail à mes côtés, les responsabilités qu'il assume au sein du parti et

1983 : « La réalité s'est chargée de nous rappeler nettement, durement, que les lois de l'économie existent. » Malgré la demande des journalistes



**JEAN-MARIE COLOMBANI**  
et **JEAN-YVES LHOMEAU.**

...manœuvre : la ... absurde On s

« s'est chargée de  
ement, durement,  
onomie existenti. »  
de des journalistes

\_\_\_\_\_

est chargée de  
ment, durement,  
omie existent. »  
des journalistes

l'envoie pas dire.  
MARIE COLOMBANI  
YVES LHOMEAU.  
16-18 rue

## **« Prétendre organiser des élections libres**

affirme le gouvernement de M. Dick Ukeiwé

De notre correspondant

## qui pèse sur notre continent »

De notre correspondant

Strasbourg. — *Je ne pense pas que vous ayez une vie facile parce que vous êtes tombés à un moment où le monde bouge :* M. Laurent Fabius, devant les quelque six cents chances, de se moderniser sans que se rompe le tissu social européen « L'Europe vacille — et si l'on n prend garde, ce sera bientôt une petite gentille chose... à exiliter

**M. Fabius souligne « la menace de décadence**

De notre correspondant

Strasbourg. — « Je ne pense pas que vous ayez une vie facile parce que vous êtes tombé dans un mauvais

• 1<sup>re</sup> classe préparatoire  
 HEC de France  
 • 10 ans d'efficacité  
 pédagogique  
 • 2 centres à Paris, 116 de  
 la CRE et Trocadéro

**SUMMER SESSION**  
 à Angkor International à l'Université de Columbia  
 à New York (3 semaines en août)

**ipesup**  
 Enseignement Supérieur Privé  
 16-18 rue du Cloître Notre-Dame 75004 Paris - ☎ 01 325.63.30

1. *Journal of the American Medical Association*, 1997; 277: 1033-1037.

1. The first group of people who are not allowed to enter the country are those who are not citizens of the United States.

... ..

ALL INFORMATION CONTAINED  
HEREIN IS UNCLASSIFIED  
DATE 08-11-2010 BY 60322  
FOR OFFICIAL USE ONLY

2. 57. 11. 1941

**SECRET**

## Les Boeing sont de

*[The page contains several lines of extremely faint, illegible text.]*

هكذا من الأمل



سقا من الاميل

# société

LA GRÈVE DE LA FAIM DE LA MÈRE DE GREGORY À LA PRISON DE METZ

## Le défi de Christine Villemin

De notre envoyé spécial

Epinal. — Une belle journée d'été, comme déjà une trêve avant l'orage. Epinal recevait le Tour de France, un bon coup de soleil, de bruit et de fête, un joli dimanche voguant plein de couleurs et de bonheur tendre.

Le Tour est une fête, cette bonne grosse fête des vacances et des familles, des pique-niques impatients et des visions de courses fugitives. Et cette fête est venue un peu renvoyer le drame au lundi, à la Vologne, à sa détestable dramaturgie des jours ordinaires. Le chapiteau du Tour a fait place nette, expulsant, par droit d'antériorité, l'ensemble des journalistes chargés de « couvrir » une bien moins sournoise épreuve à étapes : l'affaire Villemin.

Les Vosges sont jolies sous le Tour. Bien loin en tout cas de ce pays suocé par ce que le député RPR et maire d'Epinal, M. Philippe Seguin, appelle « la sociologie de bazar ». Bien loin de tout ce qui a pu être écrit parfois, de proprement ahurissant, sur ce village sinistre et sinistré, sur ses enfants aux cheveux filasse descendant des Burgondes, sur ces femmes au langage assez cru pour faire rougir un légionnaire lyonnais.

Les Vosges ne méritaient pas cela. Ni que le drame puisse être présenté comme une norme. Ni que la faute devienne, par une sorte d'alambic social, collective. Ni que cette région, sous la torpeur triviale d'un fait divers, n'apparaisse comme un repaire de corbeaux, un maquis de sables et d'inextricables haines familiales, un pays fait d'envies, de rancunes et de crimes sordides.

Les Vosges qui se regardent en ce miroir déformant en ont assez. Assez de la presse, assez de cette affaire, assez d'être ballottés au gré des rumeurs et des informations. Et ce dimanche, le Tour aura été comme le prétexte à une grande manifestation de protestation joyeuse.

Mais le Tour passe. Il sera passé, ce lundi et revendra, au premier plan, l'affaire. Plus obédiente, plus détestable que jamais, puisque aussi bien chaque rebondissement n'est qu'un pas supplémentaire dans un médiocre labyrinthe.

Il y avait, avant vendredi dernier, deux morts, un enfant, Gregory, un homme, Bernard Laroche. Il y avait deux familles brisées :

les Villemin, le mari, Jean-Marie, en prison pour assassinat, sa femme Christine enceinte, leur fils unique, une tombe au petit cimetière d'Antmontzoy, déjà lieu de visites d'un touriste morbide ; les Laroche, Bernard, mort d'une décharge de chevrotines tirée à bout portant, sa veuve, Marie-Ange, privée d'emploi et de ressources, enceinte elle aussi et mère d'un petit handicapé, Sébastien.

« Si on m'inculpe... »

Il y a plus maintenant. Christine Villemin, inculpée d'assassinat et éconduite à la prison de Metz, refuse de s'alimenter. Cette grève de la

pure forme. Christine Villemin avait refusé, vendredi, de signer le procès-verbal d'inculpation. Depuis, elle observe cette grève de la faim qui, déjà, place l'autorité judiciaire dans une situation délicate. La jeune femme, enceinte de six mois, prend un risque assez considérable. Mais elle oblige les magistrats à le partager. Sous une surveillance médicale constante, suivie par un gynécologue et un médecin des prisons, Christine Villemin souffre de phlébite et d'une affection réale qui oblige à boire abondamment. Elle s'y refuse.

Le défi lancé à la justice est donc bien réel. Il s'adresse d'abord au magistrat instructeur, M. Jean-

totallement de ce délai, avant de rendre son ordonnance ? Seul et plus solitaire que jamais, le juge d'instruction est à nouveau devant un choix difficile, une lourde responsabilité.

Si M. Lambert devait rejeter cette demande, les magistrats de la chambre d'accusation de la cour d'appel de Nancy auraient alors à se prononcer. Au terme d'une audience réussissant avocats et magistrats dans l'examen des pièces du dossier d'inculpation, la chambre disposerait théoriquement d'un délai de trente jours de réflexion.

### Nouvelles investigations ?

L'affaire Grégory échappe à la théorie. A toute théorie. Le 7 décembre dernier, la même chambre d'accusation, dans la même affaire, avait eu à examiner une même demande. Mais pour un autre inculpé, Bernard Laroche. Les textes de jugement ont parfois une mémoire impitoyable. Le 14 décembre, la chambre rejetait cette première demande de mise en liberté. Le témoignage de la jeune Muriel, belle-sœur de Bernard Laroche, y était considéré « comme accablant ». L'alibi de l'inculpé avait été jugé « comme peu convaincant » et la cour avait estimé « que, même si la culpabilité de l'inculpé n'était pas démontrée, il existait néanmoins à son encontre suffisamment de présomptions sérieuses et concordantes pour justifier le maintien en détention ».

Bernard Laroche est mort. Christine Villemin est en prison, à menacer sa vie et celle de l'enfant qu'elle porte et le dossier n'est pas si vide, loin de là, de « présomptions sérieuses et concordantes » que M. Garaud s'est plu à l'affirmer, au risque même d'incommoder le parquet général de Nancy.

Le dossier n'est pas si complet, qu'il plût à d'autres de le vanter. Du moins si l'on en croit l'information, officielle, selon laquelle M. Lambert confierait, dès ce lundi 8 juillet, une nouvelle commission rogatoire à la police judiciaire de Nancy. A charge pour elle de procéder à de nouvelles investigations. Présomptions ou preuves, on en est encore et toujours là.

PIERRE GEORGES.

## « Contradiction d'intérêt ? »

Au début de l'affaire, avocat de Jean-Marie Villemin constitué partie civile dans l'information ouverte après l'assassinat de son fils Gregory, M. Henri-René Garaud peut-il aujourd'hui être le défenseur de Christine Villemin, mère de l'enfant, inculpée de ce crime ? En d'autres termes, y a-t-il une « contradiction d'intérêt » qui obligerait, en application de la déontologie professionnelle de l'avocat, M. Garaud à faire un choix : renoncer à la défense de l'épouse pour demeurer partie civile auprès du mari ou défendre Christine Villemin en abandonnant Jean-Marie partie civile ?

En l'état des choses, la contradiction, si elle est apparente, n'est peut-être pas réelle. Jean-Marie Villemin, inculpé de l'assassinat de Bernard Laroche, qu'il tenait pour le coupable, ne croit pas, en effet, que sa femme ait été l'auteur du crime. Dans ces conditions, il ne se trouve pas en opposition avec elle. Comme, de son côté, Christine Villemin se déclare innocente et qu'elle reste présumée telle, en

dépit de son inculpation et de son incarcération, les deux époux ne se trouvent pas en opposition, ce qui fait même qu'il s'agit le même avocat conduisant à penser que leur position commune s'en trouve renforcée.

Cela dit, la situation de M. Garaud n'en reste pas moins inconfortable et lui pose un cas de conscience. Il peut décider de le résoudre lui-même en abandonnant à un confrère l'un ou l'autre des dossiers. S'il décidait de se maintenir à la fois avocat de Jean-Marie Villemin, partie civile et défenseur de son épouse, le magistrat instructeur ne saurait, pour sa part, régler lui-même la question. Il aurait seulement la possibilité de relever ce qui lui apparaîtrait comme une anomalie sur laquelle, en cas de conflit, seul le conseil de l'ordre des avocats à la cour de Paris, dont dépend professionnellement M. Garaud, aurait à se prononcer.

J.-M. TH.

Michel Lambert. Seul, contre l'avis du parquet, il avait décidé la mesure d'emprisonnement préventif. Seul, contre beaucoup plus qu'une détention ordinaire, il va avoir à choisir. Après la demande de mise en liberté, déposée dès vendredi, par M. Henri-René Garaud, avocat de Christine Villemin, M. Lambert dispose de cinq jours francs pour statuer. Usera-t-il

## DANS LE FINISTÈRE ET EN ILLE-ET-VILAINE

### Deux Boeing sont déroutés après des alertes à la bombe

Un Boeing 747 de la compagnie jordanienne ALIA qui assurait la liaison New-York-Vienne a été dérouté samedi 6 juillet vers midi, à la suite d'une alerte à la bombe, vers la base aéronavale de Landivision (Finistère). Ce déroutement avait été décidé à la suite d'un coup de téléphone anonyme donné aux bureaux voisins de la compagnie ALIA, annonçant qu'une bombe se trouvait à bord. Les deux cents passagers et les vingt et un membres d'équipage ont été évacués par toboggan avant une fouille minutieuse de l'appareil. Aucun objet suspect n'a été découvert à bord.

Après plus de vingt-quatre heures d'immobilisation, l'avion est reparti sans encombre vers Vienne. Un passager américain, âgé de cinquante-sept ans, blessé lors de l'évacuation d'urgence - il souffre notamment

d'une fracture de la cheville - reste hospitalisé à Brest.

Le vendredi 5 juillet, un autre appareil avait été dérouté vers la France dans des circonstances analogues : l'avion, un Boeing 737 de la compagnie britannique British Airways, qui se rendait de Londres à Malaga (Espagne) avec soixante-quatorze passagers à bord, avait été dérouté vers Dinard (Ille-et-Vilaine). Un second appareil avait acheminé les passagers vers Malaga. Aucun agent suspect n'avait été découvert. (Le Monde daté 7-8 juillet).

Enfin, dimanche 7 juillet, l'Acadie, le courrier maritime qui relie Belle-Ile-en-Mer à Quiberon (Morbihan) a été retardé après une alerte à la bombe. Rien de suspect n'a été décelé et le bateau a pu appareiller avec une demi-heure de retard.

• La Montedison condamnée. — La société italienne Montedison, qui avait en 1972 déversé des « boues rouges » au large du cap Corse, a été condamnée, le jeudi 4 juillet, par la chambre civile du tribunal de grande instance de Bastia, à verser 180 000 F à la Prad'homme des pêcheurs de Bastia et 250 000 F à chacun des deux départements de la

Corse. La Montedison a été également condamnée aux dépens. Ainsi s'achève l'affaire des « boues rouges » qui, avant ce dernier acte, avait donné lieu à la condamnation, par le tribunal de Livourne, du PDG et de quatre administrateurs de la Montedison à trois mois et vingt jours de prison avec sursis. (Corresp.)

### Conseil National de l'Ordre des Pharmaciens 4, avenue Ruysdaël, 75008 PARIS Tél. : 766-81-60

L'Ordre national des pharmaciens se doit d'attirer l'attention du public sur la vente, dans certaines grandes surfaces commerciales, de boîtes de sachets de Vitamine C.

Ces produits, en effet, ne sont pas fabriqués par un laboratoire pharmaceutique autorisé par le Ministère de la Santé et soumis à un contrôle quant à ses conditions de fabrication.

D'autre part, et contrairement aux diverses spécialités pharmaceutiques connues, le même principe actif est et le public peut se procurer dans toutes les pharmacies, ces produits n'ont pas fait l'objet de l'autorisation de mise sur le marché qui, offerte au vu d'expériences par le Ministère de la Santé, assure une garantie nécessaire à la sécurité des utilisateurs.

Dr. Pierre FOURNIER,  
Président du Conseil National  
8 juillet 1985

## Prise d'otage ?

Une femme enceinte a-t-elle le droit d'observer une grève de la faim ? Question troublante en ce qu'elle renvoie aux étranges rapports établis entre la mère et son enfant porté in utero. Question exceptionnelle aussi tant une telle situation peut être rarissime et, pour tout dire, pathologique. Question tragique enfin, publiquement posée de manière à peser sur les autorités judiciaires et pénitentiaires.

On connaît les pratiques médicales - sinon les règles - observées en matière de grève de la faim. Pour la médecine, il y a, d'un côté, le code de déontologie (avec le respect de la personne humaine et de la volonté du malade qu'il impose), de l'autre, le code pénal et son article 63 relatif à l'abstention fautive de porter secours à une personne en péril. Le plus souvent, le problème est sans solution jusqu'au moment où le refus de toute alimentation met en jeu le pronostic vital (état comateux, troubles hypoglycémiques, maladies incurables), moment où, en règle générale, le médecin décide de ne plus respecter la volonté qui avait été exprimée par la personne consciente.

Le cas posé par Christine Villemin est d'une tout autre complexité. La gréviste de la faim étant enceinte, le refus d'alimentation prend, sauf à soutenir que mère et enfant ne font qu'un, des allures de prise d'otage. Quels sont les éléments biologiques du problème ? On ne dispose, bien évidemment, que de fort peu de données sur cette question.

« On pourrait toutefois rapprocher cette situation, expliquent les professeurs René Frydman (Hôpital Antoine-Bécélère à Clamart) et Jacques Lanasac (CHU Brattonneau-Tours), des grossesses des femmes enceintes des camps de concentration de la seconde guerre mondiale. Si la dénutrition de la mère a un effet sur le poids et la croissance de

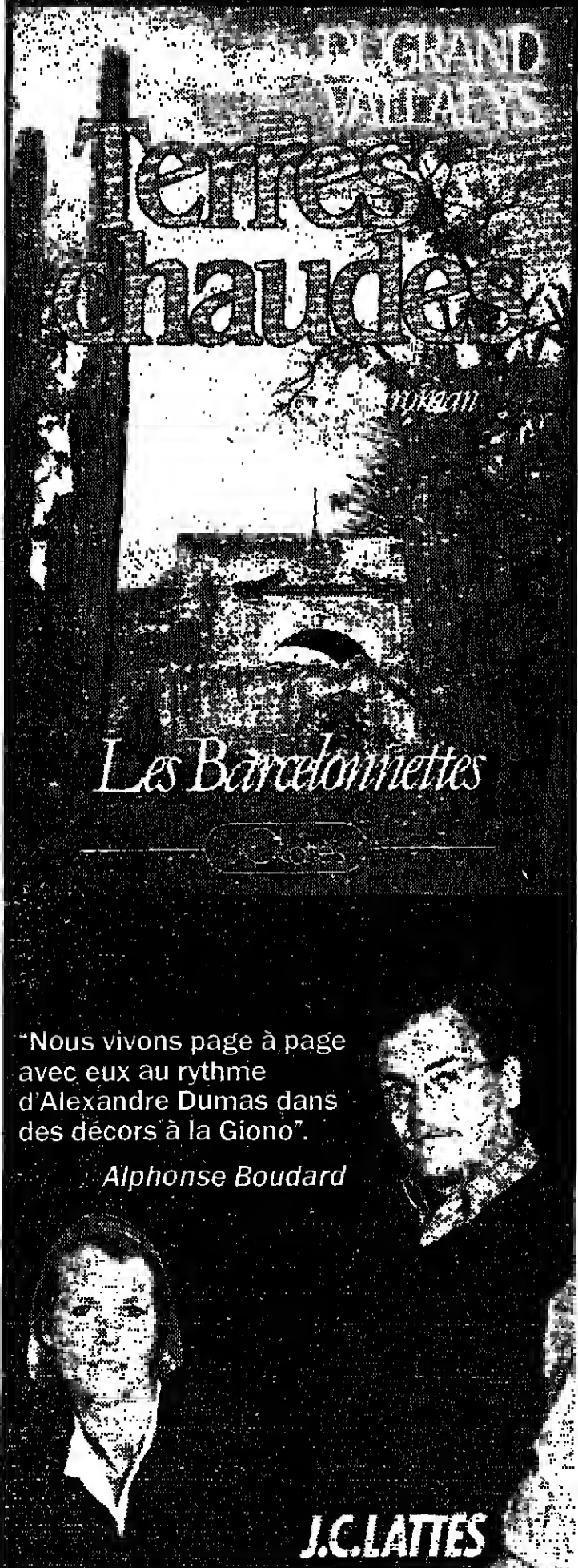
l'enfant, ce dernier peut toutefois, après la naissance, rattraper, le plus souvent sans dommage, ce qui lui a manqué in utero. Tout se passe, en effet, comme si les réserves maternelles étaient utilisées prioritairement par l'enfant, dont les structures nerveuses sont ainsi protégées ».

La comparaison tiendrait-elle en cas de refus total et prolongé d'alimentation ? Quelle décision pourraient alors être amenées à prendre les autorités médicales et judiciaires ? « Dans le cas où on jugerait le vie de l'enfant en danger, estime le professeur Etienne Frogé, spécialiste de médecine légale, le procureur de la République, en liaison avec le juge des enfants, devrait prendre les dispositions nécessaires pour sauver l'enfant. » En d'autres termes, Christine Villemin pourrait être perfusée sous la contrainte, non pas pour elle, mais pour l'enfant qu'elle porte. « Une situation, explique le professeur Frogé, qui équivaut aux cas de césariennes pratiquées contre la volonté de la femme, lorsque l'obstétricien estime qu'il est de son devoir d'intervenir de la sorte pour sauver l'enfant. »

Ce ne serait pas alors le moindre des paradoxes que de voir cette femme inculpée d'infanticide être « condamnée » à sauver, malgré elle, son second enfant. « Il faut toutefois souligner, note le professeur Louis René, responsable des questions d'éthique au conseil national de l'ordre des médecins, que la situation actuelle ne nécessite pas de manœuvres coercitives. Il convient aussi de rappeler que le rôle psychologique du médecin sera, ici, d'une importance considérable, l'essentiel étant, pour lui, de parvenir à ce que la personne qui refuse de s'alimenter ne perde pas, en définitive, la face. »

JEAN-YVES NAU.

Ils étaient des colporteurs en Haute-Provence. La misère les poussa jusqu'au Mexique. Pour les Barcelonnettes, la fortune était au bout de l'aventure. Voici leur épopée.



« Nous vivons page à page avec eux au rythme d'Alexandre Dumas dans des décors à la Giono ».

Alphonse Boudard

J.C. LATTES







سباقات

# sports

## LES INTERNATIONAUX DE TENNIS DE GRANDE-BRETAGNE

### Boris Becker, le plus jeune des champions de Wimbledon

Donné gagnant à 7 contre 4 par les bookmakers londoniens, l'Allemand de 17 ans Boris Becker est devenu, dimanche 7 juillet, le plus jeune champion de Wimbledon depuis le Britannique William Renshaw (dix-neuf ans et cinq mois, en 1881), et d'un tournoi du grand chelem depuis le Suédois Mats Wilander (dix-sept ans et neuf mois) en 1982 à Roland-Garros.

Vainqueur samedi 6 du Sudes Anders Jarryd en quatre manches, il a battu en finale,

également en quatre sets, le néo-Américain Kevin Curren, qui avait éliminé auparavant le tenant du titre, John McEnroe, numéro un mondial, et le champion 1982, Jimmy Connors, numéro trois mondial. Depuis l'instauration des titres de série, en 1977, aucun des huit joueurs qui avaient réussi à atteindre le stade ultime du tournoi sans être classés n'avait réussi à s'imposer avant Becker. Il est, également, le premier Allemand à inscrire son nom

au palmarès de All England Club. Avant lui, le baron von Cramm (1935, 1936 et 1937) et Wilhelm Bungert (1967) avaient échoué en finale.

Cette victoire a rapporté à Becker 130 000 livres sterling. La gagnante du tournoi féminin, Martina Navratilova, qui s'est imposée pour la quatrième fois consécutive et la sixième fois au total, a reçu un chèque de 117 000 livres pour avoir battu Chris Evert-Lloyd, qui l'affrontait en finale pour la cinquième fois.

#### De notre envoyé spécial.

« Tous terrains » : il a enchaîné treize matches victorieux sur le gazon de Queens et de Wimbledon, après avoir été co-demi-finaliste sur terre battue à Rome. « Le client doit aussi me convenir », a-t-il dit en se présentant comme un outsider solide pour les prochains internationaux des Etats-Unis.

Sera-t-il l'oiseau rare qui pourra enfin réaliser le grand chelem, exploit qu'aucun des stars modernes n'a accompli ? « C'est encore un peu tôt pour dire si je serai le plus grand joueur de tennis de tous les temps », dit Becker après sa victoire. Il est difficile de pronostiquer si le champion de la précoïté résistera mieux que d'autres à l'usure du circuit moderne. Joueur depuis quatre ans, professionnel depuis un an, il fait du tennis comme un malade est sous perfusion. Il a arrêté d'étudier, il ne lit pas, il ne se souvient plus des films qu'il voit. Il entraîne, il dispute des matches et il dort. Sur le circuit, on ne lui connaît ni ami ni petites amies. « Lon Tinline et Gunther Bosch m'ont tout appris, sorti du tennis », a-t-il déclaré, sans regret apparent à propos de son manager et de son entraîneur.

Combien de temps supportera-t-il le régime des deux anciens joueurs de la coupe Davis roumaine ? Il n'y a plus la moindre trace d'encre dans la main droite, il se conduit d'ores et déjà sur le court. Il a déjà la vie d'un vieux routier dans sa manière de casser la cadence de l'ad-

versaire, en retardant ses services, ou de discuter les points litigieux. « Ma mère m'avait prévenu que je serais plus tranquille en restant à l'école. Je n'ai plus le temps de m'amuser comme mes anciens camarades. Je ne suis plus un adolescent, je suis un joueur professionnel », a constaté le garçon, qui n'a pas encore l'âge du permis de conduire. C'est une terrible disposition d'esprit dont on voit la marque quand il bouscule son adversaire aux changements de côté dans les tie-breaks.

Outre cette agressivité qui est incontestablement l'attribut du champion, aura-t-il assez de personnalité pour ne pas devenir une marionnette dans les mains d'un manager, comme naguère l'Argentin Vilas ? L'avertissement qu'il a reçu pendant la demi-finale contre Jarryd est inquiétant à cet égard : l'arbitre l'a sanctionné pour avoir pris des conseils auprès de son entraîneur. Celui-ci a déjà une emprise énorme sur sa conduite. Lorsqu'il s'est tordu la cheville lors du match contre Mayotte, il a poussé à continuer, alors qu'il allait vers le fil main tendue pour abandonner.

Incontestablement, le tennis de Becker n'est pas le produit du bouchage. Et il sait gagner. Si personne ne vient gêner ce talent, il peut arriver à jouer pour prendre le relais des champions ou place comme McEnroe, qui accuse une certaine lassitude.

ALAIN GIRAUDD.

## LE TOUR DE FRANCE CYCLISTE

### La victoire sans ambiguïté de Bernard Hinault

Le cyclotourisme mène à tout à condition d'en sortir. Maarten Ducrot découvrit les joies de l'effort alors qu'il visitait la France à bicyclette, et c'est ainsi qu'il vint à la compétition. Ce Néerlandais de vingt-sept ans, d'origine languedocienne, engagé dans l'équipe Kwantum sur la recommandation de Joop Zoetemelk, a remporté dimanche 7 juillet la neuvième étape Strasbourg-Epinal, qui comportait l'ascension de plusieurs cols vosgiens. Le résultat ne surprend pas : Maarten Ducrot, intellectuel contemplatif mais poncheur efficace, avait déjà fait la démonstration de sa combativité à plusieurs reprises depuis le départ. Attaquant à 9 kilomètres du but, il a devancé Bittinger, Yvon Madiot et de Rooy. La veille, Bernard Hinault avait repris le maillot jaune en gagnant la longue étape contre la montre Sarrebourg-Strasbourg.

#### De notre envoyé spécial

Epinal. — La course contre la montre représente une discipline technique et ambiguë, car elle obéit à des règles obscures. N'est pas spécialiste qui veut. Le coureur capable d'entreprendre une longue échappée solitaire n'aura pas l'assurance de briller automatiquement dans cet exercice difficile. De nombreux exemples le démontrent. En particulier, celui de Dominique Garde. Réputé pour ses qualités de rouleur exceptionnel, le solide routier de l'équipe Skil possède les moyens de résister, seul, pendant 150 kilomètres à un peloton lancé à sa poursuite. Il l'a prouvé maintes fois, et son efficacité suscite l'estime générale. Mais, paradoxalement, les épreuves contre la montre lui posent des problèmes qu'il n'est pas encore parvenu à résoudre. Il s'est classé vingt-sixième samedi 6 juillet de l'étape chronométrée Sarrebourg-Strasbourg, derrière des concurrents qui n'ont pas sa valeur, et il a perdu 4 minutes 46 secondes ou 75 kilomètres.

Bernard Hinault a remporté, quant à lui, une victoire sans ambiguïté. Il a laissé son suivant immédiat, l'Irlandais Stephen Roche, à 2 minutes 20 secondes, et il a réalisé une moyenne dépassant les 47 kilomètres à l'heure. On ne le croyait plus en mesure de réussir un tel

exploit, surtout après l'échec subi l'an passé face à Laurent Fignon. Mais le Breton, qui est obstiné, a recouvré une brillante condition à force de persévérance, et il domine son sujet. La course contre la montre est son domaine. Elle engage le mental autant que le physique, et il s'en est toujours accommodé, même lorsqu'il ne bénéficiait pas de sa meilleure forme. Il sait se surpasser, sans doute parce qu'il sait se stimuler, et, s'il est le plus doué, il est probablement aussi le plus courageux.

Cependant c'est d'abord grâce à sa fraîcheur athlétique, semble-t-il, que Bernard Hinault a fait la différence sur ses concurrents. « La manière dont il a escaladé le Champ de feu, le Donon et les cols des Vosges est significative », remarquait Pascal Simoëns à l'issue de la première étape de montagne. Dans les Alpes, les grimpeurs ne le lâcheront pas...

Or, Pascal Simon, qui perdit naguère le maillot jaune par la faute d'une chute, compte parmi les meilleurs escaladeurs du peloton. Et il évolue depuis quelques jours à son meilleur niveau. Le jugement qu'il porte sur l'actuel leader du Tour donne à réfléchir.

JACQUES AUGENDRE.

## AUTOMOBILISME

### Piquet, magistral au Castellet

Le Britannique Nelson Piquet, sur Brabham, a remporté dimanche 7 juillet le Grand Prix de France de formule 1 qui se disputait sur le circuit Paul Ricard au Castellet (Var). Tout avait été mis en œuvre pour que le quinquagénaire du circuit et le soixante-dix-septième de son créateur fassent date. En confiant l'organisation à Philippe Gordin, les responsables consacraient 6 millions de francs à des travaux d'aménagement utiles : tribunes supplémentaires, installation d'un village de presse en bordure de la piste, mise en service d'un circuit radio permettant aux 57 000 spectateurs de suivre la course.

La piste particulièrement abrasive du « Ricard », et sa surchauffe (plus de 35°C) allaient constituer deux paramètres décisifs dans ce grand prix où les pneumatiques jouent un rôle primordial. D'entrées de course, l'Italien Michele Alboreto abandonna sur casse mécanique, laissant Rosberg, Senna (Lotus-Renault) et Piquet prendre la tête de l'épreuve. Malgré un départ manqué, Alain Prost s'accrochait en septième position, derrière De Angelis (Lotus-Renault) et Niki Lauda. Rapidement Jacques Villeneuve cassait son turbo et s'immobilisait à son stand, où son compagnon d'écurie De Cesaris (Ligier) le rejoignait après avoir brisé sa transmission.

En tête Piquet s'imposait magistralement et prenait peu à peu des distances vis-à-vis de Rosberg, Lauda et Prost. Senna était réduit à l'abandon au dixième tour à cause d'une boîte de vitesses recalculée, et Piquet creusait l'écart à raison d'une seconde par tour.

Excèsivement sollicités, les pneumatiques inquiétaient pilotes et mécaniciens : la Brabham, équipée en pneus Pirelli, avait plus résisté à l'arrière, n'avait plus la

même adhérence que les McLaren montées en dur.

Au stand de Piquet, on préparait un lot de pneus numéro 5 craignant que le leader de la course n'éprouve rapidement des problèmes.

Au 28<sup>e</sup> tour, à l'issue d'un long suspense, Lauda profitait d'une courbe pour passer Rosberg. Mais sa boîte n'y résistait pas et il lui fallait s'arrêter laissant Prost en troisième position, un Prost particulièrement punaise et déterminé. Au 38<sup>e</sup> tour, il parvenait à doubler Rosberg contraint de réduire l'allure et obligé de marquer une halte à son stand pour changer de pneumatiques.

Malgré l'avance de 11 secondes de Prost, chacun croyait alors en la possibilité d'une victoire de Prost. D'autant que ce dernier gagnait du terrain : 1 seconde 3 en tous tours. Mais, la chance n'était pas du côté du pilote français pour qui « le son du démarreur au Paul Ricard » et qui avait décidé « de se battre jusqu'au bout de ses forces ». Des ennus électriques le contrainquirent à de trop fréquents changements de rapports. C'est quasiment dans la dernière ligne droite qu'il lui faudra sportivement céder le passage à Rosberg.

J. LENZINI.

## LES RÉSULTATS

### Athlétisme

#### RECORDS DE FRANCE DU DÉCATHLON ET DE L'HEPTATHLON

William Mott, vingt ans, a amélioré son record de France du décathlon avec un total de 8 306 pts, au cours des championnats de France d'épreuves combinées qui se sont déroulés samedi 6 et dimanche 7 juillet à Athis-Mors (Eure-et-Loir). Mott, étudiant aux Etats-Unis, avait établi son précédent record (8 278 pts) lors des Jeux olympiques de Los Angeles, où il avait pris la cinquième place.

Par ailleurs, Chantal Beaumont a pulvérisé son record de France de l'heptathlon (5 993 pts l'an dernier) en réalisant 6 153 pts, tandis que Monique Evans-Epès a amélioré de 7 pts le record de France junior que sa sœur Margy détenait depuis 1982 avec 5 486 pts.

### Automobilisme

#### GRAND PRIX DE FRANCE AU CASTELLET

1. N. Piquet (Brabham), les 307,930 km en 1 h 31 mn 46 s 266 (moyenne 201,323 km/h) ; 2. K. Rosberg (Williams-Honda), à 6 s ; 3. A. Prost (McLaren-Ford), à 9 s ; 4. S. Johansson (Ferrari), à 53 s ; 5. E. de Angelis (Lotus-Renault), à 53 s ; 6. P. Tambay (Renault), à 1 mn 15 s ; etc.

### Cyclisme

#### TOUR DE FRANCE

Huitième étape : Sarrebourg-Strasbourg (75 km contre-le-vent individuel). — 1. B. Hinault (F.B.), 1 h 34 mn 55 s (moyenne 47,410 km/h) ; 2. S. Roche (I.R.), à 2 mn 20 s ; 3. C. Motte (Fra.), à 2 mn 26 s ; etc.

#### Neuvième étape : Strasbourg-Epinal (173 km).

— 1. M. Ducrot (F.B.), 4 h 15 mn 40 s (moyenne 41,038 km/h) ; 2. R. Bittinger (Fra.), à 37 s ; 3. Y. Madiot (Fra.), m.t. ; etc.

#### Classement général.

— 1. B. Hinault (Fra.), 45 h 56 mn 57 s ; 2. G. Lemond (E.U.), à 2 mn 22 s ; 3. S. Kelly (I.R.), à 2 mn 51 s ; 4. S. Bauer (Can.), à 3 mn 21 s ; 5. P. Anderson (Aus.), à 3 mn 38 s ; etc.

### Equitation

#### CHAMPIONNATS D'EUROPE DE SAUT D'OBSTACLES

(A Fontainebleau) Par équipes. — 1. Belgique ; 2. France ; 3. Italie ; etc.

#### Individuel.

— 1. K. Kalender (RFA) ; 2. E. Gasconne (G-B) ; 3. A. Enge (RFA) ; etc.

### Motocyclisme

#### GRAND PRIX DE BELGIQUE

(A Spa-Francorchamps) 250 centimètres cubes

1. F. Spencer (E.U., Honda) ; 2. C. Lavado (Ven., Yamaha) ; 3. A. Mang (RFA, Honda) ; etc.

## GOLF

### Le jeu intérieur de Ballesteros

Malgré un premier tour triomphal, jeudi 4 juillet, que le vit battre le record du parcours de 6 115 mètres de Saint-Germain-en-Laye (Yvelines), avec une carte de 62, soit 9 coups en-dessous du par, l'Espagnol Severiano Ballesteros, vingt-huit ans, a dû batailler jusqu'au bout pour résister au retour de Sandy Lyle et remporter, dimanche 7 juillet, son quarantième

tournoi et son troisième Open de France. Avec un total de 263 (21 en-dessous du par), il a devancé de 2 pts l'Ecoisais Lyle, de 9 pts l'Allemand de l'Ouest Bernhard Langer, et l'Argentin Eduardo Romero.

Le premier Français, Michel Tapia, a terminé neuvième avec 274.

Trou numéro 10, dernier tour : Ballesteros, fort de ses six points d'avance, se permet de faire le pire. Pas beaucoup, évidemment. Ce n'est pas son genre. Mais il prend manifestement plaisir à faire s'écrouler les milliers de personnes qui suivent sa partie, en chassant comiquement quelques moucheron qui volaient au-dessus de sa balle. Un instant plus tard, son coup de fer se perd dans les arbres et le 54<sup>e</sup> trou avait complètement détruit le jeu de l'anglais Carl Mason qui, nerfs en berne, avait laissé se creuser un écart de douze points.

#### Le syndrome du Lancôme

Déjà, sa trou amère 1, il s'en était pris à un photographe, coupable d'avoir trop vite déclenché. Ballesteros a est pas, dans cet ultime parcours, le Ballesteros des premiers tours, celui qui, visage fermé, gestes surs, s'était offert une gigantesque marge de sécurité avec, au passage, un record de 62. Pas non plus, celui qui, entre le 36<sup>e</sup> et le 54<sup>e</sup> trou, avait complètement détruit le jeu de l'anglais Carl Mason qui, nerfs en berne, avait laissé se creuser un écart de douze points.

Que Masoo craque, c'est dans la logique des choses et d'autres, encore plus cotés que lui, ont déjà marqué l'histoire du golf de ces douloureux passages à vide. Mais Ballesteros... En face de lui, dans les cordes, celles qui servent à canaliser la foule mais qui peuvent tout aussi bien être celles d'un ring transformé en fairway, Sandy Lyle ne peut manquer de s'apercevoir du trouble de son adversaire. Il sait qu'il souffre sans doute du syndrome du Lancôme : l'an dernier, à Saint-Nom-la-Breuche, l'Ecoisais avait repris quatre points à l'Espagnol dans le dernier trou et l'avait achevé en play-off, dit aussi *golden death*, la mort soudaine. L'histoire semble vouloir bégayer : Lyle refait point après point son retard. Mais il ne le comblera pas, pour 2 ou 3 centimètres, soit la distance qui empêchera qu'un somptueux coup de fer, de 90 mètres, ne se voit récompenser d'un eagle, au 17<sup>e</sup> trou. Ballesteros dira ensuite qu'il a effectivement pensé au Lancôme puis, d'un geste très expressif, montrera que son cœur, alors, cognait dans sa poitrine.

Au golf, en fait, on ne voit presque rien. C'est dans le cerveau des champions qu'il faudrait se trouver, pas dans le rough, ces herbes folles qui bordent le parcours. D'une partie qui dure trois ou quatre heures, on ne sait que quelques minutes, celles effectivement consacrées par les joueurs à frapper la balle, à extérioriser leur technique. Mais la différence entre une star du jeu, comme Nicklaus, Jädis ou Balles-tros aujourd'hui, et le gommeux de base, c'est dans les trois heures passées à marcher d'un trou à l'autre ou à attendre, qu'elle se construit, qu'elle s'affirme. Au moment où le club entre en contact avec la balle, tout est déjà consommé.

#### Une affaire de mental ?

Ballesteros, persuadé, dès l'âge de quinze ans, qu'il serait un jour le meilleur joueur du monde, ne dit pas autre chose : « Le golf, c'est 70% ou 80% une affaire de mental ». La maîtrise du « jeu intérieur » débouche inévitablement sur le geste parfait, délivré alors avec la naturel le plus absolu, presque inconscient, comme s'il était inné. Timothy Gallwey, dans un livre intitulé justement *Le jeu intérieur*, compare le golf à la descente d'un escalier quatre à quatre : il suffit de prendre conscience de ce qu'on est ou ce qu'on veut faire, de réfléchir, pour que, d'un seul coup, toute la belle mécanique se mette à tourner et que la tête n'arrive la première en bas. Le corps du champion agit tout seul, sans hlogage, confiant mais pas conscient.

#### Tennis

#### LE PALMARÈS DE WIMBLEDON

Simple messieurs. — Boris Becker (RFA) bat Kevin Curren (E.U.), 6-3, 6-7, 7-6, 6-4.

Double messieurs. — Heinz Günthardt (Sui) et Balazs Taroczy (Hon.) battent Pat Cash et John Fitzgerald (Aus.), 6-4, 6-3, 4-6, 6-3.

Double dames. — Kathy Jordan (E.U.) et Elizabeth Smylie (Aus.) battent Martina Navratilova et Pam Shriver (E.U.), 5-7, 6-3, 6-4.

Double mixte. — Paul McNamee (Aus.) et Martina Navratilova (E.U.) battent John Fitzgerald et Elizabeth Smylie (Aus.), 7-5, 4-6, 6-2.

Simple juniors (garçons). — Leonardo Lavalle (Mex.) bat Eduardo Velaz (Mex.), 6-4, 6-4.

Simple juniors (filles). — Andrea Holikova (Tch.) bat Jenny Byrne (Aus.), 7-5, 6-1.

DOMINIQUE SIMON.

JOURNISTES

ins fonds

arte

ENCES PO  
opérations



# culture

## FESTIVALS

### TCHAIKOVSKI A MONTPELLIER

#### Le charme de Slava

Le grand jour est arrivé. Après une vigoureuse campagne d'information sur les ondes pendant plusieurs mois, le premier Festival international de Radio France et de Montpellier a rencontré son public, fidèle au rendez-vous. Après une soirée quelque peu tumultueuse de l'école de samba de Rio-de-Janeiro, sur la place du Nombre-d'Or du quartier Antigone conçu par Ricardo Boffil, c'était, dimanche, dans le vieux quartier, le sacre de la cour Jacques-Cœur par l'Orchestre de Montpellier et Mstislav Rostropovitch, un endroit merveilleusement approprié à la musique, qui promet d'être en effet le cœur du Festival.

Traversant les cours du superbe musée Fabre, on aboutit aux gradins d'un théâtre en tubulure, d'une pente assez abrupte, qui doit accueillir, semble-t-il, quelque quinze cents spectateurs dominant

une vaste scène. Les murs de l'église jésuite Notre-Dame-des-Tables et ceux d'un beau palais XVII<sup>e</sup> austère, aux fenêtres sans ornements, le fronton et la balustrade qui dominent le musée créent un espace acoustique de qualité, bien protégé, à la fois vaste et intime. Un souffle d'air vicié adoucit la puissante chaleur de l'été. Les hirondelles du soir dessinent en papillon de longues ellipses, s'étonnant de découvrir tant de gens dans ce lieu naguère inhabité. Ouverture joyeuse avec la première audition en France de *Slava*, pochade écrite en 1977 par Leonard Bernstein pour la nomination de Rostropovitch à la tête de l'Orchestre de Washington, le portrait vif et excité d'un personnage bondissant, optimiste, un peu chapequiné, dans un style de comédie américaine. On s'attend à voir apparaître le violoncelliste dans un cercle

de lumière, dansant des claquettes. Les applaudissements crépitent, les ébours crient *Slava* et le voici en chœur et en orchestre, brandissant son stradivarius. Il fait un geste amical aux hirondelles qui poursuivent leurs orbes bruisantes, formant un contrepoint inattendu aux guirlandes des *Variations sur un thème rococo* de Tchaïkovski, une œuvre que Rostropovitch adore et où il rivalise de virtuosité avec ses collègues de l'orchestre en des joutes amicales.

Dans cette acoustique claire, lumineuse, encore qu'un peu fraîche, c'est une interprétation d'août exquise, sensible, pleine de tendresse, de charme et de noblesse, de nostalgie profonde aussi, ce soir, impressionnante dans l'adagio. Sait-on ce qui se passe dans la tête de cet exilé, citoyen du monde, derrière cet archet dont la fine lame touche des notes inouïes ?

Et voilà hommage à Tchaïkovski pour l'ouverture de ce festival baigné de souffles méditerranéens : dans la nuit venue, l'admirable Kantate pour chœur et orchestre de Darius Milhaud, *Chrysothème*, d'un accent simple et direct, dans une grande allégresse, virile et roborative. Dévoilée des grandes profondeurs résonnantes des cathédrales orthodoxes, cette musique prend une austerité presque luthérienne qui s'allie à la sobriété des architectures. Mais c'est-on pas ici dans une des capitales du protestantisme ?

Enfin, à la tête de son orchestre jeune, harmonieux, ardent, étonnamment discipliné, Cyril Dedering, presque un sosie de Michel Rocard, nous révèle la *Septième*

*Symphonie* laissée inachevée par Tchaïkovski. En réalité, ce serait plutôt une cinquième bis, car le compositeur l'abandonna pour écrire la *Sixième Symphonie*. Elle est d'ailleurs d'un style fort différent de ses trois grandes sœurs, plus léger, vif et brillant, et l'on croirait plutôt entendre une grande sérénade à la manière de Brahms. Elle n'a été créée qu'en 1957, à la suite d'un travail de réalisation de Semyon Bogatirev (qui fut le professeur d'harmonie de Rostropovitch) dont on ignore l'ampleur.

Longue de trente-huit minutes, c'est une œuvre agréable, qui a du charme, du rêve, un réel parfum, mais où Tchaïkovski semble souvent en porte à faux, dans un style de demi-caractère, et développe trop loquacement des thèmes dont il n'arrive pas à dénicher le destin. Curieusement, l'allégo initial paraît souvent anachronique. Sibelius, le deuxième mouvement a un beau caractère, religieux et processional ; le scherzo et le final s'apparentent à ceux de la *Quatrième Symphonie* avec un ton plus badin mais moins de souffle avec pour conclure, un défilé militaire en peu ridicule.

Mais c'est un document nullement négligeable qui correspond bien à l'esprit de ce festival où le directeur, René Kœrner, souhaite nous faire découvrir un nombre d'œuvres inconnues qui renouvelleront le répertoire. Ce programme chaleureusement accueilli était retransmis en direct par France-Musique.

JACQUES LONCHAMPT.

### SHAKESPEARE A AVIGNON

#### Le voile noir de « Macbeth »

La grande cour du palais des Papes. La nuit tombe juste. Ecoles et mistral d'enfer. Les dix coups de 22 heures. Ouverture du trente-neuvième Festival d'Avignon.

Trois femmes, le crâne blanc rasé, la tête émergente de grands cylindres noirs qu'elles portent sur les épaules comme des meules de gruyère passées au noir de fumée, courent comme des rats dans la pénombre. Ce sont les sorcières de *Macbeth*. La pièce de Shakespeare, jouée par la Comédie-Française, mise en scène par son administrateur, Jean-Pierre Vincent, inaugure le Festival.

La lumière des projecteurs monte un peu. Face au public, toute l'architecture si belle de la façade sud de la cour est cachée par un immense crêpe Georgelette noir. Le portail de la grande chapelle, avec ses dômes et ses bêtes de légende, la baie de la loggia où le pape était couronné, la fenêtre d'où il bégayait à trois reprises la foule rassemblée dans la cour, tout cela est confiné à un regard par ce voile de deuil géant.

Cette nuit, c'est donc *Macbeth*, un *Macbeth* de plus, après tant d'autres, bico tradit, dans des paroles claires et vivantes, par Jean-Michel Déprats, Lady Macbeth (Catherine Ferrat) porte une immense robe d'or, très belle, une folie, on dirait une caravane ou un scarabée géant. *Macbeth* (Philippe Clévenot) joue la modeste, comme s'il était plutôt qu'un figurant de l'histoire. L'attention du public va au futur roi, à Malcolm (l'excellent Jean-Yves Dubois), qui tient sa couronne à deux mains parce que le mistral l'a envoyé voler à plusieurs reprises. « N'annoncez pas votre chapeau sur vos sourcils », dit-il, puisque c'est le texte de Shakespeare, et le public rit. Gentiment, car Jean-Yves Dubois a beaucoup de talent, marie humour et poésie. Dans son dos, l'immense crêpe de deuil tend le voile sur toute la façade sud de la cour du Palais. *Macbeth*, caché sous son bouchier, meurt sous les coups de Malcolm.

M. C.

### « DANSE A AIX »

#### Nikolaïs, l'homme symbole

Le Festival, pour la danse, c'est la vitrine d'une opération menée toute l'année par Ginette Escoffier et Suzan Buige : « Danse à Aix ».

Travail avec les scolaires, portes ouvertes, tremplin des jeunes chorégraphes, démonstrations de rue. Toute une action s'est développée depuis cinq ans dans la ville et la région. Deux tiers seulement du budget, soit 1 200 000 F, sont consacrés au Festival.

Aujourd'hui, l'essor de « Danse à Aix » passe par la mise en place d'une nouvelle structure de création et de diffusion que déjà la ville et la région sont prêtes à soutenir. C'est pourquoi Suzan Buige, décidée à tenter le quitte ou double, a organisé le Festival autour d'Alvin Nikolaïs, dont elle fut l'élève bico avant qu'éclate la bombe Carlson dans les années 60.

« Nikolaïs, explique-t-elle, est une homme symbole : le chorégraphe, c'est retrouver les origines de la danse moderne, montrer son rayonnement à travers des disciples aussi différents que Carolyn Carlson ou Murray Louis ; y associer les jeunes danseurs qu'il a formés pendant trois ans au Centre national de danse contemporaine (CNDC) d'Angers. Sans jamais imposer un style, Nikolaïs a permis à chacun de trouver sa propre danse. L'impression, c'était placer la barre assez haut pour que « Danse à Aix » ne puisse plus désempaler que progresser. Pour Nikolaïs, c'était l'occasion de faire le point, de rencontrer sa famille ; il en a été très ému. »

#### Tarzan sur le cours Mirabeau

A soixante-trois ans, Nik, créateur d'œuvres et chorégraphe, a rien perdu de sa vitalité. Dès 9 heures, il est au centre Carnot, où il anime des ateliers d'improvisation et de composition. A 18 heures, le valet grimé sur le toit d'une camionnette pour diffuser la bande son d'un ballet de gymnastes qui jouent les Tarzans sur le cours Mirabeau. A 22 heures, il règle les éclairages pour le solo de son ami Murray Louis. On le retrouve à 4 heures à la terrasse d'un restaurant, discutant avec ses anciens stagiaires. Et le len-

demain, il sera de nouveau en train d'enseigner, accompagnant gaiement les élèves aux percussions.

« J'aime enseigner, explique Nikolaïs. Je donne et je reçois. Chaque fois les danseurs m'apprennent quelque chose de nouveau sur leur époque : en 1983, on ne bouge pas de la même manière qu'en 1970. Mon rôle n'est pas de leur enseigner une technique mais de les rendre disponibles, à l'écoute de ce que leur corps enregistre. Je peux leur apprendre à extérioriser cela à travers un mouvement clair et de qualité. »

Et c'est peut-être Carolyn Carlson qui a su le mieux restituer cette mémoire du corps. On a refusé du monde au pavillon Vendôme pour son solo *Blue Lady*, psychanalyse dansée d'une belle Américaine. Chez Murray Louis, ce qui plaît, c'est la justesse du geste, sa finesse. Sous des airs gonflés, ce roi de Brooklyn pousse l'épure jusqu'à la virtuosité.

Par contraste, *Princes de Paris*, spectacle de la compagnie Beau Geste (cinq danseurs issus du CNDC d'Angers), paraît manquer de structure et de lisibilité. Mais le groupe, qui pratique pour l'instant la création collective, recrée un beau ponociel d'invention et de dynamisme. Un autre collectif issu d'Angers, le groupe Lolita, a obtenu un triomphe mérité avec un ballet sophistiqué, les *Indolents d'êtres de Dolores Dollar*, superbement mis en scène par un an de travail.

A partir de ce lundi, la compagnie de Nikolaïs, arrivée de Tunis, présente deux programmes avec deux anciens ballets et deux créations : *Contest*, une joyeuse rencontre entre danseurs, et *Video Games*, fantaisie sur le thème du flipper (1). Après cela, fatigué mais content, Alvin Nikolaïs pourra enfin rentrer en Amérique.

MARCELLE MICHEL.

\* « Danse à Aix » : jusqu'au 20 juillet. Réenseignements : (42) 26-23-38. (1) Lundi 8 juillet et mardi 9, à 21 h 45. Le 12 juillet, la compagnie dansera à Théoule.

## EXPOSITION

### GUSTAVE DORÉ AU PETIT PALAIS

#### Les triomphes du christianisme

Le Pavillon des arts et le musée Carnavalet prenaient, voici deux ans, la suite du Musée d'art moderne de Strasbourg pour célébrer Gustave Doré, mort un siècle plus tôt. Le génie de l'illustrateur s'y confirmait tout bonnement. Mais on y découvrait ce outre l'homme, grand travailleur solitaire, mondialement connu, avec sa mère adorée, et surtout la face cachée de ses activités : le vice, la passion de Doré était en effet la peinture, à laquelle il consacrait tous ses après-midi.

Une peinture méprisée par la critique française, fort estimée des Anglo-Saxons en revanche, une peinture dont la part glorieuse, le « saint des saints », était d'essence religieuse.

« Gustave Doré et la peinture religieuse monumentale », tel est donc le thème de l'exposition du Petit Palais, où James Tissot, autre artiste français solitaire des Anglais, vient d'achever, entre deux tasses de thé, sa quinzaine de la femme perdue. Plus chastement, Doré s'inscrivait d'abord au sexe des anges. L'Ascension, exécutée en 1879, montre l'habileté, la grâce avec laquelle il le regroupait, légers et tournoyants, maniérés juste ce qu'il faut, pour en faire les légions d'un air plus spirituel que son temps de purgatoire ne le laissait imaginer.

Deux autres tableaux de Doré dans cette exposition. C'est peu en ombre, mais c'est très considérable en surface. Et surtout, l'Ascension, *Ecce Homo*, et la *Vallée de larmes*, que vient d'acquérir la ville de Paris, sont une excellente opération pour la redécouverte du dix-neuvième siècle oublié : ce cela, le musée du Petit Palais sera un excellent complément au musée d'Orsay.

Étourdi, égaré, par une dizaine d'œuvres religieuses de contemporains (Bouguereau, Schelfer et quelques autres), ces trois tableaux projetés de la Doré Gallery, commandée au Français par deux Anglais, MM. Fairless et Beethoven. La Doré Gallery reçoit quelques deux millions de visiteurs jusqu'en 1892, puis partit aux États-Unis, pour une exposition itinérante au terme de laquelle elle tomba dans l'oubli. Retrouvée en 1947, les toiles furent dispersées au gré d'une vente. Elles réapparaissent maintenant ici ou là dans les musées, comme le « glorieux » *Triomphe du christianisme* (1868), à Toronto.

Doré ne lâinait pas sur les toiles, qu'elles soient d'anges ou de démons, d'humains, vociférant ou cyniques (*Ecce Homo*, 1877), ou accablés par toutes les abominations de la vie : *La Vallée de larmes*, dernière œuvre du peintre, prémonitrice

de sa mort en 1883, deux ans après celle de sa mère. Cette *Vallée de larmes*, un paysage non dépourvu de grandeur, accueille une foule bien malheureuse assurément, et fait passer, grâce à la maîtrise foudroyante de Gustave Doré, alors âgé de cinquante et un ans, l'idée selon laquelle il y aurait eu un Christ. Un audacieux est là pour convaincre les derniers réticents.

FREDERIC EDELMANN.

\* Petit Palais, avenue Winston Churchill, 75006 Paris (742-03-47), jusqu'au 29 septembre.

## NOTES

### OUVERTURE DE « CAMPUS »

#### Un nouveau complexe musical

A deux pas de la Bastille, Campus vient d'ouvrir ses portes. C'est un complexe musical qui propose huit studios de répétitions, deux studios d'enregistrement, et bientôt une salle de concerts, le Scoop (huit cents places), avec un restaurant. Association (de type loi 1901), Campus offre des tarifs particulièrement avantageux et à portée de bourse des groupes débutants. Seule obligation : une adhésion de 100 francs par an.

Au-delà des qualités d'accueil et d'équipement, l'ambition de Campus est de servir les groupes qui le souhaitent dans les différentes étapes de leur évolution. Eventuellement jusqu'à la présentation sur scène lorsque le Scoop sera prêt. Enfin, Campus sera également un label de disques et de production. L'association, qui compte trois cents adhérents après seulement une semaine d'ouverture, ne se limite pas au rock : jazz, musique contemporaine, voire classique, sont les bienvenus.

Parrainé par le Centre d'achat pour étudiants (le CAPE), une association de quarante mille adhérents, Campus a reçu une subvention de 1,5 million de francs des ministères de la culture, de la jeunesse et des sports, et un prêt de 2,5 millions de francs de la Caisse des dépôts.

ALAIN WAIS.

\* Campus : 12 bis, rue Francini, 75011 Paris. Tél. : 806-77-89. Ouvert tous les jours, week-end inclus, de 11 heures à 3 heures du matin.

### THÉÂTRE POUR ENFANTS, ALYON

#### Les merveilles sont italiennes

Le mois de juin, à Lyon, aura été celui du théâtre pour l'enfance et la jeunesse avec les *Quinze heures* de rencontres interrégionales (RITE). Le programme a été net : le succès est évident auprès d'un public très large, et le Théâtre des jeunes années (Centre dramatique national et organisme de la manifestation) a su donner leur chance à de jeunes compagnies très douées, mais en difficulté, comme la Grenette, la Carrière (Lyon) ou Porte Ligne (Paris).

Platon, le texte de l'Ecclesiaste, mythe historiques et vieilles légendes... le théâtre pour enfants renouvelle abondamment ses sources. Avec le théâtre Amstrangram de Genève, on a aussi eu l'occasion de vérifier la réalité tranquille d'un certain sadisme enfantin, longtemps camouflé par des théâtres pédagogiques.

Une fois de plus, c'est du côté de l'Italie qu'est venue la nouveauté. Avec la Teatro Tascabile de Bergame, qui investit l'espace urbain au point de faire jouer les arbres et les statues ; avec l'Angolo de Turin, et ses deux personnages réunis à la suite d'un cataclysme sur la tête d'une maison : Robinson et Crusoe. Les gars cocasses sont servis par un merveilleux numéro de comédiens, Nino d'Introna et Giacomo Ravello.

BERNARD RAFFALLI.

### ART CONTEMPORAIN

#### Pissarro ! Lequel ?

La Petite Galerie expose actuellement des toiles signées Pissarro. C'est de l'art contemporain. Ce Pissarro-là se prénomme Hughes-Claude-Pierre. Il est le fils de Paul-Emile, lui-même enfant de Camille, le « vrai » Pissarro (1830-1903). Pour affirmer son identité, Claude - c'est le prénom qu'il a choisi - signe également Isaac Pomid des tableaux d'avant-garde. Mais comme il admire beaucoup son grand-père et qu'il sait que c'est souvent dans les vieux pots qu'on fait la meilleure soupe, Pomid redonne à l'occasion Pissarro, s'inspire des thèmes autrui développés par Camille (chaumières, paysans, sous-bois...), les peints à la manière impressionniste et pousse la mimétisme jusqu'à présenter ses œuvres dans des cadres très XIX<sup>e</sup> siècle. La véritable différence - en dehors de la qualité des compositions : le prix. Les Claude Pissarro se vendent de 7 000 à 25 000 francs.

La confusion entre le peintre et son aïeul est d'autant plus facile pour le visiteur non averti que le prénom de ce dernier est relativement méconnu, comme ceux de Sisley, Degas, Seurat et de nombre d'autres artistes. A la galerie, on explique que le démarrage d'Isaac Pomid n'a rien de mercantile, qu'elle n'est en aucune façon fondée sur la popularité des impressionnistes, mais qu'elle est purement intellectuelle. Mieux : « Ce n'est pas conceptuel, mais presque. »

S. D.-S.

\* Petite Galerie, 35-37, rue de Solferino, 75006 Paris. Jusqu'au 15 juillet.

## COMMUNICATION

### Renforcement des activités radio du groupe Hersant

Le département radio du groupe de communication de M. Robert Hersant va être renforcé par l'arrivée à sa tête de MM. Daniel Vaucaup et Alain Lemenage qui auront en charge la coordination de l'ensemble des activités du groupe en matière de radio.

Le premier, âgé de trente-neuf ans et recruté il y a peu pour le département télévision du groupe, était jusqu'à présent directeur général d'une société d'information en France et aux Etats-Unis et bénéficiait d'une formation de gestionnaire à l'américaine.

Le second, âgé de trente-deux ans, a été adjoint au directeur de l'administration de Radio Monte-Carlo avant d'être chargé après de la présidence du *Mid-Libre* du secteur des nouveaux médias. « Une équipe haut de gamme, afin de passer d'une phase de lancement à une phase de développement », précise-t-on au groupe Hersant, où l'on ajoute cependant que les fonctions et les titres de chacun ne servent pas de définition avant quelques semaines.

Ces deux nominations témoignent de l'importance croissante que le groupe entend donner à son département radio. Un département sur lequel M. Robert Hersant se penche assidûment depuis une quinzaine de jours (sur place, à Neuilly, au siège même de la radio) et qu'il convoquera à pincer lui-même avec M. Bertrand Cousin à la rentrée de septembre. Un département qui nourrit des projets d'envergure autour de son agence (Agence fran-

çaise de communication), qui distribue actuellement des informations sonores à une cinquantaine de radios dans toute la France (objectif : cent elle) et qui espère pouvoir bénéficier prochainement de transmissions par le satellite Telecom 1 pour lequel des négociations sont actuellement en cours avec la DGT (Direction générale des télécommunications).

Seule la radio parisienne FM Laser 88,5 liée au *Figaro* et à *France-Soir*, qui devait être « l'étendard du groupe », n'a pas tout à fait répondu aux attentes de ses promoteurs. « Sans doute s'est-elle fait reconnaître comme radio d'informations générales, dit-on au sein du groupe, mais son auditoire est encore incertain, son contenu et son ciblage mal définis. C'est précisément ce à quoi M. Robert Hersant, plus attentif jusqu'ici à la télévision qu'à la radio, devrait rapidement remédier. »

### CANAL PLUS :

#### LA REPRISE SE CONFIRME

La sensible reprise des abonnements à Canal Plus, enregistrée en mai et en juin, semble se confirmer. En effet, les résultats de la première semaine de juillet sont supérieurs de 5 % à ceux de la première semaine de juin. Phénomène d'autant plus remarquable que les vacances sont en général une période creuse pour les chaînes payantes, du moins au Canada et aux Etats-Unis. Il est vrai que Canal Plus offre en promotion « un mois de vacances gratuit » à ses nouveaux abonnés.

Pour témoigner de leur confiance dans l'avenir de la chaîne, les dirigeants de Canal Plus viennent d'annoncer deux contrats d'achat de films importants. Le premier, signé avec les films Christian Fechner, concerne *Marche à l'ombre*, les *Ripoux*, *Papy fait de la résistance* et les *Compères*. Le second, négocié avec le studio américain Columbia, permettra à Canal Plus de diffuser notamment *Kramer contre Kramer*, *Taxi Driver* et *Midnight Express*.

### Important Editeur Parisien

recherche pour ses différentes collections manuscrites inédites de romans, poésie, essai, théâtre. Les ouvrages retenus feront l'objet d'un lancement par presse, radio et télévision.

Adressez manuscrit et C.V. à la Pensée Universelle 4 rue Charlemagne, 75004 Paris - Tél. 887.08.21.

Conditions fixées par contrat. Notre contrat habituel est défini par l'article 49 de la loi du 11 mai 1957 sur la propriété littéraire.

la pensée universelle

سكنا من الأصل







# RADIO-TÉLÉVISION

Lundi 8 juillet

## PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

- 20 h 35 Cinéma (cycle Hitchcock) : Soupçons. Film américain d'Alfred Hitchcock (1942), avec C. Grant, J. Fontaine, N. Bruce, Sir C. Hardwicke, Dame M. Whitty, L. Jones (N. rediffusion).
- Une jeune provinciale anglaise, appartenant à la bonne société, épouse un homme très séduisant qui se révèle menteur, joueur et voleur. Elle le soupçonne de vouloir l'assassiner. Comédie sentimentale et drame psychologique, toile d'araignée de la cravate et du double. Hitchcock a repris magistralement à son compte un roman de Francis Iles.
- 22 h 10 Les ateliers du rêve, ou les grands studios de cinéma dans le monde. USA et Grande-Bretagne : les nouveaux magiciens. Suite de la série sur les grands studios de cinéma dans le monde, présentée par Jeanne Moreau. Des décorateurs aux acteurs en passant par les producteurs... Les coulisses d'un art qui est aussi une industrie.
- 23 h 5 Journal.
- 23 h 25 Choses vues : Victor Hugo, par M. Piccoli.

## DEUXIÈME CHAÎNE : A 2



- 20 h 35 Emmenez-moi au théâtre : Don Carlos. Opéra en deux actes de Verdi (en liaison avec Franco-Musique). Par l'Orchestre national de France et les Chœurs de Radio-France, sous la direction de Thomas Fuhon.
- L'Amour, l'amitié, la liberté, la haine, l'ambition, la vengeance. Ce sont les thèmes de cet opéra inspiré à Verdi par Schiller. Œuvre monumentale, marquant un nouveau langage musical du compositeur, Don Carlos fut peu compris à l'époque de sa création (1867), et demeura virtuellement oublié au lendemain de la mort de Verdi. Il n'a connu une véritable résurrection que depuis une trentaine d'années. Le voici enregistré aux chœurs d'Orange 1984 avec Montserrat Caballé.

Grace Bumbry, Giacomo Aragall, Renato Bruson, Pierrette Delange, Simon Estes... Prestigieuse prestation.

## TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

- 20 h 35 Cinéma : Effraction. Film français de Daniel Duval (1982), avec M. Jobert, J. Villaret, B. Cremer, J.-P. Dravel, R. Darane, R. Kramer, F. Lafarge.
- Un couple, nouvellement formé sur un coup de foudre, est pris en otage par un psychopathe qui a commis plusieurs meurtres. Adaptation d'un roman de Francis Ryck décliné par l'auteur mais en y retrouvant, grâce à l'aspect insolite de Jacques Villaret, l'univers du réalisateur.
- 22 h 10 Journal.
- 22 h 35 Thalassa. Magazine de la mer, de G. Peronard.
- Les Forêts du Borneo Grecou (épave aux éponges en Tunisie), rediffusion.
- 23 h 20 Histoire de l'art. Art sudarén Goudon (vers 2110 avant notre ère), émission sous la direction de Béatrice Leichman, réal. Alain Ferrati.
- 23 h 35 Prélude à la nuit. Sonate en mi mineur BWV 1034, de J.-S. Bach, interprétée par J. Ser, flûte, S. Cunningham, basse de violon, D. Moroney, clavessin.

## CANAL PLUS

- 20 h 30, l'Homme à tout faire, film de J. Rich : 22 h 15, Corrida ; 23 h 15, Festival de jazz d'Antibes 1984 (Miles Davis) ; 23 h 45, Hill Street Blues ; 0 h 30, Dorian des grandes, film de P. Uria ; 2 h, L'hôtel en folie.

## FRANCE-CULTURE

- 20 h 30 Mers-et-Éclair, une affaire d'homme, de Jules Roy.
- 21 h 30 Latitudes, musiques traditionnelles.
- 22 h 30 Nuits magiques : ça suit son cours.

## FRANCE-MUSIQUE

- 20 h 30 Séries lyriques : Concert (en simultané sur Avenue 2) : Don Carlos, de Verdi, par l'Orchestre national de France et les chœurs de Radio-France, dir. : T. Fulton, sol. : M. Caballé, G. Bumbry, E. Godlewski.

Mardi 9 juillet

## PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

- 11 h 18 ANTIOPE 1.
- 11 h 45 La Une chez vous.
- 12 h 2 Le grand labyrinthe.
- 13 h 35 De port en port.
- 13 h Journal.
- 14 h 45 Choses vues : Victor Hugo par M. Piccoli.
- 15 h 55 Croque-vacances (et à 16.30). Biologie, variétés, dessin animé, feuilleton.
- 16 h 30 Santé sans nuages : plus loin sur le rêve.
- 16 h 30 L'été en musique : Glyndebourne, un opéra à la campagne. Réal. Ch. Szwarc.
- Ce film retrace l'histoire du festival : documents d'archives, entretiens accompagnés d'extraits des Noces de Debussy, de M. Lang et de la Flûte enchantée, de Mozart, ainsi que de l'opéra Capriccio, de Richard Strauss.
- 17 h 45 La chance aux chansons.
- 18 h 10 Mini-journal pour les jeunes.
- 18 h 15 Série : Chapeau melon et bottes de cuir.
- 19 h 15 Jeu : Anagramme.
- 19 h 40 Les vacances de monsieur Léon.
- 20 h Journal.
- 20 h 35 Haroun Tazieff raconte « sa Terre ». La mécanique de la Terre (rediff.). L'expansion des fonds océaniques et leur rôle dans la dérive des continents, le volcanisme, la sismicité de la planète et la genèse des montagnes. Haroun Tazieff est retourné sur l'un des récifs de Vanikoro, en Papouasie, où se sont perdus, en 1789, les deux frégates de Lapérouse. Un rescapé de la fabuleuse aventure raconte son incroyable expérience.
- 21 h 25 Téléfilm : Mille francs de récompense. D'après Victor Hugo, réal. Pierre Cavaillès, avec P. Meyrand, D. Villar, A. Roussel.
- Victor Hugo montre qu'on ne peut toucher sérieusement à l'argent bourgeois, qu'il y faut la plus énorme dévotion. Il fustige, donc, la finance bourgeoise. Et le droit, l'urne, le justice, le coffre-fort, le bagne de d'assaut, pendant cinq actes, en une sarabande effrénée.
- 23 h 50 Journal.
- 0 h Choses vues : Victor Hugo, par M. Piccoli.

## DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

- 6 h 45 Télématin.
- 10 h 30 ANTIOPE.
- 11 h 45 Récit A 2.
- 12 h Journal et météo.
- 12 h 10 Jeu : L'académie des neuf.
- 13 h 45 Journal.
- 13 h 55 Série : Les petits génies.
- 14 h 25 Sports été.
- Cyclisme : Tour de France (et à 15 h 45) ; à 15 h 15, golf ; open de France (et à 17 h).
- 18 h Récit A 2.
- 18 h 30 C'est la vie.
- 18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
- 19 h 15 Émissions régionales.
- 19 h 40 Le journal du Tour de France.
- 20 h Journal.
- 20 h 35 Cinéma (cycle Chaplin) : Le Dictateur. Film américain de Charles Chaplin (1940-1941), avec C. Chaplin, P. Goddard, J. Oakie, R. Gardiner. (N. rediffusion).
- Sorti d'un hôpital psychiatrique après des années d'annuité depuis la première guerre mondiale, un barbu juif retourne chez lui. Un dictateur autiste, dont il est le zèle, régit sur le pays. Le grand pamphlet conçu pour ridiculiser Hitler, œuvre burlesque et tragique, acte politique de Chaplin.
- 22 h 40 Des chiffres et des lettres : Coupe des clubs.
- 22 h 40 Des chiffres et des lettres : Coupe des clubs.
- 23 h 20 Journal.
- 23 h 40 Bonsoir les clubs.

## TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

- 19 h 5 Dessin animé : la Panthère rose.
- 19 h 15 Émissions régionales.

## PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

- 19 h 38 Coups de soleil.
- 19 h 55 Dessin animé : M était une fois l'homme.
- 20 h 5 Les jeux.
- 20 h 35 Cinéma : Pierrot le Fou. Film français de Jean-Luc Godard, avec J.-P. Belmondo, A. Kariun, D. Sanders, R. Deves, G. Galand.
- Romantisme et les liens sociaux, un homme s'enfuit sur la Côte d'Azur avec une fille mêlée à des histoires de gangsters. Un sujet policier qui devient une dérive vers l'avenir et la mort, le grand film romantique de Godard, un langage cinématographique éclairé. Et l'analyse-pastel du couple Belmondo-Kariun.
- 22 h 25 Journal.
- 22 h 50 Série : Histoire de l'art. Art pers. : Les Archers de Suse : émission sous la direction de François Talon, réal. Alain Ferrati.
- 23 h 15 Prélude à la nuit. Sonate n° 2, de M. Magin, interprétée par l'auteur.

## CANAL PLUS

- 7 h, Gym à gym ; 7 h 10, Top 50 ; 7 h 45, Série : L'Australie ; 8 h 35 Dancin' days ; 9 h 5, Hill Street Blues ; 9 h 50, L'hôtel en folie ; 10 h 20, Harlequin, film de S. Wisco ; 11 h 50, Les pionniers du Kenya ; 12 h 40, Supercars ; 13 h 5, Dancin' days ; 14 h, Le Survivant d'un monde parallèle, film de D. Hemmings ; 15 h 20, L'été, film de J.-P. Mocky ; 16 h 45, L'homme au katana ; 17 h 30, Cabou Cadiu ; 18 h 40, L'été, film de S. Wisco ; 19 h 5, L'esclave issu ; 19 h 45, Top 50 ; 20 h 30, l'Émission de M. Lang ; 22 h 15, Football : tournoi de Paris ; 0 h, L'été, film de D. Hemmings ; 1 h 30, Le Pigeon, film de M. Monicelli.

## FRANCE-CULTURE

- 6 h, Les cinéastes du documentaire ; 7 h, Le goût du jour ; 8 h 15, Les enjeux internationaux ; 9 h 30, Les chemins de la connaissance : les juifs viennois, de la fin du siècle à la seconde guerre mondiale ; (et à 10 h 30) : le matin des mathématiques ; 9 h 5, La musique des autres : la parure et le savoir ; 10 h 30, Musique : miroirs (et à 17 h) ; 11 h 10, L'école des parents et des éducateurs : les réussites viles-associations ; 11 h 30, Feuilleton : le Dossier n° 113 ; 12 h, Panorama ; 13 h 40, L'été, film de S. Wisco ; 14 h, Un Rive, des voix : « La leçon d'anatomie », de Philippe Roth ; 14 h 30, « La Plage », de Severo Sarduy. Avec C. Salliers, J. Danno, S. Artel ; 15 h 30, Les succès du théâtre : mégaphone ; 17 h 10, Le pays d'ici, à Miramas ; 18 h, Subjectif : Agoré ; 19 h 30, Perspectives scientifiques : douze clés pour la biologie ; 20 h, Musique, mode d'emploi : Huguenot Dreyfus-Soriatu.
- 20 h 30 Pour aller plus loin.
- 21 h Extrêmes : l'actualité de la chanson.
- 21 h 30 Diagonales : l'actualité de la chanson.
- 22 h 30 Nuits magiques : le sommeil.

## FRANCE-MUSIQUE

- 6 h, Musique Nôtre ; 7 h 10, Réveille-matin ; 7 h 30, 1666 fixe ; 9 h 5, Le matin des musiciens : Richard Wagner, un mythe de l'Allemagne ; « La fin justifie les moyens » : œuvres de Wagner, 1800 ; 12 h 5, Le temps du jazz : feuilleton « Tubes du rhythm'n'blues » ; 12 h 30, Concert : 6 cristaux musicaux des Jeunes Virtuoses ; 14 h 4, Les agents-soldats de France-Musique : les écrivains russes et la musique ; Pouchkine-Tolstoï ; 16 h 45, Sonates de Scarlatti, par Scott Ross ; 17 h, Récital M. Rostropovitch ; œuvres de Dutilleul ; Boccherini, Schubert, Prokofiev ; 18 h 30, Concert : œuvres de Telemann, Handel, Roman, par l'Ensemble baroque de Drottningholm ; 20 h 5, Jazz : le Big Band de guitares de Gérard Marais.
- 20 h 35 Avant-concert : œuvres de Roussel, Debussy.
- 21 h 30 Concert (donné à la salle Pleyel le 18 avril) : Symphonie n° 7, de Henze ; Concerto pour violon et orchestre en ré majeur, de Beethoven, par l'Orchestre de Paris, dir. : D. Barenboim, sol. I. Perlman, violon ; en complément de programme : œuvres de Ravel, Debussy.
- 0 h 5 Jazz-club : la chanteuse Betty Carter.

## TRIBUNES ET DÉBATS

LUNDI 8 JUILLET

- M. Lionel Jospin, premier secrétaire du PS, est l'invité de l'émission « Face au public », de France-Inter, à 19 h 20.

# LE CARNET DU Monde

## Mariages

— Le professeur Emmanuel LANGAVANT et M<sup>me</sup> Colette Fagnola, ont été heureux de faire part du mariage de leur fille.

## Catherine

avec M<sup>me</sup> Frédéric IMBERT, célébré dans l'intimité le 6 juillet 1985. Enghien-les-Bains. Saisy-sous-Montmorcy.

## Décès

— M<sup>me</sup> Roger Adam a la douleur de faire part du décès de

M. Roger ADAM, ingénieur principal d'exploitation de la navigation aérienne, en retraite, chevalier dans l'ordre national du Mérite, croix de guerre avec palme médaille de la Résistance, décoration anglaise rarement attribuée à des étrangers, décoration des USA.

survenu le 24 juin 1985, en sa soixante-seizième année.

L'incinération a eu lieu au crématorium de Villennes-sur-Seine le lundi 1<sup>er</sup> juillet, en présence de M. Jean Fleury, chef du réseau Transmissions Action, ancien parlementaire, ainsi que de ses camarades de combat de la Résistance, qui lui ont rendu les honneurs.

M. Jacques Chaban-Delmas, par un télégramme personnel, a tenu à s'associer à l'hommage rendu à M. Roger Adam.

Le présent avis tient lieu de faire-part.

— M. Georges Berthier et ses enfants, M. et M<sup>me</sup> René Mioche, leurs enfants et petits-enfants, M<sup>me</sup> veuve Léa Berthier, ses enfants et petits-enfants,

ont la douleur de faire part du décès de

M<sup>me</sup> Georges BERTHIER, née Marie-Madeleine Mioche, leur épouse, mère, fille, belle-fille et sœur.

survenu pieusement, après une longue maladie, le 5 juillet 1985, à l'âge de quarante-cinq ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée dans l'intimité, le mardi 9 juillet, à 9 heures, en l'église Saint-Marie-Madeleine de Mussy (Essonne), place Jules-Ferry, suivie de l'inhumation au cimetière Les Sabons de Mussy.

Cet avis tient lieu de faire-part.

1, rue de l'Égalité, 91300 Mussy.

— M. Campagne, Bernard et Marie-José Campagne et leurs enfants, Claire Campagne, Françoise Campagne, Marie-Michèle et Antoine Morbier et leurs enfants, Xavier Campagne, Isabelle et Philippe Goulin et leurs enfants, M<sup>me</sup> Lise Campagne,

ont la douleur de faire part du décès de

Madame CAMPAGNE, née Lucienne Bourde.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité en l'église d'Aldrich, le 1<sup>er</sup> juillet.

« Salva » 64120 Aldrich.

— Karen Chevalier et sa fille Marion

ont la tristesse de faire part du décès de leur père et grand-père.

Henri CHEVALIER, interprète de conférence, membre de l'A.I.C.

survenu le 4 juillet 1985, à l'âge de quatre-vingt-trois ans.

Les obsèques auront lieu le mercredi 10 juillet à 16 heures, au cimetière Montmartre.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— Saint-Genis-Laval, Zurich, Marnes-La-Coquette, Ermont, Mulhouse.

M<sup>me</sup> Jean Dollfus, M. et M<sup>me</sup> Robert Lichtenberger, leurs enfants et petits-enfants, M. et M<sup>me</sup> Jean-Henri Dollfus, leurs enfants et petits-enfants, M. et M<sup>me</sup> Jean-François Berry, leurs enfants et petits-enfants, M. et M<sup>me</sup> Michel Palmade, leurs enfants et petits-enfants, M. et M<sup>me</sup> Jean-Yves Boos et leurs enfants,

ont la tristesse de faire part du décès de

M<sup>me</sup> Marie Dollfus, sa mère.

Le docteur et M<sup>me</sup> Paul Dollfus et leurs enfants,

M. Jean DOLLFUS, commandeur de la Légion d'honneur, président d'honneur de la Société industrielle de Mulhouse, survenu à Bourges, le samedi 29 juin 1985, dans sa quatre-vingt-sixième année.

Un culte d'action de grâce a été célébré dans l'intimité le lundi 1<sup>er</sup> juillet au temple de Bourges. L'inhumation a eu lieu au cimetière protestant de Mulhouse le mardi 2 juillet.

« Le charme d'un homme c'est sa bonté. » (Proverbes 19, 22.)

Cet avis tient lieu de faire-part.

4, rue Jacques-Cœur, 18000 Bourges.

— M<sup>me</sup> Jean Fréjaville, Jean-Pierre et Annette Fréjaville, Françoise et Claude Michaud,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Jean FRÉJAVILLE, ingénieur,

survenu le 3 juillet 1985.

Cet avis tient lieu de faire-part.

5, rue Louise-Fillard-Tiger, 92140 Clamart.

— M. André Le Gall, M. et M<sup>me</sup> René Brun, M. François Brun, Les familles parentes et alliées,

ont la tristesse de faire part du décès de

M<sup>me</sup> André LE GALL, née Mireille Méloin,

leur épouse, mère et grand-mère.

La cérémonie religieuse a eu lieu en la chapelle du centre hospitalier de Micon et l'inhumation, le mardi 2 juillet 1985, au cimetière Saint-Michel de Saint-Denis, au cimetière de famille, dans l'intimité familiale.

« Les Hauts de Belmont », 69220 Saint-Jean-d'Ardenne, Résidence de l'abbaye, 69220 Belleville-sur-Saône.

— Le président et le conseil de l'université des sciences humaines de Strasbourg,

ont le profond regret de faire part du décès de

Jean LEBEAU, professeur de langues et de littérature allemande, directeur de l'Institut international d'études françaises, ancien premier vice-président de l'université,

brutalement décédé le 4 juillet dans sa soixante-troisième année.

— Le personnel de l'Institut international d'études françaises et des cours d'été de l'université des sciences humaines de Strasbourg

a la douleur de faire part du décès de son directeur, le

professeur Jean LEBEAU,

survenu subitement à Strasbourg le jeudi 4 juillet 1985.

Palais universitaire, 67000 Strasbourg.

— On nous prie d'annoncer la mort de

M. Guy de POUVOURVILLE, commandeur de la Légion d'honneur,

décédé pieusement le 4 juillet dans sa soixante et onzième année, à son domicile.

Le service religieux sera célébré le 9 juillet à 16 h 30 en l'église de Nancy (Doubs).

L'incinération définitive aura lieu à Nancy.

De la part de M<sup>me</sup> Guy de POUVOURVILLE, son épouse, M. et M<sup>me</sup> Dominique Vignon et leurs enfants, M. et M<sup>me</sup> Gérard de POUVOURVILLE et leurs enfants, M<sup>me</sup> Anne de POUVOURVILLE, ses enfants et petits-enfants, M. et M<sup>me</sup> Jean Duffieux, M. et M<sup>me</sup> Michel Duffieux, M. et M<sup>me</sup> Berna Moran, M<sup>me</sup> Raymond Bonnet, ses beaux-frères et belles-sœurs.

3, rue Jacques-Offenbach, 75016 Paris.

— On nous prie d'annoncer le décès de

M<sup>me</sup> Madeleine QUINET, agrégée de l'université, professeur honoraire,

survenue le 2 juillet 1985, à Paris, dans sa soixante-dix-neuvième année.

Les obsèques religieuses ont été célébrées dans l'intimité.

Cet avis tient lieu de faire-part.

70, rue de Tarente, 33000 Bordeaux. 56, avenue Emile-Zola, 75015 Paris.

— M<sup>me</sup> Marguerite Rouanet-Boje, son épouse, Le docteur et M<sup>me</sup> Gilbert Paul Rouanet, Michèle et Denise Rouanet, ses enfants, Thomas et Camille, ses petits-enfants

ont la douleur de faire part du décès de

Gilbert Roger ROUANET, président de chambre à la cour d'appel de Douai

survenu le 27 juin 1985.

Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité. Cet avis tient lieu de faire-part.

— Jacques Siclier, son père, Juliette Siclier, sa sœur, Sylvain, Monique et Jessica Siclier, ses frères, belle-sœur et nièce, Nathalie Barberger, son amie.

Les familles Bonvallet, Fonné, Barbut, Després, Landick, Et Marie-Odile Rabinet, ont la douleur de faire part du décès de

Fabien SICLIER,

à l'âge de vingt-cinq ans.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité, le vendredi 5 juillet 1985.

Jacques Siclier remercie vivement le Monde, Télérama et tous ceux et celles qui ont manifesté leur sympathie, à lui comme aux siens.

— M<sup>me</sup> Raoul Villard, M. et M<sup>me</sup> Charles Korman et Cloé, M. et M<sup>me</sup> Marie Villard, M. et M<sup>me</sup> André Meyer Et toute la famille,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Raoul VILLARD,

survenu le 27 juin 1985, à Paris.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité.

129, rue de l'Abbé-Groult, 75015 Paris.

## Remerciements

— M<sup>me</sup> Frank Arnal Et sa famille

très touchés par les marques d'affection et d'amitié reçues lors du décès de

Frank ARNAL

remercient tous ceux qui, par leur présence, envoi de fleurs ou de messages, se sont associés à leur deuil.

## Anniversaires

— 9 juillet 1980.

Christian Laces HETRICK.

Une pensée le fait revivre parmi nous.

## Communications diverses

— Le Centre culturel Les Fontaines à Chantilly organise, du 12 au 15 juillet, un colloque sur le thème : « Enjeux de société et droits de l'homme ». Parmi les intervenants, Robert Fabre, médiateur ; Jean-François Sir, délégué général de Droits de l'homme et solidarité ; Yves Jouffé, président de la Ligue des droits de l'homme. Inscriptions : (4) 457-24-00.

— La Ligue des droits de l'homme organise le mercredi 10 juillet à 20 h 30, au grand amphithéâtre de la Sorbonne, 47, rue des Bonnes, une soirée à l'occasion du cinquantième du Front populaire. Soit prévues des interventions d'Yves Jouffé, sur le rôle de la Ligue des droits de l'homme, de Madeleine Robieux sur le Front populaire. Un court métrage réalisé à l'occasion du rassemblement du 14 juillet 1935 sera projeté.

## Soutenances de thèses

### DOCTORATS D'ÉTAT

— Université Paris-X Nanterre, mercredi 10 juillet à 16 h 30, salle des Aulx, M. Constantin Papadimitriou : « Les libertés individuelles du salarié en France, en Italie et en Grèce. »

— Université Paris-X Nanterre, jeudi 11 juillet à 14 h 30, salle des Commissions, M<sup>me</sup> Françoise Michaut : « L'école de la « sociologie juridique » et le mouvement réformiste africain : le rôle du juge et la théorie du droit. »

## Distinction

— Le 24 juin à Rabat.

M<sup>me</sup> P. M. GEISSMANN, conseiller du commerce extérieur de la France,

pour sa contribution au développement technologique et industriel du Maroc, a reçu du ministre l'insigne du Maroc les insignes de commandeur du Oudam alouan.

En présence Du ministre de l'Industrie et des mines, Du directeur générale de l'ODI, De M. Cuvelier, ambassadeur de France au Maroc



الشرق الأوسط

## Le Monde ECONOMIE

### LES BOURSES RÉGIONALES DE FRANCE Mobiliser l'épargne de proximité

#### Six marchés en quête de clients

Face à Paris, qui représente plus de 95 % de l'activité boursière, la province s'organise en puisant dans son territoire. Le regain d'activité que connaissent certaines places laisse à penser que les six Bourses régionales - du moins celles de Lyon, de Lille, de Nantes et de Nancy - ont retrouvé un second souffle.

Un nombre de six (Lyon, Bordeaux, Marseille, Lille, Nantes et Nancy) depuis la fermeture de Toulouse, en 1967, les Bourses de province, qui représentaient fin 1984 une capitalisation (1) de 65 milliards de francs environ au total, ont encore fort à faire pour essayer de rattraper Paris, qui assurait encore plus de 95 % de la capitalisation boursière française à cette même date. Qui plus est, la Bourse de Lyon, qui apparaît de loin, comme la plus dynamique de ces dernières années, notamment pour des raisons historiques (créée en 1595, elle est la plus ancienne et resta longtemps la plus importante de France), centralise à elle seule la moitié des transactions réalisées sur l'ensemble des places régionales.

Cette disproportion n'empêche pas qu'on réalise en province d'excellentes affaires ainsi qu'en témoigne l'évolution des cours de Bourse par rapport à la variation de la cote nationale. Traditionnellement, les indices « provinciaux » avaient tendance jusqu'à « lisser » les écarts constatés - à la hausse et à la baisse - à Paris. Cette façon d'arrondir les angles s'est sensiblement modifiée dès que l'arrivée de nouvelles entreprises sur le marché boursier - essentiellement par le canal du second

marché réservé, en principe, aux PME - a eu pour effet d'accroître à la fois le volume d'affaires et la capitalisation, deux baromètres essentiels pour mesurer la bonne santé d'une place boursière.

Ainsi, en 1984, les actions françaises cotées sur les Bourses régionales ont progressé de plus de 30 % contre 16,4 % à Paris. Durant les six premiers mois de l'année en cours, cette orientation ne s'est pas profondément modifiée, même s'il apparaît de plus en plus que toutes les places ne sont pas logées à la même enseigne. En dépit du fait qu'elles aient toutes dû compenser, avec plus ou moins de réussite, le vide créé par deux décisions d'origine tout à fait différente. La première concerne l'unicité de cotation, instaurée en 1967, et qui a obligé les sociétés cotées sur plusieurs places à choisir l'une ou l'autre de ces enceintes - y compris Paris, - incitant alors indirectement nombre de firmes à emprunter le chemin de la capitale. La seconde, plus récente, remonte à 1982 lorsque la nationalisation des grands groupes industriels et des principaux établissements de crédit a amputé ces mêmes Bourses de « lignes de cotation » importantes.

L'effet de cette dernière disposi-

tion a été naturellement plus sensible sur les places régionales où le nombre de firmes inscrites à la cote est beaucoup plus restreint. Pour surmonter ce handicap, la seule solution consistait à pratiquer une politique de cotation en province des emprunts émis jusque-là à Paris par un certain nombre d'organismes et, plus particulièrement, de banques pourtant attachées - par la naissance ou par le réseau - à leur territoire. Ce fut notamment le cas de la Société lyonnaise de crédit, encouragée depuis par les pouvoirs publics, trop contents de trouver dans un marché obligatoire développé une source de financement privilégiée pour le Trésor.

Mais cette volonté de « décentraliser la Bourse de Paris », selon l'expression d'un professionnel, est en-



depuis la création, en février 1983, de cette nouvelle structure d'accueil pour petites entreprises en mal de fonds propres. Une série d'emprunts divers (ceux de la Société marseillaise de crédit, les titres participatifs de la banque Chan, des emprunts régionaux) ont bien été cotés pour essayer d'animer le marché, mais, à l'évidence, cette Bourse n'est pas plus le reflet de la grandeur passée du port de Marseille et des industries de la région que le moyen idéal pour canaliser l'épargne locale vers les entreprises qui en ont besoin.

#### Dénicher la bonne entreprise

Aux alentours de Marseille, il existe de nombreuses affaires, mais elles sont encore très petites », constate M. Edouard Blisson, un agent de change qui a vu s'écouler la cote au fil des ans. Et de regretter au passage la politique d'offre publique d'achat ou d'échange pratiquée

sur une filiale par certains groupes (Lafarge-Coppée, par exemple). Celle-ci a eu pour effet de rayer de la cote telle valeur de cimenterie qui, aux côtés des sociétés coloniales, de navigation, des brasseries, avait fait les beaux jours de la grande cité phocéenne. « Grâce à des entreprises comme Berger, les mines de Salsigne ou encore la société Chambon, le marché marseillais des actions s'est sensiblement développé », fait-il valoir, mais, pour motiver la « seconde génération », il faudra émigrer jusqu'à Sophia-Antipolis (près de Nice) ou dans les environs de Montpellier pour aller dénicher l'entreprise en bonne santé susceptible de donner un peu d'oxygène à cette Bourse méridionale.

SERGE MARTI.

(Lire la suite page 18.)

#### NANCY : une position « assise »

AVEC une capitalisation de 1,553 milliard pour 1984, en augmentation de 40,7 % par rapport à l'année précédente, la Bourse régionale de Nancy conforte sa position, une position « assise » depuis 1979, date où des travaux de modernisation ont tiré la première Bourse à avoir une orbite où les professionnels, assis, se font face. Et les cinq agents de change lorrains ne peuvent qu'être satisfaits de l'évolution actuelle, puisque les chiffres leur sont à nouveau favorables pour le premier trimestre 1985.

Le total des transactions effectuées depuis le 1<sup>er</sup> janvier est à nouveau en augmentation de 29,1 %. Une cascade de records pour cette Bourse régionale, qui venait au second rang, français après Lyon (elle a été devancée par Nantes en 1984), et dont la cause pourrait être notamment un effet « retard » sur les hausses parisiennes. « Les cours en Bourse de Paris ont monté d'environ 56 % en 1983, pour redescendre à 16 % en 1984 », commente M. Jacques Douillet, syndic des agents de change de Nancy. « Ici, les cours ont ensuite monté allègrement en 1984 un an plus tard. Mais contrairement à Paris la tendance se poursuit actuellement. »

Et c'est la seconde explication des augmentations régionales : les investisseurs semblent quitter les valeurs phares internationales cotées sur la Bourse nationale pour découvrir qu'il existe certaines valeurs plus modestes mais ayant des possibilités de développement beaucoup plus rapides. « Les valeurs régionales se trouvent parfaitement dans ce créneau », estime M. Jacques Douillet.

Preuves en sont les cours records enregistrés en 1984 sur le marché nancéien, comme les 275 % de hausse sur Sibille Stey (papeterie) ou les 192 % sur Nicolas Schumberger (leader mondial des machines à traiter la laine). « Les Bourses régionales contribuent à remettre actuellement en cause un certain nombre de clichés en ce qui concerne les entreprises moyennes. Le second marché y est d'ailleurs pour beaucoup », résume-t-on en Lorraine. Depuis sa création, six valeurs ont ainsi été introduites sur ce second marché, soit 294 587 actions émises pour un capital de près de 81 millions de francs. Une septième a été introduite le 13 juin. Il s'agit des établissements Julien à Pompey (Meurthe-et-Moselle). Une affaire familiale de confection qui, en pleine crise du textile, a su habilement jouer de la fabrication assistée par ordinateur pour s'imposer dans son créneau. Une parfaite illustration de l'utilité des Bourses régionales.

En effet, les Bourses régionales opèrent une sélection rigoureuse des entreprises désirant entrer en cotation. De plus, elles constituent aussi des vitrines individualisées d'entreprises souvent performantes, qui n'auraient guère de chance d'être appréciées à leur juste valeur dans la cohue de la Bourse nationale. « Actuellement, le supermarché régional qu'est la Bourse régionale par rapport à l'hypermarché parisien est très fréquenté, mais aussi de plus en plus achalandé », résume le syndicat de Nancy.

#### Inversement des tendances

Là encore, les chiffres parlent et montrent qu'il existe un regain d'intérêt certain de la clientèle pour le marché des fonds propres, même s'il est récent. En 1984, le marché nancéien s'est partagé pour 84 % en marché obligataire et pour 16 % en marché des actions. Or le premier trimestre indique un renversement total des tendances, puisque les transactions ont porté pour 48 % sur les actions et pour 52 % sur les obligations.

Des proportions similaires n'avaient été enregistrées à Nancy qu'en 1975. Il y a donc, semble-t-il, de l'argent à investir, mais plus que de titres disponibles. D'où les cotations actives réalisées par les Bourses régionales. « Nous remplissons notre

rôle de collecteur de fonds au mieux. En cela, nous cotons nos valeurs pour donner la liberté à nos épargnants de se désengager quand ils en ont besoin. Grâce aux Bourses régionales comme la nôtre, des augmentations de capital sont rendues possibles dans des entreprises du tissu économique local, parce que les gens qui investissent savent qu'ils pourront renégocier à tout moment. »

Nul doute, là encore, que le second marché ne serve de catalyseur au développement des Bourses locales, en faisant découvrir nombre d'entreprises dites régionales mais sans nul doute performantes au point d'intéresser les investisseurs tant provinciaux que parisiens.

JEAN-LOUIS BÉMER.

#### Lyon : une première place indiscutable

UNE fête de famille. C'est ainsi que l'on peut qualifier l'une des récentes entrées en Bourse de la société romanaise Stéphane Kelian. Les trois frères fondateurs de cette entreprise de fabrication de chaussures « haut de gamme » pour femmes avaient conscience que leur entrée à la cotation du second marché lyonnais marquait une étape décisive dans l'histoire de leur société. Mais une introduction en Bourse est, plus qu'une fête mondaine, l'occasion de disposer de nouveaux moyens pour

une nouvelle politique. En la circonstance, l'apport de capitaux extérieurs devrait permettre à Stéphane Kelian de moderniser ses installations de Bourg-Péage et, surtout, d'envisager avec des moyens considérables une implantation commerciale aux Etats-Unis. Une boutique expérimentale va s'ouvrir à New York, une vingtaine d'autres pourraient suivre. De quoi améliorer encore un score à l'export qui fait, déjà, rêver : 40 % du chiffre d'affaires.

Mais cette spectaculaire introduction permet aussi de mesurer la bonne santé de la place financière de Lyon qui reste, indiscutablement, la première des places régionales. Après Stéphane Kelian, la Bourse a accueilli par la suite la Société touristique du Mont-Blanc, ECCO Travail temporaire et la Société française de signalisation, ce qui porte à seize le nombre des valeurs cotées sur le second marché, cette « invention géniale » au dire de M. Roger Michaux, syndic délégué des agents de change lyonnais, en attendant la prochaine arrivée des futures Bines.

Depuis deux ans, les entreprises qui ont adopté cette formule ont vu le cours de leurs actions monter d'une façon très spectaculaire. Au chapitre des records, à souligner les succès de Bourgeois (optique à Morbier, dans le Jura) avec... plus de 280 % entre le cours d'émission et le cours actuel, moins d'un an après son introduction. Celui de Smoby (jouets) avec plus de 240 % et, bien sûr, celui, hautement symbolique, de Salomon (fixation de skis), qui, après ses résultats très flatteurs sur le second marché,

poursuit depuis la fin de 1984 une carrière intéressante, pour elle-même et pour ses actionnaires, sur le marché à règlement mensuel. A propos de cette dernière société, l'activité très soutenue sur ses titres l'année dernière a provoqué un « effet d'optique » déformant. Cette année-là, le second marché lyonnais représentait... un quart de son équivalent parisien. Une proportion revenue à un niveau plus conforme à la réalité des marchés financiers avec, aujourd'hui, une part de 7 % de ce même secteur.

Car le chemin à parcourir pour rattraper une partie du retard accumulé depuis des lustres par les « provinciaux » est immense. Avec son volume de 11,65 milliards de francs, la Bourse de Lyon ne réalise que 2 % du volume de transactions annuel parisien avec un rapport actions-obligations de 13 % contre près de 19 % à Paris. Mais la progression lyonnaise n'en reste pas moins spectaculaire : le volume des transactions a été multiplié par... 100 depuis 1974, et la progression semble irréversible : les six premiers mois de l'année sont en avance de 90 % environ sur les mois comparables de 1984. Peut-on assurer pour autant que c'est la région qui est, seule, à la base de ce renouveau ? « Non », répond prudemment M. Régis de Lagrevol, secrétaire général, parce qu'il est difficile de connaître l'origine géographique des ordres. Un ordre lyonnais peut fort bien transiter par le siège parisien d'une banque. « Il estime cependant que le marché obligataire est devenu pour 80 % par des « non-lyonnais ». Une donnée qui ramène à de justes proportions le marché financier régional mais

qui a son côté positif : les valeurs lyonnaises intéressent les acteurs nationaux et internationaux.

Historiquement, la place boursière de Lyon doit beaucoup à quelques hommes - comme M. Gilles Brac de la Perrière, l'ancien président de la Lyonnaise de banque, - à des décisions de politique financière de grands groupes : Siparex, ou la cotation des emprunts de la Caisse nationale du Rhône (CNR) et du Crédit lyonnais ; à des banques régionales ou nationales qui conseillent de plus en plus l'ouverture des capitaux de leurs entreprises clientes ; à des industriels téméraires qui ont fondé leur développement sur la Bourse. C'est le cas de Majorette, dont les cours sont actuellement au plus bas, mais dont le président, M. Emile Viron, imprudemment lancé dans la bataille politique, doit se voir reconnaître un indiscutable rôle de pionnier.

La dernière nouveauté lyonnaise ne relève pas de la technique boursière mais bien du domaine des mœurs sociales... En effet, depuis le 12 juin à Paris, un « une » agent de change a été consacré par ses pairs avant de prendre, dès le lendemain, ses carnets d'ordres à Lyon. M<sup>me</sup> Sylvie Girardet est la première femme agent de change (*Le Monde* du 17 juin). L'interdit, levé sur le plan réglementaire depuis 1968, n'avait pas été suivi d'une promotion féminine dans cette corporation fermée. L'achat d'une charge a dû décourager plus d'une postulante. M<sup>me</sup> Girardet est, il est vrai, la fille d'un agent parmi les plus actifs de la place de Lyon dont il est le doyen.

CLAUDE RÉGENT.

**IFAM**  
**INSTITUT FRANCO-AMERICAIN DE MANAGEMENT**  
HARTFORD UNIVERSITY  
NORTHEASTERN UNIVERSITY  
**une grande école internationale**

- Créé et développé en association avec des universités américaines réputées Hartford U. (Conn.), Northeastern U., Boston (Mass.).
- 3 ans de formation supérieure à la gestion (2 ans à Paris, 1 an aux Etats-Unis).
- 2 diplômes : diplôme IFAM, Bachelor of Science in Business Administration.
- 4<sup>e</sup> année : obtention du diplôme MBA, Master in Business Administration.

admission : Baccalauréat exigé + épreuves orales  
admission parallèle en 2<sup>e</sup> année (DEUG, DUT...)

Renseignements : IFAM, 19, rue Cépé, 75015 Paris. Tél : 734-38-22  
Etablissement International d'Enseignement Supérieur Privé

Nom : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_  
Nac : \_\_\_\_\_ 1<sup>er</sup> langue : \_\_\_\_\_  
Adresse : \_\_\_\_\_ Tél : \_\_\_\_\_







# La chronique de Paul Fabra

les prix  
icoles

## Désinflation et pétrole

Il y a moins de cinq ans, à Wall Street, les agents d'une firme d'investissements offraient, sur un ton quasi confidentiel, à des clients très sur le volet — ceux auxquels on veut tout particulièrement du bien — un placement à la fois sûr et prometteur, deux qualités qui vont rarement ensemble.

Il s'agissait d'un emprunt mexicain libellé comme il se doit en pesos et indexé sur le prix du pétrole. Ce prix venait alors d'être porté en l'espace de quelques mois de 13 dollars à 34 dollars, le baril par la volonté de l'OPEP, qui faisait la loi sur le marché et dont les décisions profitaient à tous les pays producteurs, y compris ceux, tel le Mexique, qui n'adhéraient pas à cette organisation.

Pas un seul expert travaillant pour une société privée ou pour une grande institution internationale (FMI, OCDE, etc.) ne doutait à cette époque que cette hausse qu'on avait qualifiée de « second choc pétrolier » ne s'inscrivait dans un inéluctable mouvement de réévaluation. Les plus prudents d'entre eux « prévoyaient » que, dans le meilleur des cas, le prix de l'or noir s'élèverait progressivement, en dollars, « constants », jusqu'à 40 dollars d'ici à la fin de 1980. Leurs prévisions n'étaient pas erronées. C'est en se fiant à elles que les industries impliquées dans la recherche et l'exploitation des hydrocarbures ont à l'époque fixé leurs programmes d'investissements et que les financiers, sur toutes les places boursières du monde, conseillaient les épargnants.

Les plus confiants et aussi les plus intéressés dans la poursuite du jeu étaient les banques. C'était, parmi elles, à qui consentait le plus de crédits à tout ce qui, de près ou de loin, était lié à la production du pétrole. Le risque leur paraissait inexistant, les gains étaient énormes.

Ces créances mirifiques gagées sur le produit naguère considéré comme la richesse par excellence pesaient aujourd'hui lourdement sur maints bilans bancaires, notamment aux Etats-Unis et au Canada où les industries pétrolières nationales sont importantes. Plus d'un banquier a suivi avec anxiété la réunion ministérielle que l'OPEP vient de tenir à Vienne, redoutant que le débordement du cartel effleure — sa part de marché a été ramenée de 53 % à 30 % de

puis 1981 et sa production a pendant cette période diminué de 45 % — ne précipite la baisse des prix. Beaucoup d'investissements, dont le remboursement est péniblement en cours, cesseraient dans ce cas d'être rentables. Une nouvelle vague de faillites mettrait à son tour en difficulté les établissements prêteurs selon un processus hélas devenu familier (il n'y a pas longtemps qu'on disait que la déflation n'existait plus !).

Ce n'est pas uniquement au prestige sans pareil dont jouissait le pétrole que l'emprunt auquel il a été fait illusion devait son attrait. Le peso mexicain était aussi une monnaie fort appréciée pour sa stabilité, qui contrastait avec la faiblesse traditionnelle de presque toutes les autres devises latino-américaines (à l'exception du bolivar vénézuélien) et pour son pouvoir d'achat. La politique du président José Lopez Portillo (auquel a succédé Miguel de La Madrid) était de maintenir le cours du peso à un niveau élevé afin de mieux combattre les pressions inflationnistes que ses largesses budgétaires ne manquaient pas de susciter.

COMME il n'existait pas de contrôle des changes, les Mexicains, sans doute parce qu'ils ne faisaient que distraire la presse internationale, qui continuait à vanter le boom impressionnant de l'économie de leur pays, exportaient leurs capitaux à l'étranger : une hémarre restée longtemps invisible parce qu'elle était contrebalancée par les emprunts incessants auprès des banques internationales. « La seule chose qui était bon marché chez nous, c'était le dollar (au taux de 12 pesos pour un dollar), c'était donc le dollar qui était acheté », disait donc un peu plus tard un grand et jeune fonctionnaire de l'administration mexicaine, Angel Guirra, ancien élève de l'université de Louvain, devenu, après août 1982 (date du moratoire mexicain), avec le ministre des finances, Jesus Silva Herzog, le principal négociateur de réajustement de la dette. Depuis lors, la monnaie mexicaine s'est dévalorisée à vive allure et le cours du dollar s'établit aujourd'hui à 247 pesos. Mais une toute petite fraction des 35 milliards

de dollars qui ont quitté le pays entre 1979 et 1982 sont revenus.

C'est donc sur une double erreur d'appréciation qu'était fondé l'attrait des titres mexicains. Rétrospectivement, le Fonds monétaire a reconnu qu'il s'était lourdement trompé en recommandant aux pays latino-américains qui paraissaient en bonne voie d'industrialisation (comme la Mexique, le Chili, l'Argentine) de surévaluer leurs monnaies. Il commet aujourd'hui l'erreur inverse, qui consiste à encourager la sous-évaluation ; mais n'aurait-on pas ici dans cette discussion.

DE nouvelles illusions risquent de naître si, placés comme on l'est aujourd'hui devant la perspective d'un nouvel affaiblissement, peut-être rapide et de grande ampleur, du prix du pétrole, on essaie d'en mesurer les conséquences en reprenant, en quelque sorte à l'envers, les arguments utilisés — avec une insistance suspecte — pour expliquer les effets de la hausse. C'est ainsi que l'hédomadaire britannique *The Economist*, en prenant quelques précautions — il est vrai, croit pouvoir annoncer — *Business Week* a été déjà livré à ce genre d'exercice — qu'une baisse du prix du pétrole devrait provoquer une baisse de l'inflation (1 % de baisse des prix pour une diminution de 20 % du coût du pétrole selon nos auteurs), une détente sur les taux d'intérêt et, par-dessus le marché, une accélération de la croissance dans les pays importateurs.

Il serait probablement plus juste de soutenir que ce sont les puissantes forces déflationnistes qui s'exercent sur l'économie mondiale qui poussent les cours des hydrocarbures, comme des autres matières premières, à la baisse, de même que le premier et le deuxième choc pétrolier ont été des effets, et non pas des causes de l'inflation. Vaine querelle, dira-t-on, qui rappelle les discussions sur l'œuf et la poule. Cependant les fautes de diagnostic, dont découlent les thérapeutiques inappropriées, viennent très souvent d'un renversement injustifié de la chaîne causale.

Si la crise de l'endettement des pays en voie de développement (dont beaucoup ont cessé de se développer) a pris l'ampleur et revêt la gra-

de l'économie internationale. Cette opération dénommée de « recyclage » a valu aux banques qui en ont extraordinairement profité les louanges publiques du FMI jusqu'en 1981.

La théorie du recyclage reposait sur une contre-vérité qu'on retrouve dans maints raisonnements économiques : l'idée qu'une balance des paiements est rigide. Il peut se passer tout entier, et encore plus rapidement, ce qui se passe à l'échelle d'un ménage ou d'une entreprise. Si la coût d'un produit indispensable vient à fortement augmenter, on commence par en limiter l'usage au strict nécessaire (programme dit de « conservation » de l'énergie), et, si cela prend du temps, on essaye par tous les moyens d'accroître les recettes. Deux pays aussi différenciés que l'Allemagne fédérale et Taiwan (dont le niveau de vie a été multiplié par trois depuis 1970) sont parvenus à la faveur d'un rigoureux programme de réajustement à rééquilibrer leurs balances des paiements respectives dès la première année qui a suivi le premier choc pétrolier. Si la RFA s'en est beaucoup moins bien sortie après la seconde, c'est que, entre-temps, l'état de ses finances publiques s'était beaucoup détérioré et que, en 1978, au sommet de Bonn, Helmut Schmidt s'était laissé imposer de l'extérieur une politique de relance des plus intempestives.

Dans un exposé récent, fait en privé, l'actuel directeur général du Fonds monétaire, Jacques de Larosière, devait dire que, pour s'endetter, il faut être deux. On ne saurait mieux exprimer cette vérité qu'il n'y a pas de fatalité du déficit, et encore moins de permanence structurelle du déficit. Plus de prêteur, disparue l'encre rouge.

Le niveau élevé du dollar n'est pas étranger à la faiblesse des cours des matières premières, dont le pétrole est un cas particulier. Les pays débiteurs, parmi lesquels on compte beaucoup de pays producteurs d'hydrocarbures, doivent vendre coûte que coûte leurs productions respectives pour se procurer les liquidités dont ils ont besoin. Il ne faut pas confondre ce phénomène typiquement déflationniste avec une stabilisation véritable des prix, même si elle favorise les politiques de « désinflation » en cours dans de nombreux pays.

moins favorisés fiscalement. La terre cannibalisme a même été prononcé.

Laissant de côté le domaine corporatif et politique, nous voyons l'extension se poursuivre, en dépit du choc en retour du prix de la terre, en francs constants, depuis 1978. Près d'un tiers sur trois en France serait le fait du Crédit agricole, alors que les cultivateurs ne représentent que 7 à 8 % de la population active.

La sortie hors du village ayant été suivie d'une échappée dans le reste du monde, des succursales ont été ouvertes à Chicago, puis à New-York, Londres, Milan. L'oscar AAA a été attribué par l'agence américaine Standard and Powers. Des comparaisons, certes hardies, ont été faites, par certains, au Suez, échappé lui aussi de son berceau.

Bien au fait, surtout sur le plan juridique, l'ouvrage eût gagné à quelques larges vues économiques, par exemple, sur les gains réalisés, en valeur réelle, par les cultivateurs pendant la période où le taux d'intérêt des prêts était largement inférieur à la hausse des prix agricoles ou non.

Une bonne réussite de plus, pour cette intéressante collection.

Éditions La Découverte. Collection - Repères - Paris 1985. 18 cm, 124 p., 31 F.

**DENIS CLAIR LAMBERT**

*Lexique d'économie et de santé*

Jedie presque limitée au secteur familial et aux institutions d'assistance, l'économie de la santé est devenue un secteur national important, en même temps qu'une branche de la science économique. Celle-ci est précisément enseignée à Lyon, par l'auteur.

Sa qualité d'économiste se retrouve, d'ailleurs, dans le choix des mots et leur définition, d'où quelques déviations. C'est ainsi que nous trouvons des expressions, peu courantes en médecine, telles que l'efficacité marginale du capital ou la matrice de Léontief. Par contre, de sérieuses lacunes s'observent dans l'autre domaine ; c'est ainsi que ne figurent pas dans la liste les mots *gériatrie*, *gériatrie*, *gériatrie*, *retraites*, non plus que *espérance de vie*, *taux de reproduction*, *létalité*, *quotient de mortalité*, etc.

C'est toujours un problème, pour le lexicographe, de savoir s'il doit corriger les abus ou imperfections de langage ou bien s'il leur donne une sorte de consécration officielle. Non seulement c'est la seconde solution qui est ici le plus souvent choisie (indicateur au lieu de *indice*, *interruption de grossesse*, alors qu'il s'agit d'un *arrêt*, etc.) Quant à *fortrait médical* (sic) il nous paraît relever de la langue anglaise plus que des formes françaises.

Du reste, l'influence américaine se constate, non seulement à la traduction de tous les mots en anglais, mais à des insertions directes inattendues, telles que HMC : *Health Maintenance Centers* ou encore *medicare*, *medicaid*, législation propre aux Etats-Unis.

Rendant hommage à ce travail important, peut-être rédigé assez rapidement, nous souhaitons qu'une nouvelle édition tienne compte des nombreuses lacunes ou inexactitudes.

Économica. Paris 1985, 24 cm, 125 p., 65 F.

## Notes de lecture

par Alfred Sauvy

**PIERRE de CALAN**

*Inacceptable chômage.*

Préface de Michel Albert.

Inacceptable ! Cet adjectif a périodiquement un caractère novateur, sinon révolutionnaire, tant le fléau du chômage est, sinon accepté, du moins préféré aux remèdes efficaces, fatalement désagréables, de quelque façon.

Cette acceptabilité, cette tolérance, sont, fait observer le préfaceur, devenues le fait de la droite modérée. Est toutefois oubliée, dans l'évocation des pays sans chômage, la Suisse, selon une sorte de rite. Si, dans la partie historique, nous relevons sans surprise un jugement favorable (il ne s'agit bien sûr que de chômage) tant sur la rôle de Hitler que sur l'effet du New Deal, c'est que, dans les deux cas, la rumeur bien dirigée a été cristallisée en histoire. Plus significative eût été l'explication du plein-emploi en France, en 1929.

Quant au rôle défavorable attribué, de façon plus classique encore, au nombre de personnes « à casser », il dérive non seulement d'un antichristisme sommaire, mais du bien regrettable globalisme de Keynes, obstacle fondamental à toute solution efficace. Est bien rappelee toutefois la distinction classique, élémentaire, entre chômage structurel et frictionnel.

Pénétration et ouvrage : est bien mise en lumière l'action favorable (à l'échelle macroéconomique, bien entendu) et si mal connue, du progrès technique sur le nombre des emplois. Dans les deux cas, cependant, il faudrait aller plus loin et plus profond.

Heureuse aubaine : nous avons la chance, si rare, de trouver le mot et la notion de besoin ; des prévisions auraient été, cependant, d'autant plus fécondes que l'auteur ne semble que partiellement d'accord, là-dessus, avec les besoins ne sont satisfaits dans aucune classe de la société, ni dans aucun service public.

Tout s'inscrit bien ici dans la ligne d'efficacité, mais un modèle eût été bien utile pour juger le rôle, si mal connu, de la réduction de la durée du travail, antichristisme encore, et des plus dangereux. D'ailleurs, selon un phénomène bien classique, la notion de goût ou même simplement de réponse de l'offre est, même à l'INSEE, sinon oubliée, du moins sous-estimée.

Fort bien venues les cinq prescriptions énoncées pour prévenir le chômage. Critiquer ou changer un

régime ou un moteur est toujours possible, mais, dans les deux cas, on ne peut commander à un mécanisme qu'en lui obéissant, ou du moins qu'en tenant compte de ses qualités et de ses aptitudes.

Venant d'un homme éminent, du monde de l'entreprise, membre de l'Institut Impérial d'un souci social, cet ouvrage mérite une large diffusion parmi les spécialistes, comme parmi les profanes.

★ Denoel, Paris 1983, 22 cm, 224 pages, 74 F.

**GEORGE GILDER**

*L'Esprit d'entreprise.*

Alors que, dans son fameux *Richesse et pauvreté*, paru peu après la première élection de R. Reagan et largement diffusé par la Maison Blanche, l'auteur abordait largement le problème social, il concentre ici son attention sur les mérites de l'esprit d'entreprise. Nombreux sont les exemples spectaculaires donnés à l'appui (bien loin des vertus de A. Boucicaut ou des ramasseurs d'épingles) particulièrement celui de Wayne, le jeune aux pieds plats, glorieux « chasseur de créneaux » ou encore celui de l'entreprise qui avait multiplié sa productivité par... 1 million.

Dans l'impossibilité de se limiter à vanter les vertus du « pur sang de l'esprit d'entreprise » et à accabler le diplomate des anti-entreprises, il faut bien en venir au régime économique et ouvrir les hostilités contre l'Etat, payé comme l'ennemi de si bonnes intentions et, en particulier contre les protections fiscales. La critique des taxes élevées est loin d'être inédite, mais il est précisé, aussi, qu'il s'agit d'un climat d'effort et de dynamisme, aux dépens même des individus. En surcroît d'infortune, l'évasion fiscale exerce beaucoup de mal.

De même que Knack, si mal compris, visait la triomphe, non des médecins, mais de la médecine, l'auteur en vient non, certes, à oublier le profit, mais à exalter une sorte de religion de l'entreprise.

« Si vous donnez votre chemise, vous n'avez plus de chemise, mais si vous donnez une idée, vous êtes deux à avoir l'idée. » Encore faut-il qu'elle soit bonne et, en particulier, favorable à une large diffusion de chemises.

Plus de règles, de conseils, ici, que des chiffres : il est cependant précisé que l'impôt optimal (sur le revenu sans doute) ne doit pas dépasser 25 à 30 %. R. Reagan va d'ailleurs aujourd'hui dans cette direction, sans espoir, semble-t-il, d'attendre cet objectif.

Les économistes libéraux ne sont guère épargnés (ne parlons pas de Galbraith), leurs illusions se trouvent déjà, est-il dit, chez Adam Smith. En revanche, les éloges ne sont pas ménagés au Japonais Ikeda, initiateur d'une politique de l'offre, bien antérieure à Laffar.

★ Fayard, Paris, 1985, 23,5 cm, 390 pages, 95 F.

**XAVIER RICHET**

*Le Modèle hongrois.*

*Marché et plan en économie socialiste.*

De plus en plus déformé de son sens primitif, le terme modèle désigne ici un système économique,

sans jugement de valeur a priori. Cette économie est, sinon la plus efficace, du moins la plus digne d'intérêt parmi les économies planifiées, du fait du recours plus large au hasard, disons au marché. Expérience.

A l'origine, un projet de rapport au Commissariat du plan. La recherche a été conduite dans le cadre du Centre d'économie des pays socialistes et a trouvé, sur place, un accueil très favorable.

Un rappel historique de la planification, depuis 1950, est suivi de la description du réseau, de lois et de règlements. Si le fond est bien exploré, en revanche, la forme laisse quelque peu à désirer. Aucun effort de clarté, ni même d'expression, insuffisance de tableaux et de diagrammes.

Cette économie souffre d'un manque de main-d'œuvre, mais dispose d'importantes « réserves de productivité ». En tout état de cause, est-il précisé, c'est la subvention qui crée la crédibilité.

Comme en toute économie planifiée, le rôle des prix, particulièrement subtil, est loin d'avoir livré tous ses secrets.

La seconde économie, comprend les diverses activités hors plan, parmi lesquelles la « noire », encore que, comme la vertu, la clandestinité a ses degrés. Bien en vue ici, le rôle du logement (location et construction), mais sans doute, vu-il mieux, pour le lecteur curieux, se reporter au fameux : « Faites-la vous-même ! ».

Quelques chiffres significatifs, cependant, sur le durée du travail chez les « inactifs » : quatre heures et demie par jour en moyenne, chez les retraités, comme chez les femmes sans profession, trois heures supplémentaires chez les travailleurs du secteur d'Etat.

★ Presses Universitaires de Lyon, 1985, 24 cm, 297 pages, 110 F.

**ANDRÉ GUESLIN**

*Le Crédit agricole*

Une immense question, bien imparfaitement connue, non seulement du fait des insuffisances qualitatives de l'information économique (de même qu'on ne prête qu'aux riches, on n'informe que les initiés), mais en raison des mouvements, en sens contraire, observés dans le secteur agricole : de plus en plus de produits, de moins en moins d'hommes, retard socio-politique traditionnel, en voie, semble-t-il, de résorption.

Le maître-assistant de Nancy nous propose un agréable voyage dans le temps et dans l'espace : l'histoire nous reporte au temps « héroïque » de Méline : « La Terre ne donne qu'à ceux qui lui prêtent », mais combien reste-t-il de Français à se souvenir des efforts du cultivateur endetté d'avant 1914, proie des usuriers ?

Office public en 1920, la Caisse nationale de crédit agricole est devenue établissement public, en 1978. Entre-temps, quelques jalons sur la route, notamment en 1936, l'Office national du blé, qui deviendra l'ONIC.

Comme tant de cultivateurs, le Crédit agricole est, lui aussi, sorti de son village, pour gagner la ville et même l'étranger, s'attirant du coup, des reproches, tant de la Cour des comptes que de milieux bancaires,



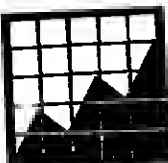
REPRODUCTION INTERDITE

	La ligne	La ligne TTC
OFFRES D'EMPLOIS	104,00	123,34
DEMANDES D'EMPLOI	31,00	36,76
IMMOBILIER	69,00	81,83
AUTOMOBILES	69,00	81,83
AGENDA	204,00	241,84

## ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne TTC
ANNONCES ENCADREES	59,00	69,87
OFFRES D'EMPLOIS	17,00	20,16
DEMANDES D'EMPLOI	45,00	53,37
IMMOBILIER	45,00	53,37
AUTOMOBILES	45,00	53,37
AGENDA	45,00	53,37

\* Dégressifs selon surface ou nombre de parutions.



## DIRECTIONS . DIRECTIONS . DIRECTIONS

Fonctions Nationales et Internationales

### Directeur des ventes / France d'un quotidien national

260 000+

Rattaché au Directeur de la Diffusion, et en collaboration étroite avec le marketing la rédaction et l'imprimerie, nous vous confierons le management du réseau national de nos ventes. Homme d'organisation et de prévision, vous définirez les objectifs et assurerez le réglage des ventes. Homme d'animation, vous formerez, stimulerez et contrôlerez l'action des commerciaux sur le terrain. Hommes de promotion, vous suscitez et animez les actions promotionnelles et exploiterez sur le terrain les événements rédactionnels. Homme de gestion, vous élaborerez les budgets, les gèrerez et les contrôlerez. Pour ce poste basé à Paris, nous souhaitons rencontrer des professionnels de la diffusion d'un quotidien et de l'animation des hommes. De formation commerciale ou de gestion (BAC + 2 ou 3), le talent de l'animation commerciale, le sens de l'organisation, une grande disponibilité et l'esprit d'équipe, autant d'atouts que nous exigeons. Bernard Julhiet Psycom vous assure étude sérieuse de votre dossier (lettre, CV, photo), réponse et discrétion. Merci d'écrire sous réf. 714/1 M, 24 rue Eugène Flachat - 75017 Paris.

**Bernard Julhiet Psycom**

Membre de Syntec

Contact-téléphone  
(1) 261 82 81

Au sein d'un groupe solide (2.300 personnes - C.A. 1,1 milliard)

### PATRON DE P.M.E.

(100 personnes - C.A. 60 millions) sur 7 départements de Paris à Poitiers et de Tours à Bourges.

C'est à un véritable chef d'entreprise que nous voulons confier ce centre de profit performant. Pour mieux servir nos clients et responsables de commerce, de travaux et de gestion, sont de bons professionnels. Vos collaborateurs directs : responsables de commerce, de travaux et de gestion, sont de bons professionnels. Vos collaborateurs directs : responsables de commerce, de travaux et de gestion, sont de bons professionnels. Capable d'une forte autonomie et de vous imposer dans un milieu professionnel exigeant, vous êtes un meneur d'hommes qui savez animer et communiquer. Si une personnalité forte est déterminante pour réussir dans ce poste, une formation supérieure (commerce, gestion ou ingénierie) et une expérience de direction d'un centre de profit sont indispensables. Voture de fonction et salaire élevé pour candidat de qualité. Pour information complémentaire, appelez "Contact-téléphone" au (1) 261.82.81 de 8 h 30 à 18 h 30 jusqu'au vendredi 12 et de 10 h à 13 h le samedi 13, ou adressez votre dossier (lettre, C.V., photo et prétentions) à Isabelle La Garsmeur qui traitera très confidentiellement votre candidature - Groupe BRUNO PETIT - B.P. 33 - 92190 MEUDON. Si vous êtes ou partez en vacances, faites-le nous savoir, nous en tiendrons compte pour notre entretien éventuel.

GROUPE  
**Bruno-Petit**

### DIRECTEUR FINANCIER ET COMPTABLE

Chargé(e) de l'animation et de la coordination d'une équipe d'une vingtaine de personnes, le (la) titulaire du poste aura, notamment, à superviser :  
- l'ensemble de la production comptable et budgétaire selon les règles et procédures établies (mise en forme et suivi des budgets ; information et assistance auprès des différentes Directions en matière de prévisions et de réalisations de ces budgets) ;  
- la gestion de la trésorerie et les mesures capables d'optimiser son rendement financier ;  
- le suivi des questions juridiques, en particulier la conclusion des contrats, ce qui implique une réelle compétence en matière de droit administratif.

La diversité et la complexité du poste exigent des compétences techniques prouvées mais, également, une grande capacité d'analyse et d'ouverture aux problèmes posés ainsi qu'une solide culture économique générale. Des qualités d'initiative et d'encadrement d'une équipe compétente sont nécessaires. La formation initiale pourrait être du type Ecole Supérieure de Commerce confortée par un D.E.C.S. En outre, une expérience similaire à celle du poste proposé, d'environ dix ans, sera un complément apprécié. POSTE BASÉ À LYON. Nous vous remercions d'adresser lettre manuscrite + C.V. + prétentions, sous référence 28338 M, à HAVAS-CONTACT, 11, rue du Président-Carnot, 69002 LYON, qui transmettra.

### Directeurs commerciaux tournez la page, entrez dans la presse

370 000+

Vous n'y avez jamais pensé. Mais à bien y réfléchir, un journal c'est un produit grand public, à consommation répétitive, distribué dans des milliers de points de vente, vendu par correspondance. En plus, un journal, ce n'est jamais le même produit, il a un contenu informatif et culturel, il influence l'opinion, il irrigue la vie civique et politique du pays, c'est un produit passionnant car à la fois quotidien et unique. Rattaché à la Direction Générale, vous participerez à la politique commerciale, en liaison étroite avec la Direction du Marketing, vous coordonnerez et stimulerez les ventes France et Etranger ainsi que les abonnements. Gestionnaire, vous définirez et contrôlerez les objectifs de vente et grâce à l'outil informatique, optimiserez la diffusion. Animateur vous dirigerez l'action d'une trentaine de collaborateurs. Pour ce poste, basé à Paris, nous souhaitons rencontrer des professionnels de la Direction Commerciale, possédant une expérience réussie d'une dizaine d'années dans la vente de produit ou service grand public et l'animation d'équipes opérationnelles. De formation commerciale supérieure, nous leur demanderons de nous convaincre de leur talent de leader et d'homme de développement. Et si en plus vous connaissez la presse et sa diffusion, venez tournez la page avec nous. Bernard Julhiet Psycom vous assure étude sérieuse de votre dossier (lettre, CV, photo), réponse et discrétion. Merci d'écrire sous réf. 713/1 M, 24 rue Eugène Flachat - 75017 Paris.

**Bernard Julhiet Psycom**

Membre de Syntec

### directeur d'usine améliorez qualité et productivité !

Nous sommes leader en France dans notre secteur d'activité et avons plusieurs centres de production. Agé de plus de 30 ans vous avez une formation d'ingénieur et une solide expérience du milieu de la Production. Prenez la direction d'une de nos usines (70 personnes) qui est déjà bien équipée (commande numérique, laser, CFAOL) et produisant en petites séries en 4 unités. Vous devrez diriger le P.D.G. et serez responsable d'améliorer la rentabilité et la qualité dans votre unité. Si vous désirez rejoindre notre équipe adressez votre dossier de candidature, sous réf. 799.21 à notre Conseil.

**ONOMA** 26 rue de Béri - 75008 Paris

Recherches  
**DIRECTEUR**

Pour magasin haute joaillerie avec succursale à l'étranger. Très sérieuse et réfléchie exigée. C.V. manuscrit et prétentions à sous n° 309.611 M 7, r. de Montcaury, 75007 Paris.

### Pour un professionnel de la vente de produits métallurgiques

La société est spécialisée dans la fabrication de produits 1/2 finis non ferreux, destinés à des secteurs d'activités très diversifiés. D'origine allemande, c'est l'une de plus importantes et des plus réputées sur son marché : son CA est de plus de 500 millions de francs, avec plus de 1 000 collaborateurs. Dans le cadre de son expansion, elle souhaite développer la structure existante en FRANCE, et lui donner une plus grande autonomie. Pour cette raison, elle recherche son

### GERANT DE FILIALE/FRANCE

350 000 +  
Il aura pour mission principale de développer les ventes sur un marché très réceptif à la qualité des produits présentés par la société. Il prendra la responsabilité de la petite équipe actuelle, déterminera et mettra en place les actions de Marketing et de vente nécessaires, sera responsable de ses objectifs et de leur réalisation. Cette proposition s'adresse à un négociateur de haut niveau, de formation supérieure (ingénieur ou grande école commerciale), ayant une bonne expérience de la commercialisation de produits métallurgiques, dans une société importante. Il a évidemment une bonne pratique de la langue allemande, et sera basé à PARIS. Merci d'écrire sous réf. 5072 avec CV, photo et salaire actuel, aux consultants de CINOREN, qui garantiront la confidentialité des candidatures.

**CINOREN**

69 rue La Fayette  
75009 Paris



### emploi international

(et départements d'Outre Mer)

**COMPAGNIE DES BAUXITES DE GUINÉE**  
Consortium international exploitant une des plus grandes mines en carrière du monde : 200 expatriés, 3.500 nationaux, recherche pour son Centre de KAMSAR

### L'INGÉNIEUR RESPONSABLE DU PLANNING

(réf. HA 5)

Sous l'autorité de l'ingénieur en Chef des services d'entretien, il assurera la coordination et la planification de l'ensemble des travaux usine et mine. Ingénieur électro-mécanicien confirmé, le candidat devra avoir dirigé des services pluridisciplinaires d'ingénierie et d'entretien dans l'industrie lourde ou minière. Il aura en outre l'expérience informatique des plannings. La pratique de l'anglais est indispensable.

### UN INGÉNIEUR MÉCANICIEN

(réf. HA 6)

Rattaché au Chef du Service du département, il sera responsable des ateliers chaudronnerie, tuyauterie, ajustage et machines-outils. Il animera une équipe d'une soixantaine de personnes. Ingénieur diplômé, il possèdera une solide expérience de l'exploitation des machines et matériels précités, de la gestion des pièces de rechange et de l'entretien préventif. Il aura une bonne pratique de l'anglais.

Nous proposons  
o une infrastructure et une organisation entièrement modernes autorisant une vie de famille.  
o une rémunération attractive en \$ US ou FF.  
o un logement de fonction meublé à air conditionné.  
o une couverture médicale complète avec l'hôpital ultra-moderne.  
o la scolarité gratuite sur place jusqu'à 13 ans et une aide pour les études hors Afrique.  
Merci d'adresser votre dossier de candidature en précisant la référence du poste choisi à :

**BAILLY CONSEIL**  
128, bd Haussmann  
75008 PARIS



Nous sommes une société qui exerce son activité dans le domaine para-pétrolier dont l'essentiel du chiffre d'affaires est réalisé à l'étranger. Pour l'un de nos chantiers qui se déroule en Inde, nous recherchons notre

### RESPONSABLE ADMINISTRATIF

pour lui confier les missions suivantes :  
- Gestion du personnel.  
- Logistique.  
- Suivi des contrats et relations avec les administrations.  
- Suivi des problèmes de douane et d'assurance.  
- Facturation.  
Ce poste qui est à pourvoir immédiatement, est placé directement sous l'autorité du directeur de site et requiert une expérience confirmée dans ce domaine ainsi que la pratique d'un anglais courant. La durée de la mission est de l'ordre de 2 ans. La résidence se situera dans une grande ville des Indes et le séjour en famille est possible. Envoyer CV + lettre manuscrite + photo sous réf. 4665 à Media-System, 2 rue de la Tour-des-Dames, 75009 Paris, qui transmettra.

### emploi international

### Produits Automatisés

Produits Automatisés est une société spécialisée dans la fabrication de produits automatisés pour l'industrie. Elle recherche des professionnels expérimentés pour ses différents départements.

### PA

PA est une société spécialisée dans la fabrication de produits automatisés pour l'industrie. Elle recherche des professionnels expérimentés pour ses différents départements.

### elf aqu

Le Groupe Elf Aquitaine est une société spécialisée dans la fabrication de produits automatisés pour l'industrie. Elle recherche des professionnels expérimentés pour ses différents départements.

### INGENIEUR AUT

INGENIEUR AUT est une société spécialisée dans la fabrication de produits automatisés pour l'industrie. Elle recherche des professionnels expérimentés pour ses différents départements.

### MERLIN GERIN

MERLIN GERIN est une société spécialisée dans la fabrication de produits automatisés pour l'industrie. Elle recherche des professionnels expérimentés pour ses différents départements.

### responsable

responsable est une société spécialisée dans la fabrication de produits automatisés pour l'industrie. Elle recherche des professionnels expérimentés pour ses différents départements.

### emploi international

emploi international est une société spécialisée dans la fabrication de produits automatisés pour l'industrie. Elle recherche des professionnels expérimentés pour ses différents départements.

### INGENIEUR INFORMAT

INGENIEUR INFORMAT est une société spécialisée dans la fabrication de produits automatisés pour l'industrie. Elle recherche des professionnels expérimentés pour ses différents départements.

هكذا من الأصل



البحر الأبيض المتوسط

REPRODUCTION INTERDITE



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

## Productique Automatismes industriels

Cette entreprise, jeune filiale de grands groupes internationaux, poursuit une expansion rapide qui la positionne déjà au deuxième rang européen. Sa vocation : concevoir, fabriquer et commercialiser du matériel électronique sophistiqué lié à la productique et aux automatismes industriels. Elle recherche :

- **Ingenieurs informaticiens - Sud-Ouest - Rhône-Alpes** - Intégrés dans des équipes de conception et d'étude, ils seront chargés de développer des logiciels sur micro-calculateurs. Ces postes conviennent à des ingénieurs informaticiens ou automaticiens (type Supelec, ENSI, INSA...). Certains seront basés en région Rhône-Alpes, d'autres en Midi-Pyrénées. Réf. A/T 7082M
- **Ingenieurs électroniciens - Rhône-Alpes** - Intégrés dans des équipes de conception et d'étude, ils seront chargés de concevoir des cartes à micro-processeurs, depuis les schémas jusqu'au prototype en pré-série. Ces postes conviennent à des ingénieurs électroniciens (type Supelec, ENSI, INSA), motivés par une fonction à dominante "matériel". Ces postes sont basés en région Rhône-Alpes. Réf. A/T 7083M
- **Ingenieur méthodes-tests - Rhône-Alpes** - Il participera à la définition de la politique de tests de la société. Il concevra des gammes de tests en liaison avec les services technique, qualité et fabrication et assurera leur mise en place en atelier. Ce poste convient à un jeune ingénieur électronicien maîtrisant bien la programmation de micro-processeurs. Ce poste est basé en région Rhône-Alpes. Réf. A/T 7084M

Intégrés dans une structure jeune et en pleine croissance, les candidats retenus auront à leur disposition les moyens de développement les plus sophistiqués et une formation continue du plus haut niveau pour les aider à accroître leur potentiel personnel. Pour ces postes, écrire en précisant la référence choisie.



71 bis, allées Jean-Jaurès - 31000 TOULOUSE - Tél. (61) 63.70.63

Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse



## elf aquitaine

Le Groupe Elf Aquitaine  
recherche

### INGENIEUR AUTOMATICIEN EXPERIMENTE

dans le cadre de l'automatisation de ses installations de production.

Il participera, en liaison avec les futurs utilisateurs à la **CONCEPTION D'ARCHITECTURES D'AUTOMATISMES INDUSTRIELS** mettant en œuvre des systèmes de contrôle numériques, réseaux, télétransmissions. Il sera responsable du suivi de leur réalisation de l'étude à la mise en service.

- Expérience 5 ans en automatisation des processus industriels continus.
- Formation SUPELEC, ENSA, ENSEIHT.
- Connaissance de l'anglais, lu, parlé, écrit.
- Aptitudes requises : travail en groupe, sens des relations.
- Affectation à PAU dans un premier temps, puis expatriation.

Envoyer C.V. et prétentions sous N° 13523 à SNEAP - Service Recrutement, 26, avenue des Lias, Bât. Mestressat, 64018 PAU Cedex.

### MERLIN GERIN

Spécialiste mondial des matériels électriques et électroniques de commande et de protection, est l'un des plus importants constructeurs européens pour l'appareillage haute et basse tension et pour les ensembles électriques - clés en main - 18000 personnes - 43 filiales et participations en France et dans le monde - 6 milliards de chiffre d'affaires en 1983 dont 50 % à l'exportation.

Recherche pour l'une de ses filiales située en BRETAGNE

### responsable administratif

Sous la responsabilité du Directeur de la filiale, vous aurez à :

- participer à l'élaboration des plans de direction et des budgets
- assurer la responsabilité et l'animation des services comptabilité (généraliste et analytique, trésorerie, etc...)
- gérer l'administration des ventes (contrats France et export)
- mettre en place les procédures nécessaires à l'organisation administrative de la filiale au moyen de l'outil informatique.

De formation supérieure comptable et de gestion, vous avez une expérience de quelques années en milieu industriel. Anglais souhaité (lu et écrit).

Merci d'adresser votre dossier de candidature avec prétentions au Service du Personnel, MERLIN GERIN BRETAGNE - BP 9 - 35131 CHARTRES DE BRETAGNE.

### Bureau d'études recrute CHARGÉ D'ETUDES TRANSPORTS COLLECTIFS

Envoyer lettre + C.V. à  
ITER, 10, rue Armée  
31000 TOULOUSE

TRÈS IMPORTANTE  
SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE  
LITTORAL MÉDITERRANÉEN

recherche

### UN JEUNE INGÉNIEUR MÉTÉO

pour son département atelier  
mécanique comportant des  
équipements spécialisés lourds  
de très haute technicité.  
Une formation A et M ou équivalente en recherche en génie  
mécanique, et une base d'expérience  
de 3 à 5 ans dans des fonctions  
de caractère similaire est large-  
ment souhaitée.  
Le poste est à pourvoir très  
rapidement.  
Adresser lettre de candidature  
et C.V. à : BAILLY CONSEIL  
128, boulevard Haussmann,  
75008 PARIS.

SYNDICAT AGRICOLE  
cherche

### ANIMATEUR

moins de 30 ans. Connaissance  
du milieu agricole. Formation  
minimum Bac + 2.

Téléphone : (32) 33-57-04.

ORNE - ALENÇON  
Syndicat Mixte  
Formation des Apprenants  
recrute

### ATTACHÉ DE DIRECTION

Concours sur titres.  
Bac + 4 et exp. prof. dans le  
domaine concerné.

Env. C.V. + lettre manuscrite, à :  
C.M.F.A.O.  
Route du Mans,  
61000 ALENÇON.

Société expertises comptables  
CAEN - PARIS recrute comp-  
table niveau IUT - BTS 2 ans  
cabinat ou expérience entre-  
prise. Adresser C.V. à  
AGENCE HAVAS 14000 CAEN  
9542 qu. Transmettra.

LA VILLE D'OUILLINS  
(Rhône)  
recrute

### 1 CHARGÉ D'ETUDES EN AMÉNAGEMENT OU URBANISME

Le recrutement aura lieu par  
CONCOURS SUR TITRES, ou-  
vert :  
- Aux titulaires d'un doctorat  
de 3<sup>e</sup> cycle dans le domaine  
concerné (aménagement ou  
urbanisme).  
- Aux titulaires d'un diplôme  
de 3<sup>e</sup> cycle d'études sup. en  
aménagement ou en urbanis-  
me et d'un diplôme sanction-  
nant au minimum 3 an-  
nées supérieures dans un  
domaine autre que l'aména-  
gement ou l'urbanisme - li-  
vres rapidement.

Env. le plus rapidement possi-  
ble lettre + C.V. à  
M. le Maire B.P. 87  
69923 Oullins Cedex.

### IFREMER

recrute pour son centre de  
NANTES  
département stratégie de déve-  
loppement et d'aménagement

### UN TECHNICIEN

Formation IUT économie. Eco-  
nomie ou économie de ges-  
tion.  
Compétences en micro-  
informatique.  
Quelques années d'expérience  
sont souhaitées.

Adresser C.V. + lettre manuscrite  
seulement, à IFREMER  
Service des personnels  
66, avenue d'Ile  
75116 PARIS.

Station NITA-ORLÉANS recrute

### CHARGÉ DE RECHERCHES

amélioration des arbres forestiers  
en octobre 1985. Sélection,  
génétique quantitative,  
expérimentation en forêt.  
Thèse amélioration des plantes  
ou domaine voisin indis-  
pensable. au (38) 63-02-06, p. 317.

### SUP DE CO + DECS RESPONSABLE GESTION ET COMPTABILITE

Hier fonctionnel, aujourd'hui opérationnel

Membre d'un puissant groupe industriel leader mondial en électronique professionnelle, nous sommes spécialisés dans la conception et la maîtrise d'œuvre de grands systèmes de communication à usage principalement militaire. Diplômé d'une école de commerce, plus DECS, vous avez acquis une solide expérience du contrôle de gestion. Nous vous proposons d'être cette fonction dans un poste très opérationnel. Au sein du Centre de Contrôle (1500 personnes) de nos constructeurs l'ensemble du contrôle de gestion et de la comptabilité. Vous serez chargé d'animer une équipe de 30 personnes. Pour faciliter votre intégration, nous pourrions prendre connaissance de la société en passant quelques temps au siège parisien. Ce poste est un excellent tremplin pour accéder ultérieurement à des responsabilités de DAF. Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet photo et rémunération actuelle, sous référence M23/1306 B à :

**EGOR TECHNOLOGIES**  
Département Informatique  
19, rue de Bern, 75008 Paris  
PARIS LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE  
MILANO PERUGIA ROMA VENEZIA DUISSELDORF LONDON MADRID TORINO

### Equipements Electro-Ménagers FUTUR CHEF D'UNITE

Ouest-Atlantique

Cette entreprise industrielle dynamique et performante de 1800 personnes filiale d'un important Groupe international, est spécialisée dans la conception et la fabrication de produits électro-ménagers de grande série. Dans le cadre d'un mouvement de promotion interne, elle recherche aujourd'hui un Chef de Fabrication capable d'évoluer à court terme. Dans un premier temps rattaché au Chef d'Unité Tâche, il sera chargé de la mise en œuvre d'un effectif de 750 personnes, de la réalisation des programmes de fabrication, en quantité, qualité et délais. Responsable de ses budgets et de ses objectifs, il veillera par ailleurs à l'optimisation permanente des moyens et des coûts de production. Nous souhaitons rencontrer pour ce poste évolutif, un ingénieur diplômé, âgé de 30 ans environ, homme de terrain et personnalité affirmée, pouvant justifier d'une première expérience en fabrication, acquise de préférence en production de grande série (mécanique, automobile, etc.). Le candidat retenu devra être un animateur d'hommes, percevant sa mission en terme de gestion des ressources humaines. La réussite à ce poste ouvre de réelles perspectives d'évolution dans l'entreprise et au sein du Groupe. Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle, sous référence M1/1006 K à :

**EGOR OUEST-ATLANTIQUE**  
15, rue Charles Monsieul - 44000 Nantes  
PARIS LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE  
MILANO PERUGIA ROMA VENEZIA DUISSELDORF LONDON MADRID TORINO

### DEVELOPPEZ VOTRE CARRIERE DANS UN GROUPE INTERNATIONAL

Cette entreprise fait partie d'un puissant groupe international et possède de nombreuses implantations industrielles. Elle recherche pour la France les ingénieurs suivants :

### UN INGENIEUR MECANICIEN

Réf. M5/1350 G  
Répondant à l'ingénieur en Chef du Centre Technique, vous êtes l'expert de la Société en matière de MACHINES TOURNANTES ET ENSEMBLES MECANIQUES. Vous participez aux projets, supervisez ou participez aux choix des solutions techniques des fournisseurs, aux essais, recettes et démarrages. Vous expertisez les équipements en cas d'avarie.

### UN INGENIEUR ENTRETIEN

Réf. M5/1350 H  
Répondant au Chef de Services techniques, vous êtes responsable des opérations de maintenance et travaux neufs d'un secteur d'usine chimique pour la mécanique, chaudronnerie, tuyauterie, et G.C. Vous animez une importante équipe de spécialistes et gérez le budget correspondant aux travaux.

Ingénieur diplômé grande école, 30/35 ans, vous avez une solide expérience, de 5 ans minimum, soit des machines tournantes acquise en ingénierie, usine ou constructeur (R&D) soit d'entretien et travaux neufs en site industriel si possible chimique ou pétrochimique (R&D). Les deux postes situés à LYON offrent une évolution de carrière intéressante. Merci de nous adresser un CV complet photo et rémunération annuelle actuelle, sous réf. choisie à :

**EGOR TECHNOLOGIES**  
Département Industrie -  
19, rue de Bern 75008 Paris  
PARIS LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE  
MILANO PERUGIA ROMA VENEZIA DUISSELDORF LONDON MADRID TORINO

### Chercheur génie biochimique

Centre de Recherches Toulouse  
Labège - ELF BIO RECHERCHES  
FILIALE ELF AQUITAINE ET SANOFI  
spécialisée en biotechnologies, recrute pour son

centre de recherche de TOULOUSE, un chercheur spécialiste en génie biochimique. Dans le cadre de l'Unité Prime-Développement, il sera chargé, en liaison avec l'unité informatique, de la mise en place de l'automatisation et de l'informatisation nécessaires à l'optimisation et à la mise à l'échelle des procédés de fermentation : extraction - purification. La personne que nous recherchons, ingénieur ou docteur en génie biochimique justifiera d'une expérience de quelques années dans le domaine de la fermentation - purification et de l'automatisation et informatisation (temps réel) des procédés biologiques. Ecrire à Michel FABRE en précisant la référence B/T 2019M

**PA**  
71, bis allées Jean-Jaurès - 31000 TOULOUSE - Tél. (61) 63.70.63  
Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

### emplois internationaux (et départements d'Outre-Mer)

IMPORTANTE SOCIÉTÉ  
recherche pour  
Outre-mer

### INGÉNIEUR INFORMATICIEN

Grandes Écoles - option Informatique

Ingénieur-système, vous serez responsable de la mise en œuvre des applications informatiques sur SOLAR 16.65. Si vous êtes âgé de 35/40 ans environ, électronicien de formation, complétée d'une spécialisation confirmée en informatique. Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous réf. 81620, LM à HAVAS CONTACT - 1, place du Palais Royal, 75001 Paris qui transmettra.

P.M.E. 110 PERSONNES C.A. 120 MILLIONS  
RÉGION SOMME, A 15 MN D'AMIENS  
recherche

### RESPONSABLE ADMINISTRATIF et COMPTABLE - 35 ANS ENVIRON -

Titulaire du DECS avec une expérience similaire de 5 ans en entreprise. Rattaché au directeur, il prendra la responsabilité complète de la comptabilité et de l'administration de l'entreprise. La connaissance de l'utilisation de la micro-informatique sera très appréciée.

Merci d'adresser lettre manuscrite, c.v., photo (exigée) et prétentions à :  
RÉGIE-PRESSE sous n° 309 450 M  
7, rue de Montessuy, 75007 Paris.

Nous prions les lecteurs répondant aux « ANNONCES DOMICILIÉES » de vouloir bien indiquer lisiblement sur l'enveloppe le numéro de l'annonce les intéressant et de vérifier l'adresse, selon qu'il s'agit du « Monde Publicité » ou d'une agence.





**emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux**



Assurances - Produits Financiers - Loisirs - Formation -  
Conseils aux Collectivités et Entreprises  
recherche pour chacune de ses délégations régionales :  
**ILE DE FRANCE - PROVENCE - COTE D'AZUR -  
MIDI-PYRENEES - AQUITAINE - NORD-PICARDIE**

**ASSISTANTS MF**

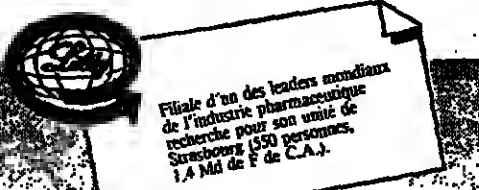
**chargés des relations avec les collectivités locales  
capable de construire un projet social et de le réaliser 'in fine'**

De formation supérieure (+ social, DEFA, ...) les candidats auront : l'expérience d'animation de groupe (adultes), le goût du contact à tous niveaux, l'habitude de s'exprimer en public, le sens des réalisations. Ils seront créatifs et dynamiques. Déplacements fréquents et de courte durée (voiture de service).

Merci d'adresser votre dossier complet, CV, photo, lettre manuscrite, sous la référence 112/M  
GROUPE CRI - Direction du Personnel - 5, avenue du Général de Gaulle - 92800 PUTEAUX

**Vendre de la  
Communication**

Après 5 à 4 années d'études supérieures, vous avez démarré votre carrière professionnelle dans la vente aux entreprises. Vous êtes passionné de marketing, de publicité, de communication... et par cette annonce !  
Vous rêvez de responsabilités et d'autonomie, et pourtant, vous n'avez rien d'un rêveur. Fils d'un grand de la publicité, nous souhaitons implanter une nouvelle agence dans le Nord et nous recherchons son futur patron. Sa mission est de vendre de la communication mais aussi de gérer un centre de profit avec l'aide d'une assistante. Véritable conseil auprès des entreprises, il leur apprend à se faire connaître. Il leur forge leur propre image. Pour cela, il suit la méthodologie que nous concevons lui enseigner.  
Nous recherchons à la fois un vendeur et un homme de réflexion. Sa maîtrise de la langue française est parfaite. Tant à l'oral qu'à l'écrit.  
Nous avons les moyens de nos ambitions : nous envisageons une formation de six mois à Paris, que nous sommes prêts à rembourser sur une base de 13 000 F mensuels. Par la suite, nous suggérons un fixe de 10 000 F et un intéressement à vos résultats.  
Le poste est à pourvoir à LILLE.  
Adresser lettre manuscrite, CV détaillé + photo à notre conseil qui étudie votre candidature en toute discrétion, sous réf. 507261. F.MESSIAN - 41 Rue de Sévres 92100 Boulogne.



**Ingénieur projet MF**

expérience BE qui s'intégrera à la cellule Engineering de l'entreprise pour toute mission d'études relatives à l'extension des locaux, à la production, de l'élaboration du cahier des charges à la réalisation des travaux. (Rif. 7/80)

**Ingénieur process MF**

de formation mécanique et si possible expérimenté méthodes. Affecté à l'une des divisions de l'établissement, il assurera la coordination entre la cellule recherche & développement et la fabrication pour toute amélioration de process. (Rif. 7/80)  
Ces deux postes requièrent une formation supérieure spécialisée et quelques années d'expérience professionnelle réussie dans un contexte industriel technologiquement avancé.  
Nous offrons de réelles perspectives de carrière ainsi qu'une rémunération motivante pour des collaborateurs d'avenir.  
La pratique de l'anglais serait un atout supplémentaire apprécié. Nous vous remercions de faire parvenir votre dossier complet en précisant la référence du poste retenu, à l'attention de M. J. PENNIE qui nous garantira une totale discrétion.  
LILLY FRANCE - Z.I. - 6740 FEGERSHEIM.



**ADJOINT RESPONSABLE  
ATELIER PILOTE**

Chargé d'assurer l'organisation et le suivi des essais chimiques de mise au point de procédés de synthèse organique à l'échelle pilote.  
Candidat recherché : **INGENIEUR CHIMISTE GRANDE ECOLE**  
25 - 35 ans motivé et dynamique, bonnes connaissances de la chimie organique, 2 - 5 ans d'expérience en développement de procédés en chimie fine (laboratoire et/ou atelier pilote).

**RESPONSABLE TRAVAUX NEUFS**

Au sein du Département Technique, chargé des études, des chantiers et de la sous-traitance des travaux dans le cadre du Service Travaux Neufs  
Candidat recherché : **INGENIEUR DIPLOME**  
Bonnes connaissances en génie chimique, 5 - 10 ans d'expérience en chimie fine. La connaissance de l'anglais serait un atout supplémentaire.  
Dans le cadre de l'évolution de carrière au sein du Groupe, affectation à envisager sur d'autres sites en France ou à l'étranger.  
Adresser candidature avec curriculum vitae détaillé (photo et prétentions) au Service du Personnel SAPCHIM - Route de Gop - 04200 SISTERON.

CONTESSE TELEPHONIQUE : UTILISEZ VOTRE MONITEUR (1) 256 5005

Laboratoires FOURNIER DIJON  
recherchent  
pour son département de Développement  
et Enregistrement des produits Grand Public

**CHEF DE PROJET  
PHARMACIEN**

avec 2 ans d'expérience.

Sa mission implique d'avoir pratiqué une ou plusieurs des phases du FERT d'un médicament en particulier et dans l'ordre d'importance :  
• enregistrement et établissement des dossiers pour AMM,  
• études toxico-pharmacologiques,  
• protocole et suivi d'études cliniques.

Envoyer candidature, CV détaillé, photo (retournée)  
Direction du Personnel - 42, rue de Longvic 21300 CHENOVE



leader mondial pour les accumulateurs alcalins, les générateurs spéciaux et les piles à usage industriel.  
Nous recherchons pour **BORDEAUX** un

**CHEF DE PROJET  
INFORMATIQUE DE PRODUCTION**

Vous serez responsable de la mise en place de la gestion de production informatisée sur HP 3000 de nos établissements industriels français

Pour un candidat diplômé de l'enseignement supérieur, maîtrisant l'informatique appliquée à la gestion et expert en traitement de l'information, c'est l'opportunité de mener un projet ambitieux au sein d'une équipe jeune et motivée.

Une expérience de MM/PM est souhaitée sur le plan technique. De nombreux déplacements dans nos établissements sont à prévoir.

Merci d'adresser votre candidature sous références A.23.42 M à SAIT  
Direction des Ressources Humaines - 87, rue de Villiers  
92200 NEUILLY-SUR-SEINE.

**ALSTHOM**

représente  
45 000 personnes  
en France,  
un CA de 24 milliards  
de Francs et  
50 Etablissements.

recherche pour son Etablissement de  
la Région Havraise :

**INGENIEUR ELECTRICIEN  
pour SERVICE EXPORTATION**

Parfaite connaissance de l'anglais exigée  
et, si possible, de l'espagnol.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et  
prét. s/réf. 13472 CONTESSÉ PUBLICITE,  
20, av. de l'Opéra, 75040 Paris cedex 01, q. tr.

**BUREAU NATIONAL  
du COGNAC**

Nous sommes un organisme interprofessionnel ayant la charge de concourir à la défense des intérêts du COGNAC et à sa promotion dans les domaines de la production, de la commercialisation et de la recherche.

Nous créons à COGNAC un poste de

**RESPONSABLE  
DU SYSTEME D'INFORMATION**

Spécialiste de communication, il a pour mission de définir la conception du traitement général de l'information.

Dans ce cadre, et dans l'immédiat, il doit améliorer le fonctionnement global des ressources et activités informatiques.

Responsable de son budget, il participe à la prise des décisions en matière de choix des outils et des méthodes tant en ce qui concerne l'évolution des ressources existantes que pour ce qui est des développements bureautique, télématique et informatique.

Le candidat, d'environ 30 ans, de formation supérieure (ingénieur ou équivalent), est un informaticien de fort potentiel et possède une solide expérience en gestion.

La connaissance de l'IBM 38 est un atout.

Envoyer lettre manuscrite, C.V. + photo + prétentions à :  
J. GRAILLE - Directeur  
BUREAU NATIONAL INTER-PROFESSIONNEL  
DU COGNAC  
B.P. 18 - 16101 COGNAC CEDEX.

**Jeunes  
directeurs d'agence**

généraliste de la fonction, vous assurerez de l'autonomie l'administration, la gestion et, surtout, le développement de votre unité.  
Après avoir assumé des responsabilités confiées impose que vous soyez titulaire d'un diplôme d'enseignement supérieur ou bachelier, et possédez une excellente maîtrise de l'analyse et du sens affirmé de l'organisation et de la négociation.  
Vous aurez l'opportunité de réelles possibilités d'évolution pour un poste à responsabilités dans une entreprise dynamique et innovante.  
Après 4 années environ dans la fonction, vous obtiendrez un diplôme d'enseignement supérieur ou bachelier, nous votre dossier de candidature, sous la référence 507261, en précisant la ville choisie à MEDIA P.A. - 75002 PARIS, qui transmettra.



Premier constructeur Européen  
d'appareillage électrique d'installation

**RECHERCHE**

pour la direction des systèmes d'information  
basée au siège à LIMOGES

utilisant des ordinateurs IBM-308x, 4341/2, 20 x PDP-VAX, 40 x IBM-34-36-38, de nombreux terminaux.

**INGENIEUR SYSTEME MVS**

pour animer une équipe assurant :

- Les différentes évolutions des configurations 308, 4341, PDP, VAX, sous MVS-370, MVS-XA, VM, VM/XA, RSX, VMS.
- Le suivi des installations centrales, RMF, SLR.
- Une participation à l'automatisation de la production OPC.

Envoyer C.V., photo et prétentions à :  
LEGRAND, Direction du Personnel,  
128, avenue du Maréchal-de-Lattre-de-Tassigny,  
87045 LIMOGES Cedex.  
(discrétion assurée).

Société importante de la région lyonnaise, filiale de THOMSON - branche grand public recherche

**INGENIEUR MECANICIEN  
DE DEVELOPPEMENT**

Dépendant du Responsable du Laboratoire de Recherche et Développement des canons électroniques, il participe à la conception et aux étapes de développement des nouveaux produits : "pièces détachées et techniques d'assemblage". En liaison avec l'équipement et l'engineering de fabrication, il sera chargé de la mise en place de ces nouveaux produits et participera à l'amélioration de la qualité.

De formation CENTRALE, ENSAM, ENSMINB... il nous fait part d'une première expérience significative (2 ans minimum) en milieu industriel mécanique, micro-mécanique, métallurgie.

La pratique courante de l'anglais est demandée.  
Merci d'adresser lettre de candidature, C.V. complet, photo et rémunération actuelle sous réf. 15-1417 A. à :

**EGOR RHÔNE-ALPES**  
Tour Crédit Lyonnais - 129, rue Servient  
69431 Lyon Cedex 3.

PARIS LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE  
MILANO PERUGIA ROMA VENEZIA DUISSELDORF LONDON MADRID TOKYO MONTREAL

**SEARLE RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT**

situé à Sophia-Antipolis (06) recherche pour son Unité de Pathologie

**anatomopathologiste**

Le candidat sera Vétérinaire, Médecin ou possèdera un diplôme universitaire équivalent et aura une expérience d'au moins 5 ans (de préférence dans l'industrie pharmaceutique) dans le domaine de l'anatomopathologie vétérinaire. Dans le cadre du département de l'évaluation de l'innocuité du médicament (80 personnes), il sera chargé de la lecture et de l'interprétation des lames histologiques ainsi que de la rédaction des rapports à inclure dans les dossiers de toxicologie. La connaissance de la langue anglaise est indispensable.

Adresser lettre de candidature, C.V., souhaits à M.G. du Parc - Responsable du Personnel - SEARLE - Sophia Antipolis  
B.P. 23 - 06561 VALBONNE Cedex sous réf. M.8.



**Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.**

550 من الأصل



هنا من الامم

REPRODUCTION INTERDITE

... LE MONDE - Mardi 9 juillet 1985 - Page 23

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

## Biens d'équipements électroniques

### AUJOURD'HUI RESPONSABLE DE LA GESTION, DEMAIN GERANT

Cette entreprise internationale, d'origine italienne, fabrique et commercialise (80 % réalise à l'étranger) des systèmes électroniques destinés principalement aux laboratoires photographiques.

Dans le cadre de son développement international, elle a créé récemment en France une filiale et recherche le RESPONSABLE DE LA GESTION de cette nouvelle entité. Il est capable d'assurer de façon autonome la gestion quotidienne : contacts clients, administration des ventes, finances, comptabilité, juridique, personnel. Il anime une petite équipe et est opérationnel dans tous les domaines de la Société.

Nous souhaitons rencontrer un diplômé (environ 35 ans) d'une école de Commerce justifiant d'une expérience de 3 ans minimum en gestion administrative acquise de préférence dans une société vendant des biens d'équipements. Idéalement, il a déjà géré une entité autonome. Il a une bonne pratique de l'anglais ou de l'italien.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle sous réf. M 11/1442 A à :

**EGOR S.A.**  
8, rue de Bern 75008 Paris.

PARIS LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE  
MILANO PERUGIA ROMA VENEZIA DUISSELDORF LONDON MADRID TOKYO MONTREAL

**egor**

## De la formation...

## au développement social...

C'est ce que vous propose ce Groupe (1000 personnes) du SECTEUR TERTIAIRE, leader sur son marché, en rejoignant sa

## Direction du personnel

Sous la responsabilité de son Directeur, vous prendrez, bien entendu, en charge l'élaboration et la gestion du Plan de Formation, mais porterez une attention particulière à la DETECTION DES BESOINS. En effet, ce sera pour vous l'occasion d'appréhender la réalité des problèmes humains liés à l'activité, à partir de laquelle vous proposerez et effectuerez les études concourant au développement social, continuerez la politique d'information déjà engagée, satisferez aux besoins en recrutements et mutations.

En fait, un poste à horizon non limité...

Cette fonction s'adresse à de jeunes ESC, IEP, CELSA... possédant une première expérience de la Formation acquise notamment dans la secteur tertiaire, et souhaitant élargir le cadre de leurs responsabilités.

René DAGIRAL, notre Conseiller, attend votre résumé de carrière, sous référence CRD/DP/LM, qu'il traitera en toute discrétion.

ARCOREM



**Raymond Poulain Consultants** 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS

**UHDE**

**UHDE S.A. Société d'ingénierie - filiale française du groupe HOECHST**  
recrute

## 2 INGENIEURS

débutants ou ayant une première expérience industrielle. Vous serez détachés pour environ 2 ans en R.F.A. et intégrés dans les départements techniques de la maison-mère.

Après le séjour en R.F.A., vous rejoindrez notre équipe parisienne pour évoluer de la Technique au Management de contrats relatifs à la réalisation de complexes industriels en France et à l'étranger.

Profil souhaité :  
• âgé de moins de 30 ans,  
• formation d'ingénieur en Génie Chimique ou en Mécanique,  
• stages effectués en Production Chimique ou en Raffinerie,  
• connaissances de base de l'allemand.

Adresser C.V. détaillé, copie de vos diplômes et photo à :  
UHDE S.A., 71, quai de Dion-Bouton, 92806 Puteaux cedex.

COMTE

**comelog** **comelog** **comelog**

Entreprise industrielle située dans une ville importante à 2 heures au Sud de Paris, fabriquant des produits de Haute Technologie, exportant 60% de sa production (USA - JAPON) recrute pour son service Informatique, un

## INGENIEUR INFORMATICIEN

Sa Mission :  
• secondier le Responsable de l'Exploitation, • prendre la responsabilité de l'ensemble des bases de données et du réseau télétraitement, • développer dans un environnement VSAM - CICS DLI OS/MVS - VM.

Son profil :  
• Ingénieur Support Technique ayant 3 ans d'expérience sur matériel IBM 3083 ou équivalent dans les fonctions : - gestion des ressources, - prévision de l'évolution des charges.

Ecrire à COMELOG sous référence IM03 au 7, rue Louis-David, 75016 Paris.

**comelog** **comelog** **comelog**

**DU PONT**

**DU PONT DE NEMOURS (France) S.A.**

Notre Département Textile, leader dans les Fibres Synthétiques, renforce sa structure et recherche un

## RESPONSABLE DE MARCHÉ

Basé à Paris, vous devez pouvoir :

• traiter à haut niveau  
• gérer un important portefeuille de clients (France & Belgique)  
• animer la promotion de votre secteur, et en contrôler le budget.

De formation Grande Ecole de Commerce (HEC, ESSEC...), vous avez une expérience Marketing ou commerciale de 4 à 5 ans minimum. Votre connaissance du Textile sera vivement appréciée.

La maîtrise de l'Anglais est indispensable.

Au sein d'une multinationale en expansion, votre potentiel vous ouvrira de nombreuses possibilités d'évolution nationales et internationales.

Merci d'adresser votre candidature (C.V. et prétentions) sous la référence 78895/LM au Service du Personnel - DU PONT DE NEMOURS (France) S.A. - 9, rue de Vienne 75008 PARIS.

MARKS & SPENCER

Société très performante fabriquant et commercialisant des articles de toilette - coiffure et des cosmétiques, leader sur son marché, filiale d'un groupe américain, recherche pour son entreprise située région Nord de Paris (Oise)

## UN JEUNE ANALYSTE FINANCIER

### PRENEZ VOTRE VRAI 1<sup>er</sup> JOB

Directement rattaché au Directeur Financier vous participerez au contrôle budgétaire, assurerez le reporting à la maison mère et il vous sera confié en outre des "spécial projects".

De formation HEC, ESSEC ou ESCP vous maîtrisez bien l'anglais, vous avez de l'intérêt pour la micro informatique.

Adresser C.V. et prétentions au Chef du Personnel, Etablissements LARDENOIS, B.P. 1, 60370 HERMES.

Debs

## Ingénieur commercial, électronicien ou mécanicien

PARIS

220.000 F ou +

Votre mission :

Réaliser, en régime de croisière, un C.A. de 30 MF/an dans des produits électroniques, essentiellement sur les marchés de la robotique et de l'informatique, en France et dans le monde entier. Il vous appartiendra de prospecter ces marchés, d'analyser les besoins spécifiques des clients, de conseiller les industries auxquelles vous proposerez notre savoir-faire technologique, et de mener à leur terme les négociations.

Vos atouts :

La trentaine ambitieuse, ingénieur électronicien, ou mécanicien, et plusieurs années d'expérience de la négociation à très haut niveau dans l'industrie, de préférence dans une fonction vente ou achat, vous avez une très bonne pratique de l'anglais ou de l'allemand, un goût du challenge et un fort tonus commercial.

Nous vous proposons :

de rejoindre une structure légère et une équipe qui "force", au sein d'un très important groupe industriel français spécialisée dans l'électronique professionnelle ; en participant à notre développement, vous vous ouvrirez de très belles perspectives d'évolution. Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V., photo) en précisant rémunération actuelle et souhaitée, sous réf. 85473 M à :



**Selecom** 226, rue du Fbg Saint Honoré 75008 PARIS.

## Orientation pédagogique et professionnelle dans l'industrie hôtelière

La formation professionnelle continue est le milieu dans lequel vous évoluez depuis plusieurs années, vous en connaissez les arcanes administratives notamment celles des congés individuels de formation. A l'écoute des besoins des entreprises comme de ceux des individus, vous savez conseiller et construire les plans de formation répondant aux aspirations des uns comme des autres.

Vous aimez un travail d'équipe dans lequel réflexion et organisation sont mises en commun mais où vous bénéficiez aussi d'une certaine autonomie dans les multiples tâches à traiter. C'est ce que vous trouverez en rejoignant à Paris cet organisme en pleine évolution dont la vocation est de contribuer au développement de la formation professionnelle dans l'hôtellerie et la restauration.

Si vous avez déjà une connaissance des différents métiers pratiqués dans ce secteur vous serez opérationnel plus rapidement mais cela n'est pas absolument indispensable si vous êtes déjà un spécialiste chevronné de la F.P.C. Dès le 1er septembre, il vous sera confié la responsabilité complète du service de l'orientation pédagogique et professionnelle. Vous serez assisté d'une collaboratrice et vous pourrez vous appuyer sur des spécialistes (documentalistes, juristes, chargés d'études, formateurs, assistants régionaux...) internes ou externes à l'organisation. Ecrivez rapidement sous référence 8556 LM aux consultants du cabinet CLEAS.

## CLEAS

6, place de la République Dominicaine 75017 PARIS

MEMBRE DE SYNTHE

## INGENIEUR QUALITE POSITION III

Au sein de la Direction Technique des Affaires Civiles, sa mission consistera :

• assurer l'interface entre Administrations clientes et Sociétés sous traitantes pour toutes les questions relevant de la « qualité » dans l'établissement et le suivi des contrats d'étude,  
• aider les Chefs de projets de la Direction Technique dans le domaine de la « qualité » (Technique et documents),  
• plus généralement à assister les Chefs de Service dans les problèmes d'organisation et de communication.

Pour assurer ces fonctions nous recherchons une personne de formation Ingénieur Généraliste (à dominante Electronique et Informatique) ayant le sens du contact et de l'accueil, très motivé par la Qualité et ayant eu l'occasion d'exercer des responsabilités d'animation et d'encadrement au cours de 10 à 15 années d'expérience industrielle (en Etudes/Développement).

Merci d'adresser votre candidature à T.R.T. - Centre Technique - Direction du Personnel - 5, avenue Réaumur, 92350 Le Plessis-Robinson.



L'une des 1<sup>ères</sup> Sociétés Françaises d'Electronique Professionnelle.

## L'un des principaux groupes industriels français

recherche

## 25 INGENIEURS

débutants ou 2-3 ans d'expérience.

Généralistes - Chimistes - Mécaniciens - Automaticiens - Informaticiens.

### INGENIEURS DE PRODUCTION

Après une formation de 2 ans environ, ils se verront confier des responsabilités importantes d'encadrement en production en France ou à l'étranger.

### INGENIEURS DE BUREAU D'ETUDES

Ils auront à concevoir, réaliser et mettre au point des machines d'essais ou de fabrication dans des domaines de mécanique, d'automatique ou de conduite de process.

### INGENIEURS DE RECHERCHE

Au sein d'équipes pluridisciplinaires, ils seront chargés de concevoir des produits complexes, de haut niveau technologique et passeront rapidement des idées aux réalisations.

### INGENIEURS INFORMATIQUES

Ils se verront confier une responsabilité globale sur des projets en informatique de gestion, en recherche opérationnelle ou en informatique scientifique. Ils utiliseront les logiciels les plus récents sur une gamme étendue de matériel.

Envoyez curriculum vitae et photo à INTERMEDIA n° 580 - 9 bis, rue Labie - 75017 PARIS, qui transmettra.

Discrétion assurée.



OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

## SESA

### LEADER MONDIAL EN INGENIERIE, INFORMATIQUE ET TELECOMMUNICATIONS

Une implantation nationale et internationale, 1200 personnes, un CA en progression de plus de 30%, des réalisations dans plus de 50 pays, des références prestigieuses dans les domaines des Télécommunications de la Défense, de l'Aérospatiale et de l'Industrie. Nous recherchons

#### Un contrôleur de gestion

(réf. 36 LM)

De formation Ecole de Commerce ou Maîtrise de Sciences Economiques ou de Gestion. Nous souhaitons intégrer un candidat possédant une expérience confirmée d'environ 4 ans, de préférence dans un domaine de haute technologie. Il aura pour mission d'assister les responsables de projets dans la gestion de contrats internationaux. Responsable de l'élaboration et du suivi du budget d'un centre de profit, il participera activement à la mise en place d'un nouveau système de gestion d'affaires.

#### L'adjoint du chef comptable

(réf. 37 LM)

Il a la trentaine, une formation DECS, un fort potentiel et le goût du challenge. Il recherche actuellement un poste évolutif après une première expérience d'environ 5 ans en comptabilité générale acquise en entreprise ou en cabinet. Sous la responsabilité du chef comptable, nous lui proposons de prendre en main la comptabilité fournisseurs, depuis la réception des factures jusqu'au paiement, et d'assurer le contrôle du nouveau système installé, en liaison avec les différents services.

Pour ces deux postes, merci d'adresser votre dossier de candidature sous référence choisie à La Direction des Ressources Humaines SESA.

30, quai de DION BOUTON 92086 PUTEAUX Cedex

SESA



Assurances - Produits Financiers - Loisirs - Formation - Conseils aux Collectivités et Entreprises recherche MF

### RESPONSABLE DE NOS MOYENS D'INFORMATIONS

diplômé de l'enseignement supérieur, il aura acquis une première expérience de la communication externe et interne, si possible dans le secteur tertiaire. Il aura pour mission : de suivre les actions commerciales des Délégations Régionales du Groupe, en liaison avec les Chefs de Produit, de concevoir les documents commerciaux, de réaliser les messages et les brochures documentaires, notamment dans le domaine du loisir.

Merci d'adresser votre dossier complet, CV, photo, lettre manuscrite, sous la référence 111/M GROUPE CRI - Direction du Personnel - 5 avenue du Général de Gaulle - 92800 PUTEAUX

Dans le cadre du développement de ses activités de CONSEIL EN MANAGEMENT,

## LE GROUPE PA

### CONSULTANTS

diplômés des grandes Ecoles (X, Centrale, Sup-Elec., HEC, ESSEC, ESCP...) ayant fait preuve d'aptitudes à promouvoir l'évolution de systèmes productifs exigeant la mise en œuvre des technologies nouvelles, pour les centres d'activités suivants :

● **Stratégie industrielle/productive** - Les missions à réaliser concernent l'évolution de l'outil industriel de nos clients tant au niveau de la préparation des décisions d'allocations de ressources (investissements technologiques notamment), que de l'assistance liée à la mise en place de ces investissements. Ces missions seront confiées à des spécialistes en :  
- stratégie industrielle,  
- CAO / CFAO / réseaux locaux,  
- Systèmes Avancés (robots, machines à commande numérique...)  
- GFAO (connaissance de PACS, MAPICS et autres progiciels requis). Réf. A/062SM

● **Systèmes de traitement de l'information** (Informatique / Bureautique / Télématique)  
Les missions à réaliser (audit des systèmes d'information et préconisation d'investissements informatiques/bureautiques, conception et mise en place des systèmes d'information) seront confiées à des spécialistes en :  
- méthodes d'analyse (MERISE, AXIAL, etc...),  
- Bases de données,  
- Télématique, réseaux locaux,  
- Matériel et systèmes d'exploitation (DOS, UNIX, etc...) Réf. A/062TM

● **Ressources humaines** - Les missions à réaliser se situent principalement au sein du secteur tertiaire (Banques, Assurances...) et des groupes industriels. Elles seront confiées à des spécialistes en :  
- Management Development (audit des organisations, politique de formation...)  
- Politique sociale (audit et plan social, étude des rémunérations),  
- FAO : Formation Assistée par Ordinateur,  
- Gestion automatisée avec l'expérience de la conduite de projet à l'aide de progiciels (ESCADRE, GIP, CORFOU, NOMADE...). Réf. A/062RM

Si vous parlez anglais et considérez les déplacements, tant en France qu'à l'étranger, comme élément déterminant de votre carrière, vous possédez des atouts indispensables à votre réussite dans notre groupe. L'expérience du Conseil sera un plus important. La rémunération offerte sera essentiellement fonction de l'expérience et de vos compétences. Ecrire à R. PATTOU - Direction Générale - en précisant la référence choisie.

PA

3, rue des Gravières - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 747.11.04

Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Importante société américaine de distribution de Films et Vidéo-Cassettes, leader sur son marché. PARIS.

200.000 ±

### Adjoint du directeur administratif et financier

pour : Superviser, au niveau de la société française, la comptabilité générale et analytique, assurer le reporting, les déclarations fiscales et sociales, l'administration des salaires, et participer à la mise en place de l'informatique. Expérience réussie dans un poste similaire et bonnes connaissances de la comptabilité anglo-saxonne à justifier. Formation supérieure (DECS) et parfaite maîtrise de l'anglais exigées. Ce poste s'adresse à un candidat rompu aux problèmes d'organisation et de méthodes, apte à travailler dans une petite équipe. Ecrire avec C.V. détaillé, photo, prétentions et téléphone privé (joindre enveloppe pour réponse plus rapide), sous référence 25013-M

MRI conseil

Danièle Chapuis - 13, rue Madeleine Michels, 92522 Neuilly.

### O F F S H O R E

Nous sommes une société qui exerce son activité dans le domaine para-pétrolier et dont l'essentiel du chiffre d'affaires est réalisé à l'étranger. Pour renforcer notre équipe Etude-Proposition, nous recherchons :

## UN JEUNE INGENIEUR

Le candidat souhaité devra justifier de 4 ou 5 ans d'expérience notamment en OFFSHORE (Hook-up - Jacket - etc...) et devra pratiquer l'anglais couramment. Pour le jeune ingénieur sa mission pourra constituer un point de départ dans la société, son évolution étant possible dans d'autres fonctions.

Le poste est basé en région parisienne et nécessite des voyages de courte durée dans le monde entier.

Envoyer CV, lettre manuscrite et photo sous réf. 4663 à Média-System, 2 rue de la Tour-des-Dames - 75009 Paris, qui transmettra.

### Jeunes ingénieurs projets

#### Diplômés Grande Ecole

Nous recherchons pour notre département acoustique et détection sous-marine des ingénieurs projets pour la définition et la conception de systèmes SONAR. Des connaissances en traitement du signal et en informatique sont indispensables. Une expérience architecture système sera appréciée.

Anglais nécessaires. Merci d'adresser CV détaillé sous réf. 85/59 à Martine BIALOBOS Service des Relations Sociales et de l'Emploi - 1, avenue Aristide Briand - 94117 ARCEUIL.



### Ingénieurs commerciaux

#### France/export

Cette importante filiale d'un groupe français de dimension internationale est spécialisée dans la conception et la réalisation en milieu industriel d'installations mettant en œuvre l'aérodynamique et la thermodynamique. Pour promouvoir ces équipements de haute technicité, elle recherche deux ingénieurs commerciaux pour les secteurs suivants :

- Industrie pharmaceutique - base Paris - Réf. A/4750M
- Agro-alimentaire, chimie, métallurgie - base Lyon - Réf. A/4751M

Ils seront chargés de gérer et de développer le marché qui leur sera confié depuis l'évaluation des besoins jusqu'à la définition, pour chaque affaire, d'une stratégie commerciale et à la négociation des contrats. Leur action s'étendra à la réalisation de l'avenant-projet qui sera ensuite confié à un ingénieur d'affaires avec lequel ils travailleront en étroite collaboration. Ces postes s'adressent de préférence à un pharmacien ou à un ingénieur pour le secteur de l'industrie pharmaceutique et à un ingénieur pour les autres secteurs. Les candidats recherchés seront âgés d'au moins 30 ans, ils posséderont une expérience commerciale sur des marchés comparables et maîtriseront au moins l'un des procédés de fabrication, une formation complémentaire étant assurée pour les techniques spécifiques. La pratique de l'anglais est nécessaire. La rémunération annuelle de départ sera fonction des compétences offertes. Ecrire à Françoise ORANGE en précisant la référence du poste choisi.

PA

19, Résidence Flandre - 59170 CROIX - Tél. (20) 72.52.25

Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

### responsable études informatiques



La Caisse Centrale des Assurances Mutuelles Agricoles mise sur l'informatique pour assurer des prestations plus efficaces et plus adaptées dans une recherche constante d'une plus grande performance. Dotée de moyens informatiques très importants (2 x DPS 8 sous GCOS 8, IBM 4330C, 400 terminaux, micro ordinateurs, infocentre...), elle met en œuvre un plan de développement ambitieux. Elle recherche le Responsable des Etudes Informatiques.

Dépendant du Directeur Informatique et assisté de 10 chefs de projet et responsables d'applications, il gère, anime et coordonne le service Etudes (50 personnes) : il supervise et contrôle la conception, le développement, la réalisation, la mise en place et la maintenance des applications, définissant les choix (solutions, outils, progiciels...), veillant au respect des procédures, des méthodes, des sécurités ainsi qu'à la rigueur de la documentation, fixant les plannings, contrôlant les performances. Il assure les relations avec les SSII et les fournisseurs de logiciels.

Le candidat, âgé d'au moins 32 ans, de formation supérieure (école d'ingénieurs, de commerce ou universitaire) est un informaticien de bon niveau. Il possède une expérience réussie en conduite de projets sur gros systèmes (temps réel et bases de données) ; il est un organisateur, un concepteur et un manager. H.F.

Ecrire avec CV et prétentions, sous la référence P 081/M, à B. Beauvoir, Sema-Selection, Centre Metra 16/18, rue Barbès 92126 MONTRouGE.

sema selection Paris Lille Lyon Marseille Toulouse

هكذا من الأصل



مقدار العمل

REPRODUCTION INTERDITE

... LE MONDE - Mardi 9 juillet 1985 - Page 25

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

## Financier dynamique

Un puissant groupe financier spécialisé dans l'immobilier à vocation sociale recherche le responsable de son service.

### GESTION DES PRETS

Il a la responsabilité du suivi et de la gestion de la comptabilité des opérations de prêts. Il s'appuie sur un outil informatique performant dont il assure le développement. Sa mission au-delà des tâches classiques de gestion, l'entraîne à assurer des relations suivies avec les services informatiques, juridiques, du groupe. Il encadre une équipe de 25 personnes et doit manifester un réel talent d'animateur.

De formation supérieure (DECS ou équivalent), c'est un spécialiste de la gestion des prêts, qui souhaite après une expérience similaire d'au moins 5 ans (si possible dans le domaine bancaire), rejoindre une équipe particulièrement dynamique. Ce poste, pour un homme d'envergure, peut être le point de départ d'une carrière de tout premier plan.

Merci de nous adresser C.V., photo récente et rémunération actuelle sous la référence 506.221 M (à mentionner sur l'enveloppe).



BERNARD KRIEF CONSULTANTS  
115, rue du Bac - 75007 Paris

## Futures connexions

### Responsable du recrutement

ITT Data Systems France connaît depuis 7 ans une progression rapide de chiffre d'affaires (40 % par an) et propose aujourd'hui une gamme complète de produits de télécommunication informatique.

La croissance des effectifs (20 à 25 % par an) a amené cette société de 440 personnes à édifier une structure de recrutement depuis plus d'un an. Une assistante chargée de l'administration, un outil informatique évolutif et bientôt un assistant dédié au recrutement.

Le responsable du service, appelé à d'autres fonctions, recherche aujourd'hui son successeur pour couvrir la totalité (100 à 120 recrutements par an) des besoins de cette filiale de distribution.

Son rôle ira de la politique de communication à la sélection / intégration en incluant les relations et l'animation auprès des Grandes Ecoles. Nous nous adressons à des candidats expérimentés dans la fonction, particulièrement dans le recrutement des cadres (ingénieurs et commerciaux pour 60 %) ; bilingue anglais, il est un homme de communication désireux d'offrir un service de qualité en sélectionnant des hommes d'entreprise, ouverts, adaptables, à fort potentiel.

Notre ascension lui imposera de se préparer à élargir ses fonctions. Didier Vandamme recruta vos dossiers et/ou vos appels et étudiera les possibilités de collaboration.

ITT Data Systems 33 avenue du Maine, Tour Maine Montparnasse 75755 Paris Cedex 15. 545.67.05.

ITT Data Systems

ENTRE VOUS ET NOUS: LE DIALOGUE



## Crédit National

recherche pour son Département des Prêts :

### JURISTE avec formation financière

Il possèdera :  
• Un diplôme d'études supérieures  
• Un esprit rigoureux et le sens des contacts humains  
• De préférence quelques années d'expérience juridique ou bancaire.

Il exercera la fonction d'adjoint au Chef de l'Unité chargée de la mise au point juridique et financière, puis de la notification des décisions de prêts à long terme.

Il lui sera offert :  
• Un salaire compétitif  
• Des possibilités de progression.

Prêt d'envoyer lettre manuscrite et CV avec photo au : CREDIT NATIONAL - Service du Personnel et des Relations Sociales 45, rue Saint-Dominique - 75007 PARIS.

SOCIÉTÉ DE PRESSE recherche

### JOURNALISTE A TEMPS PARTIEL

ayant plume alerte, pour rédiger échos vivants, études, reportages.

Adresser exemplaires d'articles, manuscrits (non rendus) à M. HEBERT, 5 bis, rue du Chemin-Vert, 75011 Paris.

### CHEF DE PERSONNEL HOPITAL PRIVÉ 2.500 pers. PARIS

Très important établissement hospitalier PARIS

CAVRE CONFIRMÉ pour diriger au départ les services relations sociales, et formation.

Salaire début : 210/250.000 F.

Tél. au 18 (8) 326-42-53 ou écrire sous réf. 678 à M. Claude Blique Cabinet BLIQUE B.P. 3097 54013 NANCY CEDEX.

RÉGIE-PRESSE recherche TECHNICIEN(NE) D'EXÉCUTION

pour quotidien régional grande diffusion. Expérience indispensable. Tél. pour renseignements : 75.33.22 PARIS Cedex 07. 666-61-71, p. 4077.

### Juriste droit bancaire H/F

L'évolution rapide des techniques et de la législation bancaires, fait surgir des problèmes complexes nécessitant des approches originales.

Ce poste implique :

- de concevoir des solutions juridiques à des questions importantes, nouvelles et diversifiées ;
- de travailler en équipe dans le cadre d'un service spécialisé ;
- d'avoir des relations suivies avec les différentes Directions de l'établissement, les organismes professionnels et, le cas échéant, les entreprises.

Il convient à un (e) candidat (e) de formation supérieure en droit privé, disposant d'une bonne expérience du droit bancaire (5 à 8 ans) acquise, si possible, dans une banque ou un établissement financier.

Merci d'adresser C.V., photo et prétentions sous la réf. 321 JB à :

### SOCIÉTÉ GÉNÉRALE

Service Recrutement - 7, rue Caumartin, 75009 PARIS

## Valeurs mobilières SICAV, FCP gestion comptable et administrative

Filiale en pleine expansion du Groupe Compagnie Bancaire recherche des GESTIONNAIRES ADMINISTRATIFS SICAV, FCP, possédant 2 à 3 ans d'expérience dans ce domaine.

Niveau ITB ou BTS (gradé banca classa IV). Petite équipe jeune. Possibilités d'évolution. Avantages sociaux.

Merci d'adresser votre candidature s/réf. 305 à M. C. BARJOLIN - COMPAGNIE BANCAIRE 5, avenue Kléber - 75116 PARIS.



Le groupe de la compagnie bancaire

Très important groupe européen, leader mondial dans ses spécialités, recherche pour sa société française, un

### JURISTE D'ENTREPRISE

Sous l'autorité du Directeur Administratif et Financier, il est responsable de tous les problèmes de droit commercial et immobilier, de droit civil et de droit des sociétés qui se posent et de leur contentieux. Il assure en outre la préparation et rédige les procès-verbaux des conseils et des assemblées générales.

Le poste conviendrait à un candidat débutant ou ayant quelques années d'expérience professionnelle, titulaire d'une maîtrise de droit des affaires, complétée par un DESS couvrant un des aspects de la responsabilité du poste.

L'homme ou la femme recherché(e) doit être capable d'une grande activité, de beaucoup de rigueur dans le raisonnement mais aussi d'imagination.

Le siège du poste est situé à Paris. La connaissance de l'allemand est souhaitée.

Adresser votre curriculum vitae sous référence 13347 à CONTEXTE-PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra, 75040 PARIS Cedex 01 qui transmettra.

## BTS comptabilité

Dans le cadre du développement de son département financier, une importante banque recherche des collaborateurs pour renforcer ses équipes dans la gestion administrative et comptable des fonds communs de placement.

Nous souhaitons rencontrer des candidats niveau BTS comptabilité ou BAC G3 ayant, si possible, une expérience de la fonction.

Lieu de travail : Paris-2°.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions, sous la réf. 3658/LM, à



Les Editions BORDAS recherchent pour le Département Scolaire

### RESPONSABLE D'EDITION ET EDITION H/F DES OUVRAGES DE SCIENCES ET MATHÉMATIQUES

Il ou elle aura :

- un niveau universitaire scientifique élevé.
- le sens de l'animation d'une équipe.
- une expérience de l'enseignement.
- une expérience de l'enseignement.
- une expérience de l'enseignement.

Préférence sera donnée aux candidats ayant l'expérience de l'édition.

Lieu de travail : Paris 14°.

Adresser C.V. et rémunération souhaitée à Denise HIRLEMANN, 11, rue Gossin, 92543 MONTROUGE Cedex.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ BIENS D'EQUIPEMENTS recherche

### INGENIEUR ELECTRO MECANICIEN DIPLOME

• 5 ans d'expérience minimum, partie études, partie en réalisation de chantiers ou mise en route d'installations industrielles.

• spécialisation dans les domaines de distribution d'énergie électrique et bonnes connaissances en matériel électro-mécanique.

• capable de prendre en charge des projets d'installations industrielles, de la conception jusqu'à la réception.

• anglais nécessaire.

• missions à l'étranger.

Merci d'adresser C.V. et lettre manuscrite à N. 4686 - PUBLICITES REUNIES - 112, Bd Voltaire 75011 Paris qui transmettra.

## Analystes financiers

Nous sommes la filiale d'un important groupe bancaire, spécialisée dans l'analyse financière au plan international.

Le développement de nos activités nous amène à renforcer notre équipe d'analystes financiers. Ingénieurs ou diplômés d'études supérieures du type IEP, HEC, ESSEC, les candidats devront nécessairement posséder une bonne maîtrise de la langue anglaise.

Des notions solides d'allemand seront appréciées. Une bonne expérience d'audit constituerait un atout.

Merci d'adresser votre candidature (C.V. + lettre manuscrite) en précisant sur l'enveloppe la référence 3655/LM à



## Chargé(e) d'études

Maîtrise Sciences Eco, Sciences Po + 1<sup>re</sup> exp.

La COMPAGNIE FINANCIERE DE SUEZ recrute pour sa Direction de la Planification et du Développement un jeune Cadre qui participera aux travaux d'une équipe chargée, au sein de la société, de contribuer à l'élaboration de la stratégie à moyen terme et de mettre en place des procédures de suivi et de contrôle.

Une formation supérieure (Maîtrise de Sciences Eco, Sciences Po...) et une première expérience de 2 à 3 ans dans des fonctions d'études économiques et/ou de conseil en stratégie sont nécessaires ; des compétences en analyse financière seraient un atout supplémentaire.

Rémunération par an : 155 000 F +.

Les candidatures (lettre manuscrite, C.V. et photo) sont à adresser, s/réf. CE, à la COMPAGNIE FINANCIERE DE SUEZ - Direction du Personnel - 1, rue d'Astorg - 75008 PARIS.

COMPAGNIE FINANCIERE DE SUEZ



OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

Société Holding cotée en Bourse (RM)  
recherche pour son siège

Paris

## Chef comptable

HF

35 ans min.

DECS avec une expérience de 10 ans ou sein d'un établissement financier d'une société holding.  
Il aura notamment comme mission la tenue complète de la comptabilité de la holding. Il participera à la consolidation des comptes au niveau du groupe en dépendant du Directeur du Service Financier, en s'appuyant sur une équipe très réduite et en privilégiant l'utilisation des moyens informatiques.  
De bonnes connaissances en fiscalité et en informatique sont nécessaires.  
Ecrire rapidement avec CV, photo et rémunération actuelle sous référence 3098 M à A. RUELLAN.



65 Avenue Kléber, 75116 PARIS

MEMBRE DE SYNTIC

Paris - Lille - Lyon - Strasbourg

## Créer une équipe pour un projet nouveau!

GIE Filiale regroupant l'ensemble des moyens informatiques des AGF Groupe des Assurances Générales de France (13.000 personnes), recherche



## chef de projets E.A.O. - documentation

Votre mission :  
• définir les actions à réaliser et proposer un plan de développement E.A.O. et Systèmes Documentaires;  
• définir les moyens en personnel et les outils nécessaires à ces projets;  
• créer et animer une équipe de réalisation.  
De formation supérieure (ingénieur...) vous avez une expérience d'au moins 5 ans comme chef de projet dans un environnement télétravail de préférence IBM.  
Vous avez le goût des contacts et de la négociation. Imaginatif, vous avez de bonnes capacités de conception associées au sens des réalités.



Nous vous remercions d'adresser votre candidature, CV et prétentions sous réf. M 318 à GIE Direction du Personnel - Tour Franklin 92061 Paris La Défense Cedex 11



Banque privée, jeune et dynamique, recherche son

## ADJOINT AU RESPONSABLE TRÉSORERIE

cadre, intégré au sein de l'équipe trésorerie et marché primaire. Intervenir sur les marchés monétaires « francs » et ultérieurement « devises », voici votre fonction. Elle exige autonomie, rapidité d'intervention, grande capacité à acheter, à vendre et à appréhender l'évolution des marchés. D'ailleurs vous maîtrisez parfaitement cette fonction pour l'avoir exercée pendant plus de 5 ans.

Expérimenté, vous êtes diplômé d'une grande école ou équivalent et possédez impérativement l'anglais et, si possible, l'allemand. Votre rémunération ? Motivée, accompagnée d'un intéressement aux résultats. Vos perspectives de carrière ? Réelles pour des candidats performants et motivés.

Vous êtes libre rapidement ? Alors adressez-nous dès aujourd'hui votre candidature, CV et prétentions sous référence ART au de nous rencontrer au plus vite.  
BFA - Direction du Personnel - 21, bd Malesherbes, 75008 Paris. Discretion assurée.

## INGENIEUR ADJOINT AU DIRECTEUR DU DEVELOPPEMENT

Nous sommes une entreprise française performante qui se situe parmi les trois leaders mondiaux dans son domaine d'activité. La Direction du Développement, organisée en centres de profit, recherche l'ADJOINT de son Directeur qui en sera la deuxième locomotive.  
Par expérience, nous savons que les affaires se gagnent par les hommes et nous sommes organisés en conséquence.  
Nos performances et notre compétitivité reposent sur :  
- une situation de veille permanente conférant des temps de réponse courts;  
- un management où la dimension humaine et la motivation ont autant de place que la technique;  
- un dialogue constant avec le client.  
Nous souhaitons rencontrer un homme d'environ 40 ans, Ingénieur de formation, justifiant d'une bonne connaissance de l'environnement marin qui résulte d'une expérience d'une dizaine d'années d'offshore ou de travaux marins et qui partage notre point de vue sur la place de l'homme dans l'entreprise.  
Si vous êtes intéressé, écrivez sous réf. 4664 à Média-System, 2 rue de la Tour-des-Dames, 75009 Paris, qui transmettra.

OFFSHORE

## contrôleur de gestion

PROCHE BANLIERE PARIS  
F 300.000 ±

recherché pour une société industrielle à établissements multiples de 2.000 personnes, réalisant un C.A. avoisinant les 450 Millions de francs.

Le candidat recherché dépend directement du Directeur Administratif et Financier, âgé de 30-35 ans, diplômé d'une école commerciale ou possédant un DECS et une expérience minimum de 5 ans de la fonction; il doit être un homme de terrain, habitué à une gestion décentralisée et à l'élaboration des documents et recommandations de gestion.

Responsable d'un effectif de 3 personnes au siège il a l'autorité hiérarchique sur les correspondants financiers dans les différents établissements.

Sa mission est de prendre la responsabilité d'un Service Central de Contrôle de Gestion auquel est rattachée l'informatique de la Société en agissant sur une dizaine d'unités décentralisées.

Adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé et téléphone personnel, sous référence 3490-M à I.C.A. 3 rue d'Hauteville, 75010 Paris qui transmettra. Indiquer sur l'enveloppe le nom des entreprises auxquelles vous ne souhaitez pas que votre candidature soit transmise.

I.C.A. International Classified Advertising NEW YORK PARIS

Un important groupe français recherche pour une de ses filiales (PME spécialisée dans les biens d'équipement) :

## 1 CADRE EXPORT

Débutant ou quelques années d'expérience

Il s'agit d'un poste d'une grande autonomie débouchant sur des responsabilités très complètes, après formation aux techniques des produits.

Langues étrangères : ANGLAIS + ESPAGNOL

Poste à pourvoir rapidement (septembre). Adresser lettre manuscrite, curriculum vitae, photo et prétentions, sous réf. 7534 le Monde Pub. Service ANNONCES CLASSEES 5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

Société Française située dans la banlieue nord de Paris recherche

## INGENIEURS TECHNIQUE-COMMERCEUX SEMI-CONDUCTEUR

Pour développer le marché existant, identifier et approcher de nouveaux clients, promouvoir sa gamme de produits avec l'aide de spécialistes techniques.

De formation INGENIEUR ELECTRONICIEN ou équivalent, il aura :

- expérience de quelques années dans la vente (semi-conducteurs ou matériel électronique);
- anglais courant indispensable;
- rémunération fonction de l'expérience.

Adresser lettre manuscrite + C.V. sous la référence 7528, LE MONDE Pub. Service Annonces Classées, 5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

S.V.P. Société Internationale, implantée dans 20 pays, leader sur le marché de l'information. Nous mettons immédiatement à la disposition de nos clients les informations nécessaires à la prise de décision. Nos experts traitent et traitent chaque jour des millions de données pour satisfaire les attentes des dirigeants.

Nous recherchons des

## fiscalistes

pour conseiller nos interlocuteurs : chefs d'entreprise, responsables juridiques, directeurs financiers, cabinets fiduciaires.

Vous êtes titulaire d'un D.E.S.S.

Vous avez ou souhaitez acquérir une expérience pratique dans un des domaines suivants :

- Fiscalité et comptabilité des entreprises;
- Droits et taxes frappant le patrimoine des personnes physiques ou morales.

Nous vous offrons de participer à notre développement au sein d'une équipe dynamique.

Adresser votre candidature détaillée, ainsi que vos prétentions à S.V.P., Madame E. LIPUSCH, 54 rue de Monceau, 75384 PARIS CEDEX 08.



ETABLISSEMENT FINANCIER 9e recherche

## COLLABORATEUR SERVICE TITRES

(expérience agent de change ou banque EXIGEE) relations agents de change et banquiers, suivi titres, règlements et livraisons, et relations SICOVAM.

Envoyer CV, photo et prétentions sous réf. 1171 M (sur enveloppe) à Lévi Tournay/Assom 31, Bd Bonne Nouvelle 75083 Paris Cedex 02, qui transmettra.

CENTRE DE RECHERCHES CORNING EUROPE

FONTAINEBLEAU (77) recherche

## INGENIEUR OU UNIVERSITAIRE

Titulaire d'un DOCTORAT.

Débutant ou ayant quelques années d'expérience.

- Formation de base en CHIMIE.
- Spécialisation souhaitée en chimie de coordination, surfaces et interfaces, adhésion, composites...
- Apté à travailler en groupe.

Pour rechercher et développer de nouveaux produits : conception, mise au point et évaluation.

Adresser lettre manuscrite, C.V. et prétentions à CORNING EUROPE - Service du Personnel - 7 bis, avenue de Valvins, 77211 AVON Cedex.

Filiale financière d'un important groupe industriel recherche pour ses bureaux régionaux de PARIS - LE MANS - DIJON - TOULOUSE

## DE JEUNES ANALYSTES FINANCIERS A VOCATION COMMERCIALE

B.T.S. comptable ou niveau D.E.C.S.

- Assistants du Responsable Régional, ils assureront :  
- l'analyse comptable et financière;  
- le contact avec la clientèle P.M.E.;  
- l'administration du bureau régional.

L'organisation largement décentralisée suppose autonomie et sens des responsabilités.

Possibilités d'évolution.

Envoyer C.V., photo et prétentions sous réf. 9481 à VALENS CONSEIL - BP 359 - 75064 PARIS Cedex 02.



PELFORTH

Les BRASSERIES PELFORTH recherchent pour la région Lilloise :

## Chef de service qualité technologie

H/F

Vous êtes ingénieur INA, ENSIA et vous avez 5 ans d'expérience en production dans une entreprise agro-alimentaire, vous êtes intéressé(e) par la gestion de la qualité.

Nous vous offrons de prendre la responsabilité de ce service au sein de notre entreprise. Vous devrez maintenir la haute qualité et garantir la régularité des produits de l'entreprise en mettant au point, en comprenant et protégeant les procédés. Vous serez chargé de mettre en place et d'entretenir un système de gestion participative de la qualité. Vous aurez la responsabilité de 10 personnes dont le laboratoire.

Vous dépendrez du Directeur Industriel.

Rémunération motivante pour des candidats à fort potentiel, parlant couramment anglais, mobiles et voulant faire carrière dans un groupe international.

Merci d'adresser CV, photo et prétentions aux Brasseries Pelforth, Direction du Personnel, B.P. 55, 59370 MONS-EN-BAROEUL.

BRASSERIES PELFORTH

## REPRÉSENTANT

Un grand de la messagerie express, orienté vers le service international

FEDERAL EXPRESS CORPORATION est la première entreprise de messagerie express des Etats-Unis pour les marchandises et les documents très urgents. La rapidité et la fiabilité de ses services sont largement reconnues. Nous avons étendu nos capacités en nous implantant dans le monde entier, et nous recherchons un représentant auto-motivé pour nous représenter à Paris. Ce serait une excellente occasion, pour un homme énergique, de jouer un rôle important dans notre développement international.

Ce poste s'adresse à un homme de communication, titulaire d'un diplôme universitaire ou ayant suivi une formation équivalente. Nous demandons deux années d'expérience de la vente dans le secteur du commerce, de l'industrie ou des services, et les candidats doivent être capables de travailler de façon autonome et de fixer leurs propres priorités. D'excellentes qualités de négociateur et de contact oral et écrit sont essentielles. L'anglais parlé est indispensable.

Le candidat choisi s'occupera de la promotion des services de Federal Express auprès des gros utilisateurs, existants et potentiels, et s'efforcera d'acquiescer leur clientèle afin d'établir une présence solide dans le pays.

Nous offrons une rémunération et des avantages exceptionnels, et de larges possibilités de carrière. Prière d'envoyer un c.v. à Susan Lowry, Senior Manager European Sales, FEDERAL EXPRESS, Freight Building, 2 Brussels National Airport, 1930 Zaventem (Belgique).



سكزا من الأصل



## OFFRES D'EMPLOIS

IMPORTANT BUREAU D'ETUDES  
INGENIERIE ROUTIERE

recherche

ingénieur  
débutant

Formation TP ou électronique pour études et responsabilité de projets dans le domaine signalisation et sécurité.

Pratique d'une langue étrangère appréciée.

Lieu de travail : Banlieue Ouest (Yvelines).

Adresser lettre de candidature manuscrite C.V. et prétentions sous réf. 89994 M à : BLEU Publicité - 17, rue du Docteur Label 94307 VINCENNES CEDEX

## BOURSE

## BANQUE PRIVEE

PARIS-8  
dans le cadre du  
DEVELOPPEMENT DE SON  
SERVICE DES TITRES  
recherche :

GRADE (E)  
CLASSE III

avant de bonnes connaissances  
des opérations de Bourse.

Env. lettre manuscrite, C.V.,  
photo et prêt. a/réf. 8306 M à :  
GCBF, 89, rue de la Chaussée-  
d'Antin, 75008 PARIS.

## STAGES-FORMATION PROFESSIONNELLE

## LANGUAGE STUDIES

EN ANGLETERRE, AUX ETATS-UNIS, EN ESPAGNE

- Cours d'anglais individuels ou en petits groupes, intensifs, ou semi-intensifs à LONDRES, BRIGHTON, BERKELEY (toute l'année), à CAMBRIDGE et NEW-YORK (pendant l'été).
- Cours d'espagnol à MADRID.
- Hébergement possible en famille (toute l'année) ou en campus (été seulement).

## A PARIS

- Cours de français pour étrangers.
- Cours d'anglais intensifs ou extensifs, individuels ou en petits groupes.

Pour toute documentation, veuillez nous consulter :  
LANGUAGE STUDIES, 350, rue St-Honoré, 75001 Paris. Tél. : 260-53-70.

FORMATION  
INFORMATIQUEANALYSTE  
PROGRAMMEUR

Chef de projets

Assistance et Conseil

INTERNATIONAL en Logiciel

38, Rue Bassano - PARIS 8e

M<sup>me</sup> George V

Tél. : 723-55-18

## PERFECTIONNEMENTS

INFORMATIQUES

Gestion - Industrie - Basic

Stages Niveau III - Durée 200 h

du 17 juillet au 13 septembre

CENTRE INTERNATIONAL

DE PERFECTIONNEMENTS

INFORMATIQUES

206-24-63/241-83-83

propositions  
diverses

Les possibilités d'emplois à

l'étranger sont nombreuses et

variées. Demandez une docu-

mentation (sans engagement)

sur 18 langues officielles

MIGRATIONS (I.M.) S.P. 291.06

PARIS CEDEX 05.

propositions  
commerciales

Pasta maison d'importation ch.

nouvelles REPRESENTATIONS

pour l'Australie

ZIG ZAG Imports PTY LTD

P.O. Box 18

Rosebay 2029 NSW (Australia).

Maire de MOELAN-SUR-MER

(Finistère-Sud) propose, à

partir de moyennes entre-

prises, possibilité d'installation

sur zone d'activité complète-

ment viable. P. de vente

30 F le m<sup>2</sup> H.T. Exonération fu-

scale, taxes professionnelles

5 ans. Plusieurs lots disponi-

bles de 5.000, 2.000 et

1.000 m<sup>2</sup>.

Proximité : gare SNCF

OLIVIERE 12 km. Port de

LORIENT 25 km. Aéroport

LORIENT 25 km. Aéroport

OLIVIERE-NANTES, 10 km.

Adresser vos correspondances

pour offre d'achat et renson-

nementaires, à Mairie de

MOELAN-SUR-MER - 28116

Téléphone : (08) 39-60-10.

## bureaux

Locations

15°

domiciliation, siège social

constitué, sté, secrét. titl.

loc. bur., idem. 851-28-77.

VOTRE SIEGE SOCIAL

Constitution de sociétés,

démarches, secrétariat, etc.

ACTE S.A. 355-77-55

SIEGE SOCIAL A PARIS

Bureau ou domiciliation + ser-

vices. Tél. : (1) 346-00-55.

VOTRE SIEGE SOCIAL

DOMICILIATIONS

SARL - RC - RM

Constitution de sociétés,

démarches et tous services

Permanence téléphonique.

355-77-50

Votre adresse commerciale

ou SIEGE SOCIAL

loc. bureaux, secrét., télex

CONSTITUTION STES

ou création stes entreprises.

ASPAC 293-60-50 +

locaux

commerciaux

Ventes

Vend ou loue libre PARIS

2.000 m park, 1.200 m

bureau à 500 m Nation.

Tél. : 367-67-14.

Locations

On loue libre Paris 75020 local

3.000 m + 200 m bureau à

500 m de Nation + 980 m lo-

cal Pré St Germain. 367-67-14.

PROSPECTEUR  
COMMERCIAL (E)

expérimenté (s). TEF, endg.

Voiture indispensable.

Env. C.V. + lettre manuscrite,

photo et prétentions à

REGIE-PRESSE

sous réf. n° 308 118 M

7, rue de Montesson, 75007 Paris.

## ORGANISME FINANCIER

POUR LE DEVELOPPEMENT

DES VACANCES

recherche

## COLLABORATEUR (H/F)

ADMINISTRATIF

ET FINANCIER

Diplôme universitaire (gestion,

économie, ...) ou exp. profes.

(notamment bancaire).

Ecrire avec C.V. et prétentions

à REGIE-PRESSE

sous réf. 300126

7, rue de Montesson, 75007 Paris.

ASSISTANT (E)  
PEDAGOGIQUE  
ANGLAIS

bilingue

pour travaux pédagogiques

et enseignement.

Adresser C.V. et prétentions

à Linguaphone Formation

M. LEONELLI, 12, rue Lincoln,

75006 PARIS.

SOCIÉTÉ  
D'EXPERTISE  
COMPTABLE

recherche

## ASSISTANTS

débutants ou confirmés

diplômés de l'enseignement

supérieur pour missions variées

(audit, comptabilité, conseil,

etc.).

Envoyer lettre manuscrite, C.V.

et prétentions à

Conseil Expertise, 53, rue du

Châteauneuf-d'Enfer, 75010 Paris.

## DEMANDES D'EMPLOIS

## IL SERAIT TEMPS DE SE RENCONTRER !

Moi, c'est : 39 ans, marié, un enfant, SUP DE CO, service militaire à l'Établissement Cinématographique des Armées, Réalisateur ou Réalisateur-producteur d'émissions depuis 1973 sur une radio de grande audience. Adaptateur d'une série américaine pour la télévision, Scénariste de B.D. pour Lucky Luke et Potemkin.

Tout m'intéresse... ou presque.

J'ai choisi d'être disponible à partir de janvier 1986, mais, pour nous rencontrer, je trouverai toujours le temps d'excl.

Ecrire sous n° 2.996, LE MONDE Publicité,  
Service Annonces Classées - 5, rue des Halles, 75001 PARIS.

Professeur d'arts plastiques  
ch. travaux d'art graphique  
ou art décoratif.  
Téléphone : 343-31-75.

Diplômé ESC option gestion  
financière, expérience entreprise  
France-étranger, allemand, an-  
glais ch. poste cadre dépen-  
dant ou organisme financier.  
Disponibilité immédiate.  
Téléphone : 181133-54-77.

Ingenieur, technicien-commercial  
43 ans, universitaire, français,  
russe, anglais, spécialiste plas-  
tique thermo-durcissables  
pour composites, secteur acti-  
vité promotion ventes. France  
Magreb dans une multinationale,  
ch. poste haute responsabilité,  
secteur aéronautique tous  
pays.  
Ecr. sous réf. 13.415  
Conseil Pub. 50, av. Opéra,  
75004 Paris Cedex 01.

J.F. BELGE  
particulièrement intéressé dans  
milieu culturel, artistique,  
mode, industrie de Bruxelles  
pourrait collaborer avec  
cédex ou organismes pour opé-  
rations de relations publiques,  
aménagement de produits, mar-  
keting de pratique.  
Ecrire sous le n° 308 535 M  
REGIE-PRESSE  
7, rue de Montesson, Paris-7.

Cadre 37 ans, 8 ans d'expé-  
rience bancaire, banques  
d'affaires à capteurs arabes  
(crédit documentaire, opé-  
ration de change), cherche poste  
financier ou cadre supérieur de  
banques ou des assurances de  
l'export vers les pays du  
Proche-Orient arabes.  
Disponibilité immédiate.

Tél. 065-63-58 ou  
Ecrire sous le n° 308 563 M  
REGIE-PRESSE  
7, rue de Montesson, Paris-7.

## DOCUMENTALISTE

J.F. 27 ans, diplôme

enseignement sup. I.N.T.O.

américain et espagnol, docu-

mentariste et professeur  
niveau 2 ans U.S.A. ch. emploi  
documentaliste ou fonction  
équivalente.

Libre juillet  
Ecrire sous le n° 308 508 M  
REGIE-PRESSE  
7, rue de Montesson, Paris-7.

J.F. 34 ans, maîtrise philo-  
sophie, en psychanalyse. De-  
puis 9 ans, cadre administratif  
et commercial dans cabinet  
courtage, assurance-omé-  
nastique, angl. lu et écrit, dis-  
posant toutes propositions, par  
exemple documentation, mar-  
keting d'édition, etc.

Ecrire sous le n° 308 487 M  
REGIE-PRESSE  
7, rue de Montesson, Paris-7.

travail  
à domicile

J'effectue rédaction, correc-

tion, relecture, documentation  
à domicile. Tél. 263-49-47.

Une fille 20 ans, présentation  
impec, bilingue, cherche place  
hôteesse à l'accueil toutes  
régions. France.  
Ecrire sous le n° 280 M  
REGIE-PRESSE  
7, rue de Montesson, Paris-7.

## ANALYSTE PROGRAMMEUR

(30 ANS)

7 ans d'expérience

sur IBM 34/38

Diplôme informatique

+ diplôme commercial

cherche emploi

sur Paris et banlieue

Téléphone : 448-34-61.

## CHEFS D'ENTREPRISE

L'Agence Nationale Pour l'Emploi

vous propose une sélection de collaborateurs :

- INGENIEURS toutes spécialisations
- CADRES administratifs, commerciaux
- JOURNALISTES (presse écrite et parlée)

FORMATRICE - 28 ans. Maîtrise de sciences  
humaines. Stages UNESCO et formation de  
formateurs. Anglais et allemand courants. Ex-  
périence professionnelle adulte et jeune  
depuis 2 ans et demi. Expérience secrétariat ad-  
ministratif et général. Esprit d'initiative et d'autono-  
mie.

RECHERCHE : fonction évoluant vers res-  
ponsabilité dans entreprises désirent renforcer son  
département de formation ou dans organisme de  
formation. Paris, R.P. (déplacements acceptés).  
(Section BCO/MS 697.)

DIRECTION GÉNÉRALE - Directeur commercial  
41 ans. Formation supérieure. Anglais.  
15 ans expérience : librairie, restauration, tou-  
risme, services France, étranger. Opérationnel dis-  
ponible. Capable de diriger des équipes plu-  
disciplinées. Ambitieux, vendeur par  
tempérament.

RECHERCHE : Sté de services désirant déve-  
loper ses activités (déplacements souhaités).  
(Section BCO/JV 698.)

RECHERCHE APPLIQUÉE - 27 ans. Licence  
biochimie. Maîtrise biologie humaine générale et  
biologie cellulaire. DEA toxicologie. Stage 1 an  
au centre de cytologie expérimentale du CNRS.  
Techniques apprises : cultures cellulaires, immu-  
nohistochimie, immunofluorescence, électropho-  
rèse, électrotransfert, autoradiographie.

RECHERCHE : premier emploi dans l'industrie  
pharmaceutique, agro-alimentaire, cosmétique.

ACCEPTERAIT : stage toutes régions de France.  
(Section BCO/MS 700.)

ANPE

ECRIRE OU TELEPHONER :  
12, rue Blanche, 75436 PARIS CEDEX 05  
Tél. : 225-44-40, poste 33 et 26.

## L'immobilier

## appartements ventes

1<sup>er</sup> arrdt

RUE J.-JACQUES ROUSSEAU

115 m<sup>2</sup>, Dans imm. 17, Haut

plat. DORESSAY. 548-43-94.

5<sup>e</sup> arrdt

PORT-ROYAL

VUE SUR JARDIN

Beau, grand living, 3 chbres

115 m<sup>2</sup>, grand balcon, parking

DORESSAY - 548-43-94.

NEUF

JARDIN PLANTES

1 et 3, RUE POLYVALE

CONSTRUCTION DE LUXE

Livraison immédiate.

Reste 1 appli de 5 pces

115 m<sup>2</sup>, 14m<sup>2</sup> à jour

14-15 h tout merc. et dim.

Prox. Contraste. 703-32-31.

5 P. CARACTÈRE

6<sup>e</sup> arrdt

SAINT-SULPICE

Charmant studio sur verdure

CALME. 250.000 F.

GARBI : 567-22-88.

13<sup>e</sup> arrdt

RUE DE TOLBIAC

Surfaces à élargir sur cour,

clair, calme, rez-de-chaussée,

personnelisée. 328-88-85.

GOBELINS

LV. + 2 CHAMB. bain

1.100.000 F. - 526-88-04.

15<sup>e</sup> arrdt

UNESCO, entrée, iv. chbre,

indiv. luxé, 18/18 h :

28, AVENUE LOWENDAL.

VILLAGE SUISSE

SUR BD DE GRENELLE

107 m<sup>2</sup>, rénové complètement

et stand. : 1.450.000 F.

Profession libérale possible

M<sup>me</sup> PINTO-QUERIN

Téléphone : 783-75-36.

VILLAGE SUISSE

SUR BD DE GRENELLE

De imm. p. d. t. gd standing.

7 m<sup>2</sup> à rénover : 45.000 F.14 m<sup>2</sup> à rénover : 88.000 F.

M. PINTO 783-75-36.

Lourmel Grenelle. 703-32-31.

PLEIN CIEL ASC. 7 P.

16<sup>e</sup> arrdt

AUTEUIL, Préf. part. à part.

imm. 1930, standing, 5-8 P.

3<sup>e</sup> étage sur cour, jardin + ser-  
vice même étage. Possibilité  
d'achat. 1.950.000 F.

847-47-35, apr.-midi et soir.

locations  
non meublées  
offres

Paris

RUE LEMERCIER

Double living, 3 chambres

+ chbre service, trav. à pré-

voir. 8.000 F. + charges.

BEAUX APPARTEMENTS

2 à 5 p. et studios et ch. PARIS.

Tél. : 504-91-11.

Informations sur 170 loge-

ments à louer, du studio au



# MÉDECINE

## Les SAMU s'inquiètent d'un projet de décret sur les urgences médicales

Le ministère de l'intérieur et de la décentralisation vient d'élaborer un projet de décret « portant statut des médecins et pharmaciens officiers professionnels de sapeurs-pompiers ». Ce texte risque de faire rebondir la querelle qui, depuis longtemps, oppose les responsables des SAMU (services d'aide médicale urgente) aux sapeurs-pompiers, l'objet du litige étant la prise en charge des urgences médicales.

Le texte gouvernemental prévoit la création d'un véritable service de santé parallèle échappant totalement au contrôle du ministère de la santé. Il fait partie d'un ensemble de projets de décrets concernant les sapeurs-pompiers que le gouvernement s'apprête à promulguer après le vote de la loi de décentralisation. Indiquant, entre autres, que les médecins officiers professionnels « dispensent des soins d'urgence dans le cadre de la médicalisation des secours aux victimes d'accidents et de sinistres de toute nature », ce projet ne fait que raviver la crainte des responsables des SAMU de voir une partie de leurs prérogatives leur échapper au profit des sapeurs-pompiers.

Paradoxalement, M. Edmond Hervé, secrétaire d'Etat à la Santé, a présenté au conseil des ministres du 23 mai (le Monde du 24 mai) un projet de loi sur les urgences médicales destiné à coordonner - et, si possible, unifier - l'action des diffé-

rents protagonistes impliqués dans l'aide médicale urgente. Comme le disait récemment un grand patron de SAMU, « ce service de santé parallèle, en concurrençant purement et simplement l'action des SAMU, ira à l'encontre de l'esprit du projet de loi de M. Hervé ».

Au secrétariat d'Etat à la Santé, on se déclare très surpris par ce projet de décret, aucun exemplaire n'étant jusqu'à présent parvenu sur le bureau de M. Hervé.

F. N.

# RELIGION

## UN DON JUAN TRÈS CHRÉTIEN

(De notre correspondant.)

Cité du Vatican. - Nobis Sévillan du dix-septième siècle comme Don Juan et lui aussi libéré célèbre pour ses frasques amoureuses. Don Miguel Marana Vincentolo de Leca Y Colonna a été officiellement proclamé vénérable, le 6 juillet, par la Congrégation romaine pour la cause des saints. Le tribunal ecclésiastique chargé d'instruire son dossier a estimé que Don Miguel, pour son repentir et son tardif mais passionné dévouement pour les pauvres, a amplement montré à la fin de sa vie un attachement « héroïque » aux vertus chrétiennes. C'est la première décision vers la béatification, puis, éventuellement, vers la canonisation.

L'annonce du Vatican a suscité un certain émoi à Rome, mais selon un ecclésiastique espagnol du Vatican, Don Miguel a déjà été largement consacré par la tradition populaire locale. Les premiers pas vers la sanctification du séducteur repartiront posément-ils moins de problèmes que ceux du pape Pie IX, officiellement béatifié lui aussi le 6 juillet ? Il était le souverain pontife au moment de l'unité italienne et de la prise de Rome. C'est sous son pontificat que fut proclamé le dogme de l'Immaculée Conception, la laïcité un souvenir historique pour le moins ambigu, comme en témoigne un article de la revue des jésuites italiens, *Civitas Catholica*, qui, il y a cinq mois, affirmait : « Il ne semble pas qu'aujourd'hui la réputation de sainteté de ce pape soit largement diffusée dans l'Eglise ».

M. S.

● Un local pour mère Teresa à Paris. - Mère Teresa, soixante-quatre ans, prix Nobel de la paix, fondatrice de l'Ordre des Missionnaires de la charité, qui vient en aide aux déshérités, notamment en Inde, a été reçue dimanche 7 juillet par M. Jacques Chirac, maire de Paris. Elle lui a demandé de l'aider à trouver un local dans la capitale pour accueillir des sans logis. M. Chirac a déclaré qu'il était « très favorable » à cette idée et qu'il ferait « son possible » pour venir en aide à mère Teresa.

# ENVIRONNEMENT

● Lessives aux phosphates interdites en Suisse. - Le gouvernement helvétique a décidé d'interdire, à partir de 1986, l'usage des lessives aux phosphates. La Suisse est ainsi le premier pays d'Europe à interdire ce détergent, qui favorise l'eutrophisation des lacs - multiplication d'algues qui entravent l'oxygénation de l'eau. - (AFP.)

● La diroxine allemande restera en RFA. - Les poussées d'incinération de l'usine automobile Opel de Russelsheim, près de Francfort (RFA), qui contiennent des traces de diroxine, ne seront pas entreprises, comme il était prévu, dans la décharge de Montois-la-Montagne (Moselle). Elles seront enfouies dans les anciennes mines de sel de Herfing-Neurde, à l'est de la RFA. Après l'accord conclu entre l'usine allemande et la société France-Déchets, qui gère la décharge de Montois-la-Montagne, écologistes et élus locaux s'étaient mobilisés en Lorraine pour s'opposer au projet, jusqu'à ce qu'il soit définitivement refusé par le ministère français de l'environnement. - (AFP.)

**TOUT CE QUI SE TRANSFORME EN LIT S'ACHÈTE CHEZ CAPELOU**

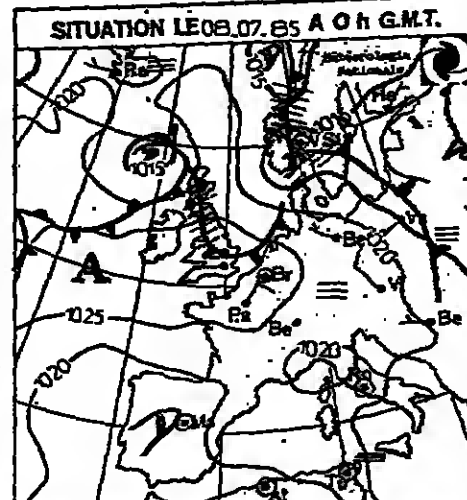
GRAND CHOIX DE MEUBLES LITS 1 ou 2 places • Toutes essences de bois

**CAPELOU**

37, Avenue de la République  
75011 PARIS • Métro Parmentier  
TEL. : 357.45.35

# INFORMATIONS « SERVICES »

## MÉTÉOROLOGIE

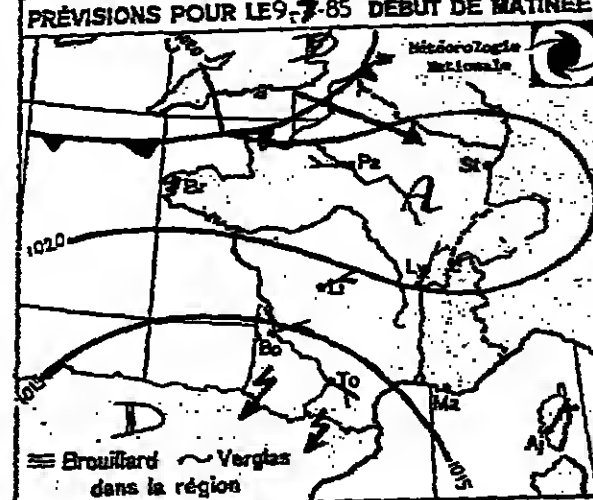


Évaluation probable du temps en France entre le lundi 9 juillet à 0 heure et le mardi 10 juillet 1985 à minuit.

**Situation générale :**  
De l'air chaud et instable en provenance d'Espagne va s'étendre lentement aux régions méridionales, tandis qu'une perturbation très atténuée apportera une aggravation nuageuse par le nord-ouest.

**Prévisions :**  
Mardi : Le temps lourd et souvent nuageux observé le matin sur les Pyrénées et l'Aquitaine va s'étendre, au cours de la journée, aux régions méridionales et aux Alpes ; sur ces régions, quelques orages se produiront, en particulier vers la fin de l'après-midi et sur le relief.

D'autre part, la zone nuageuse, qui s'étendra le matin le nord de la Bretagne, la Normandie et la Picardie se



Prévisions pour le 9-7-85 DÉBUT DE MATINÉE

Le vent, faible en général, soufflera le matin de secteur nord-ouest au nord de la Loire, avant de retrouver, en soirée, une composante nord-est dominante. Les températures maximales seront voisines de 21 à 30 degrés du Nord au Sud.

**Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 7 juillet ; le second, le minimum dans la nuit du 7 au 8 juillet) :**  
Alger, 28 et 16 degrés ; Biarritz, 30 et 22 ; Bordeaux, 29 et 17 ; Brétail, 18 et 13 ; Brest, 22 et 10 ; Cannes, 26 et 18 ; Cherbourg, 18 et 9 ; Clermont-

Ferrand, 25 et 10 ; Dijon, 25 et 12 ; Dinard, 19 et 10 ; Embrun, 28 et 12 ; Grenoble-St-M.-L., 29 et 12 ; Grenoble-St-Genois, 29 et 12 ; La Rochelle, 29 et 15 ; Lille, 23 et 10 ; Limoges, 26 et 16 ; Lorient, 26 et 14 ; Lyon, 26 et 12 ; Marseille-Margiane, 31 et 19 ; Menton, 26 et 18 ; Nancy, 23 et 10 ; Nantes, 26 et 16 ; Nice Côte d'Azur, 28 et 19 ; Paris-Montsouris, 24 et 13 ; Paris-Orly, 28 et 10 ; Pau, 23 et 20 ; Perpignan, 31 et 21 ; Rennes, 30 et 11 ; Rouen, 24 et 10 ; Saint-Etienne, 22 et 11 ; Strasbourg, 26 et 11 ; Toulouse, 23 et 18 ; Tours, 24 et 13.

**Températures relevées à l'étranger :**  
Alger, 32 et 17 ; Casablanca, 25 et 14 ; Lisbonne, 31 et 18 ; Londres, 22 et 11 ; Madrid, 35 et 20 ; Rome, 31 et 19 ; Stockholm, 25 et 11.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

## PARIS EN VISITES

### MERCREDI 10 JUILLET

● Une heure au Père-Lachaise, 10 heures et 11 h 30, entrée principale.  
● Cent tombeaux de femmes célèbres, 14 h 45, 10, avenue du Père-Lachaise (V. de Langlade). Pour les sept à douze ans.

● Autour de Notre-Dame, Paris, ses ponts, ses monuments vus des tours, les histoires que racontent les sculptures des portails. Inscriptions : (1) 277-23-31, Paris Baskette.

● Les appartements royaux, 14 h 30, musée du Louvre, porte Barbet-de-Jouy (à l'extérieur).  
● Le Marais du Grand Siècle, 14 h 30, 71, rue du Temple (M<sup>re</sup> Leblanc).

● Le Père Lachaise, 15 heures, entrée principale.  
● Châteaux de Courances : jardin des Simples à Milly. Inscriptions : (1) 867-24-14 ou 274-23-22.

● Exposition « Les grands boulevards », au musée Carnavalet, 14 h 30, 23, rue de Sévigné, ou 15 heures, entrée musée.  
● Les petites synagogues dans le quartier du Marais, 15 heures, sortie musée Saint-Paul.

● Histoire et fonctionnement de l'hôtel des ventes, 15 heures, sous l'horloge, métro Richelieu-Drouot.  
● Passy, l'hôtel de Lambelle, la maison de Balzac, 15 heures, métro Passy.  
● L'hôtel de Lannu, 15 heures, 17, quai d'Anjou.

● Le Vieux Belleville et ses jardins, 16 h 15, sortie musée.

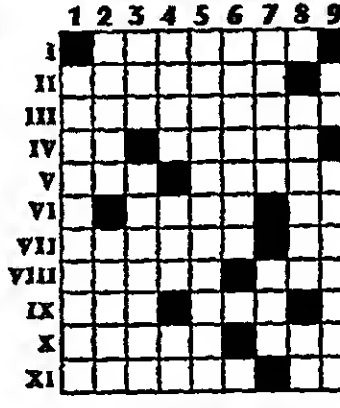
## CONFÉRENCES

11 bis, rue Kappler, 19 h 30 : « L'homme mortel et l'homme immortel ».

5, rue Laffargue, 19 h 30 : « Les bases de l'astrologie » (premier cours d'un cycle de quatre).

## MOTS CROISÉS

### PROBLÈME N° 4004



### HORizontalement

I. Strip-teaseuses. - II. Artichokes. Ubac. - III. Vent. Li. Parole. - IV. Ostensible. Us. - V. Noël. Les. Rapier. - VI. Nr. Lu. Béal. - VII. leuiste. Ne. Let. - VIII. Érigée. Lac. Bus. - IX. Ride. Ré. Dépense. - X. Nis. Insultes. - XI. P.C. Cas. Bism. - XII. Evier. Poésie. Ta. - XIII. Passion. Terrain. - XIV. Lit. Sode. Et. Mec. - XV. Insipides. Sébile.

### Verticalement

I. Savonnier. Repli. - 2. Trésorerie. Vain. - 3. Rente. Nid. Piste. - 4. Intelligence. - 5. Pi. Usé. Ris. - 6. Te. St. Sère. Qui. - 7. Ede. Apnée. - 8. Allot. Il. Iso. Es. - 9. Se. A.D.N. St. - 10. Espérance. Ties. - 11. Ane. Puberté. - 12. Sfr. Pa. Bélier. - 13. Ebouillant. Ami. - 14. Salsa. Essentiel. - 15. Ca. Té. Essence.

## VERTICALEMENT

1. Se fait sur-le-champ ou après maintes discussions. - 2. A toujours un certain grade. Digne successeur de la reine de Saba. - 3. Pour les amateurs d'évasion ou les forcenés du travail. Finit donc sans fin. - 4. Grinde de promenade. Un peu coit ce n'est pas ça. Sont mis en lumière. - 5. Donnent la possibilité de toucher à coup sûr. - 6. Qui s'appuie donc sur le monde. - 7. Facile à « coiffer » ou très recherchée dans la cuisine. Lieu de dépôts. - 8. Cause de rougissement. Symbole chimique. - 9. Préposition. Très vagues.

### Solution du problème n° 4003

**Horizontalement**  
I. Strip-teaseuses. - II. Artichokes. Ubac. - III. Vent. Li. Parole. - IV. Ostensible. Us. - V. Noël. Les. Rapier. - VI. Nr. Lu. Béal. - VII. leuiste. Ne. Let. - VIII. Érigée. Lac. Bus. - IX. Ride. Ré. Dépense. - X. Nis. Insultes. - XI. P.C. Cas. Bism. - XII. Evier. Poésie. Ta. - XIII. Passion. Terrain. - XIV. Lit. Sode. Et. Mec. - XV. Insipides. Sébile.

### Verticalement

I. Savonnier. Repli. - 2. Trésorerie. Vain. - 3. Rente. Nid. Piste. - 4. Intelligence. - 5. Pi. Usé. Ris. - 6. Te. St. Sère. Qui. - 7. Ede. Apnée. - 8. Allot. Il. Iso. Es. - 9. Se. A.D.N. St. - 10. Espérance. Ties. - 11. Ane. Puberté. - 12. Sfr. Pa. Bélier. - 13. Ebouillant. Ami. - 14. Salsa. Essentiel. - 15. Ca. Té. Essence.

GUY BROUTY.

## EN BREF

### EXPOSITIONS

**POTS DE TERRE.** - Pour la deuxième année consécutive, la mairie de Saint-Quentin-la-Poterie (Gard) et l'office culturel organisent les 13 et 14 juillet une foire à la céramique : « Terraïna 85 ». Les visiteurs (dix mille l'an passé) pourront découvrir dans les cinquante-dix stands des poteries (du treizième au vingtième siècle et pré-colombiennes), mais aussi des sculptures, des tasses, des briques, des carrelages, et tout un choix d'objets utilitaires ou décoratifs.

● Renseignements : (66) 22-15-71.

**LES ROSES DE DOUÉ.** - Comme chaque année, la commune de Doué-la-Fontaine (à 14 kilomètres de Saumur) et son maire, M. Jean Bégault, organisent, du 12 au 18 juillet et dans un cadre naturel, une exposition de cent mille roses en cinq cents variétés.

● Mairie de Doué. Tél. : (41) 59-11-44.

### TOURISME

**URBS ET BIS.** - La SPHERE (société de promotion hôtelière et de restauration) édite un guide Urbs 1985-1986 recensant, ville par ville, les 169 hôtels bis et les 13 hôtels Urbs ouverts par ce groupe. Pour chaque établissement sont indiqués l'adresse, le nom du directeur, le nombre de chambres et les différents services offerts. Chaque fiche est accompagnée d'un plan d'accès à l'hôtel.

● Disponible sur simple demande à la SPHERE SA, 6-8, rue de Beldier, 91021 Evry-Corbeil. Tél. : (67) 97-92-90.

### 14 JUILLET

**RÉVOLUTION SILENCIEUSE.** - Cent années de nombreux accidents se produisant lors de la célébration de la fête nationale. Ils sont causés par l'explosion des traditionnels pétards du 14 juillet. Le Centre de documentation et d'information de l'assurance rappelle que les mineurs ne peuvent acheter des pétards sans autorisation de leurs parents. Il est en outre interdit de vendre ou de jeter sur la voie publique des pétards les 13 et 14 juillet.

## MODE

### Grandes distillations

Un nouveau réajustage s'installe en parfumerie où la Bénédicte prend le contrôle de Capucci, dont le succès va développer les produits haut de gamme. En effet, le coût des parfums n'est accessible qu'aux sociétés ayant des bilans bien consolidés, comme c'est le cas pour les champagnes et cognacs, la gastronomie, ou les traditions nationales pharmaceutiques qui apprécient ce genre d'investissements.

Poison, de Christian Dior, marque le départ d'une politique jeune et non conformiste de la part du groupe Moët Hennessy, le premier à s'être associé avec un couturier parfumeur dès 1966.

A vue de nez, on peut hésiter à offrir un Poison pour la fête des mères, mais Maurice Roger, PDG des parfums Dior, a choisi ce vocable pour son effet boom-rang. La présentation renouvelle le genre en forçant d'autres maisons : l'emballage vert noir fait fi de la superstition. Quant au flacon améthyste très pur, réalisé par Pochet et Du Courval, c'est un vrai bijou d'un rien Napoléon III. Le jus des Mille et un voyages : un parfum d'épices vif et puissant où le corrédaire de Russie se pimente de poivre de Malaisie et de cannelle de Ceylan. Les baies sauvages et le miel d'orange lui apportent une note douce sur fond d'ambre gris, d'opopanax et de civette.

On peut parier que La troisième femme, de Caron, aura la vie aussi longue que le film : une cinquième de composants et à partir de notes espérées, auxquelles le yin, genre de mandarine japonaise, apporte une légère amertume sur cour musqué et son vanille, traditionnelle de la maison depuis 1904.

Longtemps affaire de famille, maintenant filiale du groupe pharmaceutique américain Alt Robins, la société est présidée par Henry Bertrand. Le goût de l'ancien directeur général des éditions Condé-Nast en France se traduit par une recherche constante de qualité. Le flacon, en verre fumé aplati, encore de Pochet et Du Courval, s'orne d'une pyramide en relief à bords chanfreinés dans un écu gris Rolfe-Royce, d'une sobriété très masculine.

Une hirondelle fait le printemps en parfumerie quand elle s'appelle Patrice Picasso, petite-fille du parfumeur gressois Gillet, également créatrice de bijoux pour Tiffany de New-York. Son parfum aux notes chaudes et sensuelles lui ressemble : entre le rouge et le noir. Il a été lancé en 1984 aux États-Unis par une société rachetée depuis par L'Oréal. Le flacon démultiplie les rondeurs transparentes et sablées avec un bouchon en ellipse, suivant les lignes d'un de ses bijoux favoris qui se trouvent de nos jours dans sa collection.

Le thème des ténèbres inspire Worth et Paco Rabanne. Ce dernier lance La nuit au mystère presque alchimique pour fantôme à sa guise. Des accords luxueusement fleuris et épicés sortent d'un flacon aplati à bouchon également en ellipse.

Worth, pour sa part, reprend la célèbre boucle de cristal de L'Oréal, mais en la remplaçant par un bouchon en bois et en la nuit, créé par Odette Brail-Radun, un des rares « nez » féminins. Il s'élargit à partir de notes fraîches et rosées en tête, au cœur à la fois boisé et ambré, laissant un sillage fleuri et doux.

Sur le plan des affaires, Avon, un des premiers distributeurs de cosmétiques et parfums sur le plan mondial, vient de conclure un accord avec Catherine Deneuve pour le lancement d'un parfum international. En outre, la société se diversifie et sera désormais présente, sur huit pages du catalogue des Trois Saisons de l'hiver, en vente à partir de juillet.

Enfin, Style, de L'Oréal, mousse coiffante qui donne du volume aux cheveux sans les raidir se voit citée par la revue américaine Fortune parmi les douze « produits de l'année 1984 ». Elle s'applique facilement sur cheveux mouillés, courts ou longs et rendra de multiples services dans le sac à toilette des vacances.

N. MONT-SERVAN.

## JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du dimanche 7 juillet :

### UN ARRÊTÉ

Concernant les épreuves d'admission dans les centres régionaux de formation de professeurs d'enseignement général de collège en 1985.

### UN DÉCRET

Portant relèvement du salaire minimum de croissance.

### UNE LISTE

D'admissibilité aux concours d'admission à l'école militaire interarmes en 1985.

503 من الأصل



# économie

## REPÈRES

### Dollar : glissement à 9,15 F

Le dollar s'est orienté à la baisse, lundi 8 juillet, revenant, à Paris, de 9,24 F à 9,15 F, et, à Francfort, de 3,03 DM à un peu plus de 3 DM. Ce glissement est attribué aux nouvelles en provenance des Etats-Unis, suivant lesquelles la chute d'activité de l'industrie américaine se poursuivrait. La stabilité du taux de chômage en juin dans ce pays masque une nouvelle diminution des emplois industriels, sous la pression d'importations rendues moins onéreuses par la hausse du dollar depuis deux ans.

### Politique économique : critiques du patronat britannique contre M<sup>me</sup> Thatcher

Le patronat britannique renouvelle ses critiques à l'égard de la politique économique de M<sup>me</sup> Thatcher. La CBI (Confederation of British Industry) estime que la surévaluation de la livre, en hausse d'environ 20% depuis le début de l'année, réduit la compétitivité des entreprises sur les marchés mondiaux. Il conviendrait, selon le patronat, d'engager une politique monétaire plus hardie en abaissant de 2 points le taux d'intérêt, réduisant de 4,5 points en janvier pour répliquer à l'attaque qui avait eu lieu contre la devise britannique. M. Lawson, le chancelier de l'Echiquier, a répondu par la négative aux industriels. En revanche, il a été plus sibyllin en ce qui concerne la politique budgétaire, qui fait l'objet, elle, de critiques de la part d'un nombre croissant de parlementaires du parti même de M<sup>me</sup> Thatcher.

## SOCIAL

### LIBRES OPINIONS

#### Les comités d'établissement outils du développement de la SNCF

Saisi par les syndicats FO, CFTC et CGC, le Conseil d'Etat a annulé, il y a un mois, la création de trois cent vingt-sept comités d'établissement au sein de la SNCF. Depuis, à la demande de M. Jean Amroux, secrétaire d'Etat chargé des transports, des négociations se sont engagées - sans succès jusqu'à présent - entre la direction et les organisations syndicales. La CGT, qui avait obtenu 47,54 % des suffrages exprimés (et 53,51 % des sièges) aux élections du 15 décembre 1983, donne ici son point de vue.

par Jean-Paul LAHOUSE (\*)

Le 31 décembre 1982, le statut de la Société nationale des chemins de fer français, la loi d'orientation des transports intérieurs (LOTI) faisait entrer la SNCF dans le champ d'application du droit commun. Trente-huit ans après les premières ordonnances de 1945 créant les comités d'entreprise, ceux-ci avaient enfin droit de cité dans l'entreprise.

Coup de théâtre le 7 juin 1983 : sur demandes des fédérations de cheminots FO, CFTC et CGC, le Conseil d'Etat casse la décision administrative, rendue après de laborieuses négociations, la 2 novembre 1982, interdisant la création de comités d'établissement et le comité central d'entreprise n'existant plus et déniait aux élus tout droit à leur mandat. Cette interprétation abusive des conséquences pourait précéder de l'arrêt du Conseil d'Etat s'inscrivant clairement dans le cadre d'une offensive de la direction contre les droits nouveaux des cheminots.

En effet, le Conseil d'Etat n'avait nullement pouvoir d'annuler les élections professionnelles. Seule la Cour de cassation aurait pu le faire, or personne n'avait contesté ce scrutin.

#### Démantèlement

La direction de la plus grande entreprise nationale de France s'arroge le pouvoir de « dire le droit » et d'imposer ses vues. Il est vrai qu'elle avait en cela l'assentiment du secrétaire d'Etat aux transports, lequel, dans une lettre adressée à la CGT le 25 juin, soutenait, de fait, la position de la direction générale.

Cela relève d'une évidente volonté politique. La direction n'a jamais accepté l'existence d'institutions nouvelles et conteste leur rôle fondamental, « organiser l'expression collective des salariés dans tous les domaines se rapportant à la gestion, à l'organisation, à la sécurité du travail, octobre 1982. L'absence de fondements juridiques de cette attitude a été prouvée par un juriste spécialiste reconnu des droits des comités d'entreprise, Maurice Cohen.

Cette attitude intervient à un moment crucial pour l'entreprise. Le 26 avril dernier, l'Etat et la SNCF signent un accord de plan. Pour l'essentiel ce contrat entérine le déclin du

31 décembre 1983. Plus de la moitié des emplois concernés se trouvent dans la métallurgie (- 49 357 emplois dans 177 entreprises). Selon l'UNEDIC, 243 800 emplois avaient été perdus en 1984 pour l'industrie, le commerce, l'agriculture et les services (- 1,9 % par rapport à 1983).

## AFFAIRES

### La politique économique des collectivités locales Ingéniosité et modération

Beaucoup avaient prédit de grands désordres financiers. « Vous verrez, avec les lois de décentralisation, les collectivités locales vont faire n'importe quoi. Sous la pression de la population, les maires et les présidents de région vont attirer des subventions sans discernement aux entreprises, renflouer les usines en difficulté et céder au chantage du chômage. »

Les soubresauts de la politique économique de M<sup>me</sup> Thatcher. Le CBI (Confederation of British Industry) estime que la surévaluation de la livre, en hausse d'environ 20% depuis le début de l'année, réduit la compétitivité des entreprises sur les marchés mondiaux. Il conviendrait, selon le patronat, d'engager une politique monétaire plus hardie en abaissant de 2 points le taux d'intérêt, réduisant de 4,5 points en janvier pour répliquer à l'attaque qui avait eu lieu contre la devise britannique. M. Lawson, le chancelier de l'Echiquier, a répondu par la négative aux industriels. En revanche, il a été plus sibyllin en ce qui concerne la politique budgétaire, qui fait l'objet, elle, de critiques de la part d'un nombre croissant de parlementaires du parti même de M<sup>me</sup> Thatcher.

Les lois Defferre ont accordé aux communes, aux départements et aux régions une grande liberté dans le domaine économique, mettant un terme à des instructions et circulaires ministérielles de 1969 et de 1976 qui demandaient aux préfets de veiller à ce que les collectivités ne s'immiscient pas dans la marche des entreprises. Et ce au nom de deux principes : la liberté du commerce et de l'industrie et la prééminence, voire le monopole, que devait faire valoir l'Etat. Mais dans la pratique, beaucoup de collectivités n'ont pas attendu la décentralisation pour contourner la doctrine officielle et prendre des dispositions dont plusieurs (l'affaire Titan-Coder à Marseille, par exemple) donnaient lieu à des péripéties juridico-politiques.

Depuis trois ans, on assiste à un foisonnement d'initiatives, et même si certaines « sont extra-légales et réviennent une très grande ingéniosité dans les montages financiers de la part des décideurs locaux (...), les cas de gaspillage des fonds publics restent marginaux et très localisés », notent les experts du Plan.

La palette des aides financières est très variée, chaque collectivité en fait usage à sa manière et selon ses propres critères d'appréciation (1). Mais c'est toujours la région qui joue le rôle de locomotive, les autres collectivités n'agissant « que de façon complémentaire et subsi-

## ÉTRANGER

### NOUVEAUX ACCORDS ENTRE LES DEUX ETATS ALLEMANDS

La République fédérale d'Allemagne et la République démocratique allemande ont signé un accord portant à 850 millions de deutschemarks, valable cinq ans, le crédit sans intérêt - « swing » - existant entre les deux pays. Avec cet argent, la RDA ne peut financer que des commandes à l'industrie occidentale. Dans le passé, la RDA n'a jamais utilisé la totalité des crédits auxquels elle pouvait prétendre. Ceux-ci étaient de 600 millions l'année dernière. Un tel accord n'est pas sans importance pour le développement de la RDA, car il permet à la République fédérale d'Allemagne, en échangeant des devises, de financer l'édification du mur de Berlin en 1961. Il permet à la RDA de recevoir, petit à petit, l'équivalent de leur compte en banque resté en RDA en marks occidentaux et non pas en marks allemands, dont le cours en RFA représente un cinquième de la parité officielle. - (AFP.)

Les deux pays ont, d'autre part, conclu un accord concernant le rapatriement des capitaux pour les personnes privées. Cet accord était devenu nécessaire compte tenu du fait que 40 000 Allemands de RDA se sont établis en RFA en 1984, quatre fois plus que la moyenne annuelle. Ce qui représente un record absolu depuis l'édification du mur de Berlin en 1961. Il permet à la RDA de recevoir, petit à petit, l'équivalent de leur compte en banque resté en RDA en marks occidentaux et non pas en marks allemands, dont le cours en RFA représente un cinquième de la parité officielle. - (AFP.)

**Dénationalisations : mode d'emploi**

**AMAIGRIR L'ETAT POUR ENRICHIR LES CITOYENS**

Alain Michel

## ÉNERGIE

### L'OPEP impuissante face à un marché déprimé

(Suite de la première page.)

Ainsi, la réduction du plafond et des quotas de production de l'OPEP, pour faire face à la baisse saisonnière de la demande, s'est-elle heurtée à une vive opposition de plusieurs producteurs : le Gabon, l'Equateur - qui dépasse actuellement largement ses quotas - et l'Irak, qui entend, dès le mois de décembre prochain, accroître de 50% ses exportations grâce à la mise en route d'un nouvel oléoduc traversant l'Arabie saoudite.

La principale incertitude, à l'issue de cette réunion, concernait l'attitude qu'adopterait l'Arabie saoudite. Le royaume wahabite, principal producteur de l'OPEP, qui a, jusqu'ici, consenti les plus gros efforts en laissant chuter sa production à un peu plus de 2 millions de barils par jour (1), soit moins de la moitié du quota qui lui avait été alloué en janvier (4,3 millions de barils par jour) et moins du quart de ses capacités totales d'extraction, a affirmé qu'il avait atteint les limites de sa résistance.

Avant annoncé qu'elle renoncerait à son rôle de « producteur tampon » chargé d'adapter in fine la production totale de l'OPEP aux besoins du marché, l'Arabie saoudite a clairement fait comprendre à ses partenaires qu'elle ramènerait bientôt sa production au niveau permis de 4,3 millions de barils par jour - quitte à baisser ses prix - s'ils ne mettaient pas fin rapidement à la pratique du rabais.

La menace est d'autant plus érudite que Ryad met en place le dispositif qui lui permettra de réagir : l'Arabie saoudite doit en effet renouer dans les jours qui viennent ses principaux clients, afin de discuter des nouveaux tarifs à appliquer pour que ceux-ci représentent des mois d'achat leurs envois.

Pendant trois jours à Vienne, la délégation saoudienne a, de fait, refusé de participer aux débats, se contentant de repousser au fur et à mesure toutes les idées mises sur le tapis. « Nous voulons des faits et non des mots », déclarait un membre de la délégation. A l'issue de la réunion, il apparaissait toutefois que l'Arabie saoudite accepterait d'accorder à ses partenaires un nouveau « délai de grâce », jusqu'à la prochaine réunion de l'Organisation le 22 juillet prochain. « Nous respectons les prix officiels tant que les autres le feront », assurait, après la fin de la réunion, un membre de la délégation saoudienne. « Le marché est tellement transparent... »

Comme l'Arabie saoudite, le Mexique, qui n'est pas membre de l'Organisation, mais qui observait depuis trois ans une politique de coopération active, a montré au cours de ces trois jours des signes d'impatience de plus en plus grands. Mexico attendait les résultats de cette réunion pour décider de réduire tous ses prix de vente (après avoir baissé les tarifs de son pétrole lourd) et éventuellement d'accroître ses exportations, tombées depuis quelques semaines à 800 000 barils par jour, contre un niveau normal de 1,5 million de barils par jour. Désappointée par les résultats de la réunion de Vienne, la délégation mexicaine assurait qu'elle allait « essayer de voir ce qui allait arriver dans les prochains jours » sur le marché pour prendre une décision définitive.

Même si M. Subroto, ministre indonésien et président en exercice de l'OPEP, affirme que « les pays producteurs non membres de l'OPEP devront se sentir concernés par l'évolution du marché dans le futur proche », ce sont bien les membres de l'Organisation qui sont mis à l'épreuve du marché par le Mexique et l'Arabie saoudite. Que cessent les rabais et le non-respect des quotas et le marché s'arrêtera peut-être de glisser, même si cela reste à voir. Sinon Mexico et Ryad défendront leur niveau de production quel qu'en soit le prix.

VÉRONIQUE MAURIS.

(1) Un million de barils par jour correspond à 50 millions de tonnes par an.

**PRÉCISION.** - Augmentation des primes d'assurances : 900 millions de francs. Les primes d'assurances automobiles vont augmenter au début d'août du fait du relèvement de 12 à 15 % de la contribution à la Sécurité sociale. Cette contribution rapportera 4,5 milliards de francs par an au lieu de 3,6 milliards jusqu'à présent. Mais il était inexact d'écrire, comme nous l'avons fait dans « le Monde », daté 7-8 juillet, que « cette nouvelle augmentation rapportera la coquette somme de 4,5 milliards ». La somme est coquette mais l'augmentation, si elle est de 25 %, ne dépasse pas 900 millions.

### Le nœud de la réussite

Le groupe de travail qui présidait M. Brocas, président des Houillères de Lorraine et ancien préfet de région, énonce un certain nombre de « recommandations » pour « améliorer, adapter et clarifier » le système, mais exclut tout « bouleversement ».

D'abord, il faudrait que les secteurs du tourisme et de l'artisanat, créateurs d'emplois, soient intégrés dans le champ des interventions économiques au même titre que l'agriculture et l'industrie. Au chapitre des primes - le plus délicat, puisque les régimes de primes d'Etat et de subventions régionales s'entrecroisent dans un maquis extraordinaire - il faut de nature à décourager les chefs d'entreprise, - il est indispensable d'apporter très vite de l'ordre, d'autant plus que le CNPF

critique les distorsions de concurrence qu'elles engendrent. La procédure des garanties d'emprunts, qui connaît un développement sensible, est considérée par le Commissariat du Plan comme « le seul danger sérieux de dérapage du dispositif actuel », et il est donc impératif d'imaginer des garde-fous.

Pour certaines régions, le dispositif actuel est si peu adéquat qu'elles ont préféré supprimer toutes les aides directes (primes à la création d'entreprise, primes à l'emploi) et mettre en chantier - c'est en cours dans le Centre - une nouvelle politique économique. D'autres régions (Nord-Pas-de-Calais, Langues-Roussillon, Lorraine) se montrent plus volontiers interventionnistes, y compris dans le domaine du commerce extérieur. D'autres (Bretagne, Provence-Alpes-Côte d'Azur) sont devenues les principaux actionnaires des sociétés de développement régional (SDR) de leur circonscription.

Une interrogation demeure, à laquelle le Commissariat du Plan - pas plus qu'aucune autre institution - n'est encore capable de répondre. Quelle est l'efficacité réelle des interventions économiques et financières des collectivités locales ?

Autrement dit, un franc dépensé par une région ou une ville en faveur d'une entreprise a-t-il des retombées, pour l'emploi ou la compétitivité de celle-ci, plus bénéfiques que le même franc versé par l'Etat ? Là est le nœud de la réussite ou de l'échec de la décentralisation.

FRANÇOIS GROSCHARD.

(1) Subventions à l'emploi, aide à la création d'entreprise, prêts, avances et bonifications d'intérêt, rabais sur les bâtiments et les terrains, garantie d'emprunt, aides fiscales (exonération de taxe professionnelle).

(2) Sur quatre recours déposés dans le Doubs en 1983 par le commissaire de la République, le tribunal administratif a donné raison dans deux cas à la collectivité locale.

## ENTREPRISES

### Montedison aurait pris 38 % du capital du holding financier italien BI-Invest.

Le chimiste italien Montedison aurait pris, par l'intermédiaire d'une filiale financière Iuziana META, 38 % de l'un des plus importants holdings italiens, BI-Invest, contrôlé jusqu'à présent par la famille Bonomi avec 30 % des actions. Pour environ 1 milliard de francs, Montedison ferait ainsi un retour en force dans un groupe (assurances, finances) dans lequel il avait cédé sa participation à la famille Bonomi, au moment de ses difficultés financières. L'intervention de Montedison survient au terme d'opérations mystérieuses menées sur les actions de BI-Invest rachetées depuis plusieurs semaines par un financier inconnu. La chimiste prend du même coup une participation chez un de ses principaux actionnaires : BI-Invest détiendrait en effet 17 % de Gemina, le holding financier qui contrôle Montedison. - (AFP.)

● **Renault véhicules industriels** : + 13,1 % à l'exportation.

Avec 4,57 milliards de francs de chiffre d'affaires en 1984, l'exportation a représenté 37 % des ventes totales de Renault véhicules industriels (RVI). Soit une progression de 9 % en valeur et de 13,1 % en volume (18 526 véhicules vendus). Les bons scores enregistrés en Amérique du Nord (+ 95,6 % en volume) et en Europe de l'Ouest (+ 27,4 %) ont compensé la faiblesse des autres marchés. C'est en Afrique, son marché traditionnel (8 163 unités vendues), que RVI a subi le plus fort recul (- 26,2 %). Principales raisons de cette chute : la baisse des revenus des pays pétroliers et l'endettement excessif des pays en voie de développement, aggravé par la hausse du dollar. La tendance devrait se poursuivre dans les deux ou trois prochaines années.

● **Rhône-Poulenc investit** dans les céramiques fines.

Numéro un de l'industrie chimique française, le groupe vient de racheter à Coraver, filiale de la CGE, sa division « céramiques thermomécaniques » et de se substituer à Renault, défilant. Il pourra ainsi renforcer ses activités dans la fabrication de poudres chimiques fines. La prix de rachat n'a pas été rendu public. Les céramiques thermomécaniques ont un avenir prometteur dans les industries de l'automobile, de l'électronique et de l'aérospatiale. Elles favorisent notamment une meilleure tenue des pièces soumises aux frottements, à l'usure mécanique et aux fortes températures, et procurent une meilleure isolation thermique dans les parties chaudes des moteurs.

## LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	SIX MOIS
	+ bas - haut	Rep. + ou dép. -	Rep. + ou dép. -	Rep. + ou dép. -
\$ E.-U. ....	9,1378 9,1480	+ 190 + 285	+ 379 + 490	+ 1 060 + 1 180
S. can. ....	6,7347 6,7394	+ 36 + 57	+ 79 + 116	+ 273 + 370
Yen (100) ..	3,7059 3,7087	+ 125 + 136	+ 242 + 259	+ 726 + 775
DM ....	3,0441 3,0462	+ 126 + 137	+ 248 + 263	+ 721 + 766
Flarin ....	2,7017 2,7033	+ 77 + 85	+ 154 + 167	+ 490 + 528
F.R. (100) ..	15,0862 15,0258	- 183 - 232	- 348 - 438	- 1 065 - 1 267
F.S. ....	3,6316 3,6342	+ 157 + 172	+ 304 + 325	+ 858 + 944
L. (1 000) ...	4,7075 4,7116	+ 164 + 164	+ 301 + 268	+ 889 + 884
E. ....	12,1431 12,1562	+ 288 + 248	+ 490 + 432	+ 1 042 + 856

## TAUX DES EUROMONNAIES

SE, U....	7/78	8/78	7/58	7/3/4	7/5/8	7/3/4	7/3/4	7/7/8
DM	5	5/1/4	5/3/16	5/5/16	5/1/4	5/3/8	5/3/8	5/1/2
Florida	6/78	7/78	6/3/4	6/7/8	6/5/8	6/3/4	6/1/2	6/5/8
SE, (198)	8/5/8	9/1/8	8/15/16	8/13/16	8/1/16	8/5/16	8/7/8	8/1/4
LJ (1900)	13	14	13/15/16	14	13/12/14	14	13/7/8	14/1/4
E	12/5/8	12/7/8	12/5/8	12/3/4	12/7/16	12/9/16	12/1/16	12/3/16
E. Franc.	13/15/16	10/1/16	10/1/16	10/5/16	10/1/8	10/3/8	10/1/16	10/13/16



# FINANCES PUBLIQUES

LE TRENTIÈME ANNIVERSAIRE DES SOCIÉTÉS DE DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL

## Des organismes interdits de marché monétaire

Strasbourg. — Quand l'enfant a bien grandi et qu'il donne des sujets de satisfaction, c'est fou le nombre de gens qui se disent prêts à en revendiquer la paternité. On l'a bien vu à Strasbourg lors de la grande messe célébrée à l'occasion du trentième anniversaire des Sociétés de développement régional lorsque M. Edgar Faure, président du conseil, furent signés, en 1955, les textes officiels créant les SDR, a disputé avec humour à son ministre de l'économie et des finances de l'époque (M. Pierre Pflimlin, l'actuel président du parlement européen) cette décision qui devait contribuer à modifier profondément le paysage financier des régions.

La fête aurait été parfaite si M. Pierre Bérégovoy, invité à la cérémonie en sa qualité de ministre de l'économie et des finances n'était arrivé les mains vides ou presque. En tout cas, sans « le petit cadeau » qu'attendaient les dirigeants de la Chambre syndicale des sociétés de développement régional : la possibilité pour les SDR d'accéder au marché monétaire (là où se négocie l'argent au jour le jour et à certaines échéances rapprochées) afin d'y puiser les moyens dont elles ont besoin pour assurer leur triple mission (octroi de prêts à long terme avec, dans la plupart des cas une bonification de taux d'intérêts, concours en fonds propres et cautions de crédit).

Peu sensible à cet « appel du pied », dont il avait eu connaissance, M. Bérégovoy ne s'est pas privé, en préambule, de constater que « le réseau s'en tient encore à des taux qui s'étagent entre 13,5 % et 14 % alors que le Crédit national et le Crédit d'équipement des PME (deux organismes habilités à octroyer des prêts bonifiés, aux côtés des SDR et du Crédit coopératif) ont récemment ramené leur propre taux à 13 % ». Invitant « avec délicatesse » les Sociétés de dévelop-

De notre envoyé spécial

pement régional « à épouser ce mouvement de baisse », le ministre a assuré que « l'Etat veillera à ce que vous bénéficiez de votre juste part de prêts bonifiés » (l'enveloppe des SDR a été fixée initialement à 3,2 milliards de francs pour 1985).

Des problèmes de principe

S'il a estimé « compréhensible » la demande des SDR d'avoir accès au marché monétaire pour obtenir une plus grande souplesse dans ses conditions de refinancement, M. Bérégovoy a cependant fait observer que cette demande « posait des problèmes de principe vis-à-vis du dispositif général du contrôle du crédit ». Celui-ci ne s'applique pas actuellement aux SDR puisqu'elles se financent sur des ressources d'épargne, notamment par emprunts obligataires. « Par contre, dans le cas où elles auraient accès au marché monétaire, les SDR devraient être assujetties à ce dispositif qui pourrait compliquer la tâche des autorités monétaires et la vôtre », a-t-il fait valoir, avec en arrière-plan les soucis que posent les actuels dérapages de la masse monétaire.

« Pour cette raison, la solution la plus favorable... me paraît être de vous autoriser à diversifier vos ressources en vous permettant d'emprunter à plus court terme. Plusieurs solutions sont envisageables et j'ai demandé au directeur du Trésor, M. Daniel Lebègue, de les examiner avec vous », a-t-il conclu en réponse aux propos de M. Daniel Grujon, président de la Chambre syndicale, qui se préoccupait du sort réservé « à l'un des tout premiers » — sinon le premier apporteur de fonds propres à la Petite et moyenne industrie française, hors la région parisienne —.

Cette préoccupation, justifiée par « la banalisation des circuits et des produits financiers » depuis que les pouvoirs publics ont autorisé tous les établissements bancaires et financiers à se livrer à une vive concurrence, a été plus vivement ressentie depuis la réforme des prêts bonifiés intervenue à l'automne dernier et appliquée depuis janvier 1985. Considérées comme l'un des principaux secteurs d'activité des SDR avec un total de concours mis en place de 4,1 milliards en 1985 (sur 5,1 milliards de prêts à long terme), les prêts à taux bonifiés pâissent de la décision de la Rue de Rivoli de ne plus accorder cette bonification (versée par le Trésor et, donc par les contribuables) qu'à une seule procédure : les prêts spéciaux à l'investissement (PSI).

Dans le même temps, l'activité en fonds propres, but initial des SDR, mais qui a laissé progressivement la place « au carcan des prêts de financement long terme sur trois-douze ans et du moyen terme de dix-sept ans » n'a pas véritablement décollé. Même si elles sont parvenues, depuis leur création, à prendre près de deux mille participations dans des entreprises moyennes pour un montant de 830 millions de francs, ce pan de leur activité ne représentait que 119 millions de francs en 1984 (en baisse de 20 % sur l'année précédente). « Capital-chance » pour les dirigeants des SDR, il est très souvent synonyme de « capital-risque » sur le terrain et c'est là un métier beaucoup plus difficile que celui de « banquier spécialisé » tourné vers le seul octroi de crédits. Pour « se couvrir », les SDR signent actuellement à tour de rôle des conventions avec la SOFARIS, l'organisme officiel chargé de fournir l'assurance du capital-risque des PME mais sur le « marché », aussi la concurrence se développe à grands pas.

SERGE MARTI.

## Dix-neuf établissements en quête de nouvelles ressources pour de nouveaux produits

Pour que le « désert français » — c'est-à-dire la province — puisse commencer à grignoter le terrain gagné par le capital, il a fallu l'imposante batterie des décrets du 30 juin 1955. Seul moyen de mettre réellement en place « une politique de développement des régions », rappelle opportunément, trente ans plus tard, M. Pierre Pflimlin (1).

Ces textes, qui ont marqué le point de départ d'un long parcours de soutien financier aux entreprises provinciales, ont confié cette tâche aux sociétés de développement régional (SDR). Conçues comme des sociétés anonymes par actions, elles ont été progressivement créées avec « pour objectif exclusif de concourir, sous forme de participations en capital, au financement des entreprises industrielles dans les régions qui souffrent du sous-emploi ». Constituée en 1956, en Alsace, la SADE, actuellement présidée par M. Jacques Puyman, a été le point de départ d'un vaste réseau qui, à travers dix-neuf SDR, couvre, sous des noms

divers, l'ensemble de l'Hexagone et de la Corse (saize société), trois SDR ayant été créées spécialement pour les départements et territoires d'outre-mer : SODE-RAG (Antilles-Guyane), SODERE (La Réunion), SODEP (Pacifique).

Seule exception, la région parisienne qui, paradoxalement, ne dispose pas d'un organisme reconnu par la Chambre syndicale des sociétés de développement régional, simple conséquence des décisions prises en 1955 lorsque Paris avait été jugé suffisamment favorisé, à l'époque, en outre financiers pour ne pas avoir besoin d'une SDR spécifique. Aujourd'hui, la situation est différente et on sent bien que les dirigeants nationaux sont prêts à créer « une SDR Ile-de-France ». Après avoir réglé, toutefois, le problème que pose SOFIPARIL, un organisme créé justement en 1977 pour pallier cette carence en région parisienne et qui joue dans les faits ce rôle de SDR à Paris et en grande banlieue. Faute d'avoir été reconnue par ses

pairs, qui lui attribuent généralement le simple rôle d'un organisme bancaire supplémentaire recevant des dossiers, le plus souvent déjà passés au crible par d'autres organismes.

Sociétés privées, la plupart des SDR sont cotées en Bourse où leurs cours sont naturellement liés à l'évolution de leur capacité bénéficiaire. La SADE (Alsace), la SODERO (SDR de l'Ouest) et la SDR du Nord-Pas-de-Calais sont actuellement traitées au marché à règlement manuel (RM), l'ancien « marché à terme », tandis que treize autres SDR voient leurs titres inscrits au marché au comptant. Seules la SODEP (Pacifique), la SODERE (Réunion) et la Caisse de développement de la Corse (dernière-née en 1982, par détachement de cette région de la SDR Méditerranée) ne sont pas encore cotées en Bourse.

S. M.

(1) Dernières nouvelles d'Alsace, jeudi 4 juillet 1985.

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

### Trade Development Bank (France) S.A. American Express Bank

L'Assemblée Générale Ordinaire de la société réunie le 30 Mai 1985 sous la présidence de Monsieur Michel ERNST a approuvé les comptes de l'exercice clos le 31 Décembre 1984.

Le bénéfice net ressort à 9.100.000 francs pour un total de bilan de 4.468.000.000 de francs. L'Assemblée a décidé d'attribuer à chaque action un dividende de 7 francs payable dès le 30 Mai au siège de la société.

Dans les prochaines semaines, la société transfèrera à la Republic National Bank of New York (France) les actifs et passifs bancaires qu'elle exploitait avant

1984 la Trade Development Bank (France) S.A. La société conservera la gestion des actifs apportés en 1984 à American Express International Banking Corporation.



Trade Development Bank (France) S.A. Siège : 20 Place Vendôme - 75001 PARIS Direction Administrative : 12/14 Rond-Point des Champs Elysées - 75008 PARIS.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

# PEUGEOT S.A.

## augmentation de capital

émission de 2 500 000 actions nouvelles à F 370

Souscription ouverte le 8 juillet 1985 sans droit préférentiel de souscription. Clôture sans préavis.

Jouissance : 1<sup>er</sup> janvier 1985.

Produit brut de l'émission F 925 000 000.

Une note d'information (visa COB n° 95-213 en date du 2.7.1985) est mise gratuitement à la disposition du public au siège de la société et auprès des établissements chargés du placement. B.A.L.O. du 8.7.1985

## CONVERTIMMO

SICAV

Société d'investissement à Capital Variable

L'Assemblée Générale Ordinaire qui s'est réunie le 28 juin 1985 sous la Présidence de Monsieur Claude Boivin-Champeaux a approuvé les comptes de l'exercice clos le 29 mars 1985.

Faits marquants de l'exercice

- Performance, coupon global réinvesti : + 8,6 % (+ 178,5 % sur 5 ans)
- Actifs gérés en fin d'exercice : F 958,85 millions
- Dividende net : F 15,08 (+ crédit d'impôt F 1,50) contre F 14,88

Le dividende est mis en paiement le 4 juillet 1985, aux guichets des banques suivantes : Société Générale, Société Générale Alsacienne de Banque, Société Centrale de Banque.

Les actionnaires de Convertimmo pourront jusqu'au 3 octobre 1985 inclus, réinvestir le dividende net en souscrivant des actions de la Sicav sans droit d'entrée.

© GROUPE SOCIÉTÉ GÉNÉRALE

## INTEROBLIG

SICAV

Société d'investissement à Capital Variable

L'Assemblée Générale Ordinaire qui a été réunie le 28 juin 1985 sous la Présidence de Monsieur Patrick Duverger a approuvé les comptes de l'exercice clos le 29 mars 1985.

Faits marquants de l'exercice

- Performance, coupon global réinvesti : + 3,8 % malgré une chute de la prime de la devise-franc de 25,2 % à 3,1 % (+ 198,2 % sur 5 ans, soit 24,5 % par an en moyenne actuarielle).
- Actifs gérés en fin d'exercice : F 4,17 milliards
- Dividende net : F 774,21 (+ crédit d'impôt F 38,86)

Le dividende est mis en paiement le 4 juillet 1985, aux guichets des banques suivantes : Société Générale, Société Générale Alsacienne de Banque, Société Centrale de Banque.

Les actionnaires d'Interoblig pourront jusqu'au 3 octobre 1985 inclus, réinvestir le dividende net en souscrivant des actions de la Sicav sans droit d'entrée.

© GROUPE SOCIÉTÉ GÉNÉRALE

50 من الأصل



## 5 JUILLET

Cours préc.	Derniers cours
<b>MARCHÉ</b>	

1835	1836
525	530
341	335

M.E.	725	728
Equip. Elect.	299	299
Equip. Personnel	146	146
Int.	248	247
Support O.T.A.	1950	1930
Act. S. Dussault	770	760
Spacov	550	560
Dogwren	701	700
Grilles Immeuble	350	350
Kaufing, Mirane	240	239 80
M.B.	405	402
Arde-Dolmen	369	374
Gr. Gest. Fie.	301	301 10
Port Bataneu	322	322
Proffagtz	637	640
Chem	1895	1705
Int.	219	216
G.P.M.	616	314
L.P.	820	820
Reu	732	730
Sec.	694	690
<b>Hors-cote</b>		
ie	285	285
Chery	55 50	55 50
Int.	475	485
Parso N.V.	131	132
R.	133	126
Int et Multicore	111	111
Int.	346	349
<b>M.ALEURS</b>		
	<b>Emission</b>	<b>Rechet</b>
	<b>Pres incl.</b>	<b>net</b>
Compteur 20-400	60220 34	60220 34
U.E. G-Horne	308 61	294 62
Associations	20465 18	20465 18
Quatre Immeuble	134 96	134 98
Int.	155 84	153 54
Troncs Transmision	5523 33	5441 70
Int. Vau	1048 25	1048 35
Receveur S-silence	535 81	511 32
Int. 1000	406 11	405 15
Int. 1000	10222 78	10271 43
Receveur Rendement	11534 01	1476 63
Int. 1000	664 79	625 10

...on d'Herminie...	174 87	170 85
...ct. Val. Franc.	232 07	221 55
...ommes d'Altois	574 54 91	574 54 91
...on, court terme	576 37 78	576 37 78
...om. Châlonnais	544 11 66	544 11 66
...on. (Canton BP)	684 52	674 38
...s d'acquisitions	1227 95	1225 10
...i. h. et dir.	481 54	456 70
...sme	588 25	568 67
...s 5000	244 83	233 75
...surance	395 83	377 58

.....	340 01	324 59
.....	197 47	188 52
.....	357	340 81
.....	1112 98	1062 51

la .....	817 40	779 98
l .....	1066 94	1018 56
grand .....	483 13	442 13
espagne .....	360 77	347 73
amer .....	884 07	853 63
inter .....	1128 26	1077 10

.....	111 02	111 02
.....	308 75	295 70
.....	877 16	837 39
Garantie .....	1257	1240 94
.....	697 94	666 79

Japan .....	1051 54	1013 40
Russia .....	1611 42	1824 74
Spain .....	1871 61	1910 07
U.S. ....	155 30	155 30

Assets-Obligations ..	1101 80	1071 37
Reserve .....	404 59	388 34
Surplus .....	1296 14	1254 95
Total .....	2802 53	2714 66

Count	Percentage	Deviation	%
-------	------------	-----------	---

VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS			
cote	titre	précéd.	diff.	cote	titre	précéd.	diff.	cote	titre	précéd.	diff.	cote	titre	précéd.	diff.	cote	titre	précéd.	diff.
1604	A.S. 1973	1570	+ 34	1599	90	1800	+ 1	1611	201	92	200	+ 10	200	200	100	200	200	200	200
1605	B.A.P.	1600	+ 5	1603	81	1601	- 2	1602	81	1601	- 2	1602	81	1601	- 2	1602	81	1601	- 2
1606	C.E.C.	1600	+ 5	1603	81	1601	- 2	1602	81	1601	- 2	1602	81	1601	- 2	1602	81	1601	- 2
1607	C.E.C. 3 %	1600	+ 5	1603	81	1601	- 2	1602	81	1601	- 2	1602	81	1601	- 2	1602	81	1601	- 2
1608	C.E.C. 3 %	1600	+ 5	1603	81	1601	- 2	1602	81	1601	- 2	1602	81	1601	- 2	1602	81	1601	- 2
1609	C.E.C. 3 %	1600	+ 5	1603	81	1601	- 2	1602	81	1601	- 2	1602	81	1601	- 2	1602	81	1601	- 2
1610	C.E.C. 3 %	1600	+ 5	1603	81	1601	- 2	1602	81	1601	- 2	1602	81	1601	- 2	1602	81	1601	- 2
1611	C.E.C. 3 %	1600	+ 5	1603	81	1601	- 2	1602	81	1601	- 2	1602	81	1601	- 2	1602	81	1601	- 2
1612	C.E.C. 3 %	1600	+ 5	1603	81	1601	- 2	1602	81	1601	- 2	1602	81	1601	- 2	1602	81	1601	- 2
1613	C.E.C. 3 %	1600	+ 5	1603	81	1601	- 2	1602	81	1601	- 2	1602	81	1601	- 2	1602	81	1601	- 2
1614	C.E.C. 3 %	1600	+ 5	1603	81	1601	- 2	1602	81	1601	- 2	1602	81	1601	- 2	1602	81	1601	- 2
1615	C.E.C. 3 %	1600	+ 5	1603	81	1601	- 2	1602	81	1601	- 2	1602	81	1601	- 2	1602	81	1601	- 2
1616	C.E.C. 3 %	1600	+ 5	1603	81	1601	- 2	1602	81	1601	- 2	1602	81	1601	- 2	1602	81	1601	- 2
1617	C.E.C. 3 %	1600	+ 5	1603	81	1601	- 2	1602	81	1601	- 2	1602	81	1601	- 2	1602	81	1601	- 2
1618	C.E.C. 3 %	1600	+ 5	1603	81	1601	- 2	1602	81	1601	- 2	1602	81	1601	- 2	1602	81	1601	- 2
1619	C.E.C. 3 %	1600	+ 5	1603	81	1601	- 2	1602	81	1601	- 2	1602	81	1601	- 2	1602	81	1601	- 2
1620	C.E.C. 3 %	1600	+ 5	1603	81	1601	- 2	1602	81	1601	- 2	1602	81	1601	- 2	1602	81	1601	- 2
1621	C.E.C. 3 %	1600	+ 5	1603	81	1601	- 2	1602	81	1601	- 2	1602	81	1601	- 2	1602	81	1601	- 2
1622	C.E.C. 3 %	1600	+ 5	1603	81	1601	- 2	1602	81	1601	- 2	1602	81	1601	- 2	1602	81	1601	- 2
1623	C.E.C. 3 %	1600	+ 5	1603	81	1601	- 2	1602	81	1601	- 2	1602	81	1601	- 2	1602	81	1601	- 2
1624	C.E.C. 3 %	1600	+ 5	1603	81	1601	- 2	1602	81	1601	- 2	1602	81	1601	- 2	1602	81	1601	- 2
1625	C.E.C. 3 %	1600	+ 5	1603	81	1601	- 2	1602	81	1601	- 2	1602	81	1601	- 2	1602	81	1601	- 2
1626	C.E.C. 3 %	1600	+ 5	1603	81	1601	- 2	1602	81	1601	- 2	1602	81	1601	- 2	1602	81	1601	- 2
1627	C.E.C. 3 %	1600	+ 5	1603	81	1601	- 2	1602	81	1601	- 2	1602	81	1601	- 2	1602	81	1601	- 2
1628	C.E.C. 3 %	1600	+ 5	1603	81	1601	- 2	1602	81	1601	- 2	1602	81	1601	- 2	1602	81	1601	- 2
1629	C.E.C. 3 %	1600	+ 5	1603	81	1601	- 2	1602	81	1601	- 2	1602	81	1601	- 2	1602	81	1601	- 2
1630	C.E.C. 3 %	1600	+ 5	1603	81	1601	- 2	1602	81	1601	- 2	1602	81	1601	- 2	1602	81	1601	- 2
1631	C.E.C. 3 %	1600	+ 5	1603	81	1601	- 2	1602	81	1601	- 2	1602	81	1601	- 2	1602	81	1601	- 2
1632	C.E.C. 3 %	1600	+ 5	1603	81	1601	- 2	1602	81	1601	- 2	1602	81	1601	- 2	1602	81	1601	- 2
1633	C.E.C. 3 %	1600	+ 5	1603	81	1601	- 2	1602	81	1601	- 2	1602	81	1601	- 2	1602	81	1601	- 2
1634	C.E.C. 3 %	1600	+ 5	1603	81	1601	- 2	1602	81	1601	- 2	1602	81	1601	- 2	1602	81	1601	- 2
1635	C.E.C. 3 %	1600	+ 5	1603	81	1601	- 2	1602	81	1601	- 2	1602	81	1601	- 2	1602	81	1601	- 2
1636	C.E.C. 3 %	1600	+ 5	1603	81	1601	- 2	1602	81	1601	- 2	1602	81	1601	- 2	1602	81	1601	- 2
1637	C.E.C. 3 %	1600	+ 5	1603	81	1601	- 2	1602	81	1601	- 2	1602	81	1601	- 2	1602	81	1601	- 2
1638	C.E.C. 3 %	1600	+ 5	1603	81	1601	- 2	1602	81	1601	- 2	1602	81	1601	- 2	1602	81	1601	- 2
1639	C.E.C. 3 %	1600	+ 5	1603	81	1601	- 2	1602	81	1601	- 2	1602	81	1601	- 2	1602	81	1601	- 2
1640	C.E.C. 3 %	1600	+ 5	1603	81	1601	- 2	1602	81	1601	- 2	1602	81	1601	- 2	1602	81	1601	- 2
1641	C.E.C. 3 %	1600	+ 5	1603	81	1601	- 2	1602	81	1601	- 2	1602	81	1601	- 2	1602	81	1601	- 2
1642	C.E.C. 3 %	1600	+ 5	1603	81	1601	- 2	1602	81	1601	- 2	1602	81	1601	- 2	1602	81	1601	- 2
1643	C.E.C. 3 %	1600	+ 5	1603	81	1601	- 2	1602	81	1601	- 2	1602	81	1601	- 2	1602	81	1601	- 2
1644	C.E.C. 3 %	1600	+ 5	1603	81	1601	- 2	1602	81	1601	- 2	1602	81	1601	- 2	1602	81	1601	- 2
1645	C.E.C. 3 %	1600	+ 5	1603	81	1601	- 2	1602	81	1601	- 2	1602	81	1601	- 2	1602	81	1601	- 2
1646	C.E.C. 3 %	1600	+ 5	1603	81	1601	- 2	1602	81	1601	- 2	1602	81	1601	- 2	1602	81	1601	- 2
1647	C.E.C. 3 %	1600	+ 5	1603	81	1601	- 2	1602	81	1601	- 2	1602	81	1601	- 2	1602	81	1601	- 2
1648	C.E.C. 3 %	1600	+ 5	1603	81	1601	- 2	1602	81	1601	- 2	1602	81	1601	- 2	1602	81	1601	- 2
1649	C.E.C. 3 %	1600	+ 5	1603	81	1601	- 2	1602	81	1601	- 2	1602	81	1601	- 2	1602	81	1601	- 2
1650	C.E.C. 3 %	1600	+ 5	1603	81	1601	- 2	1602	81	1601	- 2	1602	81	1601	- 2	1602	81	1601	- 2
1651	C.E.C. 3 %	1600	+ 5	1603	81	1601	- 2	1602	81	1601	- 2	1602	81	1601	- 2	1602	81	1601	- 2
1652	C.E.C. 3 %	1600	+ 5	1603	81	1601	- 2	1602	81	1601	- 2	1602	81	1601	- 2	1602	81	1601	- 2
1653	C.E.C. 3 %	1600	+ 5	1603	81	1601	- 2	1602	81	1601	- 2	1602	81	1601	- 2	1602	81	1601	- 2
1654	C.E.C. 3 %	1600	+ 5	1603	81	1601	- 2	1602	81	1601	- 2	1602	81	1601	- 2	1602	81	1601	- 2
1655	C.E.C. 3 %	1600	+ 5	1603	81	1601	- 2	1602	81	1601	- 2	1602	81	1601	- 2	1602	81	1601	- 2
1656	C.E.C. 3 %	1600	+ 5	1603	81	1601	- 2	1602	81	1601	- 2	1602	81	1601	- 2	1602	81	1601	- 2
1657	C.E.C. 3 %	1600	+ 5	1603	81	1601	- 2	1602	81	1601	- 2	1602	81	1601	- 2	1602	81	1601	- 2
1658	C.E.C. 3 %	1600	+ 5	1603	81	1601	- 2	1602	81	1601	- 2	1602	81	1601	- 2	1602	81	1601	- 2
1659	C.E.C. 3 %	1600	+ 5	1603	81	1601	- 2	1602	81	1601	- 2	1602	81	1601	- 2	1602	81	1601	- 2
1660	C.E.C. 3 %	1600	+ 5	1603	81	1601	- 2	1602	81	1601	- 2	1602	81	1601	- 2	1602	81	1601	- 2
1661	C.E.C. 3 %	1600	+ 5	1603	81	1601	- 2	1602	81	1601	- 2	1602	81	1601	- 2	1602	81	1601	- 2
1662	C.E.C. 3 %	1600	+ 5	1603	81	1601	- 2	1602	81	1601	- 2	1602	81	1601	- 2	1602	81	1601	- 2
1663	C.E.C. 3 %	1600	+ 5	1603	81	1601	- 2	1602	81	1601	- 2	1602	81	1601	- 2	1602	81	1601	- 2
1664	C.E.C. 3 %	1600	+ 5	1603	81	1601	- 2	1602	81	1601	- 2	1602	81	1601	- 2	1602	81	1601	- 2
1665	C.E.C. 3 %	1600	+ 5	1603	81	1601	- 2	1602	81	1601	- 2	1602	81	1601	- 2	1602	81	1601	- 2
1666	C.E.C. 3 %	1600	+ 5	1603	81	1601	- 2	1602	81	1601	- 2	1602	81	1601	- 2	1602	81	1601	- 2
1667	C.E.C. 3 %	1600	+ 5	1603	81	1601	- 2	1602	81	1601	- 2	1602	81	1601	- 2	1602	81	1601	- 2
1668	C.E.C. 3 %	1600	+ 5	1603	81	1601	- 2	1602	81	1601	- 2	1602	81	1601	- 2	1602	81	1601	- 2
1669	C.E.C. 3 %	1600	+ 5	1603	81	1601	- 2	1602	81	1601	- 2	1602	81	1601	- 2	1602	81	1601	- 2
1670	C.E.C. 3 %	1600	+ 5	1603	81	1601	- 2	1602	81	1601	- 2	1602	81	1601	- 2	1602	81	1601	- 2
1671	C.E.C. 3 %	1600	+ 5	1603	81	1601	- 2	1602	81	1601	- 2	1602	81	1601	- 2	1602	81	1601	- 2
1672	C.E.C. 3 %	1600	+ 5	1603	81	1601	- 2	1602	81	1601	- 2	1602	81	1601	- 2	1602	81	1601	- 2
1673	C.E.C. 3 %	1600	+ 5	1603	81	1601	- 2	1602	81	1601	- 2	1602	81	1601	- 2	1602	81	1601	- 2
1674	C.E.C. 3 %	1600	+ 5	1603	81	1601	- 2	1602	81	1601	- 2	1602	81	1601	- 2	1602	81	1601	- 2
1675	C.E.C. 3 %	1600	+ 5	1603	81	1601	- 2	1602	81	1601	- 2	1602	81	1601	- 2	1602	81	1601	- 2
1676	C.E.C. 3 %	1600	+ 5	1603	81	1601	- 2	1602	81	1601	- 2								



# Le Monde

## UN JOUR DANS LE MONDE

### DÉBATS

2. L'AFFRONTEMENT COMMERCIAL : Pourquoi les Français n'aiment pas la concurrence, par Jean-A. Courcier. « Ce que compétitivité veut dire », par Albert Merin.

### ÉTRANGER

3. PROCHE-ORIENT - ISRAËL : l'été social s'annonce chaud. Tribune internationale : « La Liban n'a pas besoin d'Israël », par Zuhair Bero.

### AMÉRIQUES

5. AFRIQUE - ZIMBABWE : M. Mugabe remporte les élections.

6-7. ASIE - Effervescence sur la rive soviétique du fleuve Amour.

### POLITIQUE

8. La réunion du comité directeur du PS.  
9. Nouveaux incidents en Nouvelle-Calédonie.

### SOCIÉTÉ

11. La grève de la faim de Christine Villain.

### SPORTS

13. CYCLISME : le Tour de France.  
- GOLF : le jeu intérieur de Bellerose.

**En juillet sur CFM**  
de 19 heures à 19 h 30  
à Paris (89 MHz)  
à Bordeaux (101,2 MHz)  
**« le Monde »**  
reçoit  
DU LUNDI AU JEUDI  
avec PHILIPPE BOUCHER

### CULTURE

14. FESTIVALS : Shakespeare à Avignon ; Tchekovski à Montpellier.

### LE MONDE ÉCONOMIE

17. Les bourses régionales de France : mobiliser l'épargne de proximité.  
18. La forte chute des prix des terres agricoles.

### ÉCONOMIE

29. AFFAIRES : la politique économique des collectivités locales.  
30. FINANCES PUBLIQUES : le trentième anniversaire des sociétés de développement régional.

**RADIO-TÉLÉVISION (16) INFORMATIONS « SERVICES » (28) :**  
« Journal officiel » ; Météorologie ; Mots croisés ; Loto.  
Annonces classées (20 à 27) ; Carrel (16) ; Programmes des spectacles (15) ; Marchés financiers (31).

## SUR UN PASSAGE A NIVEAU A SAINT-PIERRE-DU-VOUVRAY (EURE)

### Le rapide Le Havre-Paris déraile après avoir heurté un poids lourd

Sept morts, une quarantaine de blessés

Le train rapide Le Havre-Paris a déraillé sur un passage à niveau ce lundi 8 juillet, à 9 h 28, à Saint-Pierre-du-Vouvray (Eure) près de la ville nouvelle du Vaudreuil. Sept personnes - au moins - ont trouvé la mort dont l'une dans une maison d'habitation située à proximité de la voie et une quarantaine ont été blessées. Le plan Orsec a été déclenché par M. Henry Coury, commissaire de la République de l'Eure - qui s'est rendu sur les lieux - et tous les centres de secours de la région de Louviers ont été mobilisés. Un hôpital de campagne a été installé à proximité du lieu de l'accident.

Le train n° 3136 avait quitté la gare du Havre à 8 h 4. Il devait arriver à Paris-Saint-Lazare deux heures plus tard. Au moment où le convoi survénait, à une vitesse de 160 km/heure, un poids lourd a enfoncé les barrières du passage à niveau situé dans l'agglomération et s'est immobilisé sur les voies. Cinq des douze voitures du rapide ont déraillé et l'une d'entre elles a heurté la maison.

Le passage à niveau où s'est produit l'accident est l'un des 10900 qui sont équipés de fermeture automatique et d'un feu rouge (sur les 22035 passages à niveau en France). Les quatre demi-barrières étaient abaissées et l'on ignore encore pour quelle raison le poids lourd ne s'est pas arrêté.

## INCLUPÉ DANS LE PROCÈS DE L'ATTENTAT CONTRE LE PAPE

### Le Turc Bechir Celenk a quitté la Bulgarie pour rentrer dans son pays

M. Bechir Celenk, - parrain de la mafia turque et principal accusé du procès en cours à Rome pour juger les complices d'Ali Agca dans sa tentative d'assassinat du pape, en 1981 - est arrivé de façon imprévue à Istanbul, le 6 juillet, en provenance de Bulgarie, où il était « retenu » depuis 1982.

Ce retour a, semble-t-il, totalement pris de court les autorités turques. Le ministre des Affaires étrangères, M. Vahit Haliloglu, a interrompu ses vacances après avoir lu, à-t-il déclaré, l'information « dans les journaux ». Bechir Celenk a été, dès son arrivée à l'aéroport, isolé par la police et conduit au quartier général d'Istanbul : il fait l'objet de plusieurs inculpations en raison de son rôle allégué dans des trafics de drogue et d'armes. Les autorités turques avaient, à plusieurs reprises depuis le coup d'Etat militaire de 1980, tenté d'obtenir son rapatriement.

Mais les Bulgares n'avaient jamais accédé, jusque-là, aux demandes d'extradition qui leur étaient présentées. Bechir Celenk était, depuis 1982, en résidence surveillée à Sofia - dans des conditions de confort qui avaient parfois surpris.

Un communiqué de l'agence officielle bulgare BTA a précisé que M. Celenk était rentré en Turquie « de son plein gré ». L'enquête que les autorités du pays mènent de leur côté sur la participation éventuelle de l'intéressé à l'attentat contre le pape était achevée, indique BTA, et rien n'avait été relevé à l'encontre du suspect, qui pouvait donc, désormais, quitter Sofia. On sait que la justice italienne a retenu la thèse d'une « filière bulgare » dans le procès des complices d'Ali Agca : trois Bulgares sont inculpés, et l'un d'entre eux, M. Antonov, est dans le box des accusés (les deux autres avaient auparavant quitté l'Italie).

La thèse qui prévaut parmi les observateurs en Turquie est que la décision bulgare de « rendre sa liberté de mouvement » à Bechir Celenk est liée au procès de Rome. Sofia accablait ainsi la confusion déjà créée par les déclarations parfois extravagantes d'Ali Agca. En toute certitude, la justice turque entend bien examiner en priorité les charges qu'elle a elle-même à l'encontre de Celenk, à savoir sa participation à divers trafics. Il est donc exclu qu'il soit satisfait rapidement d'une demande d'extradition que l'Italie ne peut manquer de formuler (Rome avait tenté, en vain, d'obtenir une telle décision des autorités bulgares).

Selon Ali Agca, Bechir Celenk aurait été le commanditaire de l'attentat contre le pape. Le 12 juillet 1980, à Sofia, le patron de la mafia turque aurait promis 3 millions de marks en faveur des Loops, une organisation d'extrême droite à laquelle appartenait Agca, pour tuer le Souverain Pontife.

Bechir Celenk avait été entendu à Sofia par un juge italien avec l'autorisation des Bulgares. Il avait, par ailleurs, toujours dit qu'il souhaitait pouvoir rentrer en Turquie pour se justifier des accusations portées contre lui par la justice de son pays. - (AFP, AP)

## CONDAMNATION A HAMBURG DES AUTEURS DES FAUX CARNETS DE HITLER

Le journaliste Gerd Heidemann, qui avait commandité les faux carnets de Hitler publiés en avril 1983 par le magazine ouest-allemand Stern, a été condamné, ce lundi 8 juillet, à quatre ans et huit mois de prison pour escroquerie. Le faussaire lui-même, Konrad Kujau, a été condamné à quatre ans et six mois de la même peine.

Le tribunal de Hambourg qui les jugeait a retenu que les deux accusés avaient escroqué 9,34 millions de marks (près de 30 millions de francs) à la maison d'édition Gruner et Jahr, editrice de Stern. Cette somme n'a pas été retrouvée. Le procès a nécessité quatre-vingt-quatre auditions.

Gerd Heidemann est un ancien reporter à succès de Stern, il avait réussi à vendre à son employeur les soixante faux carnets réalisés par M. Kujau, un collectionneur d'armes de Stuttgart. - (AFP)

**Le Monde Infos Spectacles**  
sur Minitel  
615.91.77 + I.S.L.M.

## Selon IFOP

M. MITTERRAND  
ET FABRIS  
GAGNENT CHACUN  
QUATRE POINTS

La baromètre mensuel IFOP Journal du Dimanche, publié le 7 juillet, enregistre une hausse de quatre points des indices de popularité du président de la République et du premier ministre. D'après ce sondage, réalisé du 25 juin au 2 juillet auprès d'un échantillon représentatif de 1735 personnes, M. Mitterrand satisfait 35 % des Français (au lieu de 31 % le mois dernier) et en mécontente 48 % (comme en juin).

M. Fabius, pour sa part, satisfait 39 % des personnes interrogées (au lieu de 35 % précédemment), le nombre des mécontents restant stable à 34 %.

A l'indice de popularité des personnalités de l'opposition, la hausse est aussi générale. M.M. Barre (49 % d'opinions positives) et Giscard d'Estaing (39 %) gagnent chacun cinq points. Mme Simone Veil (47 %) progresse de trois points ainsi que M. Chirac (34 %).

## Sur le vif

### Dallas sur Tamise

Pourquoi est-ce qu'on a guillotiné Louis XVI ? Moi, je ne m'en remettrai jamais. Quand le vois ce qui se passe en Grande-Bretagne, la fabuleuse saga des « Royals », comme on dit à l'étranger, cet énorme feuilleton - « Dallas », c'est rien à côté - dont les rebondissements ne nous parviennent qu'assourdis, stériles, l'en suis malade de jaloux.

Je viens de passer le week-end à Londres. Vous ne pouvez pas savoir ce qui arrive ! Samedi, tard le soir, il faisait beau ; en rentrant chez eux, les Anglais ont vu s'éclaircir les trottoirs, dans la pile toute fraîche des journaux du dimanche, le titre en caractères d'effigie de « News of the World » : la princesse Michael a une histoire avec un milliardaire texan.

La princesse Michael, oui. Une catholique, oui. Une divorcée, oui. Une étrangère dont le père était un ancien nazi. Celle par qui le scandale arrive. Celle que le prince de Kant n'aurait jamais dû épouser. Celle que le prince Charles a surnommée « Rent-a-princess », princesse à louer. Celle que la reine - elle l'appelle la princesse Wei, diminutif de Walkyrie - traite de pervécute.

Elle l'accuse d'être « plus royale que nous ne le sommes ».

Toute la presse a repris le véritable rapport de police établi par dix journalistes et six photographes planqués pendant des semaines devant la résidence de Kant. La princesse, ils l'ont épée, suivie, fêlée, ils ont révélé, dans le moindre détail, les croustillantes circonstances de ses rencontres à New-York, à Londres et à la campagne avec l'ami américain du couple.

Dimanche pour le finale de Wimbledon, il était là, le couple, assis, le main dans la main, les yeux dans les yeux au premier rang de la loge royale. Applaudi, debout, par le public huppé du central. Entouré par d'autres membres de la famille.

Allez, console-toi, disais hier dans le miroir, le tube a, ma jeune voisine à sa copine, encore sous le coup de l'émotion. Tiens, regarde : en couverture du magazine couleur publié le même jour par le même « News of the World » : la princesse Anna, nouvelle super-star. Elle va enfin arriver à ses fins en déclinant Diana.

CLAUDE SARRAUTE.

## LES MODÉRÉS DU NOTTINGHAMSHIRE QUITTENT LA NUM

### Scission dans le syndicat des mineurs britanniques

Dans un nouveau pas charbonnier, dont les grandes lignes sont dévoilées par le Financial Times du 8 juillet, le National Coal Board - les charbonnages britanniques - prévoit la fermeture d'une cinquantaine de puits non rentables d'ici quatre ans. La scission intervenue dans le syndicat des mineurs laisse penser que l'opposition à ce plan sera moins vive qu'à précédent projet de fermeture.

Londres. - La décision de « scission » que viennent de prendre les mineurs du Nottinghamshire marque-t-elle le début de la fin pour l'Union nationale (NUM) ou bien les « rebelles » se contenteront-ils au contraire à ne isoler un fatal, comme ce fut le cas de leurs prédécesseurs qui, dans la même région, avaient entrepris de faire cavalier seul après la grève générale de 1926 ? Quel qu'il en soit, cette initiative a eu pour effet de réconforter quelque peu M. Thatcher après le revers subi par le Parti conservateur lors de l'élection partielle de Brecon and Radnor le 4 juillet.

C'est à une forte majorité - 228 voix contre 20 - que les délégués du Nottinghamshire ont, le 6 juillet, décidé de quitter l'Union nationale, mettant ainsi fin à seize mois de conflit larvé. Des premiers jours de la grève déclenchée par M. Arthur Scargill, président des mineurs, en mars 1984, on prévoyait qu'un jour ou l'autre la branche régionale du Nottinghamshire se séparerait de la NUM, qui, jusqu'à présent, détenait le monopole de la représentation ouvrière dans

## De notre correspondant

Les houillères. Après une consultation de la base - que M. Scargill avait voulu ériger à l'échelle nationale - les dirigeants syndicaux du deuxième bassin minier du pays avaient appelé les 30 000 mineurs du Nottinghamshire (1) à continuer le travail. Cette décision condamnait la grève à l'échec ; il fut aussitôt en mars dernier.

M. Scargill fut obligé d'annuler le mot d'ordre sans avoir obtenu la moindre révision du plan de restrictions qui avait été prévu par la direction des charbonnages.

## Limogeage

Au début de cette année, la section du Nottinghamshire - comme celle de la NUM - a élu son secrétaire général, qui entendait rester fidèle à l'appareil de la NUM. Mais, méprisant les menaces d'exclusion, elle a adopté des dispositions augmentant son autonomie vis-à-vis de l'organisation nationale.

Les événements se sont précipités la semaine dernière, avec le congrès annuel de la NUM. A huis clos, le 3 juillet, les instances dirigeantes du syndicat ont décidé de sanctionner deux des responsables du Nottinghamshire. Les jours suivants voyaient le triomphe de M. Scargill : devenu président à vie de la NUM, il a, par ailleurs, obtenu que le contrôle de l'état-major national sur les sections régionales soit renforcé. Ces décisions ont achevé de convaincre les modérés du Nottinghamshire qu'ils ne devaient plus tarder à franchir le pas.

Les « rebelles » ne cachent pas leur ambition de créer un nouveau syndicat qui puisse être un véritable concurrent de la NUM. Le bassin voisin du Derbyshire pourrait, d'ailleurs, bientôt se joindre aux dissidents.

A la direction du National Coal Board (NCB), on se réjouit, bien sûr, de cette affaire. Un porte-parole a déclaré : « L'administration considérera avec sympathie toute demande de contacts faite par les syndicats du Nottinghamshire ».

Au Parti travailliste, en revanche, on a beaucoup de mal à dissimuler un grave embarras. A la veille de l'élection partielle de Brecon and Radnor, M. Neil Kinnock, leader du Labour, avait cru bon de dénoncer très sévèrement M. Scargill : celui-ci ne venait-il pas de dire que le Parti travailliste se devait de soutenir sans réserve la NUM, alors même que celle-ci prétendait pouvoir déclencher une nouvelle grève au cas où le NCB persisterait dans sa volonté d'appliquer rigoureusement ses projets de fermeture de mines.

Dans l'entourage de M. Kinnock, on laissait entendre que l'« extrémisme » de M. Scargill pouvait être très dommageable pour l'ensemble du mouvement travailliste. La victoire des libéraux à Brecon and Radnor a, selon toute apparence, donné raison à ceux qui nourrissaient cette crainte.

FRANÇOIS CORNU.

(1) La NUM comptait 180 000 adhérents au début de 1984.

Le numéro de « Monde » daté 7-8 juillet 1985 a été tiré à 403 694 exemplaires

**Finlande Laponie**  
LA FINLANDE AU GRÉ DE VOTRE FANTASIE  
avion + voiture  
à partir de  
F.2.555 PARIS-PARIS  
(1 semaine base 4 pers.)  
autres agents de voyage au  
ALANT'S TOURS  
5, rue Danielle Casanova  
75001 PARIS - 01 296.59.78  
te 1023

**« LE MONDE » ET LA BOURSE**  
Pour des raisons techniques, seules les éditions du Monde portant la mention « Dernière édition - Bourse » contiennent les cours du jour de la Bourse.

A B C D E F G H

**I.T.C. MESSIEURS ÉVITEZ LA CALVITIE**  
MÉTHODE UNIQUE EN FRANCE PROPOSÉE PAR DOMINIQUE LAVIGNE  
INSTITUT TECHNIQUE CAPILLAIRE 231 rue Saint-Hippolyte 75001 Paris - 01 260.69.02  
Sur rendez-vous du lundi au vendredi de 10 h 30 à 19 h 30 - visite et contrôle gratuits

**SCIENCES-PO**  
Session intensive d'été : début 22 juillet  
Cours annuels : début 10 octobre  
médecine  
pharmacie  
sage femme  
NADAUD  
12 rue de la Harpe - 75001 Paris  
(1) 337.71.16

**LES HOMMES DE LA LOIRE**  
H. Dussourd-R. et G. Desjeux  
De la source à l'embochure, une histoire riche et passionnante  
24 x 28 cm - 204 p. - 220 F

**Berger-Levrault**  
UN GRAND NOM DE FRANCE

**L'ATREUILLE**  
saldes d'été  
QUALITÉS INÉPUISABLES  
PRIX EXCEPTIONNELS  
62 rue St André-des-Arts 6<sup>e</sup>  
Tel: 329.44.10  
PARKING ATTENDANT À NOS MAGASINS

**L'ANGLAIS DES AFFAIRES, L'ANGLAIS COURANT**  
Cours intensifs à Paris, New-York, Londres  
L'Allemand à Freiburg  
EXÉCUTIVE LANGUAGE SERVICES  
INTERNATIONAL HOUSE GROUP  
25, bd de Sébastopol  
75001 Paris  
Tél: (1) 236-32-32

**Rémy 25<sup>e</sup> ANNIVERSAIRE**  
**LES AFFAIRES DE L'ÉTÉ**  
Du 1<sup>er</sup> juillet au 31 août  
BIBLIOTHÈQUES, Moteurs, Chêne Louis XV, XVI, Directoire, L. Philippe  
LE MEUBLE RÉGIONAL RUSTIQUE  
Noyer de France, Chêne, Merisier  
SALONS CURT ET STYLE  
SALLES à MANGER et CHAMBRES  
tous styles, toutes essences de bois  
Tout est réalisé d'après des documents  
anciens en toutes dimensions  
dans les laques et peintures anciennes  
et toujours  
une étonnante collection de lits de repos  
de commodes  
et de bibliothèques  
OUVERT EN AOÛT  
80-82, Fg St Antoine - 343.65.58

**orientations SERVICE**  
**Des écoles ont décidé de mieux vous informer sur les filières et débouchés suivants:**  
■ POUR EN SAVOIR PLUS  
et recevoir gratuitement des informations, cochez le case correspondant à la filière qui vous intéresse et adressez ce bon à Orientations Service, 57 Avenue Montaigne 75008 Paris. M. Mme  
Niveau d'études actuel de l'étudiant Age  
■ Les Classes Préparatoires ■ Accueil  
■ Les Grandes Ecoles de Commerce et de Gestion ■ Hôtellerie  
■ Vente, Commerce et Distribution ■ Les Professions Para-Médicales  
■ Les Ecoles à Vocation Internationale ■ Assurances  
■ Les Grandes Ecoles Scientifiques ■ Transport  
■ Informatique ■ Bâtiment, Travaux Publics  
■ Electronique ■ Communication Audiovisuelle  
■ Secrétariat, Bureautique ■ Publications  
■ Comptabilité ■ Formations Artistiques  
■ Langues ■ Les 3<sup>es</sup> Cycles de Gestion  
■ Tourisme ■ Réussir le Baccalauréat

551 من الأصل